HAL
open science

La région théicole d'Ijenda (Burundi) : économie et société, 1965-2011

Éric Ndayisaba

To cite this version:

Éric Ndayisaba. La région théicole d'Ijenda (Burundi) : économie et société, 1965-2011. Histoire. 2016. ⟨dumas-01426144⟩

HAL Id: dumas-01426144

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01426144v1

Submitted on 4 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Copyright - All rights reserved

Master 2 Cultures, Arts et Sociétés

Recherche Histoire

LA REGION THEICOLE D'IJENDA(BURUNDI): ECONOMIE ET SOCIETE 1965-2011

Mémoire présenté par

Eric NDAYISABA

Les membres du jury:

Christian THIBON Professeur en Histoire, Directeur de la recherche

Alain CAZENAVE PIARROT Maître de conférence en Géographie, HDR

Abel KOUVOUAMA Professeur en Anthropologie

Pau, 21 juin 2016

DEDICACES

Aux paysans des collines burundaises.

REMERCIMENTS

Tout travail scientifique, humble, soit-il, ne peut pas être le fruit des efforts d'une seule personne; le notre ne fait pas l'exception. Nous saisissons alors cette occasion pour remercier certaines personnes qui ont contribué pour son aboutissement.

Nous pensons sincèrement au professeur Christian Thibon, directeur de ce mémoire. Son expérience et ses conseils de tous les jours pour nous initier à ce noble métier d'historien chercheur, méritent notre reconnaissance.

Nous remercions également aux enseignants chercheurs et à tout le personnel de l'Université de Pau et des pays de l'Adour, pour leur accueil et leur service, qui rendent agréable notre vie quotidienne.

Le personnel de l'Office du Thé du Burundi mérite notre reconnaissance pour nous avoir fourni les données sur la théiculture.

Nos remerciements s'adressent aux informateurs qui ont accepté de nous livrer leurs avis sur la paysannerie en général et sur le théier en particulier.

Enfin, un sentiment de gratitude s'adresse également envers le Gouvernement burundais qui finance notre scolarité.

SOMMAIRE

CHAP. I. APERCU SUR LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REGION D'IJENDA AVANT L'INTRODUCTION DU THEIER……..…….……19

I. La présentation de la région d'Ijenda……19

II. La situation socio-économique avant l'introduction du théier …… ..23

CHAP. II. LA THEICULTURE DANS LA REGION D'IJENDA…….……...48

I. L'historique du théier…….48

II. Les exigences et intégration du théier dans la région d'Ijenda……55

III. Le rôle du Complexe théicole d'Ijenda……83

IV. Le rôle de l'Office du Thé du Burundi (OTB)……89

V. La libéralisation de la filière thé au Burundi: la « guerre du thé», la « guerre de monopole»103

CHAP. III. L'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA THEICULTURE DANS LA REGION D'IJENDA……107

I. L'impact économique……107

II. La théiculture et la société rurale……..131

INTRODUCTION GENERALE

Le Burundi est un petit pays de 27 837 Km^2 de superficie, situé à cheval entre l'Afrique Centrale et l'Afrique Orientale. Il est l'un des pays les plus pauvres de la planète, si l'on tient compte par exemple de son faible PIB par habitant, équivalent à 315,197 Dollars américains en 2015[1].

Par ses 9,4 millions d'habitants, ce pays est également parmi les plus densément peuplés (plus de 337 habitants au Km^2). Sa population est extrêmement rurale (plus de 90 %), s'occupant de l'agriculture vivrière par excellence (85% des terres cultivées), avec une faible diversité des recettes d'exportations. Durant la période coloniale, le pays fut contact avec les cultures dites « capitalistes », c'est-à-dire à vocation monétaires. Ainsi, toute une gamme de cultures fut tentée, mais le contexte international de crise économique et de guerres et la faible capacité du colonisateur font partie des facteurs qui n'ont pas facilité l'affaire; seules quelques 2 plantes parviendront vraiment à la phase majeure d'extension : le café et le coton. A l'approche de l'Indépendance, l'idée du théier renvient dans un contexte de diversification des produits exportables. Cette nouvelle culture sera pratiquée dans les domaines étatiques (22,1), d'une part et dans les exploitations familiales (77,9%), d'autre part. Le thé deviendra la deuxième culture d'exportation par ses recettes (21%) après le café (64%) et enfin une proportion minime du secteur minier (qui se cherche encore)[2], des peaux, du coton, de la bière, etc[3].

Si le café occupe une grande partie du territoire national, le thé est la culture exclusive des hautes terres (22 sur 129 communes cultivent le thé, soit plus ou moins un quart du territoire national). L'Office du Thé du Burundi est une entreprise publique qui a toujours eu le monopole de cette culture. En 2011, elle contrôle 9 005 Ha de plantations theicoles tant étatiques que familiales, reparties en 5 régions théicoles (du Nord au Sud) : Buhoro, Rwegura, Teza, Ijenda et Tora. L'OTB achète les feuilles vertes aux théiculteurs, assure l'usinage du *thé noir* et vend le

---

[1] Les rapports de l'ONU classent le Burundi comme le pays le plus pauvre de la Planète en 2015 en considérant la faiblesse du Produit Intérieur Brut par habitant. La crise déclenchée en avril 2015 suite à la troisième candidature du président Pierre Nkurunziza a aggravé une situation déjà précaire.

[2] Se cantonnant dans l'informel et dans l'artisanal, le secteur minier au Burundi soulève actuellement plus d'énigmes que des opportunités pour le développement du pays.

[3] Ces chiffres concernent le total des recettes des exportations burundaises de 1999 à 2009 (Selon le *Bulletin trimestriel* de la BRB cité *par* l'ISTEEBU, *Annuaire des Statistiques du Burundi 2009*, p.36). Le café y représente 64,7% et le thé 21,9%. Il faut reconnaître que l'influence du thé dans les recettes des exportations est très croissante suite au bon climat des affaires de cette denrée et aux défis majeur du café dans ce pays.

produit fini aux divers marchés dans le monde. Une nouvelle entreprise privée PROTHEM a commencé difficilement ses activités en 2011.

La région d'Ijenda a intégré le théier, il y a déjà une cinquantaine d'années ; toutes les superficies sont constituées par de petits champs individuels équivalant à 2 087 Ha (soit 23, 3% du total de l'OTB), ce qui fait de cette région la deuxième après celle de Rwegura pour le totales des superficies nationales et la première si on considère seulement les champs familiaux.

Au moment où le café connaît une phase de grandes inquiétudes depuis quelques décennies due à la «stagnation –régression durable» de la productivité et de l'instabilité notoire des cours mondiaux[4], le climat des affaires du thé semble rassurant. Depuis les années 2000, on observe une importance croissante envers cette culture du point de vue du volume de production, de la rémunération[5] et de l'investissement. Ainsi, en 2015, l'OTB a enregistré une production et un montant de recettes jamais atteints (32 millions de dollars américains contre 21 en 2014, soit une augmentation de plus de 52 %) et le Burundi est classé premier en Afrique au niveau de la qualité et du prix moyen par Kg du thé sec[6] et l'année 2016 débute avec de nouvelles initiatives qui attestent un intérêt croissant envers cette culture[7]. Ce succès relatif de la théiculture au «sommet», est-il visible et profitable à la «base», c'est à dire au niveau de l'amélioration des conditions de vie des paysans exploitants?[8]

Cette question mérite d'être posée et sera largement discutée tout au long de ce travail.

---

[4] La campagne café de 2016 commence mal. En plus d'une somme importante impayée aux caféiculteurs pour la campagne 2015, une conférence de presse conjointe organisée par la Confédération Nationale des Associations des Caféiculteurs (CNAC-*Murima w'isangi*), InterCafé, et COWASA (Coffee Washing Station Alliance) le 23 mars 2016 a annoncé que le prix du café cerise est à la baisse, fixé à 440 FBU le kilo contre 500 Fbu de l'année passée. Voir également BRB, Service Etudes et Statistiques, *Bulletin mensuel*. Décembre 2013, p.3

[5] De 2009 à 2015 le prix moyen du thé sec burundais est passé de 1,4 à 4 dollars américains par Kg.

[6] www.bujumbura.bi: «Le Burundi devient numéro UN de la région. Explications de BIGIRIMANA Jacques, Directeur Général de l'OTB». [consulté le 02 mars 2016].

[7] Après la semaine dédiée au thé (du 14 au 20 décembre 2015) ouverte par le président de la République les nouvelles initiatives de la production du *thé vert* et du *thé orthodoxe* à l'exemple du Kenya, sont à l'œuvre.

[8] Les discours officiels font croire que les burundais vivent du café, mais des études détaillées apportent une nuance ; elles montrent combien l'importance de cette culture à l'endroit de l'Etat ne l'est pas automatiquement à la «base». Dans toutes les régions, le rendement de la bananeraie est supérieur à celui de la caféiculture. *Voir* HUBERT C., *Etude sur la stratégie des producteurs du café au Burundi*. Paris, Institut National Agronomique, 1995, p.54

I. Le choix, les objectifs et l'intérêt du travail

Tout projet a une histoire. Le notre ne fait pas l'exception. Notre origine (de fils de paysans théiculteurs) aurait, nous semble –t – il, nourri notre intuition et motivé notre curiosité envers les dynamiques du monde rural en général et les enjeux de la théiculture en particulier[9]. La formation universitaire nous a permis l'accès aux ouvrages et articles sur le monde rural[10], et la présentation d'un mémoire de licence, *La théiculture en commune Rusaka et son impact socio-économique (1967-20011)*, en janvier 2013 à l'Université du Burundi, nous a été d'une excellente occasion pour réfléchir sur l'ensemble des enjeux au tour de cette culture, ainsi que les mutations rurales en cours. L'idée d'étendre le sujet au niveau spatial est alors née, pour comprendre et apporter une contribution à la connaissance de l'impact de la théiculture sur les dynamiques socio-économiques rurales[11].

L'idée d'une « histoire globale » est envisageable pour saisir les mutations longues d'une société. L'histoire du Burundi n'est pas seulement celle des antagonismes millénaires *Hutu-Tutsi* ; celle des partis politiques, des crises et des guerres ou de très récemment celle des « mandats présidentiels » ; c'est aussi bien celle de l'agriculture, des relations matrimoniales, des mentalités, des croyances, de l'alimentation, de l'habillement, de l'éducation, de la santé,… bref l'histoire de tous les domaines de la vie des populations.

Pour ce qui nous intéresse pour le moment, la complexité des mutations du monde rural mérite une attention particulière. Le regard d'un historien est alors nécessaire pour fouiller ce

---

[9] Mes grandes mères me racontent toujours les débuts et la pratique du théier sans aucune moindre question en rapport. Mon grand- père gardait toujours son champ propre qui sera hérité par ses deux fils. Les stratégies de survie de la « brousse du théier » nous intéressent personnellement, d'une façon ou d'une autre. Il revient à nous de collecter tous ces témoignages afin de les confronter avec d'autres sources disponibles pour construire un débat autour de l'aspect civilisateur de cette plante. Nous espérons que le statut de témoin-acteur ne va pas compromettre l'objectivité que prône toujours l'historien chercheur ; par contre leur confrontation enrichit le débat.

[10] Nous citons ici principalement l'ouvrage, très intéressant en ce domaine, du professeur HATUNGIMANA A., *Le café au Burundi au XXè siècle. Paysan, argent, pouvoir*. Paris, Karthala, 2005 ; le Guide de recherche sous la direction du professeur CHRETIEN J. P., *Histoire rurale de l'Afrique des Grands Lacs .Guide de recherches*. Paris, Karthala, 1983 et l'ouvrage Cochet Hubert, *Crises et révolutions agraires au Burundi*, Paris, Karthala, INAPG, 2001, 468p. Il s'agit également de riches articles d'H. COCHET ainsi que la revue *Cahiers d'histoire,* notamment son n^{0}2 de 1984, intitulé « Histoire rurale ».

[11] NDAYISABA E., *La théiculture et son impact socio-économique en commune Rusaka (1966-2011)*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 201, p.88

«terrain inexploré et particulièrement fructueux»[12]. Il est désormais appelé à rejoindre ses collègues économistes et agronomes pour la plupart, à assumer ses propres responsabilités intellectuelles, dépassant les raccourcis les plus simplistes et «les apparences les plus immuables et réputées les plus traditionnelles»[13] pour bien analyser les modifications longues et fines, qui s'y dissimulent, afin d'apporter sa contribution à la connaissance de l'univers rural[14].

L*'Histoire rurale* est récente, en ce qui concerne l'historiographie française, c'est en 1929 avec l'«*Ecole des Annales*»[15] que les historiens l'ont intégrée dans le champ des sciences sociales. A partir de là, les plantes, objets économiques et socioculturels, par excellence, y trouvent leur place. C'est ainsi alors qu'A. G. Haudricourt s'interroge : «*Comment pourrait-on faire de l'histoire des civilisations humaines sans parler de leurs bases matérielles, au premier rang desquelles se trouvent les plantes ?*»[16] Et, déjà au XIXè siècle, J. H. Fabre plaide, pour l'étude des plantes, en ces termes : « *L'histoire célèbre les champs de bataille sur lesquelles nous trouvons la mort, mais elle ne daigne pas parler des champs cultivés grâce auxquels nous prospérons, elle mentionne les noms de tous les bâtards des rois mais ne peut nous enseigner l'origine du froment* »[17]. Et A. de Lamartine insiste lui aussi sur l'aspect civilisateur des plantes : « *Ce n'est pas seulement du blé qui sort de la terre labourée, c'est une civilisation tout entière*»[18].

Cette conception du champ vaste de l'historien a apporté un renouveau dans l'historiographie. Mais, au moment où le thème d'histoire rurale intégrait l'agenda des chercheurs en sciences sociales, en Occident, l'Afrique en est resté l'enfant pauvre ; le monde rural est resté insuffisamment exploré. Sur ce sujet, M. Chastanet remarque que *«* l'histoire des plantes et des paysages d'Afrique est encore largement à défricher, qu'il s'agisse de l'histoire de

---

[12] GAHAMA J., « Le projet d'Histoire rurale du Burundi », *Cahiers d'Histoire*, I, Université du Burundi, Département d'Histoire, avril 1983, p. 114.

[13] CHRETIEN J. P., *Op.cit*., p. 19.

[14] L'économiste MALASSIS L.«Préoccupations sociologiques d'un économiste rural», *Economie rurale*, 1961, vol.47, n^{0}1, p.3, constate l'absence de l'intérêt pour le milieu rural en sciences sociales.

[15] Cette Ecole historique a été fondée et animée au début par deux historiens français, L. FEBVRE et M. BLOCH, professeurs à l'Université de Strasbourg pour promouvoir l'histoire économique et sociale et favoriser les contacts interdisciplinaires au sein des sciences sociales. Cette école propose alors l'intégration des domaines comme la Géographie, l'Economie et la Sociologie pour aboutir à la vision globale de la société.

[16] HAUDRICOURT A. G., *L'homme et les plantes cultivées*. Paris, A.M. Métailié, 1987, p.10.

[17] FABRE J. H., *Souvenirs entomologiques* (1879-1907), Paris, Librairie Ch. Delagrave, *cité par* HATUNGIMANA A., *Op.cit*, p.11

[18] A. de LAMARTINE *cité par* C. MICHELET, *Histoire des paysans de France*. Paris, Laffont, 1996.

certaines formations végétales ou des périodes et voies de diffusion de plantes nouvelles».[19] Pour la région des Grands Lacs, le Colloque International sur *«la civilisation ancienne des peuples des Grands lacs* » tenu à Bujumbura du 4 au 10 septembre 1979 a livré quatre orientations de recherches dont «*la culture matérielle*». Depuis 1981, un groupe de chercheurs de nationalités et formations diverses a été alors formé. Son champ d'étude s'étendait sur «*l'histoire rurale de l'Afrique des Grands lacs*». «La connaissance d'un peuple ne pouvait pas se faire si l'on ignorait les mondes ruraux»[20], le thème « *Histoire rural*e» sera alors retenu dans le cadre de l'accord interuniversitaire entre Paris I et Université du Burundi et un séminaire sur «*Histoire rurale du Burundi*» sera lancé et animé au sein du Département d'Histoire de l'Université du Burundi. Dans le même ordre d'idées, une option d*'Economie rurale* sera également créée au sein de la Faculté des Sciences Economiques et Administratives, de l'Université du Burundi. Ainsi, des étudiants trouveront l'inspiration et l'encadrement pour leurs mémoires de licence[21]. Alors, différents travaux sur la paysannerie des Grands lacs au cours de la décennie 1980 ont enrichi l'historiographie[22]. Mais, suite au contexte *sociopolitique de crise*[23] que connaîtra la région, dès le début des années 1990, nous semble-t-il, la plume des chercheurs accordera plus d'attention à «l'histoire purement politique», particulièrement au conflit dit *politico-ethnique*, laissant pour compte l'étude des réalités socio-économiques du «bas», alors qu'une analyse très attentive de la paysannerie pourrait même éclairer sur cette «histoire événementielle » du Burundi contemporain[24].

---

[19] CHASTANET M., *Plantes et paysages d'Afrique : Une histoire à explorer*. Paris, Karthala, 1998, p.21.

[20] GAHAMA J., *op. cit*. p. 116.

[21] Nous citons l'exemple de NDAYIRAGIJE E., *L'Impact socio-économique de la théiculture en milieu rural : le cas de la société théicole de Tora dans la commune Mugamba*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1985 ; KAVAKURE L., *Famines et disettes au Burundi (Fin XIXè-1ère moitié du XXè.* Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1982.

[22] L'article de J. GAHAMA «Le projet d'histoire rurale du Burundi» sera publié dans les *Cahiers d'Histoire* n0I de 1983. La même année, sous la direction de J. P. Chrétien, est sorti *Histoire rurale de l'Afrique des Grands-Lacs*, aux éditions Karthala ; et, en 1987 l'Université du Burundi trouva l'honneur de publier *Question sur la paysannerie,* à la RPP.

[23] Déjà au Burundi, la crise d'Août 1988 fait la une ; en 1990 la guerre éclate au Rwanda ; le putsch sanglant d'octobre 1993 et la guerre qui en est suivi au Burundi marquent un pas vers le glissement du gouffre de la violence. Le génocide rwandais de 1994 s'est fait parler de lui-même et la RDC ne sera pas épargné car la guerre éclate en 1996. Cette situation ne devait qu'attirer l'attention du public.

[24] NDARISHIKANYE B., «Les rapports Etat-paysannerie au centre du conflit ethnique» *in* Chrétien J. P. et MUKURI M. (*dir.*), *Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes "ethniques".* Paris, Karthala, 2002, pp. 407-441 ; *voir* aussi COCHET H., *Crises et révolutions agricoles au Burundi,* Paris, Karthala, INAPG, 2001, p.436 et COCHET H., «Dynamiques agraires et croissance démographique au Burundi : la matière organique au cœur des

Dans le cadre de notre projet de thèse sur les *Enjeux de la pratique et de l'impact de la theiculture au Burundi*, nous choisissons ici comme cas d'étude, la région théicole d'Ijenda, qui intégra culture dans les exploitations familiales, depuis un demi- siècle. Nous nous proposons alors d'aborder cette question et nous intitulons notre sujet de la manière suivante :

« *LA REGION THEICOLE D'IJENDA (BURUNDI) : ECONOMIE ET SOCIETE (1965-2011).*»

En effet**,** ce travail a comme objectif d'initier une étude rurale du territoire théier au Burundi avec comme cas d'étude la région d'Ijenda, tout en réfléchissant sur l'impact socio-économique que marque cette culture. Le choix d'Ijenda est dicté par sa particularité pour une *théiculture paysanne*: étant la deuxième au niveau du total des superficies théicoles nationales (après celle de Rwegura), la région d'Ijenda est la seule où toutes les exploitations sont paysannes et individuelles[25].

Pour une région rurale burundaise, qui n'a ni le café ni le bananier, ni le manioc, ni le riz, ni le haricot en suffisance, la présence du théier y est importante. Au moment où le thé s'améliore au niveau des superficies qu'au niveau de la rémunération, notre travail se veut au service du développement, de la « demande sociale». D'autant que les particuliers commencent à s'y intéresser, que les recettes sur le thé rentrent dans les caisses étatiques, que les gens trouvent de l'emploi et que les exploitants reçoivent régulièrement leurs revenus, cette situation ne peut qu'attirer l'attention des chercheurs en sciences économiques et sociales.

Le développement socio-économique des collectivités locales, étant théoriquement la préoccupation de tous les temps et de tous les régimes politiques, notre engouement est également d'analyser le degré de l'implication des autorités postcoloniales dans la politique agricole, en prenant le cas d'une culture de rente : le théier. Il s'agit principalement et pour l'instant, d'analyser la situation à l'«échelon bas» d'un système qui, globalement, semble prometteur[26]. Au moment où le Burundi connaît une régression de la rente caféière, depuis plusieurs années, une réflexion sur l'intérêt socio-économique d'une deuxième culture

---

rapports sociaux». In WOLFER A. B., *Agricultures et paysanneries du monde. Mondes en mouvement, politiques en transition*. Editions Quae, 2010, p.42

[25] Les exploitations théicole au Burundi sont constituées par des *blocs industriels* (sous la gestion directe de l'Etat) et des champs familiaux individuels, exploités par les ménages eux-mêmes. La région d'Ijenda possède seulement ces dernières. Ces sont de très petites exploitations disséminées sur les collines et dans les vallées, des fois entre les cultures vivrières ou les boisements qu'il convient d'appeler *théiculture paysanne*.

[26] Il faut signaler ici que cette denrée se porte relativement bien au niveau de la production nationale que sur le marché mondial: Selon l'OTB, l'année 2015 fut exceptionnelle en termes de profit atteint.

d'exportation par ses recettes et ses superficies plantées[27], nous semble être une occasion et un honneur pour assumer les responsabilités tant scientifiques que citoyennes qui sont les nôtres.

Ce travail intéressera un public bien varié: les étudiants, les chercheurs, les responsables des projets de développement, les investisseurs et les décideurs de ce pays[28].

II. Le cadre spatio-temporel du travail

Il est indispensable de délimiter le sujet d'étude dans l'espace et dans le temps, car l'histoire rurale permet au chercheur d'analyser les interactions complexes entre les sociétés humaines dans le temps et dans leur milieu[29]. Ainsi, du point de vue spatial, nos investigations portent sur la région théicole d'Ijenda[30].

Ce travail s'inscrit également dans une évolution historique sur une période d'à peu près un demi-siècle. La borne inférieure de ce travail est 1965: elle correspond avec les débuts du théier dans notre région d'Ijenda. La borne supérieure est 2011, c'est le début de la libéralisation de la *filière thé* au Burundi. L'année 2011 correspond également à la fin d'une période d'absence d'extensions theicoles[31].

III. La problématique et les hypothèses

Notre travail s'articule principalement autour de 2 principales questions suivantes :
Compte tenu de son environnement global, quel est le niveau de l'impact socio-économique du thé à la base, c'est à dire au niveau des conditions de vie des paysans exploitants ? *Quels en sont les enjeux majeurs* ? De multiples autres interrogations sont également intéressantes ; entre

---

[27] L'ARFIC déplore une mévente du café burundais pour l'année 2015.Le prix a sensiblement chuté sur le marché international. Selon le Directeur Général de l'ARFIC : «*Le café burundais a fait face à une très grande production du café des grands pays producteurs qui ont inondé les marchés*», *cf*. http : www.bonesha.bi (consulté le 6/01/2016). Lors de la *semaine du thé* (du 13 au 20 décembre 2015, il a été rappelé que la culture du thé contribue à 20% des devises pour le Burundi, après le café).

[28] Ne- ce pas que l'accès aux archives de l'OTB est conditionné par le dépôt d'une copie du travail fini ?

[29] BURGUIERE André, (*dir*.), *Dictionnaire des sciences historiques*. Paris, PUF, 1986, p.

[30] La région théicole d'Ijenda porte globalement sur 10 communes administratives à savoir : Muramvya, Kiganda, Ndava, Rusaka, Kayokwe, Gisozi, Mugongo-Manga, Nyabiraba, Muhuta et Mukike.

[31] Bien qu'il y ait eu quelques nouvelles plantations en 2000 et 2001, depuis 1994, il s'observe une nette stagnation dans l'extension du théier ; le programme théier a repris en 2012.

autres: Quels étaient les objectifs de l'introduction du théier dans cette région ? Quelle a été et pourquoi l'attitude de la population face à cette innovation?

Face à toutes ces interrogations, nous proposons quelques affirmations que nous sommes appelé à vérifier tout au long de ce travail: En introduisant le thé, le Burundi avait la volonté de diversifier ses recettes d'exportations tout en améliorant les revenus monétaires des paysans. Ces derniers auraient résisté contre l'introduction de cette nouvelle plante (par manque d'informations suffisantes), qui finira par intégrer la paysannerie de la région d'Ijenda avec un impact socio-économique remarquable.

IV. L'Histoire du thé, histoire rurale: les sources et la méthodologie de recherche

Si des domaines de la recherche comme l'Economie et l'Agronomie s'intéressent aisément à la théiculture, quelle est la place de l'historien ? En orientant son questionnement dans le cadre d'une *Etude rurale* ou de l'analyse des *Politiques Publiques*, l'histoire rurale est avant tout économique, sociale et culturelle. En s'intéressant au local, au «terroir»[32], l'historien aborde la notion de rapports entre la nature, l'homme et l'histoire dans des dynamiques locales quotidiennes. Pour comprendre les dynamiques rurales, la *pluridisciplinarité des sciences sociales,* déjà plaidée par l'*Ecole des Annales,* y trouve sa place de choix: l'Histoire, l'Economie, la Géographie, la Science Politique, la Sociologie, la Démographie, l'Agronomie, l'Anthropologie, la Linguistique, la Littérature, la Psychologie,… se complètent pour une meilleure connaissance de la société, aboutissant donc à la logique d'«une science humaine générale de longue durée»[33]. Une étude rurale à base des plantes privilégie la connaissance de la société qui les produit, les consomme, les échange et surtout l'impact sur le milieu dans la longue durée. Le thé, étant un « produit-monde », un regard plus global est nécessaire, pour comprendre les enjeux autour de la pratique de cette plante.

Les arguments de J. P. Chrétien ont guidé notre recherche: *« L'histoire rurale peut donc représenter un retour décisif aux sources, orales ou écrites, et aux réalités observables "sur le*

---

[32] La notion du terroir est beaucoup abordée par l'historien sénégalais Mamadou Fall, *Terroirs et territoires dans la formation de l'espace régional ouest-africain.* Thèse de doctorat d'Etat, Dakar, Université Cheik Anta Diop*, 2014. Voir* également l'émission sur la RFI du 24 janvier 2016, « L'Afrique et ses terroirs : une nouvelle histoire».

[33] CHRETIEN J. P., *Histoire rurale de l'Afrique des Grands Lacs*, p.12

terrain", bref à une méthode critique digne de ce nom».[34]Cette étude sur le thé devient donc possible dans la mesure où quelques travaux en Economie et en Agronomie se sont intéressés sur ce sujet ; de plus, des politologues, des historiens et des géographes ont traité des sujets proches. Par ailleurs, les ouvrages généraux, les différents écrits sur le thé, les archives des Institutions spécialisées ou des partenaires nationales et étrangères, ainsi que les récits oraux, constituent des sources nécessaires pour l'historien du thé.

A. Les sources écrites

Elles sont de plusieurs ordres. Il s'agit principalement des ouvrages généraux sur le Burundi, sur le monde rural et sur l'agriculture en général. Ils sont disponibles à la Bibliothèque Centrale de l'Université du Burundi, aux bibliothèques de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, ainsi que dans les bibliothèques du LAM (Les Afriques dans le Monde) à Université de Pau et des Pays de l'Adour et à l'Université de Bordeaux ; leur lecture attentive permet d'aborder les enjeux et les dynamiques des paysanneries.

Il faut signaler qu'il existe peu d'études spécialisées sur le thé[35]. Les mémoires de licence en Economie rurale à l'Université du Burundi sont très indispensables, et les archives, les différentes publications et rapports de l'Office du Thé du Burundi (OTB) et ceux du Complexe Théicole d'Ijenda, de l'ISTEEBU et de la BRB sont très enrichissants ; ceux du Projet Cultures Vivrières de Hautes Altitudes (CVHA), de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), ainsi que ceux du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage sont utiles pour une connaissance large sur cette culture.

Les archives des différentes Institutions partenaires financières du Burundi sont également utiles pour saisir le lieu entre les financements et l'extension de cette culture; ils méritent une consultation approfondie ; nous pensons principalement au Fonds Européen de Développement (FED), à l'Ambassade de France au Burundi, à l'Agence Française de Développement (AFD), à l'Assistance Technique Belge (ATB), à la Banque Européenne d'Investissement et à la Banque Africaine pour le Développement. De plus, la consultation des

---

[34] *Ibidem*. p.17.

[35] Il existe actuellement 3 mémoires de licences en histoire et un autre en préparation sur le thé au Burundi. Il convient de signaler néanmoins qu'il y a pas mal de travaux des géographes sur la théiculture au Rwanda. La découverte de l'ouvrage de l'historien français P. BUTEL, *Histoire du thé*. Paris, Editions Desjonaueres, 2008, nous a été d'un grand intérêt. Butel parle par ailleurs du thé burundais de la page 218 à la page 221. Il existe d'autres publications sur le thé sur l'Asie, plus ou moins éparpillées qui sont utiles à rassembler et à consulter.

documents sur le thé dans d'autres régions théicoles est enrichissante pour comprendre les mutations rurales et les enjeux au tour de cette culture ; il s'agit par exemple des archives et des publications de la *Kenya Tea Developement Authority* (KTDA). Il en est de même pour d'autres régions productrices du thé comme la Chine et l'Inde ainsi que les Organisations Internationales spécialisées en matière du thé, à l'exemple de l'*International Tea Commitee* (ITC) et l'*Africa Tea Brokers*.

Enfin, les articles de revues comme *Cahiers d'histoire*, *Cahiers d'Outre-mer*, *Etudes rurales*, *Economie rurale*, *Journal d'agriculture tropicale et de botanique appliquée, Tiers Monde, Revue africaine et développement, Tropicultura,…* sont indispensables pour l'étude des mutations du monde rural et des politiques publiques agricoles[36]. Ajoutons les informations sur le thé, également disponibles sur les sites Internet des Compagnies de la production et de la commercialisation du thé à travers le monde, ainsi que des blogs sur le sujet (notion de filière, la problématique de la « libéralisation » des entreprises,…); leur consultation et leur recoupement constituent un complément nécessaire pour une large compréhension de cette plante et denrée.

B. Les sources orales

L'Afrique a toujours été une société de l'oralité et les sources orales constituent un outil basique pour l'historien. Ainsi, une étude socio-économique rurale et régionale exige la disponibilité du chercheur sur terrain[37]. Cet exercice permet d'être plus à côté du peuple que des « clercs ». Nous nous sommes alors entretenus avec certaines catégories de personnes: il s'agit principalement des théiculteurs, des «vulgarisateurs», du personnel du Complexe théicole d'Ijenda et des autorités administratives ; et leurs témoignages sur des réalités et des expériences vécues ou entendues, chacun dans son domaine, à son niveau et à sa façon, sont très enrichissants. Pour les paysans, l'entretien se déroulant sous forme d'une simple conversation est

[36] Pour la poursuite de la thèse, des Centres de recherches comme CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) et IRD (Centre de Recherche pour le Développement) nous seront utiles.

[37] Nos entretiens du mois d'août 2011 lors de notre mémoire de licence ont été complétés par l'enquête d'août 2015 dans les communes de Rusaka et de Mugongo-Manga.

porteuse de succès, c'est-à-dire moins d'« allure administrative », plus ou moins relaxée[38]. D'autres enquêtes comme le *focus group*, sont envisagées lors de nos recherches ultérieures.

C. L'observation sur terrain

Une étude régionale se veut de *proximité*; elle permet au chercheur de «remettre les pieds sur terre» pour «interroger l'espace et ses occupants». Elle donne l'occasion d'observer attentivement et de saisir certaines réalités du rural, longtemps laissées aux seuls agronomes et responsables des projets de développement. Notre connaissance de la région nous a permis d'en acquérir une vision globale sur le développement de la culture du thé. Et puis, des visites attentives et régulières sur terrain nous ont été d'une occasion très particulière afin d'observer et de réfléchir sur certaines réalités (les plantations théicoles, la cueillette, le transport des feuilles vertes aux hangars de collecte, les différents services du Complexe théicole d'Ijenda, les services de l'Office du Thé du Burundi, la distribution des engrais chimiques, l'ambiance du grand jour de paie,…).

De plus, la présence et la participation dans la vie quotidienne des populations permettent d'observer et de collecter des informations très utiles qu'on ne pourrait trouver nulle part. Il s'agit, alors, d'être présent dans les différents travaux de la vie paysanne comme les réunions des associations de développement ou d'administration, de visiter les paysans dans les champs lors de la cueillette, au hangar de collecte des feuilles, à la distribution des engrais chimiques, au jour de paie,…. Il n'est pas nécessaire de se munir toujours des «documents» pour ne pas gâcher la discrétion des paysans ; leur prudence pourrait ralentir leurs « gestes » de la vie quotidienne (donc une perte d'information utile de la part du chercheur-observateur). Une conversation simple et continue se révèle fructueux pour le chercheur afin de comprendre les vrais problèmes de la vie quotidienne rurale.

[38] Un guide d'entretien avait été «préparé» à l'avance, mais il n'est pas toujours nécessaire de l'exposer aux paysans qui des fois se méfient aux « livres des autorités ». L'expérience montre que rencontrer par exemple le paysan dans son champ rend la conversation plus ou moins aisée.

V. La subdivision du travail

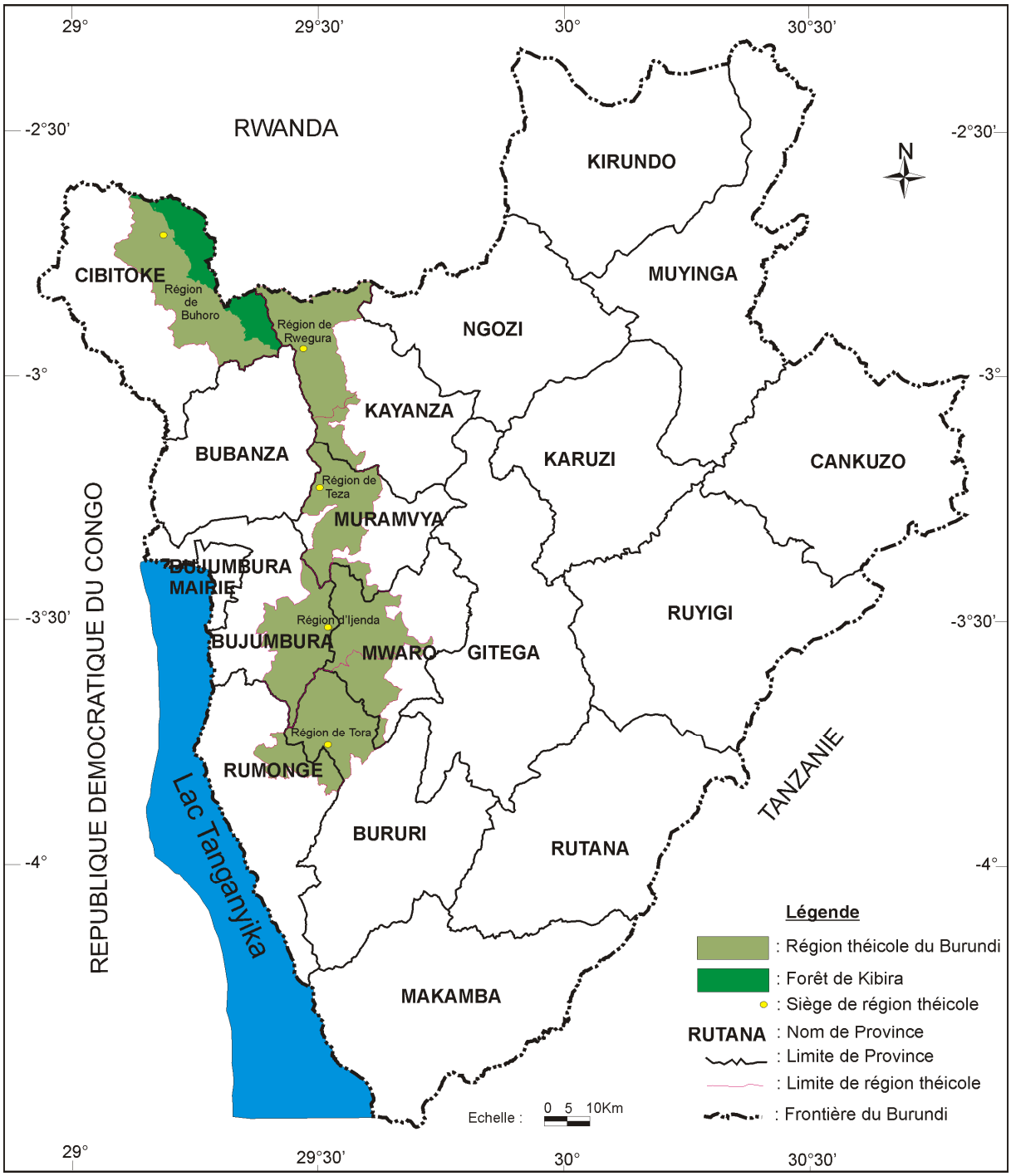
Notre travail est subdivisé en 3 chapitres. Le premier fait un bref *Aperçu sur la situation socio-économique de la région d'Ijenda avant l'introduction du théier.* Il situe la région dans son cadre physique et humain et présente brièvement les différents traits économiques et sociaux de cette région.

Le deuxième chapitre aborde l'arrivée et la pratique de *La théiculture dans la région d'Ijenda*. Il parle en peu de l'histoire et de l'expansion du thé dans le monde et s'intéresse aux objectifs de son introduction au Burundi ainsi que sa chaine de production et de commercialisation.

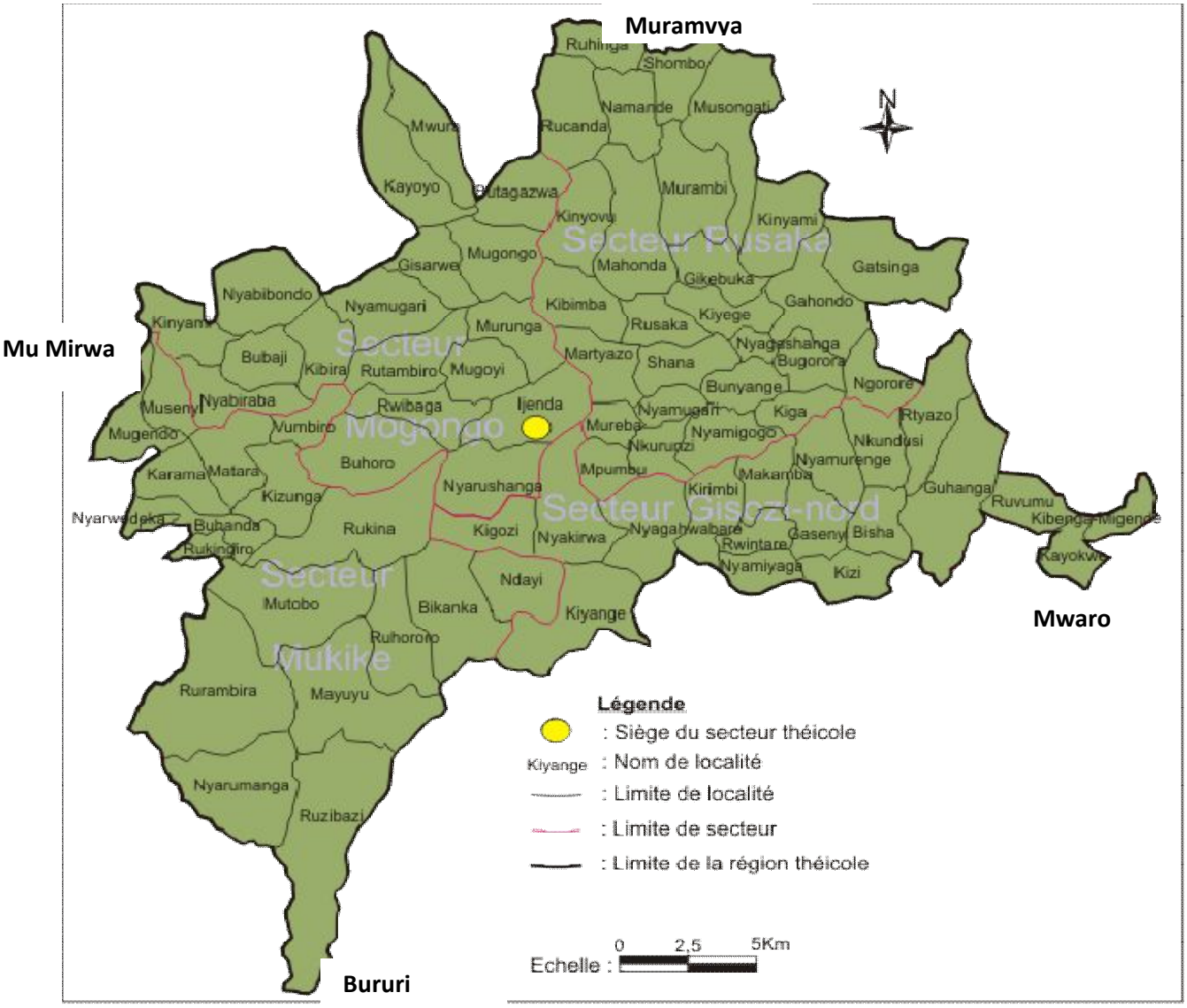
Le troisième et le dernier chapitre parle de *L'impact socio-économique de la théiculture dans la région d'Ijenda.* Il s'agit précisément d'évaluer les effets économiques et sociaux directs et indirects induits par la pratique de cette nouvelle culture.

A la fin du travail nous présentons les références bibliographiques ainsi qu'une partie des annexes contenant l'ensemble des informations, riches pour l'analyse de la pratique du thé au Burundi. Le tout s'inscrit dans une réflexion sur la faisabilité d'une thèse sur *Les enjeux de la pratique et de l'impact de la théiculture au Burundi*.

Carte 1. L territoire théicole burundais



Carte 2. La région théicole d'Ijenda



CHAP. I. APERCU SUR LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REGION D'IJENDA AVANT L'INTRODUCTION DU THEIER

I. La présentation de la région d'Ijenda

A. Le cadre spatial de la région d'Ijenda

Du point de vue administratif, la *région théicole d'Ijenda* correspond globalement aux 10 communes dont Muramvya et Kiganda (en province de Muramvya); Ndava, Rusaka, Gisozi et Kayokwe (en province de Mwaro); Mugongo-Manga, Mukike, Nyabiraba et Muhuta (en province de Bujumbura). Néanmoins, seules 3 communes, Rusaka, Mugongo-Manga et Mukike sont entièrement concernées, d'autres pratiquent le thé sur une partie de leurs territoires ou vendent une partie de leur production aux autres usines theicoles, c'est le cas de la commune Gisozi dont une partie de ses exploitations theicoles, le *Périmètre Sud,* se situe dans la région de Tora.

La *région théicole d'Ijenda* est l'une des 5 qui constituent le territoire théier au Burundi, du Nord au Sud : Buhoro, Rwegura, Teza, Ijenda et Tora. La région d'Ijenda est alors la «zone» sous l'influence du Complexe Théicole d'Ijenda. Elle se situe sur les versants de la *Crête Congo-Nil*. Elle est subdivisée en 4 *Secteurs*: Mugongo, Mukike, Rusaka et Gisozi-Nord.

Située globalement dans les hautes montagnes du Mugamba (au tour de 2 000 m d'altitudes), la région théicole d'Ijenda est délimitée au Nord par la région théicole de Teza, au Sud par la région théicole de Tora, à l'Est par la région traditionnelle du Kirimiro et à l'Ouest par les montagnes des *Mirwa*.

B. Les principaux traits physiques

Pour une étude rurale, l'analyse des conditions physiques se révèle très indispensable, car elles font partie des facteurs majeurs qui rythment la vie paysanne.

1. Le relief.

La région théicole d'Ijenda se situe globalement sur les versants montagneux de la *Crête Congo-Nil*[39]. Elle se caractérise par le relief le plus élevé dans son ensemble (au tour de 2 000 m d'altitude en moyenne). Par rapport à la «ligne de la Crête Congo-Nil» (dite aussi ligne de partage des eaux)[40], notre région d'étude présente 3 principales zones. Premièrement, le versant occidental descend vers les contreforts du Mirwa, son relief est très abrupt et disséqué en de nombreuses collines aux versants retombant en pentes raides sur des vallées étroites et profondes. Du fait même de cet escarpement, de la disparition progressive du couvert végétal et de nombreux cours d'eaux, l'érosion y est très active. L'altitude approche 2 000 m et les sommets sont coniques : c'est le cas des communes Nyabiraba et Muhuta.

Deuxièmement, les paysages du versant oriental de la « crête » constituent en une succession de collines aux sommets plus ou moins arrondis, aux pentes convexes, coupées de vallées à fonds plats s'étalant en larges marais (exemple : les longs des rivières Mubarazi, Kaniga et Nyavyamo). Le relief de cette partie ressemble et prolonge vers celui des *Plateaux Centraux*, rappelant celui de «pays aux mille collines» : il s'agit des communes Kiganda, Ndava, Rusaka, Gisozi et Kayokwe. Cette partie a une altitude qui dépasse légèrement 2 000 m[41].

Troisièmement, du Nord au Sud, la «ligne de la Crête Congo-Nil» passe sur les communes Mugongo-Manga et Mukike, elles sont par là les plus élevés du pays (2 500 m d'altitude). Il convient de signaler que c'est dans cette partie qu'on rencontre les plus hauts sommets du pays. Nous citons par exemples le point le plus culminant du Burundi, le mot Heha (en commune Mukike): situé entre 3^0 32 ′de latitude sud et 29^0 30′ de longitude Est, il atteint 2670 m d'altitude; il en est de même pour le mot Mukike qui culmine à 2 612 m ; d'autres sommets sont Mugongo et Manga.

[39] Le Burundi présente globalement 4 grands ensembles du relief, de l'Ouest à l'Est: Les plaines de l'Imbo et de la Rusizi, la Crête Congo-Nil, les Plateaux Centraux et les Dépressions de l'Est et du Nord-Est. Ce qu'on appelle couramment *les Mirwa* est le prolongement du versant occidental de la Crête-Congo-Nil.

[40]S'orientant du Nord au Sud, c'est la *ligne de partage des eaux* qui sépare les deux grands bassins hydrographiques du Burundi, celui du Nil et celui du Congo.

[41] La commune Rusaka se situe à une altitude moyenne de 2159 m tandis que Gisozi connaît une moyenne 2 076m.

2. Le climat

Le Burundi connaît un climat tropical d'altitude[42]. Les régions les plus élevées étant en principe les plus froides, les hautes terres d'Ijenda enregistrent une température moyenne de 14^0C. Cette région peut arriver en dessous de 12^0C sur les points les plus culminants[43]. Les températures sont en général régulières toute l'année. Pendant la saison sèche, les matinées connaissent un froid de rigueur (il s'agit d'une sorte de rosée très froide dite *igikonyozi* en *Kirundi*) qui vient des marais (le cas le plus emblématique est celui de Mubarazi où des plantes sont détruites au mois de juillet).

La *Crête Congo-Nil*, étant la région la plus pluvieuse du pays, Ijenda (2 180m d'altitude en moyenne) enregistre des précipitations atteignant facilement plus de 1 500 mm par an. Les précipitations moyennes mensuelles atteignent 232 mm en saison pluvieuse et de 8 mm en saison sèche. Cette région connait une longue saison pluvieuse de 10 mois (de septembre à juin) et une très courte saison sèche, 2 mois (juillet et août)[44]. Les mois les plus pluvieux sont mars et avril, des précipitations violentes sont cependant très fréquentes pendant cette période et endommagent fortement les plantes[45].

Pour cela cette région constitue également un réservoir d'eaux du pays; de nombreuses cours d'eaux y prennent sources et se déversent dans les deux grands bassins hydrographiques de l'Afrique[46]: les eaux du versant occidental se situe dans le bassin du Congo tandis que celles de l'Est appartiennent au bassin du Nil.

3. Le sol

La région des hautes terres d'Ijenda est caractérisée par la pauvreté de ses sols. «Les terrains formés de crêtes quartzitiques, de schistes et de granites ont développé des sols assez pauvres»[47]. Les sols de la *Crête Congo-Nil* sont fortement acidifiés.[48] Abrupts et soumis à des

---

[42] En raison de sa position géographique, entre 2^0 45′ et 4^0 28′ de latitude Sud, le Burundi devrait connaitre un climat de type équatorial, mais à cause de l'altitude et des mécanismes des vents venant de l'Océan Indien, son climat se rapproche bien plus à celui de type tropical.

[43] BIDOU J. E. *et. al*., *Géographie du Burundi*. Paris, Hatier, 1991, p.72.

[44] Il convient également de signaler qu'une quantité des pluies moins importante peut tomber pendant la saison sèche. Elle permet aux cultures de continuer leur croissance en attendant le début des pluies au mois de septembre.

[45] Cette région est souvent secouée par la grêle qui y cause des disettes répétitives.

[46] GAHAMA J., *Contribution à l'étude géographique de la région d'Ijenda*. Mémoire de licence, Bujumbura, E.N.S, 1976, p.3.

[47] BIDOU J. E. *et* al., *Op.cit*., p.103.

précipitations abondantes, les terrains sont fortement menacés par l'érosion. Les flancs des collines présentent une terre épaisse au moment où les sommets sont caillouteux[49] et peu profonds. Le longs des rivières, les marrais sont larges dans la zone orientale de notre région d'étude.

C. La population

Déjà au début du XXe siècle, les voyageurs s'étonnaient des forts peuplements des royaumes des Grands Lacs (le Rwanda, le Burundi et le Kivu montagneux constituent un ensemble hors du commun en Afrique oriental). Avec une densité moyenne de plus de 140 hab./km^2 à la fin des années 1970, le Burundi se classe d'emblée parmi les Etats les plus peuplés du continent africain.[50] Les densités moyennes de 192 hab./Km^2 en 1990 et de 289 hab./Km^2 en 2008, classent également le Burundi parmi les pays les plus denses de l'Afrique.

Pour la région d'Ijenda, en 1976, J. Gahama parle d'«une population dense, jeune et en croissance rapide»[51] ; la densité moyenne étant de 140,2 hab./Km^2. Si on prend l'exemple de la commune Rusaka (au versant oriental de la *Crête Congo-Nil*), en 1979, la population était de 30820 habitants (la densité était plus de 193hab. /Km^2), en 1990 elle était de 34 005 habitants (la densité étant de 213 hab./Km^2), avant d'atteindre 44 292 habitants en 2008 (une densité de plus de 277hab./km^2). Ces densités représentent la moyenne du Burundi si on les compare avec celles des régions très peuplées du Nord (360 hab./Km^2) et celles des régions moins denses de l'extrême Est (moins de 100 hab./Km^2) en 1990.

Cette croissance de la population est expliquée par différents facteurs. L'altitude, par la réduction des températures, introduit un élément de salubrité : traditionnellement, un certain nombreux d'endémies tropicales n'affectent pas les régions les plus élevées. La maladie du sommeil, la fièvre jaune et le paludisme sont moins rigoureux au-dessus de 1 500 m d'altitude[52]. La situation sécuritaire y joue également un grand rôle ; cette région est relativement restée à l'écart des troubles politico-ethniques qui ont endeuillé le Burundi postcolonial. Enfin, cette

---

[48] République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, « Développement agro –sylvo-pastoral de la région naturelle du Mugamba (CVHA II)», Rapport annuel 1991. Florence, Agristudio, 1992, p.1.
[49] On trouvera des noms des lieux comme Mu Kabuye (cailloux) en commune Mugongo-Manga; des noms lies aux cailloux comme Rusaro, Rubuye, etc.
[50] CAZENAVE-PIARROT, A. et LOPEZ, A., *Géographie du Burundi. Le pays et les hommes*. Paris, Edicef, 1979, p.35.
[51] GAHAMA J., *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p. 34.
[52] BIDOU J. E. *et al.*, *Op.cit.*, p15.

société à dominante agricole est favorable à une forte natalité. Ainsi, une longue progéniture, pour les multiples tâches agro-pastorales et ménagères constitue une main d'œuvre importante et une sécurité socio-économique contre les vieux jours des parents. En 1976, J. Gahama[53] remarque une population jeune (les moins de 20 ans représentent 57%). Ces densités élevées et cette croissance rapide de la population ont des répercutions sur les dynamiques foncières. Les terroirs sont progressivement réduits suite aux héritages successoraux.

C'est également une population qui a toujours été en contact avec d'autres régions, donc en mouvement[54]. Les principaux facteurs sont la famine et les disettes, la recherche du travail dans la ville de Bujumbura et l'installation dans des terres disponibles et riches de l'Imbo. Si le Burundi présente des « campagnes pleines et juvéniles »[55], la présence féminine est très importante a terroir.

II. La situation socio-économique avant l'introduction du théier

Il nous semble indispensable d'analyser la situation socio-économique de notre région d'étude avant son contact avec le théier, car la situation existante influence sur les attitudes de la population par rapport à l'innovation. Comme l'écrit E. Sentamba, « aucune politique n'atterrit dans la vide. Elle s'insère plus tôt dans toute une toile de significations qu'ont accumulés et retravaillés la phylogenèse et les expériences lointaines et récentes, lesquelles ont finalement produit une sorte d'habitus qui donnera sens aux actions ultérieures»[56] . La sociologie rurale en est également claire : face à l'innovation « l'agriculteur se conduit en fonction de sa situation économique et sociale dans la collectivité et la perception qu'il a de ce qu'on lui demande »[57].

---

[53] GAHAMA J., *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p.40.

[54] Pour plus de détails sur les échanges et le mouvement inter-régionaux, *voir* A. Ndikuriyo, Mobilité et migration dans le Burundi traditionnel, In Université du Burundi, *Questions de paysannerie au Burundi. Actes de la Table ronde sur Sciences sociales, humaines et développement rural organisée par la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.* Bujumbura, du 7 au 11 mai 1985. Bujumbura, Université du Burundi / Centre de Recherches Africaines (Paris 1), 1987, pp.279-295

[55] CAZENAVE -PIARROT, A., « Burundi : une agriculture à l'épreuve de la guerre civile », *Cahiers d'Outre-Mer*, n^0 226-227, septembre 2004, p. 317.

[56] SENTAMBA E., *Représentations, pouvoirs et développement local. Analyse critique d'une politique publique : le projet Agro-Sylvo-Pastoral de la province de Rutana (Burundi).* Thèse de Doctorat en Science politique, Pau : UPPA, 2001, T.1, p.15.

[57] BODIGUEL M., *Le rural en question*. Paris, L'Harmattan, 1986, p.59.

Une étude attentive du style de vie de la population des hautes terres d'Ijenda contribue à la compréhension des diverses réactions face à l'arrivée du théier.

A. Une économique familiale

1. Le domaine agro-pastoral : contraintes et aspects du savoir-faire paysan

L'histoire de l'agriculture commence au moins avec les débuts de la métallurgie du fer, dans la région des Grands Lacs, il y a environ deux millénaires[58]. Au Burundi, l'agriculture et l'élevage sont pratiqués depuis longtemps, dans un contexte de complémentarité, sur de très petites unités de production. Ce secteur occupe une très grande partie de la population, 82,7% dans notre région d'étude, en 1976[59] ; c'est une activité à laquelle tout le monde participe, homme, femme et enfants.

a. L'exploitation agricole des collines burundaises: ébauche de définition

L'activité agricole burundaise renvoie à l'économie de subsistance. Le système agraire des collines du Burundi est caractérisé par de très petites unités de production agricoles, d'une taille moyenne, inférieure à un hectare, et se pratique autour de l'habitat très dispersé (le *rugo*), avec un outillage rudimentaire en fer, en végétal et en argile (la houe, la serpette, la machette, le couteau, la marmite, les paniers,…). La houe (qu'elle soit de fabrication locale ou importée) reste l'instrument aratoire par excellence.

L'exploitation agricole de la région d'Ijenda s'étend sur quelques types de terroirs dont les champs très proches de l'enclos, jalousement fumés (*itongo*), des champs éloignés de l'enclos (*indimo*), une zone d'extension de cultures (*umuvumba*), une zone de pâturage (*inyovu*), ainsi que l'exploitation des marais[60]. En effet, les abords les plus immédiats de l'enclos sont réservés aux cultures de case. Plus on s'éloigne de l'enclos, plus l'attention pour l'entretien en fumure diminue et les terrains très éloignés sont le domaine de pâturage et de boisement. Les parcelles de cultures sont très réduites (plus ou mois 2,5 ares pour le maïs) et irrégulières.

Les champs de collines sont relativement plus vastes que ceux des marais. Suite à la poussée démographique, les exploitations agricoles se réduisent progressivement (21 ares en

---

[58] CHRETIEN J. P., *Histoire rurale de l'Afrique des Grands Lacs*, p.18.
[59] GAHAMA J. *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda.*, p.133.
[60] *Ibidem*, p.86

moyenne par ménage). La production reste faible et sert généralement à la consommation du ménage. On peut acquérir la terre soit par l'héritage familial, soit par la donation[61] ou par l'achat.

Une complémentarité très fine a noué durant des siècles des liens entre l'agriculture et l'élevage : dans cette région aux sols pauvres, il faut bien fumer à l'aide de la bouse du bétail et le paysan sans vache reste pauvre.

La main d'œuvre est constituée en général par les membres de la famille. Les familles nanties peuvent faire recours à la main d'œuvre extérieure, rémunérée en argent ou en nature. Le transport des produits agricoles se fait par tête d'homme à l'aide des paniers grossièrement tressés en bambous.

Les systèmes d'exploitation agricoles démontrent un aspect d'ingéniosité paysanne. En plus de la rotation des cultures, le paysan fait des associations qui obéissent à des logiques économiques et agronomiques bien précises[62]. On peut voir dans un même champ des cultures d'espèces différentes mais qui se complètent. M. Chastanet précise que « les Barundi ont progressivement développé une agriculture fondée sur la multiplicité des associations»[63] ; le maïs peut servir comme « tuteur » à l'haricot. Dans un pays où les terres deviennent de plus en plus rares (suite à la poussée démographique), d'une seule pierre, le paysan peut faire deux coups, tant bien que mal.

Le paysan a toujours essayé de s'adapter (voir de dominer) à la nature, avec ses enjeux et contraintes, toujours imprévisibles. En dépit de multiples contraintes économiques, agronomiques et technologique, le paysan doit vivre. Il essaie de gérer sa faible production[64]: une partie à consommer, une autre pour les éventuelles festivités et les redevances et enfin conserver soigneusement les semences pour la saison culturale à venir. En l'absence du vétérinaire, le paysan essaie d'entretenir son bétail, de veiller sur sa santé, sur son alimentation, sur sa reproduction, etc.

---

[61] La donation de terres pouvait se faire entre amis, entre un chef et une simple personne ou dans un système d'alliances réciproques dit *Ubugererwa* . J. M. NDUWAYO, *L'imaginaire de l'Occident médieval au Burundi et au Rwanda de la fin du XIXème siècle aux années 1960. Construction, diffusion et motifs du succès*, Thèse de doctorat en Histoire, Paris I, 2010, p. 136, a analysé l' « Ubugererwa »au Burundi.

[62] NDARISHIKANYE B., *Op . cit.* p. 430.

[63] CHASTANET, M., *Op. cit*. p. 214.

[64] Les céréales sont jalousement conservées dans les paniers construits à cette fin tandis que la récolte des tubercules s'échelonne sur une longue période pour éviter des pertes par pourrissement.

Des “solidarités paysannes” (territoriales, familiales, lignagères, etc.) ont toujours aidé les sociétés rurales pour s’adapter ou se remettre après toute sorte de crise[65].

b. La prédominance d’une agriculture vivrière

De part ses conditions physiques, la région d’Ijenda souffre de la faible diversité des cultures. En plus des cultures de faible importance, notre région d’étude se spécialise néanmoins pour certaines cultures comme le maïs, le froment, le petit pois et la pomme de terre.

b.1. L’importance des céréales

Les céréales sont constituées principalement par le maïs, le froment et l’éleusine. En effet, le maïs, *zea mays* (ou *ikigori* en *Kirundi*) est une plante d’origine américaine. Etant l’un des héritages des contacts intercontinentaux depuis le XVè S ; le maïs était semé à la fin du XVIèS sur les côtes du Golfe de Guinée ou de l’Angola, grâce à la présence des portugais qui l’amenaient à partir de l’Amérique latine. En passant par le Congo, le maïs serait arrivé au Burundi au XVIIIèS où il constituera par après l’aliment de base des hautes terres, et, ainsi donc une sorte de civilisation agraire reposant sur l’association maïs-bétail[66]. Il convient de signaler qu’on reconnaît la richesse et le prestige du *munyamugamba* (l’habitat de la région du Mugamba) par le bon état des champs ou le nombre de greniers du maïs (ces derniers sont de très petites constructions situées à côtés des huttes d’habitation et servent de stockage des céréales). De sa production dépend la famine ou l’abondance dans la région. Le maïs sera beaucoup vulgarisé par la Station Agronomique de *Kisozi*. Son cycle végétatif étant de 6 mois, il semé en septembre pour être récolté en mars. Consommé en plusieurs sortes[67], sa pâte reste très appréciée par la population du Mugamba, qui, souvent la fait accompagner aisément par le lait de la vache.

Exigeant un climat froid, le froment (*urugano*) reste la spécialité des hautes terres du Mugamba. Semé au départ à la volée, c’est l’ISABU qui apprendra à la population les méthodes modernes de semis en ligne et de l’usage des engrais chimiques. Exigeant un sol profond et riche, cette graminée sera un «concurrent» du théier en matière de l’usage des engrais chimiques. Semé en avril, il est récolté au mois d’août. La récolte se fait au couteau et les épis sont conservés jalousement dans des greniers. Les grains sont grillés pour donner la farine à l’aide de

[65] Les échanges amicales des semences, le prêt du bétail, le don de ce dernier en cas de catastrophe naturel comme la foudre, ... sont du registre des solidarités des sociétés rurales.
[66] COQUERY-VIDROVITCH, C., *Afrique noire. Permanences et rupture.* Paris, L’Harmattan, 1992, p. 20.
[67] Le maïs peut être consommé cuit, grillé, grains, pâte, et peut même servir à la fabrication de boisson.

la meule (une sorte de pierre bien taillée à cette fin), tandis que les tiges sont utilisées pour la couverture des maisons d'habitation ou des étables.

L'éleusine, *éleusine corocana* (*uburo*) est l'une des cultures dites *africaines*[68]**,** car elle serait originaire d'Ethiopie. Du fait de son aspect symbolique associé au pouvoir monarchique, l'éleusine comme le sorgho font partie des «cultures du roi» dans la région des Grands Lacs. Se pratiquant souvent sur des terres en friche, l'éleusine a permis l'extension des terres cultivées, tout en exigeant une longue et soigneuse préparation du terrain et du champ. Semé à la volée au mois de décembre, sa récolte (très minutieuse) se fait à partir du mois de juin par les femmes et les enfants, et sa farine sert à la préparation de la pate comme pour la boisson. Cette culture a été fortement négligée par les Institutions agronomiques autant de la période coloniale qu'après l'Indépendance. Au fur du temps, elle a connu alors une sensible régression au profit des «nouvelles cultures». Toutefois, le sorgho bien qu'existant, n'a pas eu une grande influence dans le système agraire de la région. Il est toujours importé des régions productrices comme le Nord du pays.

b. 2. La place des légumineuses

Les légumineuses jouent un rôle très important dans les habitudes alimentaires de la région car pour faire face à l'insuffisance des légumes, les légumineuses accompagnent aisément la pâte et les tubercules.

Le petit pois (*ubushaza*), originaire du Moyen Orient, s'adapté aux régions de plus de 1900 m d'altitude ; de nouvelles variétés du petit pois ont été alors vulgarisées par la Station Agronomique de Gisozi. Il est cultivé pour la deuxième saison culturale (il est semé en avril pour être récolté au mois de juillet). Les paysans qui étaient habitués au semis à la volée ont par après adopté les méthodes modernes de semis en lignes, initiées par l'ISABU et le projet CVHA à partir des années 1980[69]. La récolte est conservée à l'intérieure de la maison dans des greniers (*ibitiba*) qui lui sont spécifiques. Etant la spécialité de la région, le petit pois est reconnu pour avoir nouer des liens d'échanges entre le Mugamba et d'autres régions. Des interdits existent également à propos de cette plante, comme son incompatibilité avec le lait !

---

[68] Il s'agit des cultures, céréales, tubercules, légumes dont le foyer de diffusion est en Afrique. On citera l'éleusine, le sorgho, les diverses variétés de courges, etc.

[69] La variété la plus rependue par l'ISABU est Kyondi, elle donne un rendement pouvant dépasser une tonne par hectare.

Le haricot, *phaseolus vulgaris* (*igiharage*), est connu à la fin du XVIèS sur les côtes occidentales de l'Afrique en provenance de l'Amérique. Depuis le XVIIIèS, le haricot a bouleversé le calendrier agricole des Burundais et a enrichi leur régime alimentaire. Cultivé surtout après la récolte du maïs (au mois de mars), il a permis aux paysans de faire deux saisons culturales. La partie plus ou moins à l'Est, par ses influences avec le Kirimiro, a été la première à intégrer cette culture dans les systèmes d'exploitation agricole. Le haricot accompagne tous les autres types d'aliments dans les habitudes culinaires de notre région[70]. Mais à cause de la quantité insuffisante, la population doit s'en approvisionner à partir du Kirimiro (à l'Est) par transport à tête d'homme ou dans des boutiques les plus proches.

b. 3. Les tubercules: la pomme de terre prend le dessus

La pomme de terre, *salanum tuberosum* (*kiraya ou igihaya* en *Kirundi*) est introduite sous l'administration coloniale allemande. Suite à la réticence des paysans, cette culture a eu des difficultés pour s'intégrer dans les exploitations agricoles, en dépits des mesures très strictes de l'autorité coloniale. Elle a fini par gagner les hautes terres par son aspect commercial. Cultivée sur les collines et dans les marais, une importante partie de la production est vendue aux centres de la région pour ravitailler la capitale burundaise (Bujumbura). Cette culture a fait objet de nouvelles innovations grâces aux méthodes modernes introduites par l'ISABU. Exigeant un capital consistant pour sa production, cette culture, bien qu'importante, reste inaccessible aux ménages pauvres. Elle noue vraiment les relations entre la région d'Ijenda et la ville par la commercialisation et les échanges entre parents.

La patate douce, *ipomea batatas* (*ikijumbu*) d'origine américaine, est déjà cultivée dans la région des Grands Lacs avant l'arrivée des colonisateurs européens. Elle sera alors beaucoup plus vulgarisée par l'administration coloniale belge durant les années vingt pour faire face au fléau de famines et des disettes. Cette culture dite «anti-famine» ou «obligatoire» gagnera la région du Kirimiro (au centre du pays, à altitudes et températures moyennes). Bien que l'ISABU ait essayé des améliorations pour cette culture, sa production reste insuffisante dans la région d'Ijenda; les gens l'achètent souvent aux marchés, en provenance du Kirimiro.

Enfin, la colocase, *colocasta esculenta* (*iteke*) est produite en très faible quantité dans notre région d'étude. On la trouve dans les extrémités Est et Ouest de la *Crête Congo-Nil*, aux

[70] Une anecdote dit que le haricot est la viande d'un «burundais». Il constitue l'aliment de base des burundais.

températures moins élevées et aux sols riches. La colocase comme le manioc ont depuis longtemps participé aux échanges entre la région du Mugamba et la plaine de l'Imbo.

b. 4. Une faible diversité de légumes et l'absence de fruits

Traditionnellement, la région d'Ijenda soufre très sensiblement de la faible diversité des légumes et de l'absence des fruits. En effet, les courges, par ses différentes variétés occupent la première place. Elles sont cultivées sur des terrains en friches mais exigent un tas très important de bouse de vache. On récolte régulièrement les feuilles en attendant le fruit. D'autres sortes de légumes ont perdu peu à peu leur influence dans les habitudes alimentaires, il s'agit de l'épinard amer, *isogo (Gynandropsis gynandra)* et de la tétragone, *inyabutongo(Amaranthus viridis)*

Le déficit des légumes a toujours été un défi majeur dans le menu de la région. Il convient de signaler que l'absence des légumes contraignait la population à substituer ces dernières par des tubercules ou des feuilles de légumineuses pour accompagner la pâte du maïs, de blé ou du manioc.

A cela, s'ajoute, l'absence totale des fruits dans le système agraire de la région d'Ijenda. Des problèmes de carences nutritionnelles sont alors à l'origine de la malnutrition chez les enfants[71].

En plus des problèmes de faible diversité des cultures, la production reste sensiblement faible et sert en gros à la consommation familiale. A. Hatungimana explique la situation : «*Leur faible productivité et la méfiance du paysan à l'égard du marché ont écarté les produits vivriers du circuit commercial, d'une manière générale*»[72]. Même en cas d'une production relativement satisfaisante, il était très rare de voir le paysan vendre ses récoltes. On préférait voir son grenier de maïs pourrir plus tôt que vendre une partie, faut de l'espoir d'en trouver sur le marché en cas de pénurie. «Manger d'abord», telle est relativement la logique paysanne de production. Produire de la nourriture reste la priorité du paysan pour lutter contre les famines et les disettes, même si une faible quantité peut s'orienter vers le marché. En dépit du recul relatif des famines depuis les années 1950, l'autosuffisance alimentaire reste un défi majeur des paysans burundais[73].

---

[71] Signalons que l'hôpital d'Ijenda a toujours été un centre de traitement des enfants mal nourris.
[72] HATUNGIMANA A., *Op.cit.*, p.69.
[73] Pour plus de détails sur les famines et les disettes au Burundi, voir C. Thibon, *Histoire démographique du Burundi*. Paris, Karthala, 2004, pp.47-116.

c. L'absence d'une agriculture industrielle

Toute une gamme de cultures dites « capitalistes » fut essayée durant l'administration coloniale allemande, puis belge, en *Urundi*. Il s'agit principalement du café, du coton, du quinquina, du thé, du palmier à l'huile, du sisal, du tabac, du ricin, du piment et du tournesol. Néanmoins, pour la majorité de ces cultures, ces tentatives connurent lamentablement de mauvais scores. Au moment où quelques cultures réussissaient dans certaines régions, les hautes terres d'Ijenda sont restées généralement à la marge de cette entreprise coloniale.

En effet, le café (*ikawa en Kirundi*) est la première «culture de rente» au Burundi, par la superficie occupée et ses recettes. Il a été introduit au Burundi sous la colonisation allemande et sera beaucoup vulgarisé par l'administration belge. Le café de type robusta (*coffea canephora P. var. Robusta*) trouva ses conditions favorables dans les chaleurs des plaines de l'Imbo et de la Rusizi. C'est la variété café arabica (*coffea arabica*) qui fut plantée sur une vaste partie du Burundi. Favorable aux altitudes comprises entre 1 300 m et 1 900 m et des températures entre 18 ^{0}C et 20^{0}C, le café arabica fut introduit dans les *Plateaux Centraux* et dans les *Mirwa*[74]. Cette culture n'est pas propice dans la région du Mugamba à cause de ses exigences climatiques et pédologiques. A ce sujet, A. Hatungimana précise: «*Les régions qui dégagent des zones encore disponibles, comme le Mugamba et une partie du Bututsi, ignorent pratiquement le café pour des raisons pédoclimatiques»*[75]. Des essais y ont été faits mais sans succès. Par son altitude élevée (au delà de 2 000 m), la région d'Ijenda est restée dépourvue du café. Les hautes terres du Mugamba, avec ses sols peu fertiles, aux précipitations fortes et irrégulières et à la température fraîche, n'est pas bonne pour le café[76]. Cette culture a également fait l'objet de résistances farouches de la part de la population qui l'a arraché car, jugée trop exigeant et sans intérêt.

Le théier, *camélia sinensis var. assamica*, (*icayi*) est introduit en 1930 à la station de recherche agronomique de Kisozi, mais son extension dans les exploitations agricoles ne sera effective que 30 ans plus tard.

Le cotonnier, *gossypium hirsutum,* (*ipampa*), date de 1919 à *Usumbura,* mais sa diffusion commença en 1927. Il trouva ses conditions de croissance dans les basses terres de l'Ouest et plus tard dans les dépressions de l'extrême - Est du pays pour son exigence en précipitations modérées.

---

[74] HATUNGIMANA A., *Op.cit.*, p.69.
[75] *Ibidem*, p. 463.
[76] *Ibidem*, p.154.

Le palmier à l'huile, *elaeïs dura, (ikigazi*), est une vieille culture de la plaine de l'Imbo et l'introduction de nouvelles variétés beaucoup plus productives durant l'administration coloniale, s'est également limitée aux régions de basses altitudes de l'Imbo et les contreforts des Mirwa (suite à ses exigences climatiques).

Le quinquina, *cinchona ledgeriana moens* (*ikinkina*), un arbuste dont l'écorce fournit la quinine, fut introduit par l'ISABU sous l'administration coloniale belge, principalement dans le Sud du Mugamba et dans le Bututsi. Au bord de la route Bujumbura-Ijenda, 3,6 hectares de quinquina ont été plantés. Dans le cadre de la diversification des exportations, les autorités du pays avaient mis sur pied un programme de plantation de quinquina en blocs de 100 ha dans les provinces de Bujumbura et Muramvya. Même si les conditions climatiques étaient favorables, cette plante n'a pas intégré les exploitations familiales. Le quinquina avait néanmoins connu un succès pendant la Seconde Guerre Mondiale avant d'être négligé au profit de vastes plantations du Kivu (l'Est du Congo belge). Les très petites parcelles appartenant aux administrations communales n'ont pas bénéficié de suivi et ont été régulièrement abîmées par les paysans qui utilisaient l'écorce de cette plante pour soigner leur bétail.

Le tabac, *Nicotiana tabacum L.*(*itabi*), est traditionnellement cultivé dans presque tout le pays. Seules deux variétés sont exploitées, sous l'encadrement de *Burundi Tabacco Campany* (BTC) et servent à la fabrication des cigarettes. Elles ne prospèrent que dans les régions chaudes et relativement sèches : la variété *Burley* dans les basses terres de l'Imbo (Extrême Ouest) et la variété *Flue cured* dans la dépression du Bugesera (Extrême Nord). Néanmoins, de très petites mises en cultures familiales existent traditionnellement dans la région d'Ijenda. Elles sont entretenues par les hommes, pour la plupart, afin de subvenir aux frais de la bière. Sa production reste faible et sa commercialisation est locale. Les uns préfèrent même le donner gratuitement aux voisins[77]. Suite aux problèmes de manque de terres et à l'exigence en fumier de cette plante, le paysan l'abandonne facilement au profit de l'haricot ou du maïs.

Une autre culture qui a été essayée est le ricin, *ricinus communus* (*Ikibonobono*). La Tutelle belge avait introduit cette plante, elle sera vite délaissée à son compte par les indigènes après l'indépendance, car jugée moins prometteuse.

[77] En 1975, une feuille roulée (*Umuno*) coûtait 5F bu, ce qui laisse estimer que 20 ares cultivés procureraient plus de 5.600 Fbu.

Enfin, les initiatives de la culture de la canne à sucre (*igikaju*) à partir de 1969 par l'ISABU se limitèrent dans les basses terres de la Malagarazi (à l'Est) pour ses exigences pédoclimatiques.

Nous voyons que, la région d'Ijenda, de part ses caractéristiques pédoclimatiques, mais également par la faible capacité de la part des autorités coloniales, tardera vraiment à entrer dans la cadence d'une « économie moderne ».

d. La place de l'arbre

La politique de boisement fut la préoccupation de l'administration coloniale belge en *Urundi* et des pouvoirs politiques postcoloniaux. Dans la logique de la mise en valeur de la colonie, la population fut incitée à planter des arbres sur les versants des collines. A côté des boisements des particuliers, furent mises en place des plantations des pouvoirs étatiques, éparpillées sur les sommets des montagnes.

Les principales espèces furent l'eucalyptus et le cèdre. Dans la région des hautes terres d'Ijenda, l'eucalyptus (d'origine australienne) trouva les conditions très favorables. Les principales variétés introduites furent l'eucalyptus *maïdeni*, *botryïdes*, *soligna*, *cinerea*, *citriodora* et *ficifolia*. La politique du boisement fut également suivie par les régimes postcoloniaux, particulièrement la Deuxième République[78].

L'arbre est fort utile pour la vie socio-économique de la population come pour l'Etat. Il est intervient dans plusieurs domaines comme le bois de chauffage, le charbon, la construction des maisons et la menuiserie. Par l'usage du charbon, le bois est la principale source d'énergie au Burundi que ça soit dans les centres urbains qu'au sein des ménages ruraux.

Les boisements de cyprès (*cypressus lusitanica*), recherchés par les menuiseries, d'*acasias decurrens*, de *grevillea robusta*, excellent bois d'œuvre, occupent des terrains en proportion moindre, 23% seulement de tous les boisements de la région d'Ijenda.[79]

Le bambou, *arundinaria alpina* (*umugano*) fait partie, depuis longtemps, du couvert végétal de la forêt des hautes terres de la *Crête Congo-Nil*. Il peut atteindre facilement 8 m de hauteur. Regroupés sous forme de buissons, les bambous occupent les collines et les bas fonds

[78] Le PARENA (Parti pour le Redressement National), fondé par J. Baptiste Bagaza (Président de la République sous la Deuxième République), porte d'ailleurs comme signe un arbre.
[79] GAHAMA J., *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p.28

des collines. Ils servent aisément à la construction des huttes, de l'enclos et à la fabrication de diverses variétés de paniers.

Ne nécessitant pas d'entretien particulier, l'arbre fut accueilli favorablement pour couvrir ces hautes montagnes de la région[80]. Il offre une occupation à un grand nombre de populations, intervient dans plusieurs domaines de la vie et donne, effectivement, accès au numéraire.

e. Une région aux traditions de la vache

La région des hautes terres d'Ijenda est réputée pour son élevage traditionnel du gros bétail. On élève principalement la vache, la chèvre et le mouton. Mais c'est l'élevage du gros bétail qui reste prédominant dans cette région des hautes terres du Mugamba. Selon le *recensement du bétail* de1958, sur les 10 territoires de l'*Urundi*, Muramvya a été classé le 3è au niveau national. Son effectif total est estimé à 63 258 de têtes de bétail sur 415 445 que compte le territoire national, c'est-à-dire 15,2%.[81]

Le cheptel bovin burundais est traditionnellement de la race *Ankolé* comprenant deux variétés, à savoir *Inyaruguru* si elle a de courtes cornes et *Inyambo* si elle en a de longues. L'*Inyambo* est issu d'un accroissement d'une race abyssine et d'un bos asiatique. C'est un animal de grande taille avec ses impressionnantes longues cornes. L'*Inyaruguru* est une variété de vache à courtes cornes, bête apparente au *sahiwal* d'origine hindoue.

Il faut signaler que sous la colonisation belge, une sélection (*ihiganishwa* selon les dires de la population) des meilleures vaches était organisée et des bons éleveurs recevaient des prix[82]. La population du Mugamba et la vache ont traditionnellement tissé des liens forts. Au même titre que l'être humain, une colline ou une rivière, la vache est appelée par son nom.

A Ijenda, en 1959, les pâturages occupaient encore 56% (plus de la moitié de l'espace)[83]. En 1976, pour la commune de Mugongo-Manga, 89% des paysans avaient des vaches, 74% élevaient des caprins et 57% pratiquaient l'élevage des ovins[84]. La vache y trouve des conditions favorables. La région d'Ijenda est l'une des plus salubres du pays, ce qui signifie, malgré

---

[80] Les paysans savaient, par ailleurs, faire eux-mêmes des pépinières pour la mise en place des boisements.

[81] NTABUNDIRE P., *L'Evolution des activités agro-pastorales de la commune de Rusaka (1960-1987)*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1998, p.17.

[82] En 1957 la vache de BIDAGAZA, en commune de Rusaka, a remporté le prix.

[83] COCHET H., *Crises et révolutions agraires au Burundi*..., p. 242.

[84] GAHAMA J., Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda, p.112

quelques fléaux (verminoses), l'absence de certaines maladies dangereuses pour les humains et pour les bêtes: la bilharziose, le paludisme, la trypanosomiase, etc[85].

Tabl.1. Le recensement du gros bétail en commune de Mugongo-Manga (1968-1974)

Années	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Effectifs de vaches	10 974	12 314	12 542	10 491	14 152	15 441	17 071

Source: J. Gahama, *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p.113

A travers le tableau précédent, on constate que le nombre de têtes de bétails n'a cessé d'accroître ; de 1968 à 1974, il y a eu une augmentation de 6 098 vaches. La densité bovine est d'environ 67 vaches au Km^2, donc un bovin pour 2,1habitants[86]. Le nombre moyen de vaches par ménage est de 2,5. Dans cette région, 33% des ménages possèdent plus de 3 bovins, mais rares sont les propriétaires qui ont un troupeau supérieur à 10 vaches.

Traditionnellement, les éleveurs de vaches pratiquaient la transhumance. Au mois de juin, les vaches étaient conduites vers les basses terres de l'Imbo où l'herbe restait fraiche et abondante. Elles devaient regagner la région à partir du mois d'octobre, quelques semaines après les premières pluies. Cette pratique s'est arrêtée avec le début de la crise d'octobre 1993[87].

La vache intervient dans tous les domaines de la vie socio-économique et culturelle de la région. Le bétail sert aux transferts latéraux de fertilité, de monnaie d'échange et de signe de la richesse. Comme l'élevage est toujours associé à l'agriculture, sa fumure est très appréciée pour fertiliser le sol. Les déjections animales déposées dans les enclos et à l'intérieur de l'étable permet la fertilisation des champs.

Les habitudes alimentaires interdisaient à l'éleveur de manger la viande de sa vache, la population de la région préférait le lait plus tôt que la viande et le beurre de son troupeau. Le beurre est vendu ou échangé contre d'autres produits; il peut servir de cosmétique tout comme il occupe une place de choix dans la médecine traditionnelle du fait qu'on l'utilise pour soigner les ulcères et les brûlures[88]. Il faut signaler que la pratique dite *kurasa ikiremve*, était courante dans la région : il s'agissait de faire saigner la vache (à l'aide d'une flèche) et le sang était récupéré

[85] *Ibidem*.
[86] A Ngozi, au Nord du pays, la densité bovine est de 1 bovin pour 7 habitants.
[87] En octobre 1993, le troupeau qui n'avait pas encore regagné les montagnes fut décimé par les Hutu révoltés par l'assassinat du président Ndadaye Melchior.
[88] MUKURI M., *Histoire socio-politique du Mugamba-Sud (fin 19è S-1943)*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, A/A : 1977-1978, p. 48.

soigneusement et consommé après la cuisson[89]. La peau de la vache est utilisée pour la fabrication des tambours, il est aussi vendu pour la transformation en d'autres produits comme les chaussures, les ceintures et les sacs. De plus, des liens forts ont été scellés entre les familles par des échanges autour de la vache; on peut citer par exemples la dot et l'*Ubugabire*[90].

La production d'élevage reste insuffisante ; bien que bénéficiant de conditions naturelles apparemment acceptables, le bétail, à cause de son état sanitaire précaire et du surpâturage des pacages, n'apportent pas la contribution que ferait attendre le nombre de bête à cornes: il produit peu de lait et peu de viande[91]. Il faut noter que les paysans ont toujours été réticents par rapport aux discours officiels des technocrates en matière d'élevage moderne. Nécessitant des soins particuliers, les races modernes n'ont pas attiré l'attention des paysans, habitués au troupeau traditionnel[92].

L'élevage de poules est également pratiqué dans la région. Plus de 87% de la population élève une espèce rustique très fragile face la typhose aviaire[93]. L'élevage de poule reste traditionnel et intéresse les jeunes qui y trouvent une partie des frais scolaires par la vente des œufs. Mais, il faut préciser que l'élevage dans la région d'Ijenda signifie bien la vache. Elle y joue un rôle majeur et tous les moyens sont nécessaires pour l'obtenir. Suite à la réduction progressive du domaine réservé au pâturage, on observe actuellement une tendance à la diminution de l'effectif du gros bétail, sans vraiment la possibilité de d'intégrer les méthodes modernes d'élevage, malgré les quelques initiatives éphémères des projets de développement rural. Ces changements sont dus en partie à la régression progressive du domaine de pâturage et la guerre civile qui a mis fin à la transhumance[94].

f. Le calendrier paysan

Une étude rurale ne pourrait pas négliger l'observation sur l'emploi du temps du paysan. Très souvent, ses activités sont rythmées par la nature ; les saisons culturales se calquent sur le rythme pluviométrique. A ce sujet, parlant des paysans français du 16^{è} au 18^{è} siècle, le constant

---

[89] Cette pratique a vite connu une totale régression suite à l'état précaire des Vaches qui en risqueraient la mort.

[90] Il s'agissait d'un système traditionnel d'échange entre le propriétaire des vaches et celui qui n'en avait pas. Le premier donnait une vache au dernier moyennant une certaine reconnaissance en nature, services et prestige.

[91] GAHAMA J., *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p.121

[92] Les discours officiels comme, la réduction de l'effectif du cheptel, l'amélioration de la race bovine,…ne semblent pas rapidement bouger le regard ancestral que les *Banyamugamba* (les habitants du Mugamba) ont de leur troupeau.

[93] GAHAMA J., *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p.118

[94] CAZENAVE - PIARROT, A., «Burundi : une agriculture à l'épreuve du développement », *Cahiers d'Outre-Mer*, n^{0} 226-227, septembre 2004, p.316.

de M. Puzelat est valable pour toutes les sociétés rurales: «*Le temps des paysans est structuré par la course du soleil et le retour immuable des saisons et des jours*»[95]. Le travail du paysan se fait en général la journée en tenant compte des conditions naturelles toujours imprévisibles (la pluie peut gâcher tout son programme de la journée). On est occupé toute l'année: semis, sarclage, binage, récolte…les cultures, si elles ne se mélangent pas, elles s'interchangent. Le calendrier paysan est globalement subdivisé en 3 saisons culturales qui se succèdent: la première saison culturale dite A (de septembre à février), la deuxième saison dite B (de mars à juin) ainsi que la saison C (celle des marais)[96].

Tableau 2: Le Calendrier agricole annuel dans la région d'Ijenda

	SAISON A						SAISON B				SAISON C	
Culture	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Janvier	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
Maïs	Semis sur collines	-sarclage colline -binage marais		binage sur colline	Récolte dans les marais		Récolte sur colline				Semis dans les marais	-sarclage dans les marais
Petit pois	semis	Sarclage				Récolte		semis	Sarclage			Récolte
Haricot	semis	Sarclage				Récolte	Semis	Sarclage			Récolte	
Froment			Semis			Récolte			Semis		Récolte	
Pomme de terre	Semis	Sarclage	Binage	Récolte				Semis	Sarclage	Binage	Récolte	
Eleusine		Défrichement	Semis			Sarclage				Récolte		
Colocase		Plantation					Sarclage et binage					Récolte
Courge			Récolte									semis
Patate douce			Récolte							Mis en place		
Tabac					Pépinière	Mis en place						Récolte

source: Construit à partir des données de J. Gahama, *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p.104 et de nos observations sur le terrain.

A travers le tableau précédent, nous constatons que l'agriculture est un métier « qui ne libère pas l'homme » ; il n'y a pas de temps libre: le paysan est occupé toute l'année et s'ennui dans cette monotonie[97]. La récolte pour la première saison culturale est suivie par les semis pour

[95] PUZELAT M., *La vie rurale en France 16e-18e siècle*. Paris, Armand Colin, 2002, p.43.

[96] Suite à la politique de mise en valeur des bas-fonds marécageux (par l'administration coloniale belge pour lutter contre les disettes et surtout suite à la volonté des paysans eux-mêmes sous la pression progressive de l'amenuisement des terroirs des collines), il est apparu une troisième saison, celle des marais, pendant la saison sèche de juillet à septembre.

[97] Cette situation handicape d'une certaine façon l'enquête orale. Pour le paysan les temps sont presque les mêmes et sont identifiés aux activités champêtres ou aux phénomènes naturels. Une anecdote qui illustre ces

la deuxième saison (s'ils ne se font pas en même temps). Les deux mois de la saison sèche (juillet et août) sont pour la récolte de la saison B et l'exploitation des marais. A toutes ces tâches, s'ajoutent les activités relatives à l'élevage comme la garde du troupeau, la paille, etc.

Si l'homme participe avec la femme dans les travaux agricoles comme le défrichement, le semis et la récolte, certaines activités constituent la charge exclusive du genre féminin ; il s'agit par exemples du sarclage et du binage ; et, si certaines cultures comme le maïs et la pomme de terre intéressent à tout le monde, d'autres, comme les courges, l'éleusine et la patate douce reviennent à la femme exclusivement. Il faut ajouter également les différentes charges ménagères qui sont toujours l'apanage de la femme en tant qu'épouse et mère. En plus, des obligations morales et sociales sont également à ne pas ignorer s'il faut parler de l'emploi du temps : participation dans des fêtes familiales, dans des associations et au culte religieux (ce dernier joue un rôle important car le dimanche ainsi que d'autre fêtes religieuses sont vraiment respectés, qu'on y croit ou pas). De même, la mort (par la pratique du deuil) entraine l'arrêt immédiat de toute activité associée à la houe pour une période plus ou moins d'une semaine.

g. Les projets de développement rural

Les projets de développement ne sont pas nombreux dans notre région d'étude avant l'introduction de la théiculture. Mais, nous pouvons en citer deux à savoir l'ISABU et la ZAR.

En effet, l'administration coloniale belge fut préoccupée par la question des famines périodiques au Rwanda-Urundi, les unes plus meurtrières que les autres. Dans la logique de produire suffisamment pour nourrir une population en rapide croissance, un vaste programme a été mis en place: *la recherche agronomique*. Ainsi, en 1929, le service de l'Agriculture du Gouvernement du Rwanda-Urundi fonda la *Station de Recherche Agronomique* à *Kisozi* (au versant oriental de la *Crête Congo-Nil*, à 2 175 m d'altitude). Depuis 1933, elle devait travailler en étroite collaboration avec son « conseiller technique », l'INEAC[98], qui, en 1949 l'intégra totalement dans son administration. Gérée directement par l'INEAC, la Station agronomique de *Kisozi* avait à son tour 3 Centres Agricoles Permanents du Service de l'Agriculture (CAPSA)[99]: Nyakararo à 2 200 m, Munanira à 2 250 m et Bururi à 1 950 m d'altitude. Cette station de

---

propos dit que quant on demande à une femme paysanne l'âge de son enfant, elle répond que son fils (ou sa fille) est né au moment des semailles, du sarclage ou de la récolte de telle ou telle autre plante !

[98] GAHAMA J., « L'évolution historique de la station expérimentale de *Kisozi* (1930-1960) », *Cahiers d'histoire* n^{0}2, Bujumbura, UB, Département d'Histoire, 1983, pp.41-70.

[99] Relais importants pour la diffusion des semences sélectionnées en milieu rural, ces centres étaient généralement dirigés par un agronome.

recherche joua un rôle important par des essais et des vulgarisations des cultures tant vivrières (maïs, blé, petit pois, pomme de terre, patate douce,…) qu'industrielles (le café et le thé).

Vers l'Indépendance du Rwanda-Urundi, en 1962, l'INEAC se scinda en 2 Instituts nationaux à savoir l'ISAR (Institut Scientifique Agronomique du Rwanda) et l'ISABU (Institut Scientifique Agronomique du Burundi). L'ISABU, par son encadrement des paysans, donna des résultats relativement appréciables après de longues années d'expérience. Diverses variétés de semences et des méthodes agropastorales modernes ont été vulgarisées par cet Institut.

En deuxième lieu est créée la *Zone d'Action Rurale* (ZAR) en 1957 par l'administration coloniale belge, en collaboration avec l'INEAC. Ce projet a contribué à l'encadrement des paysans pour l'amélioration des systèmes de cultures : lutte anti-érosive, semis en lignes, boisement, etc.

Le Projet Cultures Villageoises des Hautes Altitudes (CVHA) viendra plus tard, au début des années 1980.

h. Une région confrontée à la «faim chronique»[100]

Les famines et disettes ont toujours été une réalité en Afrique. Dans certaines régions comme les côtes atlantiques, les gens étaient remis aux négriers, vendus par leurs maîtres, voire par leurs parents pour survivre en dépit de mauvaises récoltes[101]. Les famines sont trop meurtrières,C. Coquery-Vidrovitch en parle: « *Aujourd'hui, globalement, et à l'exception d'une toute minorité de privilégiés, l'Afrique noire est le continent où on meurt de faim*».[102]

La région des Grands lacs n'a pas été épargnée. Suite aux problèmes climatiques et écologiques, la région a toujours connu des crises alimentaires catastrophiques ; de la fin du XIXème à la première moitié du XXème siècle, le Burundi a connu une succession de calamités dont les famines. En effet, de 1891 à 1897, la peste bovine *Muryamo*, l'épidémie de variole et de pian ont été suivi par la famine *Uruganda* ; de 1903 à 1911, la trypanosomiase (humaine et animale), la famine appelée *Gakwege* et la sécheresse connue sous le nom de *Kazuba* (soleil) ont fait rage. Des famines très meurtrières ont marqué le Burundi au cours de la première moitié du XXe siècle : *Ruyaga* (1920-1926), *Rwakayihura* (1928-1930) ainsi que la fameuse *Manori* (1943-

[100] Nous faisons ici référence à Jaspar H. quand il intitule son article «Le Rwanda-Urundi, pays à disettes chroniques», *In Congo*, 1929, II,1 pp. 1-21. En kirundi disette s'appelle *inzara*, tandis que famine se dit *amapfa* (du verbe *gupfa*=mourir) qui signifient de pertes de vies humaines suite à la disette. Sur ce sujet, voir également C. Thibon, *Op. cit* et H. Cochet, *Crises et révolutions agraires au Burundi,* n^{0} 226-227, septembre 2004.
[101] COQUERY-VIDROVITCH C., *Op.cit.*, p.19.
[102] *Ibidem*, p.63.

1944)[103]. Les calamites naturelles et la mobilisation coloniale sont les principaux facteurs de ces crises qui mirent en cause le système agraire et emportèrent ainsi plusieurs vies humaines. Les paysans burundais ont dû alors adopter la bananeraie dans la majeure partie du pays, exceptées les hautes altitudes (dont notre région d'étude, à plus de 2 000 m)[104].

Parlant de la région d'Ijenda J. Gahama écrit que «les gens mangent ce qu'ils trouvent, souvent des produits achetés non par soucis de diversifier mais pour pallier à la faim»[105]. La situation s'aggrave pendant la période de soudure, c'est juste au moment où la production du maïs et du froment (récoltés en avril et en août) est épuisée et qu'on attend désespérément la récolte suivante. Le souci du paysan est de «produire pour manger», mais la production reste insuffisante. Pour cela, l'argument d'H. Cochet selon lequel «ces pays [le Rwanda et le Burundi] ont conquis leur indépendance alimentaire à la fin des années 1940, autonomie alimentaire qu'ils auraient conservée s'ils n'avaient pas été plongés dans la guerre civile »[106], mérite, à notre avis, une certaine nuance, car pour certaines régions, la « faim » reste une question très préoccupante. Généralement, de janvier à mi-mars, les gens trouvent à manger difficilement ; ils sont contraints à s'adapter à une ration constituée principalement par la pâte de manioc ou les patates douces, qu'ils achètent à des prix élevés aux marchés, souvent éloignés. La région des hautes terres ont toujours profité de sa proximité avec l'Imbo (région de la nourriture) pour s'approvisionner en cas de carences de vivres. Les déplacements des populations au cours de la période contemporaine dans la région des Grands Lacs méritent une étude sérieuse, car bien que les mobiles sécuritaires viennent en premier lieu, la faim et la pauvreté y sont également pour quelque chose.

La pauvreté et l'exigüité des terres, les aléas climatiques, les mentalités liées à l'alimentation, la faible diversité des cultures (absence des *cultures anti-famines*) et les méthodes archaïques de production, sont les principaux facteurs des déséquilibres alimentaires répétitifs. J. Gahama résume la situation alimentaire de la région d'Ijenda en 1976: «*Du bilan alimentaire, on peut constater non seulement une insuffisance quantitative, mais aussi des carences en lipides et*

---

[103] SENTAMBA E., *Op.cit.,* T.1, p.356 ; KAVAKURE L., *Op.cit*.

[104] Les différentes études d'Hubert Cochet sur le Burundi développement cette hypothèse de la bananeraie dans le système agraire comme une solution à la crise.

[105] GAHAMA J., *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda* , p.67

[106] COCHET H., «Dynamiques agricoles et croissance démographique au Burundi : la matière organique au cœur des rapports sociaux».In WOLFER Bernard A., *Agricultures et paysanneries du monde. Mondes en mouvement, politiques en transition*. Editions Quae, 2010, p.40

protides […] Nos populations, sous alimentées et mal nourries, essentiellement végétariennes bien qu'elles disposent d'un cheptel considérable, vont être des proies faciles aux maladies de toutes sortes»[107]. La maladie du kwashiorkor fait toujours rage et le centre sanitaire d'Ijenda restera dans la mémoire de la région pour l'accueil et le traitement des maladies liées à la malnutrition.

Malgré un recul relatif des famines après la fameuse *Manori,* de 1943-1944 (dernière famine)[108], la population est restée traumatisée par des disettes, surtout en période de soudure et des gens ont continué à mourir[109]. A partir de la deuxième moitié du XXè S., une situation de « ni abondance ni famine »[110], s'est installée et la peur de la « faim » a toujours hanté les esprits et la littérature en est riche: des proverbes, des dictons et des conversations témoignent une logique permanente de la faim: *inzara izura inzara* (la faim qui enlève des ongles); *ntawuraza atarariye* (On ne conserve de la nourriture que quand on est rassasié) ; *urara inzara ukazinduka inzigo* (qui s'endort affamé se réveille jaloux). Il s'agit de toute une littérature qui témoigne une population toujours préoccupée par la nourriture ; la faim aura des surnoms liés à son ampleur, comme *Nyamugirumusore umusega* (ce qui fait d'un jeune homme vigoureux en chien trop maigre). Il y a toujours le MANGER qui domine les conversations sur des domaines variés[111].

2. Un artisanat à dominante végétale

Un travail varié du végétal domine l'artisanat pour répondre au besoin en outils agricoles et ménagers. Il s'agit par exemples de la fabrication des paniers divers en bambous (*ibiseke, ibishwaburira,ibikutso,…*). Les collines Nkurunzi, Nyamigogo, Nyamugari et Mureba en commune de Rusaka sont reconnues par leur spécialité pour cette activité masculine par excellence[112]. Selon l'enquête de J. Gahama, en 1976, dans la région d'Ijenda, la forge occupe 0,1%, la poterie 0,7%, la vannerie 3,4% (variétés de paniers, de corbeilles, de vans, de greniers,

---

[107] GAHAMA J., Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda., p.73

[108] THIBON C., *Op.cit.*, p.83.

[109] Des personnes âgées, des veuves sans soutien matériel pouvaient mourir de la faim, et il n'y a pas très longtemps. Les échanges commerciaux ont quant même réduit les effets des crises alimentaires par l'accès aux denrées alimentaires sans toutes fois parcourir de très longues distances.

[110] Même pendant la guerre civile, déclenchée en octobre 1993, le secteur agricole a tenu, malgré les multiples perturbations, voir à ce sujet l'article d'A. CAZENAVE-PIARROT, « Burundi : une agriculture à l'épreuve de la guerre civile », *Les Cahiers d'Outre-Mer*.

[111] Par exemple celui, qui a vendu sa chèvre dira qu'il a « mangé »sa chèvre. On retrouver le verbe « manger » plus utilisé dans le figuré.

[112] Le travail du végétal et celui du fer se révère relativement être l'activité des Hutu tandis que la poterie est la spécialité des Batwa.

de nattes, des cloisons,…) et le travail du bois 2,6% (pot à lait, pilon, mortier, manche à houe,…) de la population[113]. A l'aide du fer, le forgeron fabrique la houe, la lance, le couteau et la serpette sur commande ou pour la vente sur les marchés locaux. La poterie est la spécialité des *Batwa*; ceux-ci échangent traditionnellement leurs produits contre les vivres. Mais, la venue des produits importés sur les marchés a ruiné progressivement les artisans locaux sans toute fois qu'il y ait une intégration remarquable de ces derniers dans ce vague de modernité.

3. Des échanges traditionnelles aux produits variés

Les échanges sont traditionnellement caractérisés par peu de commerce mais d'une variété de produits[114]. Le royaume du Burundi effectuait des échanges avec ses voisins Buzinza, Buha, Bujiji, Buvira et Bushi, depuis longtemps. Ces échanges étaient en grande partie dominés par des produits alimentaires et des objets artisanaux. Dans ce système de troc, le Burundi échangeait ses produits alimentaires comme l'huile de palme, les céréales, le bétail contre le sel, la houe et les produits de luxe (parures, coquillage, perles,…), d'une manière générale. Un système de colportage s'était constitué au XIXème siècle et facilitait ce réseau d'échanges dans la région des Grands Lacs Africains[115]. Le sel constitue un élément majeur de ces echanges à longue distance ; les Burundais consommaient le sel traditionnel en provenance de la terre salée en Basse Rusizi ou du sel végétal Kumoso (à l'Est du pays), du Buha et du Buvinza.

Ijenda, se trouvant dans la région naturelle du Mugamba, a toujours été en contact avec les régions voisines, l'Imbo, le Kirimiro et le Bututsi. Les famines sont restées dans la mémoire populaire comme un facteur majeur dans les contacts avec l'extérieur. Les populations d'Ijenda se dirigeaient vers les basses terres de l'Imbo pour s'approvisionner des vivres comme le manioc et les colocases.

Il faut signaler que la monnaie a été introduite par l'administration coloniale allemande mais resta longtemps en marge de l'économie familiale[116] : jusque dans les années 1980, le système de troc n'avait pas complètement disparu dans la région d'Ijenda. Ainsi, les produits artisanaux comme les céramiques, les étoffes de ficus, les houes, les serpettes, les cordes, les

---

[113]GAHAMA J., *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p.133.

[114] MWOROHA E., (*dir.*), *Histoire du Burundi. Des origines à la fin du XIXe Siècle*. Paris, Hatier, 1987, p.168.

[115] Dans le système de troc, il s'agissait des marchands ambulants qui parcouraient de longues distances et proposaient des produits lointains aux populations en échanges des produits locaux. Avec l'introduction de la monnaie, ce système d'échanges a également continué voire renforcé. Les colporteurs étaient originaires de l'Imbo, du Buragane et du Kumoso.

[116] CHRETIEN J. P., *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*. Paris, Aubier, 2000, p.240.

meules, les différentes variétés de paniers, les corbeilles, etc. étaient échangés contre les produits alimentaires (le maïs, le petit pois, le beurre, etc). La région d'Ijenda échangeait principalement ses produits agropastoraux avec les régions voisines: le petit pois et le beurre s'échangeaient contre les régimes de banane, le manioc et les cruches de la bière de banane (*urwarwa*) de l'Imbo. Du côté du Kirimiro venait le sorgho qu'on échangeait contre le petit pois ou le beurre. Les jeunes hommes les plus habiles arrivaient au Buyenzi pour échanger le petit pois contre le café qu'ils vendaient du retour au marché de Mutaho[117].

Les centres commerciaux ont par après été implantés dans la région, il s'agit par exemples de Rwibaga, Kavovo, Rusaka, Nyakararo et Mwaro. Ce dernier, crée pendant l'administration coloniale était tenu par des grecs et des arabes; il est reconnu comme le premier centre de négoce important dans la région ; il sera néanmoins tombé dans les oubliettes justes après l'indépendance du pays et le départ des étrangers[118]. Les échanges restaient dominés par quelques produits importés (les habits, les savons, le sel, les casseroles en aluminium, les assiettes en plastique, etc.). Les vivres, du fait de leur faible production dans la région, étaient dominés par des produits en provenance des régions voisines comme l'Imbo (la banane, de l'huile de palme, le manioc et ses dérivés, les *ndagala*,…), le Kirimiro (les patates douces et le haricot surtout).

On peut dire que la région d'Ijenda connaît une économie agricole familiale à très petites unités de production et à faible diversité des cultures. La faible production la confronte aux disettes répétitives. Ainsi, elle est longtemps restée en contact avec d'autres régions par un réseau d'échanges à courte comme à longue distance. L'introduction de la monnaie n'a pas remplacé automatiquement le troc et les marchés se sont implantés avec une faible participation des produits locaux.

---

[117] SINIBAGIRA L., Ijenda, le 20 mai 2012.

[118] Le régionalisme qui a caractérise la culture politique du Burundi indépendant y est aussi pour quelque chose. Ancien arrondissement, Mwaro deviendra plus tard chef lieu de province du même nom en 1998 et restera sans route goudronnée jusqu'en 2015.

B. Au niveau social : l'éducation, la santé et l'habitat rural

1. De l'éducation familiale à l'« école des blancs »

Avant l'introduction de l' « enseignement européen » (*amashure y'abazungu*=l'école des blancs), c'est l'éducation familiale qui était dominante: l'enfant apprenait, autour du foyer, les grandes valeurs de la famille, du clan et de la société.

Le christianisme s'est accompagné de l'enseignement formel. L'enseignement religieux, par le système *Yagamukama* (une sorte de formation catéchiste, relativement de 6 ans, donnée aux nouveaux convertis, pour se préparer aux ordres religieux) apprenait aux nouveaux adeptes catholiques quelques notions rudimentaires de lecture et de calcul[119]. La région a intéressé l'administration coloniale et les missions catholiques, qui y installèrent des écoles. C'est ainsi que l'enseignement formel de base y sera relativement développé. Des centres comme Ijenda, Buhonga, Kiganda et Kibumbu seront les premiers à bénéficier des écoles pour avoir connu à temps l'évangélisation catholique. Fondée en 1946, la paroisse catholique d'Ijenda a vite multiplié des salles de classes dans ses différentes succursales; jusqu'en 1976, sept avait déjà étaient construites: Mayuyu, Rukina, Nyakararo, Bukwavu, Mugongo, Kibimba, en plus de celle d'Ijenda. L'année scolaire 1964-1965, ces établissements comptaient 2 259 élèves dont 1 658 étaient des garçons; une inégalité se faisait remarquer en défaveur du genre féminin (26,6%). La mentalité faisait que la fille devrait rester à la maison pour s'occuper très tôt des affaires domestiques et champêtres. Des élèves devaient parcourir de longues distances pour arriver à l'école. A la fin des années 1980, le nombre d'habitants par école était estimé à 3000, tandis que l'indicateur du nombre d'élèves par enseignant tourne au tour de 90[120].

Il faut signaler que des établissements secondaires sont restés rares avant de connaître un essor remarquable avec la création des collèges communaux, au début des années 1990. Le *Lycée Etoile de montages d'Ijenda* sera fondé en 1965 par les Sœurs Annonciades d'Heverlé. Il fut reconnu comme école subsidiée par le Gouvernement du Burundi l'année scolaire 1968-1969. Comme pour le lycée de Buhonga, il devait accueillir dans l'internat des jeunes filles qui

---

[119] Un étranger dans notre région d'étude pourrait s'étonner de rencontrer quelqu'un qui peut lire le Kirundi (seulement en lettres majuscules) mais qui ne peut écrire un seul mot.

[120] MAVULA KIKWE, D., *Dimension sociale de l'ajustement structurel. Capacité des communes : typologie*. Rapport définitif, Février 1992, pp.86-88.

terminaient le niveau primaire. Seul le lycée Kiganda, l'ENEFA de Kibumbu, l'Ecole Normale de Kibimba et plus tard le lycée Mwaro (en 1987) étaient mixtes.

Une tentative d'alphabétisation des adultes a été tentée dans la région, comme en 1963 à Rukina et à Mayuyu, ainsi que dans les années 1990 à Rusaka. Elle rencontra des difficultés financières pour son fonctionnement.

2. Le domaine sanitaire : de la tradition à la modernité

Dans le domaine sanitaire, en l'absence de la médecine moderne, la «traditionnelle » a toujours occupé sa place de choix. Même si diverses maladies étaient soignées grâce aux plantes médicinales, il n'empêche que l'on enregistrait des cas de décès provoqués par des maladies plus compliquées. Une liaison très complexe se remarque entre la médecine et la religion; il s'agit par exemple du fameux culte initiatique d'*Ukubandwa* (une façon d'entrer en contact avec les divinités par le biais d'un principal appelé *Kiranga*, où un malade ou quelqu'un frappé par un malheur, comme la stérilité, pouvait recourir à ce culte) qui avait une place non moins importante; par ailleurs, l'*Agasumo ka Mwaro* (au chef lieu de la province Mwaro) est l'un des sites historiques de cette religion

Il faut signaler que ni le christianisme ni la médecine moderne n'a pas chassé automatiquement le recours aux méthodes traditionnelles et la période contemporaine a perpétué l'influence de la religion dans le domaine sanitaire, car on a vu des prêtres catholiques qui s'intéressent à la médecine traditionnelle et des « cultes de guérison », chers aux confessions protestantes[121].

Même avec l'installation des centres de sanitaires, des gens devaient parcourir des dizaines de kilomètres avant d'atteindre l'hôpital de Rwibaga[122], celui d'Ijenda ou celui de Kibumbu; cette situation ne faisait qu'empirer leur état de santé. En l'absence des moyens de communications et de transport modernes, le portage à l'aide d'une civière (*inderuzo*) est utilisé pour faciliter l'accès des malades aux centres sanitaires. L'hôpital privé d'Ijenda est crée en 1974 et ses prestations restent chères par rapport aux revenus des populations de la région. A la fin des années 1980, les communes de la région avaient entre 1 et 2 centre de santé[123].

---

[121] Ce sujet de liaison entre le domaine sanitaire et la religion mérite un débat ouvert, il me semble que plusieurs aspects entrent enjeux : la guerre civile, la pauvreté, la misère, la régression de l' «ordre public »,… L'histoire immédiate de ce pays en est parlante.

[122] Construit en 1954, il est parmi les grands hôpitaux publics de l'intérieur du pays.

[123] MAVULA KIKWE, D., *Op.cit.*, pp. 117-122

Il convient de signaler que le manque d'eau potable et d'habitation moderne ont été à la base des conditions d'hygiène dégradables. En effet, les paysans emploient généralement de l'eau des rivières et des ruisseaux sans aucun autre aménagement. Puiser de l'eau (*Kuvoma*) constitue une lourde tâche que doivent s'acquitter quotidiennement les femmes et les enfants. Dans cette région des hautes terres, escalader ces montages avec un pot rempli d'eau n'est pas chose facile. Les conditions d'hygiène en soufrent énormément: se laver soigneusement, laver les habits, les ustensiles,…coûtent chers. Des projets d'adduction d'eau potable ont commencé trop tardivement sans résoudre tout ce problème. Il faut reconnaître également une difficile intégration des « lieux d'aisance »[124] modernes ; l'administration a procédé à la sensibilisation et à la pression, mais des réticences ont persisté. Des maladies liées au manque d'hygiène ont toujours existé: les chiques (*imvunja*)[125], les poux, les puces, les punaises, la teigne et les parasites intestinales, la dysenterie, le cholera,… ont fait parler d'elles dans cette région. A cela s'ajoutent les maladies liées à l'insuffisance d'hygiène et aux conditions climatiques rigoureuses. Il faut reconnaître que les campagnes de vaccination, débutées dans les années 1950, contre certaines maladies comme la variole et la rougeole ont réduit le taux de mortalité infantile.

3. L'habitat rural des hautes terres burundaises

Le Burundi est un pays sans villages. L'habitat des hautes terres d'Ijenda est très dispersé sur une succession de collines.

En effet, l'enclos traditionnel (*urugo*) des hautes terres d'Ijenda est un complexe constitué par différentes constructions à l'intérieur d'une clôture circulaire entouré par des espaces cultivés, laissant une piste de passage du bétail (*umuhora*). Le matériel de construction marque la civilisation du végétal[126]. La clôture laisse deux entrées: une principale (*irembo*) devant la cour principale et une autre très petite (*icanzo*), derrière (facilitant le passage des membres de la famille pendant la nuit ou servant comme voie de secours ou d'évasion en cas des

[124] Toilette (*akabini, umusarani, iwese*) est une très petite cabane construite à quelques mètres de la maison d'habitation. La tradition veut que chaque ménage aie sa « cabane toilette », car le père de la famille ne pourrait pas partager le même lieu d'aisance que sa belle fille ! L'exiguïté des terres a toujours gêné l'intimité des hautes terres.

[125] Signalons ici que des élèves pouvaient abandonner définitivement l'école suite au problème des chiques, mal arrachées, le pied pouvait en être déformé et l'enfant qui devrait parcourir une longue distance trouvait du mal pour se déplacer. En 1976, 11% des élèves faisaient un trajet de plus d'une heure pour arriver à l'école.

[126] Le matériel végétal sert à beaucoup de choses: construction de la hutte, des lits, de l'enclos, fabrication de certains outils agricoles et d'élevage, les habits, les aliments (exemple du sel), couvert de table, etc.

vols du bétail). Cette complexité signifie l'aspect défensif de l'habitat des hautes terres du Mugamba et du Bututsi contre les vols fréquentes du gros bétail[127].

La maison rurale traditionnelle a connue une évolution, d'une hutte de type semi-ovoïde couverte de la paille depuis le sommet jusqu'en bas, en passant par les flancs, à la case. Ayant 3 pièces, la case, elle aussi, est circulaire et les murs en bois sont enduits de couches de kaolin (*ingwa*) et le toit est en chaume. L'éclairement est amélioré par une ou deux portes ainsi que de petits trous d'aération (qu'on peut se permettre d'appeler fenêtres). Les gens aisés pouvaient se construire au dessus de la pièce d'accueil un plafond en réseaux ou en lattes de bambous. La case existe de nos jours malgré les évolutions remarquables en architecture rurale. De toutes les régions du Burundi, le Mugamba et le Bututsi ont gardé cette tradition de l'habitat rural, non pas par ambition, mais par la faiblesse des moyens et des techniques[128]. L'intérieure de la maison traditionnelle est couverte par des herbes (*umusezero*) ou par la natte.

L'enclos peut abriter les membres de la famille restreinte comme ceux de la famille élargie. A l'intérieur de l'enclos, se trouvent également des étables ainsi que des greniers pour la conservation des récoltes. Se trouvant au milieu de la cour, la maison du père est placée entre celles de ses fils mariés. A mesure que le nombre de fils mariés augmente, l'enclos s'élargie jusqu'au moment où les ainés quittent l'enclos paternel pour s'installer ailleurs, pour fonder leurs propres enclos (foyers).

Il faut signaler que cette dispersion de l'habitat n'est pas un handicap à la socialisation; certaines règles et coutumes de proximité des sociétés rurales favorisent l'entente, l'entraide, l'harmonie,….Il s'agit par exemple des invitations réciproques autour de la bière, des échanges de menus services et des outils de la vie quotidienne : le couteau, l'aiguille, la houe, la hache, la serpette, le mortier, les corbeilles, le feu, le sel, les habits, l'argent,…ainsi que des relations sociales autour de la vache ou de la femme.

---

[127] L'enclos pouvait avoir 420 m^2 et sa clôture pouvait atteindre 1, 70 m de hauteur. Son entretien était une des tâches les plus exigeantes en main œuvre et en matériel.

[128] Ceux qui avaient un fils fonctionnaire à Bujumbura ont changé leurs maisons d'habitation sans difficultés. En plus, si les gens du Kirimiro, du Buyenzi ou de l'Imbo ont les connaissances dans la construction des maisons modernes, ceux du Mugamba et du Bututsi n'ont pas vraiment cette traditions, pour se construire eux-mêmes leurs habitations.

En conclusion à ce premier chapitre, nous pouvons dire que la région des hautes terres d'Ijenda connaît traditionnellement une économie agro-pastorale familiale pratiquée sur de très petites unités de production avec une faible diversité de cultures ainsi qu'un faible rendement. C'est par le biais des échanges à courte comme à longue distances qu'elle parvient à tenir face aux éventuelles disettes. La région est longtemps restée sans culture d'exportation bien que les conditions physiques étaient favorables pour certaines plantes. Le théier y trouvera alors une situation socio-économique aux multiples défis : des terres très réduites et pauvres, une population dense, surchargée, pauvre et hantée par la nourriture.

CHAP. II. LA THEICULTURE DANS LA REGION D'IJENDA

I. L'historique du théier

A. Les origines et l'expansion du thé dans le monde: de la légende à la réalité

Le thé (*camélia sinensis)* est une plante de la famille de *théacea,* originaire de l'Asie du Sud-Est[129] : le foyer de diffusion de cette plante est localisé dans les régions englobant les sources et les vallées des fleuves Brahmapoutre, Irrawaddy, Salouen et Mékong, aux frontières de la Chine, de l'Inde et de la Birmanie. La légende et l'histoire se mêlent pour parler des débuts de cette plante. En effet, la légende la plus répandue attribue la découverte du thé à l'Empereur civilisateur[130] chinois Chen Nung (2 737-2697 avant notre ère). Un jour qu'il se délassait à l'ombre d'un arbuste, l'Empereur tenait une tasse remplie d'eau chaude qu'il avait l'habitude de prendre pour question de santé. Détachée de cet arbuste suite au vent, trois feuilles se jetèrent dans la tasse où elles infusèrent. L'Empereur Chen Nung, par curiosité, trouva cette boisson délicieuse qu'il en recommanda alors à son peuple et nomma cet arbuste: le *théier*[131].

Une autre légende, cette fois-ci moins généralisée, attribue l'origine du thé au moine bouddhiste Bodhidharma dans les années 520 :

« *Un jour, épuisé par neuf années de méditation ininterrompue, et alors qu'il avait fait le vœu de ne plus jamais dormir et de s'abstenir de tout désir, le sommeil le surprit. Le saint homme fit alors de voluptueux rêve d'amour. A son réveil, l'immensité de sa faiblesse le plongea dans le désespoir. Autant pour se punir que pour éviter de s'endormir à nouveau, il trancha ses paupières et les enterra. Elles prirent racines et donnèrent naissance à deux arbustes, qui possédaient la faculté de favoriser l'éveil, au sens propre et au sens figuré* ».[132] Ces deux arbustes deviendront des théiers.

De toutes les légendes, on retient que l'origine du théier se situe en Asie du Sud-Est ainsi que la place qu'occupe cette plante dans les civilisations orientales[133]. Le thé sera attribué plusieurs vertus et entra progressivement dans les échanges de la région.

---

[129] La Chine reste le premier pays producteur du thé avec 1 million de tonnes chaque année. Tous les types de thés y sont produits avec une grande influence dans l'Economie, la société et la culture de ce pays.

[130] La légende fait de l'Empereur civilisateur chinois Chun Nung est le «père» de l'agriculture et de la médecine.

[131] RUNNER J., *Le thé*. Paris, PUF, 1974, p.11.

[132] SANGMANEE K.-Ch., *et al*., *L'ABCdaire du thé*. Paris, Flammarion, Paris, 1996, p.82

[133] Il faut rappeler que l'Asie est le foyer pour plusieurs civilisations d'une grande ampleur : l'agriculture, le Christianisme, l'Islam, le Bouddhisme, etc.

Le thé, étant l'un des dons les plus précieux et les plus anciens que la Chine ait fait au monde entier[134], il fut connu au Japon grâce à l'initiative de deux prêtres bouddhistes qui en amenèrent des graines au début du IXè siècle de notre ère.

Cette culture jouera une place importante dans les civilisations et les économies asiatiques pour gagner d'autres territoires du globe. « Depuis la Chine, en empruntant d'abord l'itinéraire des caravanes puis celui des compagnies maritimes, le thé mena une patiente conquête de l'Occident »[135]. Les Hollandais furent les premiers, en 1606, par la *Vreeningde Ostindische Companie*, Compagnie de l' « Orient lointain », à importer du thé en Europe ; suivis en 1657 par les Anglais, puis en 1700 par les Français. Ce furent les Anglais, et de loin, qui tirèrent le mieux leur épingle du jeu en obtenant le quasi-monopole des exportations à partir de Canton. Cette boisson entra alors facilement dans leurs habitudes culinaires : le thé sera beaucoup apprécié par les Occidentaux notamment au XIXè par des efforts de la recherche en botanique sur cette plante ainsi que des expositions universelles qui achevèrent de populariser sa consommation. En plus, les empires coloniaux se chargèrent d'en implanter la culture partout où elle était possible, comme par exemple les plantations britanniques en Inde et à Ceylan. Durant plus de deux cent ans, les Européens ne consommèrent que du thé vert en provenance de la Chine et du Japon. La consommation du thé noir, amorcée à la fin du XVIIIè siècle avec des thés de Chine, ne devint réellement importante qu'à la fin du XIXè siècle, lorsqu'on disposa des productions coloniales indiennes et cingalaises, ce qui rendit possible la diffusion de ce produit à une plus large échelle mondiale[136].

En Afrique, le théier fut introduit au XIXè siècle dans le contexte colonial, d'abord pour simple consommation, et ensuite comme entreprise commerciale. La culture commerciale du thé à grande échelle a été lancée par les Britanniques, au Malawi en premier, vers 1890. Vers 1900, des tentatives de plantations ont eu lieu en Uganda et au Zimbabwe puis au Kenya en 1920, suivi par la Tanzanie. Les Portugais introduisent le thé au Mozambique vers 1920, suite aux bons résultats au Malawi, de l'autre côté de la frontière. Vers 1950, le thé arrive au Cameroun tandis qu'il s'introduit dans les politiques agricoles du Rwanda en 1959. Des planteurs hollandais introduisent le thé en Afrique du Sud vers 1964, et en 2006 la première plantation de thé est crée

---

[134] RUNNER J., *op. cit*., p.5.
[135] SANGMANEE K.C., et al.., *Op.cit*, p.6.
[136] *Ibidem*, p.60.

en Ethiopie. Actuellement, 12 pays africains produisent le thé, avec 3 pays à production minime : les îles de Madagascar, de St. Maurice et de La Réunion.

Cet arbuste trouva alors des conditions très favorables dans les hautes terres de l'Afrique orientale; le Kenya en deviendra le grand producteur (le premier en Afrique et le 3ème au monde par son volume de production). Il fut introduit dans les stations de recherche agronomiques du Rwanda- Urundi et du Congo par l'administration coloniale belge vers les années 1930 et y sera étendu trente ans après.

B. L'introduction du théier au Burundi

1. Le théier: l'enfant pauvre de la politique coloniale belge[137]

L'administration coloniale belge devait se préoccuper du sort économique de l'*Urundi*. L'amélioration et l'introduction des méthodes de cultures modernes étaient les éléments majeurs de sa politique agricole. En effet, dans l'accomplissement de son devoir, la Belgique s'est attelée à améliorer les cultures vivrières existantes comme l'introduction d'autres, en l'occurrence le manioc et la patate douce, mais le café, culture de monnaie, devait prendre les devants et avait la valeur d'école.

La mise en valeur de la colonie visait le développement de cette dernière par elle-même; pour la faire entrer de gré et de force dans une « logique capitaliste de production ». Ainsi, des sociétés de plantation qui opéraient déjà au Congo belge étendirent leurs actions sur le Burundi[138]. Toute une gamme de cultures fut timidement essayée dont les plus importantes sont le café, le thé, le coton, le palmier à l'huile, le quinquina, le sisal, le tabac, le tournesol, le ricin et le piment. Cependant, l'irruption de la crise économique de 1930 tint en échec ces sociétés. Les plantations coloniales théicoles du Kenya trouvèrent des difficultés dues aux effets de la crise économique[139]. Au Burundi, l'administration coloniale belge trouve une solution alternative à

---

[137] Durant l'administration belge en Urundi, le théier est considéré comme cet enfant abandonné par sa maman après la naissance. Introduit dans les années 1930 à la station de recherche agronomique, il y restera jusque à la fin de la Tutelle belge.

[138] La Compagnie de la Rusizi planta le coton dans la plaine de l'Imbo, la Compagnie du Kivu s'occupa du palmier à l'huile à Kigwena, la Société des plantations du Tanganyika extrayait l'huile de palme tandis que la Société des plantations de l'Urundi et la Compagnie agricole de l'Urundi s'occupèrent respectivement du coton et du sisal. Il nous semble que le Statut de « Territoire sous mandat » qu'avait le *Rwanda-Urundi*, limitait certaines entreprises coloniales, comme l'extension des vastes plantations d'allure« capitaliste ».

[139] TALBOTT I.D., «The origin of small-holder tea production in Western Kenya», *East African Education Publichers* : Historical studies and social change in western Kenya. Essays in memory of professor Gideon S. Were. Nairobi, 2002, pp.145-148

double intérêt: introduire elle-même les cultures de rente dans le milieu paysan, ce qui visait l'exportation sans lourds investissements d'une part, et l'accès de l'indigène au numéraire pour s'acquitter des différentes charges fiscales d'autre part. Le café, pouvant se pratiquer sur de grande étendue du territoire national, par ailleurs moins exigeant en termes d'investissement, deviendra la culture maitresse de l'entrée de l'*Urundi* dans cette «économie moderne». Certaines cultures ne retiendront pas l'attention du colonisateur même si les conditions physiques étaient remplies : il s'agit ; à titre d'exemples, du théier et du quinquina, qui s'adaptent facilement aux altitudes élevées. Le premier, introduit en 1930 à la station de recherche de Kisozi, restera plus de 30 ans au «stade d'essai» tandis que le second sera vulgarisé mais laissé par après, à son compte. Il convient de signaler que le théier était bien pratiqué depuis les années 1920 en Afrique orientale britannique (Tanzanie, Kenya et Ouganda), aux conditions physiques similaires avec le Burundi mais avec les expériences et les traditions britanniques avancées en matière du thé (ce qui manquaient à la Belgique). Les recherches sur le théier à la station de Kisozi donnèrent des résultats satisfaisants et l'INEAC proposa au vice-gouverneur du Territoire du Rwanda-Urundi de passer à la généralisation de cette culture, mais ce projet fut écarté du plan décennal élaboré en 1949-1951[140], pour intégrer *l'Etude Globale du Développement du Rwanda-Urundi* de 1960, menée par l'Association Européenne des Sociétés d'Etudes pour le Développement (AESED). La région des hautes terres d'Ijenda a profondément et longuement souffert de cet absence d'une culture « moderne ». D'un côté, on pourrait parler d'une « politique de tâtonnement », du fait d'un manque d'expériences de la part de la Belgique en matière des exploitations theicoles[141]; de l'autre, il s'agissait d'une logique spéculative dans un contexte international difficile (crise économique et Guerres Mondiales), qui fait que la Belgique s'intéressait au plus offrant, c'est-à-dire le café[142], avec moins d'investissement. Le statut de « territoire sous mandat » du *Rwanda-Urundi*[143], les défis fonciers et les problèmes financiers,

[140] CAPPECHI B., *La culture du caféier et du théier au Burundi*. Thèse de Doctorat IIIè cycle en Géographie, Bordeaux, Université de Bordeaux III, 1976, p.41

[141] Contrairement à la Belgique, les Britanniques avaient déjà expérimenté les plantations coloniales theicoles en Asie, la tâche devenait relativement facile pour étendre le théier dans ses colonies est-africaines. Le statut de la Belgique, « puissance mandatrice » empêche de faire du Rwanda-Urundi des « colonies de peuplement », c'est-à-dire l'accaparement des terres (déjà très étroites) par des colons pour la mise en place de leurs exploitations.

[142] Comment expliquer l'extension du café dans les hautes altitudes d'Ijenda (alors que les conditions sont très défavorables) au moment où le théier (par ailleurs qui s'y adapte mieux) reste confiné dans les champs semenciers de Kisozi? Il fallait produire du café à tout prix.

[143] La Belgique gérait le *Rwanda-Urundi* au nom de la Communauté Internationale, Sociétés des Nations d'abord et l'ONU ensuite. Aux termes de ces Statuts, le Burundi ne pouvait pas constituer une « colonie de peuplement »

limitèrent aussi certaines initiatives coloniales dont la politique théicole. Ainsi, exigeant plus des moyens matériels et financiers importants pour la mise en place des plantations et des infrastructures de traitement, le théier est resté l'enfant pauvre du système colonial belge. B. Cappechi est de cet avis: «*La culture du thé […] nécessite un traitement immédiat de la feuille. Cela entraine donc l'obligation de gros investissement. La politique d'exploitation de l'époque, c'est-à-dire d'investissement minima et de profit maxima interdisait donc cette culture*»[144].

Avec sa réapparition dans les programmes de développement depuis 1960, le programme théier intégrera les politiques publiques agricoles des gouvernements postcoloniaux, avec l'appui de leurs partenaires financiers, l'Union Européenne en tête.

2. Les objectifs de l'introduction du théier

Deux principaux objectifs furent à l'origine de l'introduction du théier au Burundi: il s'agit en premier lieu de diversifier les recettes d'exportations et deuxièmement d'améliorer le revenu monétaire des paysans des hautes terres**.**

a. A la recherche des devises: introduire le théier

L'idée du théier revient à la fin des années 1950 dans un contexte économique morose. En effet, le début des années 1960 connaît une crise des cultures d'exportation. Jusqu'à cette date, le Burundi avait dépendu des centres de l'INEAC pour la recherche sur les cultures industrielles et la diffusion des plants en provenance de Mulungu au Congo et de Rubona au Rwanda. Suite à l'indépendance du Congo en 1960 puis celle du Rwanda et du Burundi en 1962, chacun de ces pays devait se doter d'un Institut agronomique autonome. Ainsi, la jeune nation connaît un nouveau défi: organiser une nouvelle structure de recherche agronomique pour le Burundi, l'ISABU.

En plus, les deux cultures d'exportations (le café et le coton) dont dépendaient les exportations burundaises, étaient en situations difficiles à la fin des années 1950. «Les prix du café, peu attractifs sur le marché mondial, n'incitaient guère les paysans à poursuivre une culture qui avait été autrefois imposée»[145]. Dans la « folie de la libération», le paysan jouissait du plaisir

---

pour octroyer des terres (qui manquaient par ailleurs) aux planteurs coloniaux pour telle ou telle autre initiative capitaliste. On peut également se demander en quoi la Belgique bénéficiait comme soutien de la part de la Communauté Internationale pour promouvoir le développement du Rwanda-Urundi, au moment où cette puissance mandatrice devait théoriquement suivre les instructions de son « patron ».

[144] CAPPECHI B., *Op. cit.*, p.41

[145] BIDOU J. E. *et al.*, *Géographie du Burundi*, Paris, Hatier, 1991, p.133

d'en finir avec le *diktat du Muzungu* (le blanc)[146]. La chute du prix du café s'était accentuée depuis 1956. En 1963, la production du café, qui avait dépassé 21 000 tonnes en 1959, était tombée à 6 000 tonnes.

Pour le coton, la désorganisation du marché, liée au rapatriement des cadres et techniciens belges fut amplifiée par la crise des paysannats où la discipline des rotations culturales (condition indispensable du maintien de la culture cotonnière) fut abandonnée. Les inondations de la basse plaine aggravent la situation. La production du coton graine a alors sensiblement diminué; si elle avait atteint 10 000 tonnes en 1959, elle n'était plus que de 5 000 tonnes en 1963. Ce recule des exportations avait un impact sur les recettes nationales.

Face à ce besoin pressant en devises, pour la nouvelle administration nationale, il fallait trouver une alternative: seul le thé, par la diversification des cultures d'exportation et du fait de sa consommation croissante au niveau mondial, promettait un avenir économique meilleur pour combler le manque à gagner occasionné par les problèmes du café et du coton. En 1959, sous l'initiative du gouvernement de la résidence de l'*Urundi*, la station de recherche de *Kisozi* avait repris les « essais de comportement ». Parallèlement à cela, une étude fut réalisée par l'Association Européenne de Société d'Etudes pour le Développement Général (A.E.S.E.D)[147]. Un chapitre consacré au thé prévoyait d'en faire une seconde culture d'exportation du Burundi. Après 1960, la culture du thé commença à se développer. En 1961, le FED finança une étude prospective de la culture du thé au Rwanda et au Burundi qui s'accompagna par la mise en place des exploitations à partir de décembre 1962, ayant le but de déterminer les effets du climat sur la croissance et le développement du théier. A travers cette étude, les auteurs plaident pour l'extension du théier comme culture à un meilleur avenir économique du Rwanda et du Burundi :

«*Le marché international du thé est actuellement bon et doit vraisemblablement le rester pendant un temps suffisant pour permettre aux éventuelles cultures de théiers au Rwanda et au Burundi d'entrer en rapport et de trouver leur place sur le marché mondial. Aussi, le thé apparait-il, dans les conditions actuelles, locales et internationales comme le seul produit capable d'un développement suffisant, et l'économie agricole du Rwanda et du Burundi s'en trouvent très substantiellement améliorée, sous réserve que les terres qui lui conviennent se*

[146] Il faut entendre ici le colonisateur, le départ de ce dernier a laissé l'indigène dans l' « illusion de la liberté » et dans des difficultés matériels et humains de la nouvelle administration.

[147] Association Européenne de Sociétés d'Etudes pour le Développement, *Etude globale de développement du Rwanda et du Burundi*. Leuterik, 1961. La consultation des archives de cette Société est très nécessaire.

trouvent en quantité suffisante, ce qui semble être le cas. La carte thé doit être jouée à fond en donnant là où elle peut réussir une priorité absolue à cette culture sur toute autre »[148].

Toutes les études du début des années 1960 convergent sur la diversification des cultures d'exportation afin d'accroître le Produit National Brut ; et le thé est bien au rendez- vous :

«*L'introduction de la culture du thé au Burundi vise l'accroissement du produit national brut commercialisé ainsi que la diversification de la structure agricole du pays jusqu'à présent trop fortement axée sur les produits vivriers et les deux cultures d'exportation: le café et le coton. Le thé pourrait devenir la deuxième culture d'exportation de 4 000 à 5 000 tonnes de thé marchand d'ici 1980*»[149].

En 1966, J. Flemal précisa les grandes lignes directives du développement du thé d'Assam au Burundi. Comme il l'avait proposé, 4 *blocs industriels* (plantations appartenant à l'Etat) furent mis en place (Teza en 1963, Rwegura en 1964, Tora en 1966 et Buhoro en 1988) ainsi que 5 *zones d'action rurale*[150], (Muramvya en 1970, Remera en 1974, Ijenda en 1974 et Gisozi en 1970) ; c'est-à-dire dans les régions de hautes altitudes, au delà de 1 500 m d'altitude. Pour la première fois au Burundi, 18 tonnes de thé sec furent produits à l'Usine de Teza en 1967.

b. Les *Projets thé villageois* : améliorer le revenu monétaire des paysans

Après des études de faisabilité sur la culture du théier comme avenir de l'économie burundaise, le Gouvernement bénéficia des financements du FED et de l'Assistance Technique Belge (A.T.B) pour l'extension de cette culture. Il fallait vite mettre en place des plantations de l'Etat, dites *Blocs industriels*. Suite aux problèmes fonciers pour l'extension de vastes plantions étatiques, ainsi que la volonté de rentabiliser les usines de traitement du thé, le Gouvernement burundais et le FED optèrent pour la mise en place des plantations theicoles familiales : c'est la politique du *Thé Villageois*[151]. Cette politique, bien qu'elle vient en deuxième lieu pour l'Etat burundais, sera bénéfique pour les paysans des hautes terres afin d'améliorer leurs revenus monétaires. C'est ainsi alors que le FED finança le *Chantier Thé Villageois* de Muramvya, dès

---

[148] FLEMAL J., HERBILLON A. et KESTEMDNT J.E., *Etude générale des possibilités de la culture du théier au Burundi et au Rwanda*. ISABU,-ISAR, Bujumbura, 1963, p.3.

[149] REUSS C., «La coopération internationale au Burundi, 1962-66», Revue de l'U.O.B, V2, n^{0}5, 1968, p.18 *cité par* NDAYIRAGIJE E., *Impact socio-économique de la théiculture en milieu rural. Le cas de la société théicole de Tora en commune Mugamba*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1985, p.39.

[150] On les appelle également des *chantiers théicoles villageois.* Il s'agissait des projets d'extension de la théiculture dans les exploitations agricoles familiales.

[151] Tout paysan âgé, des hautes terres burundaises sait bien prononcer ces vocables français : *Thé Villageois*. Il en est de même du mot *Chantier* qui prendra d'ailleurs le même nom en Kirundi *Ishantiye*. Ce choix de vocabulaire est déconnecté de la réalité sur terrain car le Burundi connaît une paysannerie sans village.

janvier 1970. Ce projet devrait s'adresser à 3 500 ménages répartis sur une superficie de 200 Km^2 dans 65 sous-collines administratives peuplées de 38 000 personnes environs; 500 ha devaient être cultivés sous forme de parcelles familiales, de 5 à 30 ares par ménage, et sa production devait être achetée et traitée par l'usine de Teza. D'autres *Chantiers Théicoles Villageois* furent également mis en place pour «rentabiliser les équipements industriels de traitement»[152] des usines à thé comme à Remera (province de Kayanza) en 1974, à Gisozi (l'actuelle province de Mwaro) en 1970[153]. Des ménages environnant les usines de traitement des feuilles vertes intègrent également le théier dans leurs exploitations agricoles.

La région d'Ijenda fut particulièrement ciblée, car à partir de 1973 avec le *Projet Thé Villageois*, tous les ménages sont appelés à planter le théier de gré ou de force, et toutes les plantations sont familiales et individuelles (c'est-à-dire entretenues par les paysans eux-mêmes, qui vendent les feuilles vertes à l'usine et reçoivent la paie à chaque 2 mois). Les populations des hautes terres, qui étaient longtemps restées à la marge d'une agriculture industrielle, sont désormais en contact avec le théier.

II. Les exigences et l'intégration du théier dans la région d'Ijenda

A. Les exigences pédoclimatiques

Il s'agit de voir si certaines caractéristiques physiques de la région, comme le sol, la température et les précipitations répondent favorablement aux exigences du théier.

1. Les exigences climatiques

Le théier d'Assam, *camellia sinensis var. Assamica* (cultivé au Burundi), est une plante originaire de la zone subtropicale (Inde) influencée par les climats de moussons. La nécessité de récolte des feuilles de cette plante entraine des exigences climatiques comme l'humidité et la température relatives élevées[154].

En effet, le théier s'adapte aux moyennes de précipitations annuelles comprises entre 1150 et 1 400 mm, reparties tout le long de l'année, soit une moyenne mensuelle de 150 mm.

---

[152] CAPECHI B., *Op.cit*, p.46

[153] Des parcelles du thé avaient été mises en place déjà en 1963 sous l'encadrement de l'ISABU, la production des feuilles vertes était acheminée à l'usine de Teza pour traitement. En 1970, l'ISABU entreprit l'étude de l'aménagement de 500 ha en petites tenures familiales.

[154] D'autres exigences même de moindre importance entrent en jeu pour une bonne production du théier, il s'agit par exemples du degré de l'insolation, du vent, etc.

Une température comprise entre 20^0c et 25^0c est optimale pour la croissance des feuilles[155]. « Le climat idéal pour la croissance du théier serait celui où les pluies seraient abondantes la nuit et où un soleil intense renaîtrait le jour»[156].

Le *territoire théier* burundais s'étend alors de part et d'autre sur la chaîne de montagnes de la *Crête Congo-Nil* (appelée également ligne de partage des eaux entre les 2 bassins hydrographiques africains le Congo et le Nil). L'agronome J. Flemal en donne des précisions : *« La zone apte à la culture du thé s'étend de part et d'autre de la Crête Zaïre-Nil depuis la frontière nord du pays jusqu'à la localité de Burambi au Sud à une altitude comprise entre 1800m et 2 400 m sur le flanc et la Crête et entre 1 300 et 2 200 m sur le flanc Ouest»*[157].

La région d'Ijenda, se trouvant au centre de la *Crête Congo-Nil*, entre 2 000 m et 2 200 m d'altitude, reçoit la quantité des précipitations importante entre 1 400 mm et 1 500 mm de pluies ; avec une moyenne mensuelle de 232 mm en saison pluvieuse et 8 mm en saison sèche (généralement 2 mois, juillet et août), et connaît une température comprise entre 15 et 21 ^{0}c. Elle répond alors favorablement aux exigences climatiques du théier, son climat permet une bonne croissance et exploitation des champs theicoles toute l'année (avec bien entendu une importante diminution de la quantité pendant la saison sèche, juillet et août).

2. Les exigences édaphiques

Le théier s'adapte facilement sur des sols d'origines diverses : sols développées sur roches sédimentaires ou métamorphiques ; sols volcaniques ; sols alluvionnaires et sols de marais. J. Flémal précise également que « le théier ne se développe que sur des sols acides»[158], or l'une des caractéristiques des sols de la région d'Ijenda est l'acidité.[159]La profondeur de la couche meuble du sol (*ikivuvu)* est favorable pour le théier: cette épaisseur du sol permet au théier de résister plus ou moins à l'absence des précipitations (pendant la courte période de saison sèche). On peut constater cette caractéristique pour les sols de cette région, surtout la partie orientale. La mise en place des pépinières exige des sols de bonnes terres proches des sources d'eaux pour faciliter l'irrigation (elles seront installées dans les vallées ou à proximité des cours d'eaux). De plus, les rivières comme Mubarazi, Nyavyamo, Kaniga, Mucece et

---

[155] CAPECHI B. *La culture du caféier et du théier au Burundi*, p.60
[156] *Ibidem*, p.61.
[157] FLEMAL J., *La culture du théier au Burundi*, Bujumbura, UB, FACAGRO, 1986, p. 24.
[158] *Ibidem*, p.19.
[159] République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, « Développement agro –sylvo-pastoral de la région naturelle du Mugamba (CVHA II)», Rapport annuel 1991, Florence, Agristudio, 1992, p.1.

d'autres nombreux ruisseaux et cours d'eau, donnent à la région de vastes étendues de marais et vallées alluvionnaires, favorables à cette culture, surtout dans la partie orientale de la région.[160] Sauf quelques sols caillouteux minces aux sommets des montagnes, cette région répond d'une façon générale aux conditions édaphiques du théier. Néanmoins, le paysan avait du mal à comprendre comment céder sa bonne parcelle réservée aux cultures vivrières et régulièrement fumée grâce à la bouse de ses vaches, au profit de cet arbuste «inconnu» (nous y reviendrons).

B. L'intégration du théier dans la région d'Ijenda

1. Les initiatives de l'ISABU

Nous avons déjà montré que la station de recherche agronomique de Kisozi avait commencé les essais du théier en 1930. Plus tard, les résultats des études menées au début des années 1960 sont favorables à l'extension du théier sur les hautes montagnes du Burundi. Dès 1963, quelques parcelles sont installées chez les paysans volontaires des environs de l'ISABU et régulièrement contrôlées par les membres de la *Mission de recherches théicoles*. La production des feuilles vertes était acheminée à Teza pour le traitement avant la création de l'Usine de Tora. En août 1963, les premières observations permirent de déterminer certains terrains théicoles favorables à savoir les régions de Rwegura, Remera, Buhoro, Teza, Muramvya, Ijenda,Tora et Gisozi.

Dans la région d'Ijenda, les premiers essais de la théiculture remontent à 1965. Des champs d'expérimentation furent lancés le long de la route Bujumbura-Ijenda à partir de Nyabiraba (1 800 m d'altitude) et de la piste Ruhororo-Rukina-Mayuyu[161]. La parcelle pilote de Rwibaga (en commune Mugongo-Mango, à 3 Km du siège du Complexe théicole d'Ijenda) donna des résultats satisfaisants[162]. Les jeunes plants provenaient également des pépinières, soit de Teza, soit de Rwegura ou de Mulungu au Zaïre. Quelques collines des communes Rusaka et Gisozi intègrent timidement le théier à partir de1966 sous l'encadrement de l'ISABU.

---

[160] Signalons qu'on trouve des plantations theicoles dans les marais. La pépinière de Kadangi sur la colline Kibimba, celle de Mpumbu et celle de Nyavyamo se trouvaient dans les marais. Ces terrains sont par après devenus de vastes exploitations theicoles familiales.

[161] Cette méthode d'installer les champs le long des pistes a également été utilisée pour le café durant l'administration coloniale belge. L'installation des premiers champs theicoles le long des pistes veut donner l'exemple aux paysans pour faire de même afin de faciliter l'encadrement. En plus que peu de paysans avaient des terres proches des pistes, cette mesure était mal accueillie par la population qui y voit une pression permanente de la part des *chefs*.

[162] GAHAMA J., *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p.126

La méfiance des paysans, le personnel réduit et incompétent, ainsi que l'insuffisance des plants font partie des obstacles à l'implantation rapide de la théiculture dans cette région. Se limitant à certains ménages et à quelques collines, nous pouvons dire que les initiatives d'extension du théier de la fin des années 1960 dans la région d'Ijenda, n'étaient que des essais nécessaires, difficiles mais très utiles. Il fallait attendre un projet d'une grande envergure pour se consacrer à cette culture de rente dans les hautes terres d'Ijenda.

2. Le *Projet Thé Villageois* d'Ijenda : à chacun sa plantation

C'est la politique du *Thé Villageois*. Les initiatives entreprises par l'ISABU dans les années 1960 étaient limitées aux essais (expérimentations) éparpillés soit sur les longs des pistes, soit dans quelques exploitations familiales des communes Gisozi et Rusaka. Les résultats satisfaisants des premières plantations et la raréfaction des sites d'établissement des plantations de l'Etat ont permis d'envisager rapidement une extension de la culture du thé dans les parcelles familiales[163]**.** Dans les régions de Rwegura, de Teza et de Tora, le gouvernement burundais avait mis en avant les «blocs industriels» pour l'Etat, avec quelques plantations familiales chez les paysans des environs. C'est alors dans ce contexte qu'est née le «Projet Thé Villageois d'Ijenda», cette fois ci pour favoriser le *thé villageois* (théiculture paysanne). Cette initiative permet à l'Eta de gagner des devises par la commercialisation du produit et d'accroître le revenu monétaire du paysan, sans lourd investissement.

En effet, en 1973, démarrèrent les premiers travaux du *Chantier Théicole d'Ijenda* (appelé également *Projet Théicole d'Ijenda ou Projet Thé villageois*). Sur un financement du FED, acquis par l'OTB, 1 000 ha en petites tenures devaient être réalisées en milieu rural. Pour la première fois, un projet théicole est mis en place exclusivement pour l'intégration de cette culture dans les exploitations familiales. Il était également prévu l'installation d'une usine de traitement des feuilles vertes achetées aux paysans exploitants. A la suite d'un appel d'offre international, l'OTB confie ce projet à une société allemande, l' AGRAR[164].

a. Le financement et la répartition du budget

Il s'agit d'un projet de l'extension du théier dans les exploitations familiales de la région d'Ijenda. Débutant en 1973, il fut le premier projet d'une grande ampleur à être réalisé dans cette région. Son budget global équivalait à 526 millions de franc burundais; la participation du

[163] CAPECHI B., *Op.cit.,*p. 44

[164] La consultation des archives de cette entreprise est utile pour une étude approfondie sur le thé au Burundi.

Gouvernement burundais fut de 21 600 000 Fbu (4,1%) tandis que le F.E.D contribua énormément, à hauteur de 504 400 000 Fbu (96%) [165].

Tabl.3. La répartition du budget du *Projet Thé Villageois d'Ijenda*

Libellées	Montant en Fbu	
2 experts expatriés	148 000 000	soit 28,1%
Traitement du personnel burundais	76 000 000	soit 14,4%
Main d'œuvre	82 000 000	soit 15,5%
Services locaux	38 000 000	soit 7,2 %
Importations	117 000 000	soit 22,2%
Marchandises locales	21 000 000	soit 3,9%
Assistance	13 000 000	soit 2,4%
Préventions des hausses des prix	31 000 000	soit 5, 8%
Total	526 000 000	soit 100%

Source: J. Gahama, *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p.125; plus nos calculs.

A travers le tableau précédent, on constate que cette répartition du budget n'est pas «rationnelle». Pour J. Gahama, «il émane de cette répartition une distorsion frappante», comment concevoir que "deux experts expatriés" puissent se partager un tiers de la somme globale du budget, 28,1%?[166] Ces experts européens avaient la tâche de donner les directives et d'encadrer le personnel du projet. Le deuxième volet dans cette répartition est les importations 22, 2%. Il faut penser ici à l'importation de l'ensemble du matériel agricole dont l'entreprise allemande AGRAR est également fournisseur reconnu. Dans les clauses des accords entre le Gouvernement du Burundi et le F.E.D, il est spécifié que les candidats théiculteurs devaient préparer eux-mêmes leurs terrains, planter et entretenir leurs champs. L'assistance technique devrait encadrer, aménager un réseau routier et fournir le matériel et les engrais chimiques.

Le personnel de bureau comprenait 2 cadres européens, 1 secrétaire-comptable, 4 commis, 1 dactylo et 2 magasiniers. Sur le plan technique, il y avait un ingénieur agronome, 4 agronomes, 21 moniteurs agricoles. S'agissant de la main d'œuvre, elle était évaluée à 894 personnes en1975. Le projet devrait théoriquement expirer en 1980 après les premières productions de l'usine pour laisser la place à l'association des théiculteurs pour assurer eux-mêmes le fonctionnement de «leur entreprise».

[165] GAHAMA J., *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*, p.125

[166] La thèse selon laquelle les financements dans les pays du tiers monde profitent beaucoup plus aux pays bailleurs pourrait y trouver un débat.

b. L'implantation des pépinières

Dès que le *Chantier Thé Villageois d'Ijenda* commença à fonctionner, effectivement au début de l'année 1973, on a eu le soin d'aménager tout un dispositif de pépinières destinées à diffuser les boutures. Le Projet a trouvé l'intérêt d'entretenir des pépinières dans sa zone d'influence. C'est ainsi qu'en décembre 1975, on dénombrait plusieurs pépinières éparpillées sur toute l'étendue de la région: Ijenda, Ruhororo, Matara, Rusaka, Kibimba, Nyabiraba, Kavurunga, Shombo, Mpumbu, Kiyege, Kirinzi, Nyengunzu, Nyavyamo, etc. A la fin de 1975, l'installation et l'entretien de ces pépinières avaient coûté 9 millions de franc burundais.

La mise en place des pépinières nécessite une préparation du terrain destiné à recevoir les jeunes boutures qui donneront plus tard de jeunes plants théiers. Les pépinières devaient être situées sur des terrains plats ou mieux en pente légère afin de faciliter l'évacuation des eaux. Le théier doit être à l'abri du vent, des brouillards et du gel, d'où la nécessité de couvrir la pépinière quand les plants n'ont pas encore atteint 25 cm. On choisit un sol profond et riche en humus, dépourvu de graviers et de cailloux. On rempli les sachets en polyéthylène avec de la terre, dans laquelle on va repiquer une petite tige du théier (prélevée dans les champs semenciers). On procède à un arrosage quotidien durant 3 à 4 premiers mois pour diminuer progressivement au 5ème et 6ème mois. Tout cela signifie qu'une main d'œuvre locale importante était mobilisée pour la mise en application du projet. Ainsi, le recrutement des travailleurs locaux avait un double intérêt : trouver une main d'œuvre disponible (donc moins chère) et motiver la population pour cette nouvelle plante[167]. Après une période de 2 à 3 ans, les jeunes boutures étaient prêtes pour la plantation.

Lorsqu'il était question de stumps (*ibishitsi*), les graines sont d'abord semées dans un germoir, d'où poussent les plants. On les laisse grandir pour constituer un *parc à bois*. C'est dans ce parc même qu'on sera obligé de relever des stumps à planter directement dans les champs à théiers. Les stumps proviennent des théiers semenciers, atteignant souvent 2 à 3 m de haut, qu'on déracine et qu'on coupe la racine principale à quelques cm à peu près et à 20 cm du collet pour la tige qu'on doit planter.

[167] Il faut signaler que les employés de l'ISABU, de CVHA et du Projet *Thé Villageois* n'ont pas hésité à planter le théier ou l'eucalyptus, aux premiers moments.

Pour accéder aux différents lieux des pépinières et des plantations, il fallait mettre en place un réseau routier dense. Le projet avait à sa disposition 10 véhicules dont un camion lourd Mercédès, 3 camions légers, 2 Land Rover, 4 Volkswagen et 2 tracteurs.

c. Le champ théier: un nouveau venu dans l'univers paysan

Pour le *Projet Thé Villageois d'Ijenda*, l'urgence était que tous les ménages de la région intègrent le théier dans leurs exploitations. L'ISABU exigeait 20 ares de plantation théicole pour chaque ménage. Suite aux défis fonciers et à la méfiance des paysans, le *Projet Thé Villageois* prendra d'autres stratégies, plus ou moins efficaces: planter 20 ares en trois tranches. Ainsi, une campagne de sensibilisation fut lancée par les agronomes, les vulgarisateurs et les autorités administratives pour expliquer les bienfaits de la nouvelle culture et de convaincre les paysans à disponibiliser leurs terres. Pour la culture du théier, le paysan est convoqué pour «recevoir des consignes en agriculture»[168] ; il était habitué aux réunions du parti et aux convocations (*kurârika*) pour l'accueil d'une autorité administrative. Le moment est alors venu pour apprendre au paysan comment labourer sa terre ! Il fallait disponibiliser ou «céder» les terrains à pente moyenne (pour éviter à la fois l'inondation et l'érosion), exposés au soleil, bien meublés et proches des pistes. Le paysan devait préparer soigneusement sa terre et attendre la visite du vulgarisateur pour l'appréciation. Cette nouvelle culture exigeait une «vaste exploitation en pure»[169], régulièrement mesurée et entretenue au moment où le paysan étaient habitué aux cultures vivrières associées, dans de petites parcelles subdivisées de façon irrégulière.

La préparation du terrain consiste au labour et au creusement des trous. Ces derniers devaient être arrosés des pluies en attendant l'accueil des boutures. Un camion du projet était chargé du transport de ces dernières jusqu'à la «proximité des terrains», sur la voie routière principale. Les paysans devaient alors se procurer les boutures, les transporter jusque dans leurs champs et procéder aux techniques de plantation. Après, d'autres nouvelles techniques agronomiques (le paillage, le sarclage, la taille,…) étaient exigées à l'endroit de l'exploitant, au cours de la croissance du champ.

Cette intégration du théier fut une forte mobilisation dans la région. Ce nouveau venu, le théier, apporte de nouvelles exigences agronomiques et sociales, et donc d'attentes et de craintes.

---

[168] Dans la mentalité, l'agriculture est une affaire paysanne, pas besoin ni de réunions ni de listes ni de consignes que ça soient. Le théier commence alors dans une ambiance de joie mais avec beaucoup plus de crainte.

[169] Dans le champ, le théier ne pouvait pas être mélangé à aucune autre culture.

La superficie de 20 ares prévue pour chaque ménage ne sera pas atteinte pour la majorité des exploitants : la moyenne de superficies theicoles reste de 13 ares par ménage.

3. Les différentes tâches de l'exploitant

Nous avons déjà signalé que le paysan a toujours été appelé pour mettre en pratique les différentes mesures agronomiques qu'exige cette nouvelle culture. Pour la première fois, le paysan des hautes terres entre dans un processus de production à longue échelle. Le gros du travail retombe sur lui : la préparation du terrain, la plantation, l'entretien du champ, la cueillette et la vente de la récolté[170].

a. L'entretien du champ théicole

Après la plantation, il faut procéder à l'entretien du champ. Il s'agit principalement du paillage, du désherbage, des différentes tailles ainsi que l'application des engrais chimiques pour permettre une bonne croissance du théier.

En effet, le paillage est une mesure agronomique qui consiste à couvrir le jeune champ par des herbes ou «feuillage de bananiers» dans le but de protéger le sol contre l'érosion et d'assurer la conservation de son eau[171]. Cette activité permet une structure favorable à l'infiltration des pluies, l'apport d'humus et la libération d'éléments nutritifs lors de la décomposition. Cette pratique a nourri la méfiance du paysan envers le théier car par cette exigence, on assimilait cette culture aux multiples exigences du caféier. A ce propos, Bukware précise : «*Quand nous avons vu le théier, nous avons eu peur car nous pensions aux exigences et à la contrainte du caféier*»[172]. Dans cette région sans bananier, la population manquait de paillis, car le peu d'herbes qu'il trouvait était mis plutôt dans l'étable que dans les champs theicoles. Il faut signaler que généralement cette tâche sera abandonnée plus tard par la population.

Le sarclage, pour le théier, consiste à arracher ou à détruire les mauvaises herbes, qui pourraient nuire au développement de la plantation. Dans les plantations étatiques, cette tâche se fait aux moyens des herbicides tandis qu'elle est manuelle dans les plantations familiales. La houe est utilisée pour gratter superficiellement le sol avant d'arracher les herbes par la main. Le chiendent a toujours été le véritable ennemi du théier. L'exploitant doit chaque fois veiller pour un bon entretien de son champ. Sur le contour du champ, une largeur de 2 m est exigée pour

---

[170] J. RUNNER (*op.cit*. p.46) affirme le rôle notoire de l'exploitant dans la filière thé au Ceylan. Sur le total des journées de travail, 84,8% sont consacrées aux opérations agricoles, 8,5% à l'usine et 6,7% aux services généraux.
[171] FLEMAL J., *Op. cit*., p.59.
[172] BUKWARE Th., Kibimba, le 22 août 2011.

éloigner les mauvaises herbes du champ théicole. Ce dernier doit être soigneusement et régulièrement entretenu. Mais, le calendrier surchargé du paysan lui empêche de se consacrer à l'entretien régulier de son champ théicole. Pour cela, certains paysans ont été plusieurs fois empêchés de vendre leur récolte à cause du mauvais état de leurs champs. Le jour de paie, le vulgarisateur garde la somme de ceux qui n'ont pas encore sarclé les champs et l'octroi de cet argent est conditionné par l'entretien de la plantation.

Une bonne croissance de la plantation théicole exige également les différentes *tailles.* C'est une mesure agronomique qui consiste à couper les feuilles ou les tiges du théier pour lui donner une forme voulue. Il existe alors trois sortes de tailles, chacune à une période donnée et selon des objectifs bien précis : les tailles de formation, les tailles des théiers en rapport et la taille de rabaissement. Les tailles de formation se font à l'aide du sécateur, quand les théiers sont encore jeunes. La première taille se fait entre 18 et 20 mois après la plantation tandis que la seconde intervient entre 12 et 15 mois après la première. « Les tailles de formation ont pour but de donner au théier une charpente, basse et ramifiée, capable de produire un grand nombre de tiges sur lesquelles une table de cueillette facilement accessible sera formée»[173]. La cueillette commence après la première taille tandis que la «table de cueillette» de 60 cm du sol est « fabriquée » après la deuxième taille. C'est un travail ennuyant pour du paysan qui n'est pas habitué à ces différentes mesures agronomiques, complexes. La taille des théiers « en rapport » intervient au bout de 3 à 4 ans de cueillette. Le niveau de la «table» a déjà atteint une hauteur de 1,05 m ; au-delà, la cueillette devient difficile et la production tend à diminuer. Cette taille se fait généralement entre juin et juillet à l'aide de la serpette et permet de maintenir en permanence les plants en phase végétative, de stimuler la formation de nouvelles tiges capables de produire de façon continue de nouvelles pousses de récolte[174]. Les agronomes montrent le modèle et les exploitants actifs poursuivent pour leurs plantations ou engagent ceux qui le peuvent, moyennant une importante somme d'argent**.** Enfin, la *taille de rabaissement* se fait par l'exploitant lui-même chaque fois de besoin. Quant le théier acquiert une hauteur élevée, il est nécessaire de le rabaisser à 60m du sol. Cette pratique, appelé aussi *tipping*(*gupitiinga,* disent les paysans), se fait à la main au moment ou après la cueillette pour «définir une surface de cueillette plane,

[173]FLEMAL J., *Op. cit*., p.74.
[174] *Ibidem*, p. 93.

composée d'une densité très élevée de pousses de récolte»[175]. C'est à l'aide d'un bâton ou d'une planche de bambou qu'on utilise comme outil de mesures. On peut souligner que tous ces différents types de tailles constituent une charge lourde et complexe tant au niveau du temps qu'au niveau des moyens financiers. La *taille de rapport* exige de la force et la technique ; aussi fait-on très souvent recours à la main d'œuvre salariée. Elle se fait pendant la saison sèche au moment où le revenu théicole est très médiocre voir nul. Elle se fait aussi au moment où les vallées réclament la main d'œuvre pour leur exploitation. Les autres formes de tailles exigent du temps au moment où le paysan a d'autres « chats à fouetter » comme les différentes activités agricoles et ménagères. Alors, par manque du temps pour satisfaire à toutes ses exigences agronomiques, le paysan sait jouer le cache-cache; par exemple ils peuvent se munir de la «table de cueillette» (une sorte de planche en bambou ou de bâton qui permet au théiculteurs mesurer au moment du *tipping*) sans l'utiliser, pour tromper la vigilance de l'agronome ou du moniteur en «patrouille».

Pour permettre une croissance normale et une bonne production du théier, le champ doit bénéficier des engrais chimiques. De 2000 à 2011, le volume total des engrais chimiques appliqués équivaut à 2 630 tonnes et 378 Kg dans la région théicole d'Ijenda. Jusqu'à la fin octobre 1991, les théiculteurs recevaient les engrais gratuitement. Après, l'OTB a décidé d'acheter et de vendre à «crédit» les engrais chimiques aux exploitants. La distribution se fait une ou 2 fois l'année (les années 2005 et 2006 sont caractérisées par l'absence d'engrais chimiques tandis que l'année 2002 a connue 2 applications d'engrais). Le calcul de la quantité pour chaque exploitant se fait en se basant sur la superficie et la production de son champ. Quand les théiculteurs ont commencé à payer les engrais (subventionnés par l'OTB), leurs revenus ont été affectés par cette mesure car à chaque paie on doit retrancher une certaine somme jusqu'à terminer le remboursement de la dette. Pour cela, on a toujours vu des paysans qui rentrent les mains bredouilles le jour de paie pour avoir remboursé les frais des engrais chimiques. De 180 Fbu le Kg en 1999, il est passé à 330 en 2003, soit une augmentation de 83,3%[176]. Le paysan profite de la subvention des engrais par l'Etat sinon leur accès serait difficile vu la taille du revenu du paysan. Suite à l'incapacité de recouvrement des arriérés pour les engrais chimiques,

---

[175] NTIRUMERA E., *La population de la commune Gisozi face à la théiculture : de la méfiance à l'acceptation (1966-1996)*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1998, p.43.

[176] A la même période, le prix du thé au producteur a connu une évolution de 122%.

certains paysans (dont les champs sont improductifs) préfèrent abandonner complètement leurs plantations, tandis que d'autres refusent les engrais chimiques. Il y en a d'autres qui reçoivent les engrais chimiques mais les vendent ou les utilisent pour l'agriculture vivrière.

Une observation des champs et une conversation attentive avec les différents intervenants dans le secteur du thé, prouvent qu'honnêtement l'application des engrais chimiques n'existe que dans les discours officiels. Comment continuer à expliquer au paysan que les engrais chimiques permettraient l'accroissement de la production alors qu'il parvient péniblement à récolter tout son champ ? Cela démontre l'intérêt que le paysan a toujours gardé pour ses cultures de case ou sa maitrise du jeu de cache-cache pour rentabiliser ses énergies[177]. A force de priver le champ théicole des engrais chimiques, la plantation devient plus improductive et finit par être abandonnée ; pour cela, la théiculture paysanne enregistre un faible rendement des champs par rapport aux plantations étatiques.

b. La cueillette et la vente de la récolte

La cueillette est une activité d'une grande importance. Entre 3 et 4 ans après la plantation, le théiculteur peut faire sa première cueillette. C'est une activité qui « consiste à prélever périodiquement les pousses foliées présentes sur la table de cueillette, qui conviennent pour la fabrication du thé »[178]. Il y a deux sortes de cueillette : la première est la «cueillette fine» qui consiste à prélever le bourgeon terminal appelé «pékoé», plus deux feuilles. La deuxième est la cueillette dite «grossière», c'est-à-dire la pré-feuille et 3 feuilles. C'est cette première qui est exigée par l'OTB pour sauvegarder la qualité du produit. En 1996, l'usine d'Ijenda a été classée la première au niveau national par sa qualité. Une cueillette bien faite donne une meilleure qualité du thé sec, d'où une bonne appréciation sur le marché, donc un meilleur prix garanti. Et le Burundi est apprécié par la qualité de son produit. Généralement, le cycle de cueillette est de 12 à 14 jours en saison pluvieuse. Mais, entre mars et mai (précipitations très abondantes) on peut cueillir après 9 jours; tandis qu'on peut attendre 3 semaines en juillet et en août (période de très faibles précipitations).

---

[177] Le faible prix donné à l'exploitant a toujours été la cause de sa frustration. Ne ce-pas que des paysans pouvaient rentrer les mains vides le jour de paie parce que la petite somme avait été retenue pour le recouvrement de la dette des engrais chimiques?

[178]FLEMAL J., *Op. cit.*, p. 83.

Au Burundi, la cueillette est manuelle[179], elle est donc lente et exige plus de patiente. Le paysan se lève très tôt le matin dans un froid intense car la vente se fait principalement entre 11heures et 13 heures. En principe, il doit se munir d'un panier et d'une « latte» en bambous pour le *tipping*. Il doit se faufiler entre les lignes avec un panier dans les mains (où déposer les feuilles cueillies). Il faut signaler qu'une mauvaise qualité peut causer la perte de toute la quantité après le contrôle du vulgarisateur ou de l'agronome au hangar de collecte[180]. La *cueillette fine* est très exigeante ; c'est un travail très fatiguant. Le plus performant peut cueillir entre 20 et 25 Kg par jour, selon l'état du champ. Très peu des gens cueillent totalement leurs champs. Cette situation fait partie des facteurs à la base du faible revenu théicole et du mécontentement des paysans. Des stratégies de contournement ne manquent jamais: certains peuvent cueillir clandestinement leurs champs le soir pour compléter la production le lendemain. Très souvent déconseillée par les agronomes, cette habitude peut nuire à la production faite étant donné qu'il peut y avoir des brûlures des feuilles. Le recours à une main d'œuvre salariée est fait par les familles aisées ; les personnes âgées partagent le revenu avec celui qui s'occupe de l'entretien du champ. Les « riches » engagent des domestiques qui s'occupent également de l'entretien du champ théicole, de la cueillette et de la vente.

Le bruit du camion de l'Usine ou l'avertissement du vulgarisateur (en battant le toit du hangar de collecte des feuilles) annonce la fin de la cueillette (vers 11h) pour transporter la production au hangar. Le thé est alors mis dans un grand panier en bambous ou dans un gros sac et le transport se fait sur tête. Le théiculteur doit se munir de sa carte de cueillette sur laquelle le peseur doit écrire la quantité récoltée. Le contrôle des feuilles par les vulgarisateurs et les agronomes, est de rigueur. Dans une région rurale (avec un taux d'alphabétisation très bas) le peseur peut indiquer des quantités inferieures à certains afin de les inscrire sur la fiche d'un «ami» avec qui il est complice. Des théiculteurs malhonnêtes peuvent tromper la vigilance du contrôleur pour verser la quantité déjà pesée dans le panier du copain, avec qui on doit partager le revenu.[181]

---

[179] En Chine, au Japon et en Russie, la cueillette peut être mécanique à l'aide des tondeuses électriques, des ciseaux ou des machines automatiques. Mais la cueillette manuelle restée conseillée pour obtenir la meilleure qualité du thé.

[180] Les trous creusés tout près des hangars servent de poubelle pour le thé refusé. Les paysans des environs en profitent pour fertiliser leurs champs.

[181] NDAYISHIMIYE D., Matyazo, o1 août 2011.

Après la pesée, il faut attendre le chargement du camion. Ce dernier peut arriver tardivement ou tomber en panne (ce qui arrive souvent quant on sait le mauvais état des pistes, souvent pendant la saison pluvieuse). Ne-ce pas que des gens peuvent rentrent la nuit suite aux problèmes de chargement du camion ou rentrer pour retourner le lendemain ? Le camion doit parcourir deux ou trois hangars et transporte les feuilles à l'usine d'Ijenda pour le traitement industriel. L'organisation de la collecte démontre les défis de l'OTB pour mobiliser les ressources humaines et matérielles nécessaires afin que tout paysan puisse récolter totalement son champ. La vétusté des machines de traitement des feuilles est un handicap pour l'amélioration du rendement des Usines et des plantations. L'autoritarisme qui règne dans cette filière a toujours fait du théiculteur, pas un vendeur de son produit, mais un soumis toujours dépendant de l'OTB. Le calendrier de cueillette et collecte des feuilles est élaborée par les responsables du Complexe et imposé aux theiculteurs avec parfois des changements imprévus qui perturbent le producteur[182]. Des gens qui habitent loin des hangars de collecte ont toujours jeté leurs productions après le départ du camion de l'OTB. La situation de monopole de ce dernier l'a toujours maintenu dans l'arrogance, le mépris du producteur et l'inefficacité en matière d'encadrement et de collecte des feuilles[183]. Le savoir- faire paysan n'a jamais été pris en compte alors qu'il pourrait contribuer à trouver les solutions. On peut citer ici le cas de certains paysans qui cueillent clandestinement le thé le soir (au coucher du soleil, donc sans chaleur) et étendent la production sur un tapis en peu humide (pour qu'elle reste en bonne état) pour achever le tâche le lendemain.

Nous constatons alors que la théiculture est très exigeante, car les tailles, les engrais, la cueillette et la vente exigent de l'énergie, des moyens et du temps suffisants que le paysan n'a vraiment pas, dans un contexte de carence de main d'œuvre et de pauvreté. Le développement de cette culture en découle. Les lignes qui suivent, analysent les réactions de la population face à ce nouveau contexte agronomique, économique et sociale.

---

[182] La lenteur de la communication occasionne parfois certaines pertes intitules comme par exemple l'annonce du changement du calendrier de collecte des feuilles alors que certains paysans sont déjà dans les champs. A ce sujet les congés et les jours fériés perturbent profondément le calendrier au moment où le champ continue son rythme naturel de croissance.

[183] L'arrivée d'une entreprise privée a permis à l'OTB de perfectionner ses méthodes d'organisation de cueillette et de collecte des feuilles.

4. Les attitudes de la population face à l'introduction du théier : de la méfiance à l'acceptation[184]

Pour comprendre les attitudes de la population face à l'introduction du théier, il semble fort intéressant d'analyser d'abord les rôles des différents acteurs impliqués dans ce programme; qui peuvent avoir des intérêts diversifiés que divergents. Les motivations et les réactions des uns et des autres selon leurs contextes socio-économiques sont enrichissantes.

a. La politique du théier : une transmission verticale et hiérarchisée du développement

L'extension du théier est une Politique Publique. Les études en ce domaine ont déjà parlé d'une *transmission verticale* du « Haut » vers le « Bas »[185]. Pour le cas du thé, nous aimerions enrichir ce débat par une simple réflexion sur cette transmission verticale du développement, hiérarchisée à 3 niveaux : Le « Haut », le « Centre » et le « Bas » ; car en réalité, l'introduction du théier dépasse la politique nationale ; l'idée vient de « loin », du « Haut », c'est dire chez les bailleurs de fonds, qui financent le Gouvernement Burundi (le Centre) pour la mise en place du programme sur terrain (le Bas). Conçu de «haut» à l'insu des destinataires, la mise en application est bien évidement en «bas», sur terrain.

a.1. Les acteurs du « Haut »

Le thé est un produit international. De par son histoire, sa politique engage et tient compte de la conjoncture économique et politique du monde. Il a toujours nourri et bouleversé les dynamiques économiques et sociales à travers le monde.

En effet, la politique du thé s'insère dans un vaste réseau qui dépasse largement la politique économique nationale. Pour rappel, son contact avec l'Occident au XVII siècle trouve origine dans le développement des échanges entre ce continent et l'Asie. Cette plante a toujours participé dans les politiques coloniales d'une grande envergure en Asie et en Afrique. Son expansion en Afrique britannique au début du XX^{è} siècle intervient dans un contexte d'une évolution des termes de l'échange des produits primaires alimentaires, prometteur [186] avant de subir les coups de la crise économique des années 1930. L'idée du thé revient dans les années 1950-1970 dans un contexte également de niveau élevé des termes de l'échanges des produits

---

[184] Nous reprenons ici le titre du mémoire de licence de NTIRUMERA E., *Op.cit.*

[185] *Voir* SENTAMBA E.*, Op.cit.*

[186] Voir à ce sujet COHARDE C., GERONIMI V. et TARANCO A., « Les hausses récentes des cours des matières premières traduisent-elles l'entrée dans un régime de prix plus élevés ? » *Tiers Monde* : Les évolutions récentes des cours des matières premières agricoles. Enjeux de développement et de sécurité alimentaire, n^{0} 211. Paris, Armand Colin, 2012, pp.13-27.

alimentaire sur le plan mondial[187]. A travers son histoire, les expansions du théier ont toujours été pensées pour réguler le marché. Le financement du programme théier au Burundi intervient-il dans ce contexte, car on constate une part minime du gouvernement burundais que ça soit dans les études de faisabilités, au niveau du budget que même dans la mise en place du projet?[188] Comme l'écrit E. Sentamba, « la source de la plupart des politiques de développement est à chercher en Occident »[189], le programme théier est conçu au « Plus Haut », chez les Bailleurs de fonds, en particulier l'Union Européenne, en tenant beaucoup compte du contexte économique et idéologique global. Le programme théier s'inscrit, d'une part dans la *politique économique* des années 1960-1980 selon laquelle les pays du Tiers-Monde pouvaient combler le retard économique qui les séparent de l'Occident par le recours à l'investissement maxima[190]et la régulation du marché mondial de ce produit, d'autre part. Il s'agit d'une « idéologie développementaliste » de l'époque qui doit trouver l'ensemble des moyens pour son application. Le régime de la deuxième République (1976-1987) profita de l'occasion pour mobiliser la paysannerie dans sa politique de développement rural[191]. C'est ainsi alors que des études de faisabilités furent entreprises pour étendre le théier au Burundi. Le rôle de l'Union Européenne via le FED est alors remarquable vu les études menées, le financement, les entreprises de réalisations et la répartition du budget ; et le Gouvernement burundais y est intégré comme un acteur intermédiaire mais essentiel de par sa capacité de mobilisation de la paysannerie. Les objectifs de cette nouvelle culture sont bien définis: diversifier les recettes d'exportations et améliorer les revenus monétaires des paysans. Pour le *Projet Thé Villageois d'Ijenda*, le marché fut gagné par l'entreprise allemande AGRAR pour la mise en place de cette nouvelle culture en collaboration avec l'Etat burundais et l'ensemble de ses partenaires.

a.2. L'Etat burundais: un acteur intermédiaire du développement rural

L'Etat burundais est consulté et intégré come un acteur intermédiaire (essentiel) entre les concepteurs du programme et la paysannerie qui l'applique. Sa contribution financière est de 4,1% du budget pour le *Projet Thé Villageois d'Ijenda*. Comme acteur du « Centre » il dispose

---

[187] *Ibidem*.
[188] Cette hypothèse reste à vérifier ; les recherches ultérieures, dans le cadre d'une thèse, se pencheront également sur cet aspect.
[189] SENTAMBA E.*, Op.cit,* T.1., p.15.
[190] *Ibidem*. p.24.
[191] La « logique autoritaire centrée sur le développement » pourrait trouver un débat dans l'histoire économique sous le régime J. B. BAGAZA.

des moyens matériels et symboliques pour la mise en œuvre du projet. La disposition des terrains et la mobilisation des populations constituent la tâche essentielle de l'Etat burundais. Ainsi, des terrains étatiques ou arrachés aux particuliers accueilleront le théier sous formes des plantations theicoles ou de boisement. Tout un arsenal d'«autorités»[192], les unes plus importantes que les autres, sera impliqué dans la mise en place du projet théier car c'est un « programme de l'Etat » ; une moindre relâche constituerait un acte de trahison.

L*e Projet Thé Villageois d'Ijenda* devait s'investir pour la formation du personnel et la supervision du programme. A côté du personnel de bureau, le personnel technique était constitué par un ingénieur agronome, 4 agronomes et 21 vulgarisateurs agricoles. Ces derniers sont «choisis» parmi les paysans instruits, ayant un certain niveau d'études primaires (c'est-à-dire pouvant lire, écrire et calculer)[193]. Ils devaient mesurer la parcelle à planter et donner les «instructions» aux exploitants en ce qui concerne la plantation et l'entretien du jeune champ. Très proches de la population, leur rôle est important pour les conseils, le contrôle et la dénonciation des récalcitrants auprès des autorités supérieures.

Les *Projets Thé Villageois* étaient appuyés par l'ISABU, déjà sur terrain pour la recherche agronomique proprement dite. A la fin du *Projet Thé Villageois* d'Ijenda, l'ISABU continuera, pour une moindre mesure, l'extension du théier en partenariat avec CVHA (crée en 1980). En 1988, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a crée la *commission filière thé*, regroupa trois acteurs à savoir l'OTB, l'ISABU et le CVHA. Ce dernier devait s'assurer de la mise en place des plants chez les agriculteurs tout en effectuant leur encadrement[194]. Il devait sensibiliser les paysans aux méthodes culturales du théier.

Dans la logique de « propagande » et la mobilisation (*guhumiriza*) pour le théier, le personnel du *Projet Thé Villageois d'Ijenda* est renforcé par l'administration locale (les gouverneurs de provinces, les administrateurs communaux, les autorités collinaires, etc.). Les cadres du parti unique, l'UPRONA, devaient «faire la propagande» pour cette nouvelle plante.

---

[192] Pour le paysan, tout fonctionnaire (qu'il soit cadre ou pas) qu'il soit de l'Etat, d'une entreprise privée ou d'une organisation non gouvernementale, est une autorité (*umutware*, *umutegetsi* ou bien *umushefu*). Ne-ce pas que des fois un étudiant qui fait des enquêtes pour son travail académique est pris dans le même sac des «autorités» ; ce qui risque d'entraver son travail à cause de la méfiance de la population.

[193] Signalons que des personnes pouvant lire et écrire, ayant le niveau primaire, étaient rares dans la mesure où celui qui ne parvenait pas à réussir le *Concours National* pour l'entrée à l'école secondaire, s'orientait vers la ville de Bujumbura, l'armée ou la gendarmerie.

[194] République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, *Développement agro sylvo pastoral de la région naturelle du Mugamba (C.V.H.A. phase II)*, Florence, Agristudio, Rapport annuel, 1992, p. 1.

Les comités du parti seront appelés à mettre en place des champs theicoles sur chaque colline (on trouve alors des champs du parti, de la JRR et parfois de l'UFB)[195].

Les écoles devaient porter leurs coups de main dans la sensibilisation des élèves et dans la mise en place des champs theicoles. L'Ecole primaire de Nyamugari a 9,53 ares, celle de Kibimba 38,97, celle de Mwaro exploite 31,81 ares tandis que l'Ecole *Yagamukama* de Rucunda a planté 3,93 ares, en 1989. Les champs des écoles sont entretenus par les élèves. Le jour de la cueillette, les écoliers (de la 3è à la 6ème année) s'occupent de cette tâche sous la supervision des enseignants[196], ce qui signifie que ces plantations sont oubliées pendant la période des vacances. Des mesures agronomiques du théier étaient affichées sur les fenêtres des établissements scolaires.

De plus, les églises doivent annoncer, vers la fin de la messe, les programmes à propos de cette culture (le jour de paie, la distribution des engrais chimiques, la taille, etc.) et des paroisses ont mis en place de leurs champs théicoles.

Les cadres du projet s'appuyaient sur la main d'œuvre locale (elle était évaluée à 894 personnes en 1975) pour des travaux comme l'implantation et l'entretien des pépinières, le traçage des pistes, le boisement, etc. Ayant compris les bienfaits du théier, ils avaient également la mission de servir de modèle dans leur entourage.

Tout cet ensemble d'acteurs sont porteurs de développement, de civilisation, de modernité; ils sont appelés à «mobiliser», à faire convaincre la population pour l'adhésion massive à cet arbuste porteur de modernité; ce sont des «maîtres du développement», porteurs d'un modèle, de civilisation.

a. 2. Une paysannerie « ciblée » pour être « développée »

Toujours dans la logique de la « transmission verticale du développement », les bénéficiaires sont appelés des « personnes cibles » à développer —c'est-à-dire à qui est appliqué le développement— par les concepteurs des projets de développement. Des auteurs ont déjà

[195] En commune Rusaka par exemple, sur la colline Namande, le parti UPRONA a planté 15,33 ares en 1976, la JRR 41,29 en 1979 et l'UFB 14,34 ares en 1979. Sur la colline Murambi , l'UPRONA a planté 94,40 ares en 1978

[196] Nous gardons en mémoire, les punitions corporelles que subissait l'écolier qui ne présentait pas son panier le jour de la cueillette du thé ou sa houe pour sarclage. Certains de nos camarades, par leur méchanceté ou leur frustration, cachaient la production dans les feuillages pour ruiner l'établissement. Au moment où l'école nous proposait l'achat des boissons pour la fête scolaire grâce à l'argent du thé, nous avons demandé aux responsables de l'établissement de nous acheter des tambours ; cette promesse n'a jamais été honorée, de nous jours !

analysé cet aspect[197]. A côté des concepteurs ou de vecteurs des modèles de développement, il y a ceux à qui est destiné le développement : la paysannerie, les « acteurs du bas », appelés à mettre en pratique, de gré ou de force, le programme conçu par les décideurs du projet. Il convient de signaler le rôle des « notables rurales » : il s'agit de personnes, sans être directement de la sphère administrative, jouissent d'une certaine capacité d'influencer, de mobiliser l'entourage pour une œuvre à caractère publique ou privée. Dans cette société ou la méfiance envers une autorité est une tradition, la voix d'une personnalité relativement neutre vaut quelque chose. Il s'agit ici de ces fonctionnaires de Bujumbura, qui par des conseils de proximités, parviennent à convaincre (sans contrainte directe) l'entourage immédiat (c'est-à-dire leur parenté restée sur les collines) pour une œuvre quelconque : construction d'une école, envoyer un enfant à l'école, participer à la campagne de vaccination, construire une maison moderne, participer dans une association, montrer le modèle…. Ces gens constituent une référence, un modèle, du « village ». Certains témoignages prouvent leur rôle dans l'introduction du théier[198].

Mais la part de la population reste importante : le paysan doit participer aux différentes réunions portant sur le *programme théier*, «donner sa terre» pour étendre cette nouvelle culture, suivre les instructions lui données par l'encadreur sinon il s'expose aux sanctions. Sa réaction face à cette nouvelle culture suscite la curiosité.

b. L'analyse explicative de la réaction de la population face au programme théier

Devant un tel vaste programme de mobilisation, le paysan avait lui aussi «son mot à dire». Il devait réagir; mais comment et pourquoi? Ces interrogations posent problématique. On

---

[197]SENTAMBA, E., *Op.cit* ; LAVIGNE D., « Pour une anthropologie symétrique entre développeurs et développés », *Cahiers d'études africaines*, n^0 202-203, COPANS J. et FREUD C. (Coord.), dossier « Les sciences sociales au miroir du développement » pp.491-509.

[198] Pour la colline Matyazo, en commune Rusaka, on peut citer S. Barandereka . Ce dernier a terminé ses études à Astrida vers la fin des années 1950. Après avoir été secrétaire du grand prince Baranyanka, il a travaillé au Ministère de l'Intérieur. Il s'est toujours intéressé au développement rural de sa commune Rusaka. Il aurait plaidé avec succès pour la le transfert du chef lieu de la commune de Makamba (Extrême Sud-Est de la commune) vers le Centre. Son initiative dans le domaine éducatif a abouti à la création du Collège communal en 1992; par la mobilisation des fonctionnaires et des paysans, une école primaire a été construite sur sa colline natale en plus d'une mobilisation pour la scolarisation des enfants. En matière agricole, il a conseillé la population pour les méthodes modernes comme cultures en lignes, élevage moderne, etc. Sa voix a été entendue pour l'extension de la théiculture dans les années 1970. Il est respecté dans l'entourage et intervient dans tous les domaines de la vie des populations de sa région. Nos recherches ultérieures aborderont ce cas des *notables du village*, c'est-à-dire des gens reconnus pour leur capacité d'influencer (ou de conseiller) l'entourage vers un projet commun. Ce sont pour la plupart des fonctionnaires de Bujumbura qui gardent des contacts permanents avec le « village natal ». Sans être des administratifs, ce sont des relais efficaces en matière de Politiques Publiques, du point de vue de la *Sociologie rurale*.

se demande si la population a refusé, a résisté contre le théier ou si c'était une méfiance, une réticence, pourquoi pas une prudence face à une situation nouvelle. Face à la mobilisation étatique pour l'extension du théier, le paysan devait s' « adapter » aux nouvelles contraintes, aux nouveaux risques qui engagent son style de vie. Le paysan sait refuser sans dire non (sans s'attirer la fureur du puissant). L'argument d'un paysan de Rutana en est riche: « *Ce n'est pas la peine de contredire ouvertement une autorité. Si l'on a un avis contraire, on le garde pour soi*»[199]. Par ailleurs, un adage *rundi* prône pour cette culture populaire du « silence » : *Ijambo rigukunze rikuguma mu nda* (= les bons propos sont ce qui ne sont pas ouvertement exprimés). D'un côté l'«autoritarisme du haut», de l'autre la «ruse du bas », qui ne manque jamais dans les politiques publiques : un jeu de cache- cache, un dialogue de sourds, y trouve sa place. Un autre adage *rudi* dit que « *ndanse bibera umusazi* » (= le refus catégorique est un acte insensé, un signe d'impolitesse). Le paysan trouvera alors des stratégies d'adaptation face au programme conçu et qui lui est imposé.

b.1. Les attitudes de la population face aux débuts du théier : comment et pourquoi ?

Dans les pays pauvres, les Politiques Publiques sont conçues de l'extérieur, proposées ou imposées aux Etats, qui, enfin, les dictent à la population. L'autoritarisme dans le secteur agricole a déjà fait objet des analyses. Pour le cas du café au Burundi, H. Cochet résume cette situation en ces termes[200]: « *A la fois autoritaire et paternaliste, le système de vulgarisation était basé sur une transmission verticale du "savoir". Les instituts de recherche élaborent les thèmes techniques, les organismes de vulgarisation les transmettent, les paysans les appliquent ou sont censés les appliquer : transmission verticale de "haut" en "bas" d'un savoir découlant d'expérimentation en station, souvent déconnecté des réalités de l'agriculture paysanne, et élaboré en marge de la connaissance qu'ont les agriculteurs de l'écosystème et de leur savoir-faire».* Cependant, les paysans, dépourvus de la force légale pour s'opposer (refuser) à l'Etat, disposent au moins de quelques marges de manœuvres, des *micro-stratégies* pour ne pas intégralement mettre en œuvre les «modèles» imposées.

En effet, la question foncière et le problème de la main d'œuvre reste au cœur du système agraire burundais. Il était exigé au paysan de disponibiliser un «terrain approprié à la culture du thé» : il s'agissait d'une *bonne parcelle* (entre 18 et 20 ares, cultivée en tranches), se trouvant à

---

[199] SENTAMBA E., *Op. cit*. T.2, p. 455

[200] COCHET H., *Etude sur la stratégie des producteurs de café au Burundi*. Paris, Institut National Agronomique, 1995, p.83

proximité d'une piste. Les concepteurs du *Projet Thé Villageois d'Ijenda*, étaient dans la «logique du village», c'est-à-dire une *agglomération rurale*. Cette conception ne trouve pas sa place dans les collines d'Ijenda, où les habitants sont extrêmement dispersés[201]. Qui dit *villagisation* signifie regroupement des habitations rurales, traçage des routes, ainsi que d'autres infrastructures sociales. Suite à cette situation de dispersion d'habitats et d'insuffisance de pistes, on peut se demander combien de paysans avaient des terrains le long des routes ! Le théier exige aussi une bonne terre, cultivée, donc fertile; et les bonnes terres sont évidement celles proches de l'enclos, régulièrement labourée et fumée par la bouse de la vache; et donc jalousement gardées pour les cultures de case. Le reste des terres constitue le pâturage pour le gros bétail[202].

Ainsi, toute cette mobilisation autoritaire autour du théier, avec ses exigences foncières, inquiéta profondément le paysan et l'incita donc à plus de prudence lors du choix de la parcelle pour cette nouvelle culture. « La manière dont les pouvoirs publiques auront conduit leurs actions par le passé a toutes les chances de marquer les perceptions que les destinataires réserveront aux programmes futurs»[203] ; et la population d'Ijenda avait des informations sur la situation de Teza, Rwegura et Tora où les vastes plantations théicoles (*blocs industriels*) profitaient à l'Etat et avaient privé l'accès au pâturage pour les populations riveraines. Les mauvaises expériences de la contrainte de l'époque du café, suscitaient également des inquiétudes. Nous sommes également dans les années 1970, deux ou trois années après les massacres des hutu 1972 avec les expropriations du bétail qui ont suivi (par les organes de l'Etat et ses partenaires) ; et donc, l'image qu'a la population sur les autorités, n'assure pas la confiance envers "leta"[204]. Les multiples réunions d'information ne faisaient que renforcer la méfiance du paysan, qui avait toujours la peur de perdre sa terre vu la rareté progressive de cette dernière. La mise en place des plantations theicoles et des boisements du parti et ses organes dans des domaines purement privés inquiétait la population. Nous sommes également dans la

[201] CAZENAVE-PIARROT A. « Burundi : une agriculture à l'épreuve de la guerre civile », *Les Cahiers d'outre-mer*, n^{0} 226-227, 2004, p.268.
[202] Comment le dit bien H. COCHET, «Achat et location des terres sur la planète, état des lieux», [sur You tube], les terres non cultivées ne signifient pas qu'elles ne sont pas utiles, donc vacantes. Elles jouent un rôle socio-économique très important pour le paysan d'Ijenda du fait qu'elles constituent le domaine de pâturage pour la vache.
[203] SENTAMBA E., *Op.cit*., T.1., p.325
[204] Les Burundais prononcent « Leta » pour dire l'Etat.

prégnance de la culture monarchique où la peur d'expropriation (le vocable *rundi Kunyaga* est très significatif) au profit d'un «projet d'intérêt public» reste d'actualité[205].

Ainsi, au moment du choix du terrain, la peur poussait certains paysans à prendre prudence et à présenter des parcelles jugées moins utiles: pauvres, caillouteuses, en litiges, l'héritage familial non encore partagé, très souvent loin de l'enclos et des pistes (pour se prévenir des éventuelles visites des autorités). Enfin, d'autres réduisaient la parcelle à planter après les mesures du vulgarisateur.

Un faible intérêt pour cette plante s'observait également en ce qui concerne l'entretien du jeune champ. Trop d'intérêt de la part des autorités en suscitait moins chez les paysans ! Par la crainte des autorités, certains paysans recevaient les plants théiers à contrecœur et les plus réticents laissaient le jeune champ envahi par de mauvaises herbes.

La population a également eu recours à la *corruption* comme moyens de se protéger contre la pression des « chefs ». Certaines pratiques monarchiques persistent ; le verbe *rundi Guhōnga*, signifie donner quelque chose comme bien matériel au chef pour bénéficier de sa faveur ou pour contrecarrer sa méchanceté. Un proverbe *rundi* est explicatif : *Wanka kubihonga ukabihondwamwo* (= on refuse à donner une partie de ses biens au chef pour mourir au milieu de ses mêmes biens). Cette situation explique l'idée que la population a des autorités: il faut donner au chef pour contrecarrer ses menaces.

Dans une autre situation, E. Sentamba a bien montré comment le personnel du *Projet agro-sylvo-pastoral de Rutana* se comportait comme de véritables chefs de la période monarchique[206], en voulant des honneurs, une certaine distinction (*icubahiro*) par rapport à la masse. La population de la région d'Ijenda en était consciente, elle en profitait pour s'adapter aux nouvelles exigences. Elle donnait de la bière (*agacupa, gusorora* = donner à boire), des *pots-de- vin*, de l'argent,…aux «chefs», pour ne pas planter, planter moins ou ne pas entretenir convenablement le théier, sans être dénoncé à l'administration comme récalcitrant. «*Ce sont ceux qui n'avaient pas à donner qui ont planté premièrement le thé* »[207]. Ndoriyobija reconnaît avoir donné 500 Fbu au vulgarisateur Ruhasha pour ne pas mettre en place une deuxième parcelle[208].

---

[205] Exproprier (*Kwangaza*) dans la culture monarchique burundaise signifie chasser quelqu'un de sa terre, prendre ses vaches et les donner gratuitement à qui on veut sans aucun autre forme de procès, parce que c'est la décision du chef, du haut, d'une autorité, donc c'est légitime.
[206] SENTAMBA E., *Op.cit.*, T.2, p. 404.
[207] MANIRAKIZA S., Chef de plantation du périmètre B à Ijenda, le 02 janvier 2012.
[208] Information livrée par NDORIYOBIJA I., Kinyovu, le 02 août 2011.

Les paysans qui étaient relativement riches, avec des terres disponibles, se montraient réticents parce qu'ils n'avaient pas peur des «menaces » des autorités ; par contre les pauvres, sans terres, étaient les premiers visés par la pression administrative. Certains paysans prétextaient alors leur incapacité à entretenir cette plante pérenne (et qui donne sa production plus tard, dans 3 ou 4 ans), en évoquant par exemple, l'âge avancée ou une probable émigration vers la plaine de l'Imbo[209].

Le manque de confiance envers les autorités en général, les pratiques autoritaires des « chefs » ainsi que les défis internes de la paysannerie burundaise ont handicapé l'extension rapide de cette plante. Ce n'est pas parce qu'on multiplie les réunions, que le paysan est automatiquement convaincu. La qualité de l'émetteur et la manière de livrer l'information ont un impact direct sur le récepteur du message. On pourrait se demander si ces vulgarisateurs[210] (recrutés à la hâte parmi leurs voisins paysans) avaient une aura nécessaire pour être à la hauteur de leurs tâches afin de faire passer le message et convaincre vraiment l'entourage. On peut douter de la compétence des administratifs à la base, quant ils sont appelés à être polyvalents, à intervenir dans tous les domaines de la vie de leurs circonscriptions : administration, sécurité, justice, éducation, santé, agriculture, élevage, etc. La réponse qu'un chef de zone Shanga (en commune Musongati) qui trouvait le plaisir à donner à l'assemblée lors des réunions, en dit beaucoup de choses : « *Prenez les choses comme ça* [comme je viens de les dicter]. *Je ne figurais pas parmi les gens qui les ont décidées*» ou carrément « *Cela ne me regarde pas* !»[211] La réponse d'un autre chef de secteur à son administré abonde dans le même sens:« *Bifate uko ndabikubwiye, niko abakuru babigomba = Prenez cela tel que. C'est comme ça que le veulent les autorités*»[212]. Ces propos ou réponses échappatoires démontrent le malaise des administratifs à la base et des vulgarisateurs quand ils sont toujours appelés à transmettre unilatéralement les « paquets » de modèles venus du « haut », sans succès réel. On n'a toujours entendu des paysans dire, après la réunion : *N'abakuru ntibatahura ivyo batwigisha* (= Même nos chefs ne comprennent pas tous ce qu'ils nous dictent). Le ton autoritaire des «chefs», l'usage répété de quelques vocables français (*vraiment*, *d'ailleurs*, *donc*, *eeeeeh*, *quant même*,…) et les menaces

[209] SINIGIRIRA L., Ijenda, le 21/05/2012
[210] Les vulgarisateurs sont recrutés parmi les paysans qui ont un certain niveau de scolarité (primaire) capable de lire et d'écrire le Kirundi. Ce sont des « évolués » du monde rural.
[211] SENTAMBA E., *Op. cit*., T.1, P.289
[212] *Ibidem*.

de sanctions à l'endroit des administrés lors des réunions relèvent de l'ambiguïté et suscitent plus de crainte que de confiance à l'égard de l'Etat et de ses représentants.

L'exploitation théicole constituait une nouvelle culture, *exclusive*[213] *et pérenne*, qui s'introduisait avec des nouvelles exigences dans une paysannerie déjà surchargée. Ses exigences ne faisaient que remettre en cause les stratégies de survie chèrement adoptées par le paysan. Ce dernier se trouvait dans une situation de manque du terrain, du temps et d'information sûre pour cette nouvelle plante, qu'il pouvait planter sous pression mais sans l'entretenir convenablement.

b. 2. Les stratégies pour réussir le programme théier : le « discours », le « bâton » et la « carotte ».

Tout projet d'innovation a toujours besoin des stratégies pour sa mise en pratique. Pour l'extension du théier, il s'agit d'un programme de «mobilisation» : il fallait sensibiliser, encadrer, contraindre et encourager pour faire accepter cette nouvelle culture.

En effet, pour le rappeler, le programme théier est «imaginé» et conçu par les bailleurs de fonds (Haut), proposé au Gouvernement Burundais (Centre) pour trouver sa mise en application dans la paysannerie des hautes terres (Bas). Des campagnes de sensibilisation, d'information sur les bienfaits à attendre de cette nouvelle culture furent régulièrement menées par les agronomes, les vulgarisateurs et l'administration territoriale pour convaincre le paysan à l'adhésion pour la politique théicole. Cependant, la culture politique monarchique de *ndiyo bwana* (= oui chef) ne milite pas en faveur d'un débat, d'une discussion lors des réunions des *chefs* avec la population. La crainte d'une autorité reste d'actualité. Par l'absence d'un contre-discours officiel, s'entretient alors un «dialogue de sourd» avec des rapports caractérisés par des incompréhensions, une communication sans interaction, car le récepteur n'a pas droit à la parole et l'émetteur ne saura jamais ce que pense son interlocuteur du message. En fin de compte, cette absence de débat sur un programme qui concerne la population handicape, d'une façon ou d'une autre, la compréhension des bienfaits de cette culture[214]. Les enquêtes révèlent que des gens qui avaient des informations rassurantes ont été les moins réticents. Il s'agit par exemple des employés des projets du thé, des ménages ayant des liens matrimoniaux avec les populations de

[213] On parle également de culture « pure », c'est-à-dire qui ne se mélange pas avec d'autres, contrairement aux pratiques culturales paysannes basées sur le mélange de plusieurs cultures dans une même parcelle. La pratique du théier remet également en cause la traditionnelle rotation des cultures.

[214] Lors d'une réunion de FAO (sur la colline Matyazo en commune Rusaka) sur les bienfaits des vaches de race moderne qui allaient être distribuées, un paysan qui soulevait ses inquiétudes fut injurié en public.

Kirimiro (planteurs du café)[215], etc ; ce sont eux qui ont cultivé le thé par volonté. C'est le cas par exemple de Mayoya, ancien employé du *Projet The Villageois d'Ijenda*: *«J'ai cultivé le thé par ma propre volonté. J'y voyais un bon avenir.»*[216]

Constatant que le «discours» ne suffisait pas pour convaincre tous les paysans, il a fallu faire recours au «bâton». Des mesures autoritaires (emprisonnement, amende,…) prises à l'époque par l'administration, comme le gouverneur de Muramvya, témoignent de la pression autour de cette plante. Ainsi, par exemple, c'est le cas de Monsieur Karira qui a été détenu pour n'avoir pas planté le théier: *« On m'a convoqué et on m'a emprisonné à Makamba … j'ai été libéré quelques jours après la préparation de la parcelle théicole par ma famille* ».[217] D'autres paysans réticents étaient détenus avec Karira par ce qu'ils n'avaient pas suivi les instructions des vulgarisateurs (ou parce qu'ils n'avaient pas donné des «pourboires» à ces derniers). Nzobonimpa se souvient de l'emprisonnement de quatre personnes (dont son époux) et libérées après avoir payé une amende de 200 Fbu chacune, pour n'avoir pas étendues leurs superficies théicoles[218]. Dans l'entourage du détenu, c'était la peur qui régnait. Il fallait vite aider à labourer la parcelle du détenu pour bénéficier de sa libération tout en s'occupant de leurs terrains pour ne pas subir le même sort.

L'administration communale pouvait organiser la « chasse » aux récalcitrants sur chaque colline. Rassemblés, ils étaient conduits directement vers le chef lieux de la commune pour détention[219]. Il y a ceux qui étaient libérés (avant d'arriver à la prison) après maintes « excuses » (*ikigongwe* = pardon, peut signifier la corruption) des voisins ou pour avoir donné «quelque chose» au responsable. Ce sont surtout les autorités administratives qui faisaient recours à la force. En outre, tout acteur étatique dans l'extension du thé devait faire pression sur la population pour faire accepter cette nouvelle culture ou pour obtenir des « pourboires ». Les employés du *Projet Thé Villageois* étaient obligés à planter le théier chez eux, sinon ils perdaient directement le job. Comme le constate H. Cochet, «le plus souvent c'est la pression de l'encadrement et les amendes réservées aux agriculteurs récalcitrants qui expliquent, malheureusement cette

---

[215] Les femmes mariées dans la région d'Ijenda, originaires des régions caféières connaissaient déjà l'intérêt d'une culture de rente, elles ont alors contribué pour la réussite du théier.
[216] MAYOYA C., Kinyovu, le 02 août 2011.
[217] KARIRA, Nkurunzi, le 03 août 2011.
[218] NZOBONIMPA F., Kinyovu, le 2 août 2011.
[219] Au Burundi, cette pratique de rassembler, d'arrêter, de rafler les gens, dans la foulée des événements, est très vielle et reste d'actualité.

'adhésion' apparente»[220] aux nouvelles cultures. Sous la contrainte administrative plusieurs ménages ont planté le théier, mais leur entretien restait problématique.

Comme le «discours» et le «bâton» ne suffisaient pas pour gagner l'adhésion massive et volontaire des paysans au programme de l'extension du théier, il a fallu alors songer à la «carotte» pour gagner la confiance de la population, modérer la « logique policière » pour épouser la «logique financière»[221], car le paysan vise l'intérêt garanti. Avec les premiers revenus théicoles, les paysans ont compris que finalement le thé « leur appartient » et qu'il présente un intérêt financier pour les ménages. Les responsables ont fini par comprendre que les paysans, à cause de la pression, avaient étendu les exploitations théicoles, mais que l'entretien des champs restait un défi majeur. Les stratégies de ruse échappaient fortement à l'encadrement pour appliquer les mesures relatives à l'entretien du champ théicole.

Les Projets œuvrant dans le programme théier ont alors entrepris des mesures visant l'encouragement des paysans par des primes aux meilleurs exploitants. Le *Projet Thé Villageois d'Ijenda*, en concertation avec CVHA ont adopté une politique d'encouragement aux «meilleurs théiculteurs». On organisait des *concours agricoles* et des primes étaient données aux plus méritants dans l'optique d'une *pédagogie d'émulation et de compétition*.[222] «Ce concours thé, récompensait les meilleurs théiculteurs sur base de la bonne tenue de leurs parcelles, et du suivi des techniques culturales (table de cueillette, application des engrais)»[223]. Les lauréats recevaient des houes, des tôles, des semences (des pommes de terre, des fruits et des légumes), des couvertures, etc. En plus de ces biens matériels, l'honneur était au rendez-vous; le bénéficiaire de ces primes était considéré comme le modèle à suivre. On les appelait des paysans modèles, des paysans pilotes et progressistes, des agriculteurs avancés,[224] des *Bashingantahe* (hommes de valeurs)[225].

b.3. L'Analyse du bilan de l'extension du théier

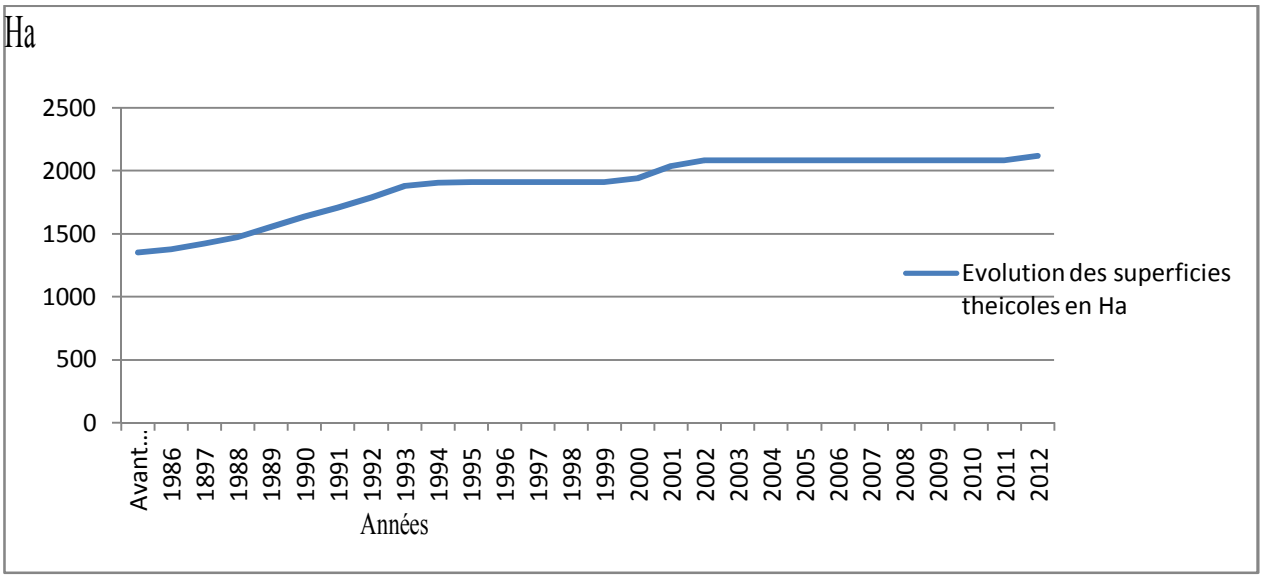
Pour tenter d'évaluer le programme de l'extension du théier dans la région d'Ijenda, nous faisons recours à deux graphiques : celui qui concerne l'évolution des plantations theicoles sur

---

[220] COCHET, H., *Op. cit.*, p.19.
[221] HATUNGIMANA A. , *Op. cit.*, p.452.
[222] République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, op. cit., p.120.
[223] *Ibidem*.
[224] NDARISHIKANYE B. ,*Op.cit.*, p.423.
[225] De part son rôle dans la société burundaise, on peut concevoir le *Mushingantahe* comme le notable du village. Il est appelé à régler les conflits du voisinage. C'est un modèle dans la société.

l'ensemble de la région ainsi que celui de la commune de Rusaka, plus détaillé (une des dix constituant la zone d'influence de la Société théicole d'Ijenda).

Graph.1. L'évolution des superficies theicoles dans la région d'Ijenda en Ha de 1986 à 2011



Source : construit à partir des données de l'OTB (Département Agronomique)

A partir du graphique précédent, nous constatons que l'extension du thé a été lente après les années 1970. Il faut signaler que 63,66% des superficies theicoles (sur le total de 2012) sont plantées avant 1968. Presque tous les ménages de la région avaient déjà intégré le thé dans leurs exploitations agricoles.

A partir de 1996, une régression s'observe dans la politique de l'extension du théier. Les problèmes financiers et la guerre civile y sont pour quelque chose. Au moment où les usines exigeaient des moyens pour le remplacement du matériel, le pays a connu des perturbations en particulier suite à l'embargo de 1996-1999 et à l'attaque de l'usine de Teza par les rebelles en 1996 et les effets de la guerre civile en général[226].

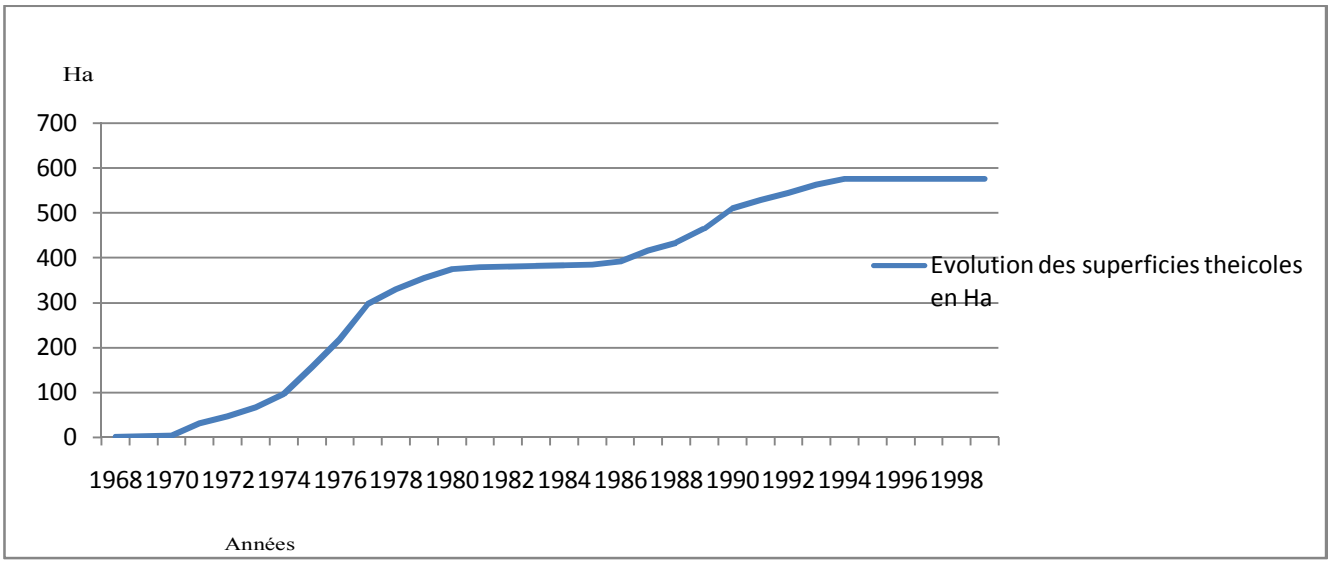
Pour bien saisir en détails l'allure de l'extension du théier sur une période plus ou moins longue, nous choisissons une des communes faisant parties de la région d'Ijenda: Rusaka[227]. Cette dernière à intégré le théier dans la zone sous l'influence du Complexe Théicole d'Ijenda (depuis 1967) et joue un rôle très important dans la culture du thé au Burundi par son volume de

[226] Concernant l'impact de la guerre civile sur le domaine agricole voir CAZENAVE-PIARROT A. *Op cit*.

[227] Située au nord-ouest de la province de Mwaro, la commune Rusaka a une superficie de159,5Km²(c'est-à-dire 19% de la superficie de la province de Mwaro et 0,51% de celle du pays) ; elle est l'une des six communes de cette province.

production : de 1990 à 1998, la commune de Rusaka représente 31,4% au niveau du complexe théicole d'Ijenda et 7,1% de la production nationale des feuilles vertes.

Graph.2. L'évolution des superficies theicoles en commune de Rusaka



Source : construit à partir des données de l'OTB (Département agronomique)

A partir du graphique ci -dessus, nous constatons une phase d'intense extension durant la décennie 1970. Tout le monde est appelé à planter le théier. C'est un programme de l'Etat, donc une obligation, il n'y a pas à faire ou à laisser. Nous sommes ici en pleine période du Parti Unique avec tout ce qu'on connaît en matière d'«encadrement populaire»[228] et de mobilisation de masse. Nous retrouvons ici les termes de propagande politique employés pour l'incitation ou la pression pour l'extension du théier. Il s'agit par exemple du terme *guhimiriza* (qu'on peut traduire par mobilisation). A partir de 1980, l'extension du théier est au ralenti pour stagner dès 1995. Le programme d'extension du théier exige des moyens techniques et financiers consistants pour sa mise en œuvre[229]. Pour cela la fin du *Projet Thé Villageois* d'Ijenda et la guerre civile ont ralenti le mouvement. Il est très intéressant de fouiller les archives des partenaires techniques et financiers en matière de politiques agricoles pour établir une liaison entre financement et le

[228] Ici la population est prise comme des moutons ou des chèvres qu'on doit montrer où brouter l'herbe sous l'œil vigilant du gardien avec un ou deux bâtons. Un administratif à la base te dira que vaut mieux garder les chèvres qu'avoir la population sous son autorité ! On a toujours vu un vulgarisateur qui se promène avec un bâton dans les mains. Il n'hésite pas à «corriger» un paysan récalcitrant

[229] Les études de faisabilités sur terrain, la recherche agronomique en laboratoire, la mise en place et l'entretien des pépinières, le renouvellement ou l'amélioration du matériel de traitement industriel, etc. nécessite des moyens humains, techniques et financiers ainsi qu'un engagement politique réel.

développement de la théiculture[230]. La reprise des programmes d'extension du théier de 2012 à 2015, en raison de 50 Ha chaque année, serait-elle dictée par la concurrence des particuliers dans le domaine du thé et l'intérêt croissant des paysans suite à l'augmentation du prix des feuilles vertes[231] ?

En somme, nous pouvons dire que, avec tous les efforts combinés, le théier a fini par être accepté et intégré dans les systèmes d'exploitation agricoles de la région d'Ijenda. «Le refus de planter le thé a été remplacé par le besoin et une demande renouvelée des boutures de thé par les agriculteurs».[232] Toutes les superficies sont constituées par de petites exploitations individuelles équivalant à 2 087 Ha (soit 23, 3% du total de l'OTB), ce qui fait de cette région la deuxième après Rwegura pour le totales des superficies nationales et la première si on considère seulement la théiculture paysanne. La réaction que le paysan a réservé au théier n'était pas une résistance ou un refus du développement (*guhakana iterambere* comme le Gouverneur de Muramvya prenait le plaisir de le répéter), il s'agissait plus tôt d'un ensemble de stratégies de survie du paysan, une certaine prudence face au changement, conçu de « loin » et imposé en son mépris, qui risquerait effectivement de remettre en cause ses expériences chèrement et longuement adoptées.

L'exploitation théicole constituait une nouvelle culture, *en pure et pérenne*, qui s'introduisait avec toutes ses exigences dans une paysannerie déjà surchargée (sur terrain et au niveau du calendrier paysan). Conçu par les acteur du « Haut », proposé à l'Etat burundais (Centre) et imposé au « Bas », le projet théier était très nécessaire, mais son irruption devait susciter des craintes chez les paysans (sous informés sur les bienfaits de cette nouvelle plante), toujours hantés par la production de la nourriture contre les disettes. Les attitudes toujours autoritaires des acteurs du développement (emprisonnement, amende, injures, humiliation, punitions corporelles[233],…) ne faisaient que renforcer la crainte et la méfiance du paysan ; ce dernier donc n'avait qu'à perfectionner sa ruse (le faire-semblant, le faux fuyant, l'escapisme, le

---

[230] Nous pensons particulièrement à l'Union Européenne à travers STABEX et l'Agence Française de Développement (AFD), Banque Africaine de Développement (BAD) ainsi que d'autres coopérations bilatérales.

[231] L'analyse de l'extension des plantations theicoles mérite un débat large et approfondi en intégrant cette culture dans une dimension plus globale et complexe, dépassant la politique nationale. Interviennent ici les Politiques Economiques, les Systèmes de Financement, le contexte du marché global des produits primaires, etc.

[232] WAKANA A., *Op.cit*. p.70.

[233] Au moment de la collecte des feuilles vertes le Vulgarisateur de la colline Matyazo n'hésitait pas à frapper un théiculteur qui commettait l'une ou l'autre erreur (ou faute).

silence, la corruption,…). C'est avec l'intérêt garanti (toucher l'argent du thé, cet intérêt qui substitue à la contrainte) que le paysan adhéra volontairement à l'extension du théier.

Par contre, les moyens techniques et financiers d'un pays pauvre et en guerre civile ont réduit sensiblement le mouvement de la conquête du théier. La reprise de l'extension du théier depuis 2012 est-il une prise de conscience d'un pays pauvre qui chercherait toute voie de sortie notamment par la diversification continue des cultures d'exportation ?[234] A ce sujet, les *Barundi* le disent bien : *Uravomerera zose ntawuzi uruzokwama kare* ! (arrosez toutes les plantes car on ne sait jamais laquelle porterait les fruits premièrement !). Mais, le contexte actuel de la paysannerie (défis fonciers et problèmes de main d'œuvre) est-il favorable à des extensions majeures des plantations theicoles au moment où ce qui existent sont « mal entretenues » et donc moins productives malgré l'intérêt que suscite cette plante.

III. Le Complexe théicole d'Ijenda : encadrer et produire le thé

Du point de vue géographique l'Usine du thé d'Ijenda se situe à 3° 28' 17 de Latitude Sud et 29° 34' 52 de Longitude Est ; dans la commune administrative de Mugongo- Manga (province Bujumbura), sur la Route Nationale numéro 7, à 42 Km de Bujumbura (la capitale du Burundi). Le Complexe Théicole d'Ijenda fait partie des cinq qui constituent l'Office du Thé du Burundi, O.T.B. Il se charge de l'encadrement la théiculture paysanne, de la collecte et de la transformation du thé.

A. L'historique et l'organisation de la Société théicole d'Ijenda

Comme nous l'avons déjà signalé, le théier est présent dans la région d'Ijenda à partir de la fin des années 1960. Une grande extension de cette culture se réalisa depuis 1973 avec le *Projet Thé Villageois d'Ijenda*. La production des feuilles vertes était auparavant acheminée vers les Usines de Teza et de Tora pour la transformation du thé sec. Ces usines trouvaient des

---

[234] Lors des commentaires sur l'exposé du professeur H. COCHET sur « Dynamiques agraires et croissance démographique au Burundi : la matière organique au cœur des rapports sociaux». *In* WOLFER A. Bernard (*dir.*), *Op.cit.*, pp.39-63, il a été demandé si à côté du café, le Burundi ne pourrait pas essayer d'autres cultures d'exportation. La question reste problématique. Au moment où j'écris ces linges, un ami me dit qu'un partenariat entre Michigan University et l'Université Polytechnique de Gitega veut ressusciter le café burundais. Nous attendons voir.

difficultés matérielles pour transformer toute la production théicole qui devenait croissante. Comme il était prévu dès le début du *Projet Thé Villageois d'Ijenda*, une Usine locale, sera créée à Ijenda, en 1983. Elle démarra alors ses activités l'année suivante (en 1984) avec moins de 100 employés et produit 230 tonnes du thé sec cette année - là. Le Complexe théicole d'Ijenda a toujours bénéficié du soutien technique et financier des partenaires. Par exemple en 2007, il a reçu un financement de l'Union Européenne via le STABEX pour la réhabilitation de l'usine.

Du point de vue de l'hiérarchie sommaire, à la tête du Complexe théicole d'Ijenda se trouve le « Gérant »[235]. Celui-ci coiffe toute l'organisation du Complexe, constituée par 5 services: Boisement, Plantation, Usine, Comptabilité et Administration. Chaque service, ayant à la tête un chef, connaît d'autres subdivisions, plus ou moins détaillées[236]. L'animation du personnel se fait à travers les *réunions de services* et les *réunions du conseil d'entreprise*. Le « Gérant » de la Société organise des réunions à l'intention des chefs de services, des travailleurs de la *catégorie cadres* et *agents de maîtrise*, ainsi que des assemblées regroupant tout le personnel. Les chefs de services sont, à leur tour, appelés à réunir régulièrement le personnel sous leurs influences en vue d'échanger sur les stratégies à adopter pour l'amélioration du rendement tant qualitatif que quantitatif.

B. Le rôle du Complexe théicole d'Ijenda

Il convient ici de signaler que le travail du Complexe théicole est indispensable dans la filière thé : en plus de l'encadrement et de la collecte de la production des feuilles, les différentes activités d'usinage donnent un produit fini.

1. Encadrer les exploitants theicoles

L'encadrement des plantations est assuré directement par le *Service de Plantation* du Complexe. Toutes les plantations sous l'influence de la Société Théicole d'Ijenda sont d'ordre familial. Elles ont été mises en place sur les terres des paysans et par ces derniers sous l'encadrement des projets de développement theicoles. Encadrer signifier ici, planifier, mettre en place l'extension du théier, distribuer les engrais chimiques, contrôler l'état des exploitations, collecter les feuilles vertes et rémunérer les exploitants.

---

[235] Selon la terminologie de l'OTB celui qui est à la tête d'une Société Théicole s'appelle « Gérant ». C'est lui le responsable direct de toute l'entreprise et donne les rapports aux différents organes de l' « OTB siège ».
[236] Pour plus d'informations sur l'*Organigramme du Complexe Théicole d'Ijenda*, *voir* Annexe 4.

Les plantations sont reparties dans dix communes administratives : Mugongo-Manga, Mukike, Nyabiraba, Muhuta, Rusaka, Gisozi, Ndava, Kayokwe, Muramvya et Kiganda[237]. Selon l'organisation et la terminologie de la Société Theicole d'Ijenda, sa zone d'influence est repartie en deux *périmètres*, A et B. Chaque périmètre a son *chef de plantation*. Le périmètre est à son tour subdivisé en trois *secteurs* dont chacun est encadré par un agronome[238]. Le *Secteur* est subdivisé en *Cellules* (équivalant de collines de recensement selon l'administration territoriale), l'unité la plus petite. Un ou deux cellules sont sous l'encadrement direct d'un vulgarisateur (ou moniteur agricole).

L'encadrement des plantions est sous la responsabilité directe (de la base au sommet) du chef de plantation, de 2 chefs de *Périmètres*, de 6 agronomes et enfin d'une soixantaine de vulgarisateurs (moniteurs agricoles). Au moment où les *chefs* assurent la supervision, le vulgarisateur est lui proche des théiculteurs. Il connaît tous les exploitants par cœur : leurs noms, leurs numéros, leurs superficies, l'état des champs, la situation du ménage, etc. Son rôle est indispensable. Il est supposé faire appliquer toutes les mesures prises par les responsables. C'est lui qui annonce la nouvelle phase de l'extension du théier, les dates de paie, le calendrier de distribution d'engrais chimiques, le calendrier de cueillette, le programme de tailles, etc. Il visite régulièrement toutes les exploitations qu'il connaît déjà. En cas de mauvais état du champ, il peut empêcher le theiculteur de vendre sa production ou de toucher son argent. Les *autorités* (*abategetsi*) font toujours recours à lui pour «mobiliser» (*Guhimiriza*).[239]

En tant que le premier parmi ses semblables, il doit user de la sagesse pour joue son rôle d'intermédiaire entre la masse des theiculteurs et les autorités de la Société théicole. Il reçoit toujours toutes les doléances des theiculteurs. Il est, de facto, le *notable du village*, le *mushingantahe*. Il est omniprésent : il intervient dans l'administration, la politique, l'agronomie, la santé, l'éducation, la justice, la sécurité, le social, le culturel, etc. Il est toujours appelé à résoudre les problèmes allant même au delà de ses compétences officielles : par exemple, régler

---

[237] Compte tenu des extensions theicoles qui ont eu lieu et les différentes reformes administratives qu'a connu le pays, il arrive que certaines informations officielles ne soient pas actualisées, ce qui entrave d'une façon ou d'une autre à la connaissance précise des limites de notre région d'étude.

[238] Le périmètre A comprend comme secteurs Mugongo, Mayuyu et Mukike tandis que le périmètre B compte les secteurs de Makamba, de Rusaka et de Gisozi.

[239] Depuis la période coloniale à nos jours, le verbe *Guhimiriza* (mobiliser) est euphémique et est riche de sens en termes de communication politique. Il s'agit d'user de tous les moyens (y compris le mensonge et la contrainte) pour faire adhérer la masse à un projet quelconque (politique, économique, social,…). Il s'agit également d'«éveiller la conscience du bas» pour comprendre les bienfaits d'un programme venu du «haut».

les différents liés au partage du revenu théicole au sein des ménages. Ne-ce pas que dans presque tous les cas le vulgarisateur est en même temps chef de colline? En 2011, nous avons rencontré tous les 29 chefs de collines de la commune Rusaka, tous avaient été ou étaient encore (ou avaient remplacé) vulgarisateur de sa colline ou celle voisine. Cette position leur permet de sortir de la masse et d'accéder à un certain degré de responsabilité. Le vulgarisateur qui n'est pas chef de colline, fait parti du comité collinaire.

La collecte des feuilles vertes, une tâche qui revient à la Société théicole, est très importante. En effet, après la cueillette, le paysan transporte sa production des feuilles vertes au hangar de collecte (70 au total). Le camion passe sur 2, 3 ou plus de hangars pour collecter les feuilles vertes vers l'Usine pour la transformation industrielle. L'organisation de la cueillette et la collecte des feuilles dépendent également de la capacité en matériel et en ressources humaines. A ce point, l'usine a montré son inefficacité à collecter et à transformer le maximum possible de la production des feuilles : deux ou trois jours ne suffisent pas pour cueillir le champ théicole ; la cueillette fine exige trop de soin et de patience. Ainsi, le paysan rate l'occasion pour rentabiliser son travail. Il essaie alors toujours de se débrouiller par la fréquentation de 2 ou 3 trois hangars, très souvent éloignés, dans l'arrogance et le mépris du personnel de l'OTB[240].

2. La transformation du thé

A l'approche d'une usine du thé le bruit des machines et l'arôme du produit vous accueillent. Le Burundi produit le *thé noir*[241]. Le *chef d'usine* (un ingénieur industriel qui est à la tête du *Service d'Usine*) assure le contrôle des activités de ce domaine. Le *Service d'Usine* dispose d'une *main d'œuvre spécialisée* (c'est-à-dire des employés ayant subi une formation spécialisée avec une expérience à propos de l'usinage du thé). Pour la transformation du thé, le Complexe nécessite une source d'énergie calorifique qui est constituée de bois de chauffage.

En effet, des feuilles vertes au produit fini, le mécanisme d'usinage du *thé noir* est un processus complexe qui comprend 5 principales étapes successives à savoir le flétrissage, le roulage, le ciblage, la fermentation et la dessiccation. Le fletrissage est le fanage des feuilles destiné à les assouplir (cette premier étape consiste à faire perdre aux feuilles la moitié de l'eau

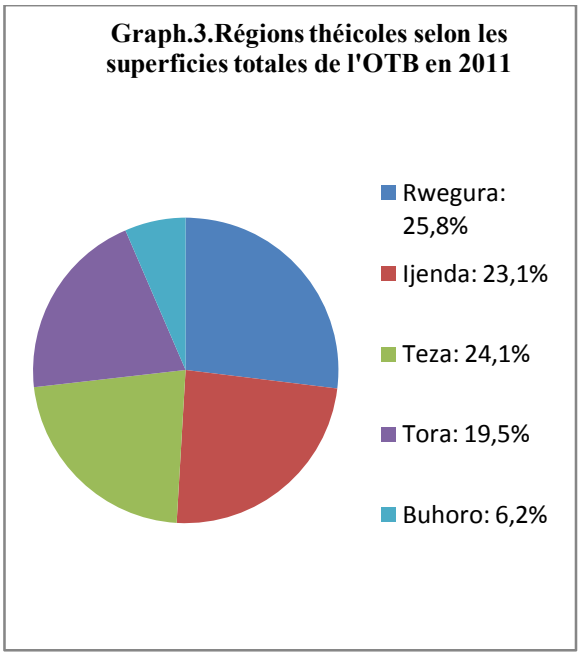
[240] Dans le contexte des solidarités rurales, les paysans accordent la permission à ceux qui viennent de loi (sur les collines voisines) et les personnes âgées ou en difficultés remarquables à vendre les premiers.

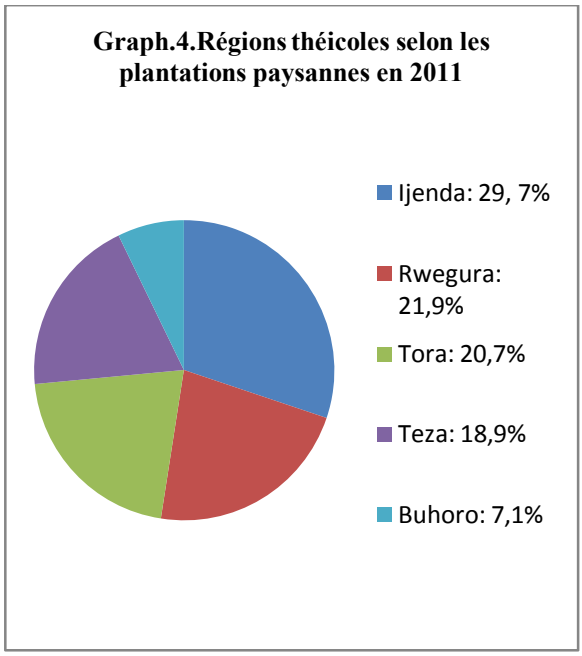
[241] Il existe plusieurs types de thés produits dans le monde. La Chine par exemple connait tous (thés blanc, bleu, vert, jaune, noir, sombre et thé fumé). Pour plus d'informations sur la fabrications de ces différents types de thés, voir SANGMANEE K. Ch., *et al*., *Op.cit.*, p.61. Avec l'exemple du Kenya, le Burundi veut étendre ses activités dans la production du thé vert, cette année 2016.

qu'elles contiennent); le roulage des feuilles sur elles-mêmes leur donne un aspect final mais surtout libère les huiles essentielles, nécessaires à la fermentation ultérieure; le ciblage permet de trier les feuilles, qu'elles soient entières ou brisées; la fermentation obtenue par humidification (pendant une à trois heures) est un processus chimique dont dépendront la couleur, l'arôme et l'infusion ; et enfin la dessiccation a pour but de stopper la fermentation[242]. Il faut signaler aussi qu'à chaque étape du traitement, le thé subit une stricte dégustation afin de bien préserver la qualité du produit[243]. Pour le dégustateur, tous les sens sont utilisés pour accomplir sa tâche : il suit le timing, regarde la couleur, touche le produit, analyse le goût, l'odeur, etc. L'étape de triage consiste à repartir le thé sec selon les différents grades. Enfin, le thé sec est soigneusement emballé dans des sacs spécialisés, étiqueté et stocké avant d'être acheminé vers les stockes de l'OTB ou orienté directement vers le marché.

C. La place de la région d'Ijenda dans la théiculture burundaise

Que représente la région d'Ijenda dans les exploitations et la production théicoles nationales ?





Source : construits à partir des données de l'OTB (Département Agronomique)

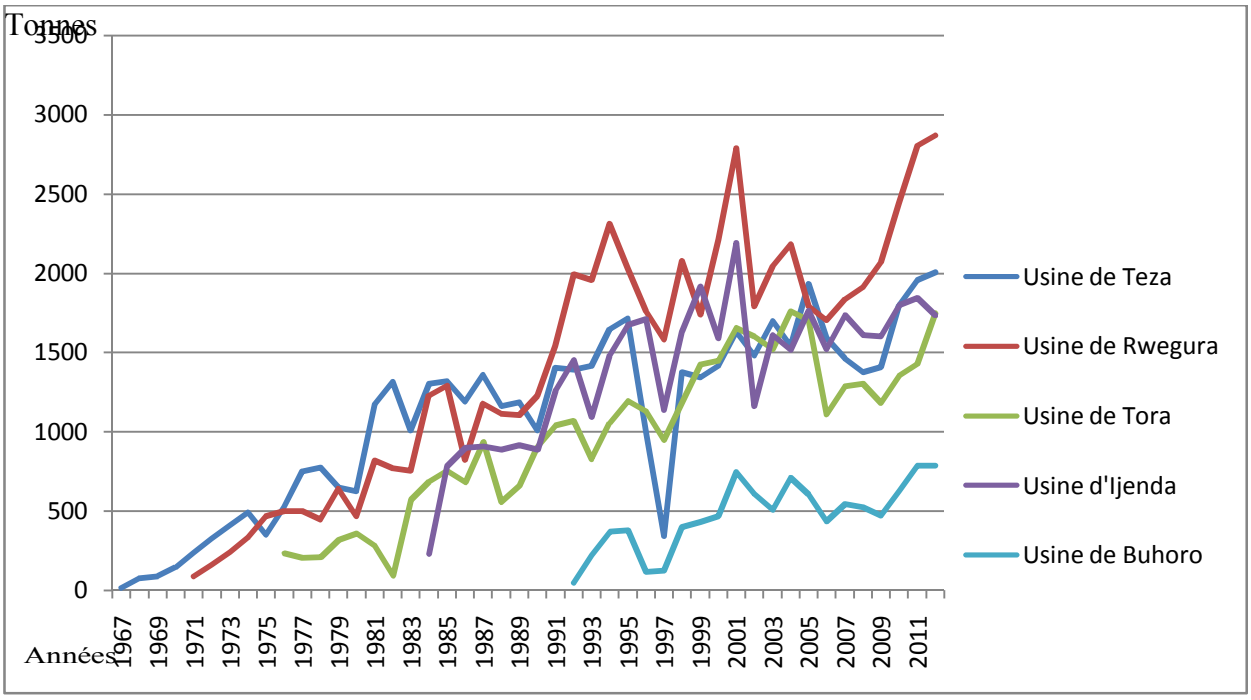
[242] SANGMANEE K. Cha, *et al., Op. cit.*, p. 61.

[243] A la Société théicole d'Ijenda un certain *Zihivyayi* (surnom qui signifie donner du thé aux machines) est reconnu pour avoir une expérience avérée dans ce domaine, après des stages de formations. Chez *Zihivyayi*, toutes les données très détaillées concernant la quantité du thé sec depuis le début de l'usine en juillet 1984 sont bien établies et conservées. Nous lui remercions de son aimable accueil.

A partir des graphiques précédents nous constatons une part importante de la région d'Ijenda dans les superficies théicoles nationales. En effet, jusqu'en en 2011, la superficie théicole d'Ijenda était de 2 087 Ha sur le total national de 9 005 Ha, soit 23,1 % après Rwegura (25, 8%), comme le montre bien le graphique n^{0}3. Et pour la théiculture paysanne, la région d'Ijenda occupe la première place avec 2 087 Ha sur le total de 7 015 Ha, soit 29, 7%, juste avant Rwegura (voir le graphique n^0 4). Après avoir installé les plantations étatiques dites *Blocs Industriels* le Burundi a trouvé des difficultés liés au manque de terres disponibles et de main d'œuvre alors que les usines n'avaient pas encore atteint leurs capacités industrielles de traitement du thé. Il fallait alors convaincre les paysans pour intégrer cette nouvelle culture dans leurs exploitations pour que l'Etat s'occupe uniquement de l'achat des feuilles vertes pour les transformer en thé sec. La région d'Ijenda sera alors consacrée uniquement au *thé villageois* (très petites plantations familiales). Par ailleurs la théiculture paysanne domine le total des superficies nationales : 7 015 Ha sur le total de 9 005 Ha en 2011, soit 77,9%.

En 2013, l'Usine d'Ijenda avait la capacité de produire 8 500 tonnes de feuilles vertes par an, ce qui équivaut à 1 800 tonnes du thé sec annuellement.

Graph.5. L'évolution de la production du thé sec en Tonnes, selon les Usines (1967-2012)



Source : construit à partir des données de l'OTB (Département Commercial).

En observant le graphique précédent, on constate que la quantité du thé produite n'a cessé de s'accroitre au cours des années, pour toutes les 5 Usines. Pour l'Usine d'Ijenda, elle a

commencé à produire en 1984 et occupe actuellement la 2è ou la 3è place d'une façon générale, après celle de Rwegura (la première) et celle de Teza.

De 1984 à 2012, l'Usine d'Ijenda a produit 40 530 tonnes sur le total de l'OTB de 179 487 tonnes du thé sec, soit 22, 5% ; occupant la 3è place après Rwegura (29,7%) et Teza (23,1%). Les dernières usines sont Tora (19%) et Buhoro qui représente 5,4 %, depuis ses débuts en 1992. Nous constatons néanmoins que la région d'Ijenda enregistre relativement un faible rendement par rapport aux autres. Toutes les plantations sont familiales, le moindre relâchement des paysans par rapport à l'entretien des champs ou le défis de main d'œuvre entrainent la diminution du rendement théicole.

Nous constatons également que la production du thé évolue en «dents de scie». Les facteurs climatiques, la disponibilite des engrais chimiques, l'état des plantations[244], l'engagement des exploitants, l'état du materiel d'usinage, influencent sur toute la *chaîne de production*.

IV. Le rôle de l'Office du Thé du Burundi (OTB)

A. L'historique, la mission et l'organisation de l'Office du Thé du Burundi.

Avant la création de l'O.T.B en 1971, l'organisation du thé au Burundi était confiée aux trois sociétés théicoles indépendantes, existantes (Teza, Tora et Rwegura) en partenariat avec l'ISABU. L'Office du Thé du Burundi (O.T.B), fut alors crée le 30 juillet 1971 par Décret n°1/79, sous la Tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, pour une durée indéterminée[245]. Cette entreprise agro-industrielle et commerciale publique a son siège à Bujumbura (capitale du Burundi). Sa mission de promouvoir la théiculture et la commercialisation du thé sec renferme deux objectifs principaux[246] :

- Contribuer à l'apport en devises pour le pays; diversification et augmentation des recettes d'exportations ;
- suppléer de manière régulière et soutenue aux revenus des théiculteurs.

L'O.T.B a crée, par après, deux autres *Sociétés Theicoles*: celui d'Ijenda en 1983 et celui de Buhoro en 1987. L'O.T.B a comme partenaires financiers, principalement le Fonds Européen

[244] Des champs mal entretenus deviennent improductifs et finissent par être abandonnés définitivement.
[245] BARIKWINDUGU C., *Etude de la gestion budgétaire dans l'entreprise O.T.B.* Mémoire de licence, FSEA, Bujumbura, Universite du Burundi, 2004, p.4.
[246] *Ibidem.*

de Développement (F.E.D), la Banque Européenne d'Investissement (B.E.I) et l'Agence Française de Développement (A.F.D). Le rôle de des partenaires est indispensable pour le développement de la théiculture au Burundi.

Le décret n^{0}100/82 du 19 juin 1984 modifiant les statuts de l'O.T.B avait comme mission[247], la «promotion de la théiculture», le contrôle de toutes les sociétés théicoles, ainsi que la commercialisation du thé. Par ce même décret, quatre départements seront mis en place et le statut précise que les Sociétés théicoles deviennent des entités intégrantes de l'O.T.B. D'autres textes seront signés en ce domaine : le statut de 1990, celui de 1996 et un « contrat de performance entre le gouvernent et l'O.T.B » du 1 août 1992. De tous ces textes légaux, les discours officiels sont les mêmes sur le rôle de cette institution : «développer la théiculture». Il est rare de trouver des voix au delà des discours officiels sur le café ou sur le thé au Burundi, si ce n'est que de la dissidence[248].

Placée sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, le Conseil d'Administration est nommé par décret sur proposition du Ministre de tutelle; il est composé de 7 membres[249]: 4 représentants de l'Etat dont le Directeur Général, 2 membres nommés en raison de leurs compétences et leurs expériences particulières et enfin un représentant du personnel de l'office.

Le *Comité de Direction* de l'OTB est chargé de la gestion journalière de l'Entreprise. Composé par le Directeur Général et les chefs de départements, c'est l'organe d'exécution des décisions prises par le *Conseil d'Administration*. Différents services ont été créés pour faciliter la tâche du Comité de Direction : il s'agit principalement du Secrétariat Général, du Service du personnel, du Service d'approvisionnement et de la Cellule contrôle de gestion[250]. Des rapports sont régulièrement adressés aux différents niveaux comme la Direction Générale, le Conseil d'Administration, le Ministère de Tutelle et le Ministère des Finances.

En bref, l'OTB est une structure agro-industrielle étatique qui s'occupe de la théiculture. Avec quatre départements (Agronomique, Industriel, Commercial et Financier), 5 *Unités de production* ou *Complexes Theicoles* (Teza, Tora, Rwegura, Ijenda et Buhoro) et un *Siège* à

---

[247] HAKIZIMANA, V., *Comptabilisation des recettes et dépenses de l'Office du Thé du Burundi (O.T.B).* , Rapport de stage, ISCO, Bujumbura, Université du Burundi, 2011, p.2.

[248] Voir à ce sujet l'article de H. COCHET, «Dynamiques agricoles et croissance démographique au Burundi : la matière organique au cœur des rapports sociaux» in B. A. WOLFER, *Op.cit.,* pp.39-62.

[249] HAKIZIMANA V. *Op.cit*., p.6.

[250] Pour plus de détails sur l'organigramme de l'OTB, voir l'annexe 4.

Bujumbura, cet office détient le monopole du thé au Burundi. Chaque unité de production a ses propres *budgets d'exploitation*, ses propres ressources financières[251]. Les rapports et les études des experts semblent abonder dans la même voie que les discours officiels des autorités et des partenaires sur le rôle de l'OTB, sur le développement de la théiculture et sur la libéralisation de cette filière. Il nous semble que l'OTB dit *Siège* est une « structure supplémentaire ». Un de nos informateurs, S. Barandereka (un fonctionnaire de l'Etat en retraite) nous confia (comme un secret avec conseil de mener des recherches approfondies sur la question) qu'à vrai dire, le rôle de l'OTB n'est pas indispensable dans la mesure où le thé est produit et transformé définitivement dans les Usines pour être exporté directement ou en transite dans les magasins de l'OTB. A notre avis, ce rôle « centralisateur » n'est pas vraiment efficace si ce n'est pas de la «lourdeur administrative» qui réduit la marge bénéficière du produit, du moins si on veut « moderniser » pour rendre plus efficace et compétitif ce secteur. Nous recherches ultérieures ouvriront un débat sur cette question en essayant de place la théiculture burundaise dans un champ plus global[252].

B. La commercialisation du thé sec.

1. Le thé et les enjeux du commerce mondial des produits agricoles

Le thé est une denrée alimentaire. Son processus de production et de sa commercialisation doit faire face aux enjeux que connaissent la plupart d'autres produits de son domaine : les contraintes climatiques, le caractère non stratégique, la concurrence, la volatilité des prix, etc; le tout influence sur tous les maillons de la filière.

a. Les contraintes climatiques

L'agriculture est conditionnée entre autres par la nature. Le caractère changeant et imprévisible du climat se répercute sur le processus de la production et de la commercialisation des produits agricoles. Cette situation gène les prévisions car les efforts humains y trouvent ses limites. En théiculture, nous avons observé l'évolution en dents de scie de la production. Une catastrophe naturelle comme la sécheresse ou de fortes précipitations peuvent gâcher aisément la production et le marketing. La surproduction suite aux bonnes conditions climatiques ou la

[251] BARIKWINDUGU C., *Op. cit.*, p.24.
[252] Voir notre schéma qui de *l'Approche systémique globale de la théiculture*, à la page 156.

pénurie suite aux conditions défavorables de production sont des enjeux majeurs de la commercialisation des produits agricoles, souvent en défaveur du producteur.

Au Burundi, le thé est cultivé sur les hautes terres de la *Crète Congo-Nil* (autour de 2000m d'altitude en moyenne). Les fortes précipitations de grêles sont très fréquentes dans cette région surtout au cours de la période de janvier à mars et détruisent fortement les champs. De même, le gel nocturne (*igikonyozi*) du mois de juillet est très néfaste par son caractère destructeur sur les plantes[253].

Suite aux bonnes conditions de précipitations, la forte production de la période de mars à mai manque de main d'œuvre (à cause du calendrier paysan surchargé) et très souvent dépasse les capacités de transport et d'usinage, occasionnant ainsi des pertes importantes inutiles (cela est traduit par une régression de la quantité et de la qualité prévue[254]). Les paysans et le personnel de la société théicole diront *icayi cabaye ndanse* (= la production théicole est trop abondante qu'elle devient un défi) parce que les capacités prévues pour le transport et le traitement sont dépassées. La chaleur excessive ou les mauvaises conditions de transport peuvent entrainer les brûlures (donc la perte) de la production des feuilles. Combien de paysans sont obligés à jeter leur production jugée mauvaise par le vulgarisateur ou l'agronome à cause de la brûlure pour ne pas compromettre la qualité ? Combien de fois les camions de l'OTB tombent en panne suite aux mauvais états des pistes (aggravés par les fortes pluies de mars à mai) ou renversent toute la production collectée? De plus, la très faible production au cours de la saison sèche (juin-septembre) occasionne également des dépenses inutiles par le paiement des salaires du personnel de l'OTB et du coup de l'investissement en infrastructure et en matériel nécessaire à la production du thé.

Toutes ces contraintes font du thé une denrée très fragile, vulnérable face aux aléas climatiques. La sécheresse, la chaleur, les précipitations diluviennes et le froid intense agissent directement pour compromettre la qualité et la quantité de la production, se répercutant ainsi sur les stratégies de commercialisation de l'OTB.

---

[253] Dans la région proche de la rivière Mubarazi, les théicultures peuvent passer toute la saison sèche sans production à cause de la brulure des exploitations. Dès que commencent les premières précipitations, les champs reprennent leur état végétatif normal.

[254] La qualité du thé dépend également de diverses conditions: l'état de la plantation, la cueillette, le transport, l'usinage,…

b. Le caractère non stratégique des denrées alimentaires

Y. Droz et ses collègues se posent la question si l'agriculture peut être considérée comme une activité économique au même titre que n'importe quel autre secteur[255]. Les pays qui dépendent en gros de la commercialisation de leurs produits agricoles pour financer leur fonctionnement trouvent des défis financiers majeurs liés au caractère non stratégique des denrées alimentaires. Ces pays restent généralement dans une situation financière précaire de pauvreté et de dépendance structurelle.

En effet, une plante respecte naturellement et globalement son cycle végétatif pour donner sa production ; ce n'est pas parce qu'on a trop besoin de l'argent et que le prix du thé est à la hausse qu'on peut étendre dans la foulée les plantations pour augmenter l'offre et gagner plus! C'est ce que les économistes appellent l'«inélasticité de l'offre par rapport au prix». Il faut obligatoirement attendre la période de la maturité, de 3 ans pour la première récolte, sans avoir la garantie que la situation du marché suivra la même tendance. De même, en cas de baisse du prix, l'offre restera probablement la même car le producteur ne va pas arrêter pour un moment ou définitivement son activité vu le coup d'investissement : l'exploitation théicole constitue un lourd investissement financier et humain qu'il ne faut pas, effectivement, prendre les risques de remettre en cause. Par ailleurs l'arrachage des arbres de théiers exigerait un budget que l'exploitant n'a pas[256].

L'«inélasticité de la demande» par rapport à la variation du prix est aussi un point aggravant le «malaise en agriculture»[257]. En effet, au cœur de la théorie *néo-classique* se trouve l'idée que les marchés, via le signal des prix, équilibrent spontanément l'offre et la demande pour le «bien-être de tous». Ce précepte théorique peut n'est pas s'appliquer automatiquement sur les denrées alimentaires dont le thé.

«*La faible élasticité de l'offre et de la demande alimentaire par rapport aux prix, conjuguée aux comportements d'aversion au risque des producteurs en situation d'incertitude conduit à des marchés de type "chaotique" caractérisés par des séquences de prix extrêmement instables.*

---

[255] DROZ Y. *et al.*, *Malaise en agriculture. Une approche interdisciplinaire des politiques agricoles France-Quebec-Suisse*. Paris, Karthala, 2014, p.63.

[256] L'arrachage des théiers constituerait un autre investissement plus lourd que l'exploitant n'a pas. Les théiculteurs indiens des montagnes de Nilgiri lors de la crise de 1999-2000, ils ont dû opter pour d'autres stratégies de production et de commercialisation au lieu d'abandonner leur activité, voir à ce sujet HINNENWINKEL Ch. *et al.,* «Dynamiques agricoles dans les mots de Nilgiri (Inde) : entre crise économique et promotion de l'environnement», *Cahiers d'Outre-Mer*, n^0 247, 2009, pp.373-394.

[257] Nous reprenons le titre de l'ouvrage de Y. Droz *et al.*, *Op.cit.*

Dès lors, le signal des prix et l'ajustement spontané de l'offre et de la demande perdent toute pertinence pour permettre une quelconque efficacité économique dans la recherche du bien-être collectif»[258].

On peut définir l'inélasticité de la demande comme l'insensibilité de l'acheteur par rapport à la variation même du prix du produit. La demande est alors dite inélastique, c'est-à-dire qu'une baisse du prix du thé aux consommateurs ne va pas entrainer de facto une hausse proportionnelle de la consommation de ce produit. Pour le thé comme pour la plupart d'autres produits alimentaires, la consommation est plus ou moins globalement définie à l'avance.

Par ailleurs, le thé comme son «grand frère» le café, par exemple, dont dépend financièrement le Burundi, est un produit de luxe par excellence, facile à substituer par d'autres ou à arrêter un moment en cas de nécessite financière. On achète le thé quand on a les moyens, c'est un complément alimentaire, dont l'absence au menu ne crée pas le scandale. Pour cela, le Burundi ne pourrait pas, non plus, compter sur le marché intérieur pour écouler quelques tonnes du thé (comme l'a essayé l'Inde dans la région Nilgiri lors de la crise de 1999-2000)[259] encore moins pour le café: ces produits intègrent timidement les mœurs burundaises. Pour cela, on ne peut pas s'aventurer à hausser les prix à volonté.

De plus, les denrées alimentaires sont globalement des biens périssables. Il y a un délai limite de stock, et le public en est devenu conscient et très exigeant. Délicate denrée alimentaire, la subtilité des saveurs du thé est éphémère, ses principaux ennemis sont l'air, l'humidité, les odeurs, la lumière et la chaleur. Le Burundi comme tout autre pays producteur du thé ne pourrait pas alors prendre les risques de stockage de cette denrée pour une période plus ou moins longue afin de spéculer la hausse du prix.

Enfin, la détérioration progressive des termes de l'échange en défaveur du producteur des biens de consommation est un défi difficile à relever. Le coût de production (intrants agricoles, matériel d'usinage, main d'œuvre) monte continuellement au moment où le coût de vente stagne. Cette situation affaiblit les conditions de vie du producteur ainsi que ses capacités de s'adapter à l'environnement des échanges.

---

[258] KROLL J-C., TROUVE A. et DERUAZ M., *Quelle perspective de régulation après la sortie des quotas ? Faut-il encore une politique laitière européenne ?* rapport, Centre d'Economie et Sociologie appliquée à l'agriculture et aux espaces ruraux cité par DROZ Y. *et al., Op. cit.*, p.63.

[259] HINNENWINKEL Ch., *et al., Op. cit.*

c. La concurrence et l'instabilité des prix

Le thé est un produit du commerce mondial. Par ce caractère, cette denrée ne peut pas échapper aux contraintes du climat mondial des affaires dont la concurrence et l'instabilité des prix, sont parmi les caractéristiques.

La concurrence peut se faire à l'interne comme à l'externe. En effet, nous avons observé la «guerre»[260] engagée entre l'OTB et PROTHEM en 2011 autour du thé. La majoration du prix au producteur décidée par PROTHEM a perturbé les prévisions de l'OTB qui devait faire la même chose, de 140 Fbu à 220 Fbu par Kg de feuilles vertes. Cette libéralisation forcée a compromis la quantité et la qualité de la production théicole, car, au moment où certains exploitants orientaient «leur thé» vers la nouvelle entreprise, il y en a ceux qui donnaient la production de mauvaise qualité (car le contrôle n'était plus de rigueur)[261]. Une étude du domaine de la *gestion des entreprises* pourrait éclairer le coup des mesures stratégiques prises par l'OTB à cette époque pour s'ajuster à ce nouveau contexte concurrentiel.

Les producteurs du thé sont dispersés à travers le monde face à des acheteurs organisés et plus informés. Les inégalités et la concurrence empêchent aux producteurs de constituer une force efficace de revendication. L'OTB doit alors faire face à la concurrence des autres pays producteurs (une quarantaine de pays produit le thé dans le monde). Par le caractère même des produits agricoles, leur commerce profite beaucoup plus aux acheteurs qu'aux producteurs. Le domaine du thé est globalement l'Asie d'abord, l'Afrique de l'Est ensuite, ainsi qu'une moindre importance de l'Amérique latine. Il s'agit d'une mosaïque de pays éparpillés dans le monde, les uns plus puissants que d'autres. Le décalage est également très ressenti au niveau du volume de production entre grands et petits producteurs. Par exemple, la Chine (premier pays producteur du thé) compte plus d'un million de tonnes par an au moment où le Burundi a atteint 10 mille tonnes en 2014. Face à cette situation, les stratégies de marketing du petit producteur sont limitées. Lors de la crise économique des années 1930, le monde du thé a eu la conscience des enjeux de la production et de la commercialisation de cette denrée, on a alors mis en place l'*International Tea Commitee* (ITC) pour tenter la régulation en ce domaine. Les grand pays producteurs (Chine, Inde par exemples) sont des puissances économiques qui ont les moyens pour s'adapter à l'environnement mondial des échanges, ils sont également parmi les grands consommateurs de

[260] Le journaliste C. BITSURE titra son article d'avril 2011 «La guerre du thé à Mwaro» dans *Iwacu,* n^0 11, p.7
[261] Un véritable «jeu de cache-cache» dont les paysans sont les meilleurs championnats.

ce produit. A la suite des bonnes conditions climatiques chez un grand pays producteur ou de sa volonté d'étendre les plantations, sa production peut saturer le marché, gênant par là les stratégies des « petits joueurs ».

La concurrence se fait en jouant globalement sur quelques options : la quantité, la qualité, le prix, la régularité dans la livraison du produit, ainsi que les variétés du thé. Les petits producteurs sont pour la plupart des cas, des pays sous développés qui comptent sur un ou deux cultures d'exportation pour obtenir les devises pour leur fonctionnement. Ils comptent sur leur seule vache maigre qu'ils n'ont pas les moyens de soigner non plus de remplacer.

Les acheteurs du thé sont très conscients et plus informés sur la situation du thé dans le monde en général et les défis des producteurs en particulier, à travers des «salons de rencontres», des visites sur terrain, de la recherche, des contrats avec les producteurs, etc. C'est le cas d'une association à Paris, *Tasses et Terroirs,* qui diffuse un magazine mensuel *Nouvelle presse du thé.* Ce dernier s'informe sur l'état du thé dans le monde, des plantations aux tasses. Les acheteurs qui profitent de leur situation pour spéculer, sont présents sur tous les marchés, dans des diverses organisations et à travers plusieurs stratégies. Toute cette situation rend le processus de commercialisation très complexe et changeant au profit de l'acheteur d'abord et du grand producteur ensuite.

Pour le Burundi, sa situation loin de la mer et l'absence de voies ferrées, sont les défis de la commercialisation de ses produits. Au cours de la période d'embargo de 1997 à 1998, le Burundi a dû s'adapter aux nouvelles contraintes par la diversification des voies et marchés du thé[262].

A cela s'ajoute la volatilité des cours mondiaux du thé[263]. Par exemple, de 1993 à 2014, le prix moyen du thé burundais, même si il a connu des améliorations, il a eu également 9 baisses annuelles. En 1995, le prix moyen du thé est de 404 Fbu alors qu'il était à 510 en 1994[264]. Une évolution non linéaire caractérise le marché mondial des produits agricoles. Cette situation met

---

[262] Suite à ce contexte de blocus économique et aux effets de la guerre civile, la période de 1966 à 1998 correspond à la diminution du volume du thé vendu. Le Burundi a multiplié ses ventes directes avec ses clients asiatiques et européens.

[263] Il s'agit de la variation des prix d'une ampleur et d'une fréquence telle qu'elle devienne problématique, difficile à anticiper et outrepasse la capacité d'adaptation des producteurs et des consommateurs ; pour plus de détails à ce sujet*, voir* COUHARDE C., GERONIMI V. et TARANCO A.*,* « Les évolutions récentes des cours des matières premières agricoles », In,*Tiers Monde*, n^{0} 211 : Enjeux de développement et de sécurité alimentaire, Paris, Armand Colin, p. 9.

[264] Pour plus de détails, voir annexe 4.d.

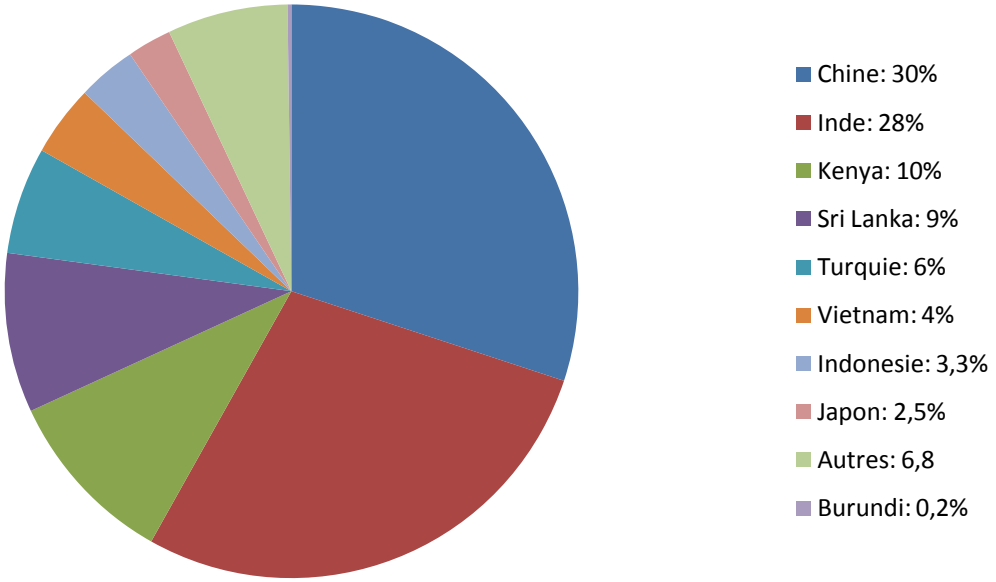
l'OTB dans l'embarras : s'adapter aux contextes imprévisibles du marché sans trop mécontenter le paysan. Une baisse du prix sur le marché occasionne une stagnation plus ou moins prolongée du prix au producteur.

2. Le Burundi et le commerce mondial du thé

a. Burundi : un très petit producteur dans un monde dispersé et inégal

Actuellement, une quarantaine de pays cultive le thé dans le monde. Ils sont repartis globalement en 3 grandes zones géographiques : l'Asie (la terre du thé), l'Afrique et l'Amérique latine. Le graphique qui suit, montre les proportions des pays producteurs du thé en 2012 pour un volume total de 4,5 millions de tonnes.

Graph.6. La production théicole mondiale en 2012



Source : construit à partir des données de http://chathe.fr/THE-Production.html plus les données de l'OTB (Département Commercial)

A partir de la figure précédente, on constate que les pays producteurs du thé sont dispersés dans le monde, avec une part fortement importante de l'Asie car sept des huit premiers pays producteurs se situent dans cette partie du monde. De plus, 2 premiers pays (la Chine et l'Inde) se partagent plus de la moitié du volume mondial (58%). Le Kenya, premier producteur africain prend la troisième place au niveau mondial (10%). Sur le graphique, le Burundi, très petit producteur (0,2%) est quasiment invisible. Une trentaine d'autres pays (asiatiques, africains et latino-américains, ...) se partagent 6,8 % de la production mondiale.

Comment se comporte le Burundi en tant que petit pays producteur pour s'adapter à l'environnement mondial des affaires du thé, concurrent et très complexe ?

b. Les stratégies de marketing d'un petit producteur[265]

b.1.L'option qualité

Le Burundi cultive la *variété thé d'Assam*. C'est le thé produit traditionnellement dans les collines des zones élevées en altitude, du Nord-Est indien, reconnu pour sa qualité du thé noir. Ne pouvant pas s'aventurer sur l'extension massive des superficies (défis fonciers et financiers), non plus sur la diversité des types de thé (défis matériel et financier), le Burundi, pour se frayer une place dans l'univers des affaires du thé, opte pour la production du «thé noir de haute qualité»[266]. « Partout dans le monde, les bons thés ne sont cueillis qu'à la main. En Asie, il est extrêmement rare de voir un homme accomplir cette tâche. Seuls les gestes délicats, la dextérité et la patience des femmes, dit-on, permettent un bon rendement sans compromettre la qualité de la récolte »[267]. Au Burundi, il a toujours été recommandé de soigner la cueillette du thé, une *cueillette fine*, c'est-à-dire un bourgeon terminal plus les deux premières feuilles. C'est l'opération de *triage* qui distingue les différentes «catégories» du thé produit. Pour le thé noir, principalement deux «catégories» sont commercialisées : la première catégorie dite «thé de première qualité» représente 90% de la production burundaise ; elle est également subdivisée en 4 «grades». Elle était plus orientée vers les enchères de Londres jusqu'en 1999 (avant l'abandon de ce marché à cause des frais commerciaux plus élevés)[268]. La deuxième «catégorie» représente 10% du thé burundais; elle regroupe elle aussi 6 «grades»[269].

Le thé burundais est apprécié pour la constance du produit et l'éclat de sa liqueur. Il faut de la maîtrise et de la rigueur avec de très bonnes conditions de cueillette, de transport et d'usinage pour obtenir cette qualité de thé sec. Avec cette option, l'OTB se garantit le meilleur prix sur le marché. En 2009, le thé burundais a remporté la 3è place, par sa qualité à l'échelon mondial, après le Kenya et le Rwanda (Cette amélioration de la qualité a été rendue possible par

---

[265] Le *Dictionnaire Universel* (p.775) définit marketing comme l'ensemble des démarches, des méthodes et des techniques, ayant pour objet l'adaptation de l'offre à la demande sous tous ses aspects (quantité et qualité des produits, publicité, études de marchés, etc.).

[266] *Icayi cacu gifise akanovera* (notre thé est de très haute qualité) vous dira tout le monde, y compris le paysan, sans détails ! Le Burundi privilégie également l'option qualité pour le café, *voir* à ce sujet H. Cochet, *Etude de la stratégie des producteurs de café au Burundi*, p.104

[267] SANGMANEE K. –Ch., *et al.*, *Op.cit.*, p.52.

[268] Une anecdote dit que la reine d'Angleterre consommé le thé d'Ijenda !

[269] BUCIMBONA C., *Op.cit*, p.9.

la mise en place d'équipements performants installés lors du processus de la réhabilitation des usines à thé, amorcé depuis 2008). Pour l'année 2015, le thé burundais fut classé premier aux enchères de Mombassa. Par ailleurs, une étude en économie rurale, de 1999, recommande la qualité comme stratégie de la compétitivité du thé burundais : « *Si le comportement du marché obéit à la loi de l'offre et de la demande, la qualité de la feuille produite reste le facteur décisif pour les petits producteurs. Pour arriver à préserver la régularité dans la qualité de son produit, l'OTB devrait former des tea-makers. L'instauration d'une prime de qualité devrait non seulement améliorer la qualité du thé mais aussi la traçabilité du produit*»[270]. Cette stratégie de maximiser la qualité protège le thé burundais contre la concurrence et les récessions en ce secteur. Même les grands pays producteurs du thé comme l'Inde ont commencé à mettre en avant beaucoup plus l'option qualité: « *Le nouveau millénaire amène avec lui la "qualité" – la clé qui peut assurer le succès d'une industrie dans ce marché mondial. La production n'est plus suffisante pour répondre à la demande du marché, mais la qualité du produit est aussi un facteur important à considérer pour le maintien de toute industrie* »[271]. Depuis les années 2000, les usines indiennes recommandent alors la reprise de la *cueillette fine et manuelle* (au lieu de l'usage de la serpe) pour maximiser la qualité du produit. Quelques usines indiennes ont alors mis en place un système de «rémunération différenciée», consistant à payer plus cher les feuilles cueillies selon les normes visant plus la qualité que la quantité.

L'OTB garde sa rigueur sur le contrôle de la qualité du thé depuis les champs jusqu'au marché. Des quantités de feuilles, jugées mauvaises, sont chaque fois jetées pour ne pas compromettre la qualité de toute la production.

Néanmoins, cette option de la qualité a aussi ses limites. La cueillette est très exigeante qu'il est difficile aux paysans de cueillir en totalité leurs chams dans un contexte de difficultés de main d'œuvres et de l'inefficacité de l'OTB dans la collecte des feuilles; le marché devient aussi relativement réduit car le prix élevé et l'état sanitaire ou simplement les habitudes alimentaires de quelques uns peuvent relativement réduire la demande de ce produit de très haute qualité. L'OTB cherche actuellement à diversifier la gamme de productions par l'introduction du *thé vert*.

---

[270] NKURUNZIZA T., Thonon A. et NDIMIRA P-F., *Op.cit.*, p.196.

[271] SIVAKUMAR B.R.K. *et al.*,*Tea quality upgradation in small sector.* Coonoor : Tea Board and Krishi Vigyan Kendra, (Field technical report), 2001, p. 12) *cité par* HINNENWINKEL Ch. *et al.*, *Op.cit*. p.390.

b. 2. La répartition de la production selon les marchés

Plus de 90% du thé burundais est exporté. Les grands consommateurs du thé burundais sont les Britanniques, les Américains, les Allemands et les Pakistanais. Le thé burundais est reparti selon les 3 trois marchés : marchés aux enchères, marchés sous contrats privés et marché local.

En effet, les « enchères » internationales du thé sont théoriquement régies par une régulation qui défend théoriquement aussi bien les intérêts des producteurs que ceux des courtiers. Ces derniers, connaissant bien la situation du marché, assurent le contact entre le producteur et l'acheteur au cours des différentes transactions[272]. Les enchères reçoivent généralement les meilleures qualités de thés et offrent les prix élevés.

Les grands centres d'enchères du thé dans le monde sont Londres, Mombassa, Colombo, Calcutta et Cuwahari. Jusqu'en 1998, le thé burundais était vendu aux enchères de Londres et de Mombassa. En effet, en 1811, une association «London commercial Sales Rom» avait été créée. En 1833, elle donna naissance aux enchères de Londres. Ces dernières ont toujours été considérées comme «le meilleur indicateur du marché»[273] pour les vendeurs comme pour les acheteurs de thés. Le Burundi a abandonné les enchères de Londres depuis juin 1998, à cause des frais commerciaux devenus lourds. Le Burundi a dû alors augmenter le volume des «ventes directes » et surtout les enchères de Mombasa. Ces dernières ont commencé en 1956 pour la vente des thés de l'Est Africain. A cause du blocus économique imposé contre le Burundi, ce dernier ne pouvait pas fréquenter ce marché au cours de la période de 1997 à 1998. Actuellement, les enchères de Mombassa constituent le plus important marché du thé burundais (plus de 70% depuis les années 2000).

Le deuxième type de marché concerne ce qu'on l'appelle «contrats privés» ou «ventes directes». Il s'agit des contrats privés négociés entre le producteur et l'acheteur en référence aux prix réalisés aux enchères et la production disponible[274]. On négocie le prix en tenant compte de la qualité, de la quantité et du délai de livraison de la marchandise. Le thé burundais est acheté «sous contrats privés» à Mombassa, à Dar es Salaam, aux marchés privés du Royaume –Uni,

---

[272] Les courtiers de l'O.T.B sont principalement African Tea Brokers (A.T.B), Combrok LTP, Union Tea Brokers LTD et Anjeli LTD pour Mombassa et Thomposon Lloyd et Eward, pour les enchères de Londres.
[273] BUCIMBONA C. , Op.cit., p.13.
[274] *Ibidem*, p.15.

d'Irlande, du Pakistan, d'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, etc[275]. Il serait intéressant d'analyser au fond les motivations et les stratégies des grossistes du thé en faisant recours aux contrats avec les pays producteurs[276]. Les difficultés financières des producteurs, aggravées par la détérioration progressive du taux de change, y seraient pour quelque chose.

Le commerce mondial fait recours aux jeux de marketing et de spéculation complexes dans un contexte de concurrence notoire. Pour le producteur, le souhait est de vendre beaucoup, vite et à un prix élevé. C'est pourquoi il essaie de fréquenter différents marchés. Le producteur préfère les enchères pour alléger les coups liés aux frais des «intermédiaires». Les grands acheteurs du thé sont généralement les mêmes pour les enchères que pour les ventes privées. Ils se connaissent aisément et se rencontrent dans diverses organisations en rapport. Un grand pays producteur peut être en même temps importateur du produit (exemple de la Chine). Compte tenu de l'instabilité des prix et face à cet «environnement changeant à plusieurs paramètres»[277], il y a risque de perdre si on s'y lance sans informations actualisées. Bien informé sur l'état du marché, le grossiste vise la qualité, la quantité et la régularité, à un «meilleur prix».

Enfin, à côté de la production exportée, une faible quantité du thé burundais est vendue sur place (moins de 10%). Les principaux consommateurs locaux du thé sont les campus universitaires[278], les écoles secondaires à internat, les camps militaires, les hôtels, les restaurants et certains ménages urbains. Ainsi, l'O.T.B vend localement son produit par intermédiaires en suivant ce schéma: O.T.B→Grossistes→Détaillants→Consommateur final. Ce circuit présente un avantage du fait que les grossistes connaissent mieux leurs marchés plus que les agents de l'O.T.B. Les «unités de production» vendent également le thé aux habitants des environs.

---

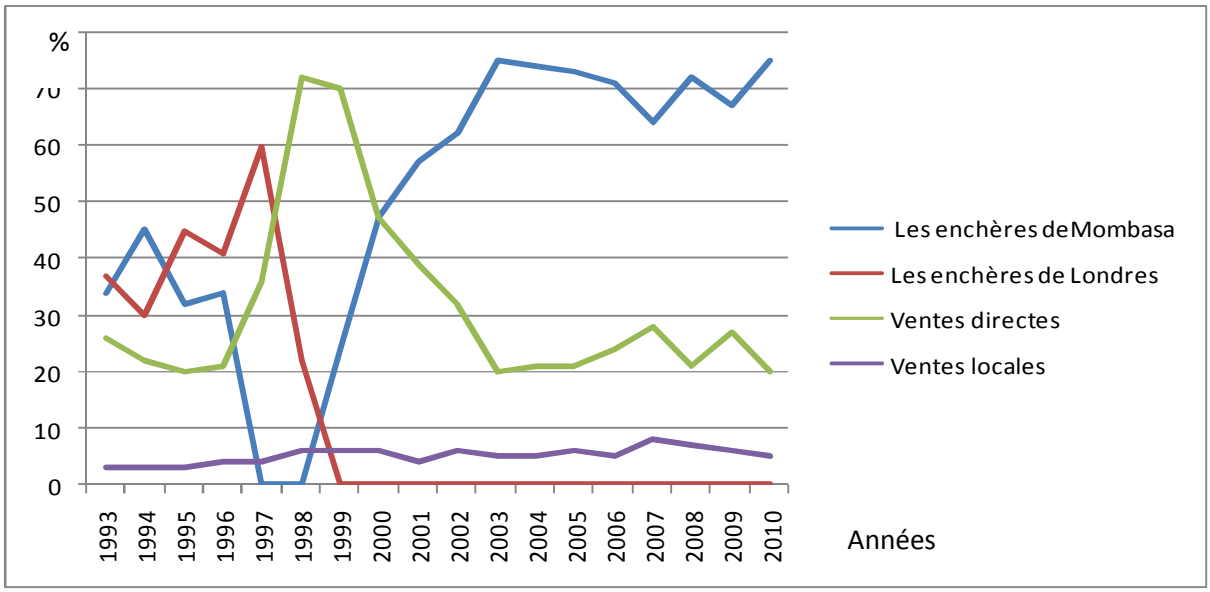
[275] Les principaux acheteurs directs sont National Tea Company (Oman), M.J Clarke (Mombasa), Browne Rosenheim (Londres), Gokal Trading (K) LTD (Mombasa), LINDOP & Co LTD (Mombasa), Kashif Paracha (Pakistan) et K.N.A. FAROOQI (Pakistan)

[276] Cette politique de contrats a des ressemblances avec la pratique du monde rural dite *Umurwazo* (achat à l'avance), où un commerçant du coin achète à très bas prix un champ (du café, du bananiers, d'haricots,…) en croissance pour revendre la récolte avec profit.

[277] BUCIMBONA C., *Op.cit*. p.67.

[278] De 2005 à 2011, l'effectif des étudiants internes de l'Université du Burundi variait entre 3500 et 3900. Chaque étudiant consomme 1, 5g du thé par jour. La consommation annuelle approchait 2tonnes. Il convient de signaler que les étudiants, les élèves, les militaires n'ont plus droit au petit déjeuner, donc au thé.

Graph. 7. L'orientation du thé burundais selon les marchés de 1993 à 2010 en %



Source : Construit par à partir des données du Département commercial de l'OTB.

A travers le graphique précédent, nous remarquons la non fréquentation des enchères de Mombasa pour les années 1997 et 1998. Cela est dû au blocus économique imposé contre le Burundi après le putsch de 1996. Le Burundi a alors orienté beaucoup plus son produit vers les «ventes privées», en Asie et en Europe; de 1996 à 1999, celles-ci passèrent de 21% à 70% du volume vendu. Les enchères de Mombasa seront reprises en 1999, après la levée de l'embargo, et à partir de cette année, la courbe de ce marché ne cesse d'évoluer vers le sommet. Depuis 1999, la courbe des enchères de Londres est descendue au niveau zéro, pour toujours, suite à l'abandon de ce marché à cause des coûts commerciaux devenus lourds (surtout les coûts de transport). Quand aux ventes locales, leur évolution est à pas de caméléon. De 1993 à 2010, elles ne représentent qu'entre 3 et 8% de la production nationale (nous lancerons le débat après).

En bref, l'OTB est une société agro-industrielle publique sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, qui s'occupe de la théiculture en contrôlant 5 Complexes Theicoles. Sa mission du «développement et de la commercialisation du thé» mérite un débat ouvert, au delà du discours officiel. Le thé est cultivé et produit par et dans les 5 *unités de production* pour être exporté directement. La réalité fait alors de l'OTB un acteur centralisateur et superviseur. S'occupant du marketing d'une très faible production dans un environnement

mondial des échanges, inégal, concurrentiel et complexe, le Burundi opte comme stratégie de marketing, la production du «thé noir de haute qualité» qu'il repartit sur les différents marchés.

V. Entre le monopole et la libéralisation de la filière thé au Burundi

Nous n'allons pas revenir sur le débat au tour de la libéralisation ou de la privatisation des entreprises dans les pays du Tiers-monde. Des études ont contribué à montrer l'«origine cognitive occidentale» des politiques économiques africaines. E. Sentamba montre la répercussion des référentiels mondiaux de développement sur les politiques publiques au Burundi[279]. La politique de «moins d'Etat» prônée par la Banque Mondiale et la FMI à partir des années 1980 a laissé des doutes et des questionnements sur son efficacité et son application dans les pays concernés. La question de la libéralisation de la filière thé reste d'actualité au Burundi. La Promotion de la Théiculture à Mwaro (PROTHEM) fut la première entreprise privée à percer ce secteur.

A. L'historique de PROTHEM

Lors de la campagne pour les élections de 2005, le parti MRC, du Colonel E. Bayaganakandi, mobilisait la population de la province de Mwaro et de ses environs pour adhérer à leur programme en leur promettant la distribution des jeunes théiers et la construction d'une usine à thé, privée[280]. L'idée de la libéralisation du secteur théier fut répandue, nottament, lorsque le gouvernement burundais signa le 20 septembre 2007 un «*Décret sur la libéralisation de la filière thé*». Ainsi, des «rumeurs» et des craintes sur la privatisation de la filière thé, circulaient parmi le personnel de l'O.T.B, sans épargner le milieu des théiculteurs.

Parallèlement, une usine dénommée PROTHEM (Promotion de la Théiculture à Mwaro) fut installée en commune de Gisozi en 2011 avec comme objectifs de «désengorger les usines de thé de Tora et d'Ijenda»[281] et d'étendre la théiculture à Mwaro. Elle avait obtenu le financement de l'Union Européenne pour la mise en place de 875 Ha de plantations theicoles.

---

[279] SENTAMBA E., *Op. cit*., p. T.1, pp.78-133.
[280] Cela montre l'intérêt que la population apporte à cette culture dont elle manque les opportunités pour l'intégrer dans leurs exploitations.
[281] BITSURE J. C., « Guerre du thé à Mwaro», *Iwacu*, Bujumbura, 2011, n^{0}111, p.7.

En avril 2011, la nouvelle entreprise commence la collecte et le traitement des feuilles vertes, à un prix de 200Fbu le Kg (alors que l'O.T.B achetait le kg à 140Fbu). Comme ses propres plantations étaient insuffisantes, elle acheta le thé des paysans «encadrés» par l'O.T.B dans les régions de Tora et d'Ijenda ; l'Etat contesta vivement cette attitude. La guerre du monopole du thé ne faisait que commencer.

B. La libéralisation de la filière: la «guerre du thé»[282], la « guerre » du monopole

Au cours de son histoire, le thé a toujours été au cœur des conflits de monopole, les uns plus importants que les autres[283]. Au Burundi, le thé fut le monopole de l'Etat pendant plusieurs années**.** Quand PROTHEM a commencé la collecte des feuilles vertes en 2011, l'O.T.B a émis de protestations. Le personnel de l'O.T.B et l'administration ont été mobilisé pour mener une propagande contre cette nouvelle entreprise[284]. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a, maintes fois, fait des «remarques et avertissements» quant à la fermeture de cette entreprise privée et notait que le gouvernement burundais avait déployé beaucoup de moyens pour la mise en place des plantations theicoles ; ce qui poussait l'OTB à ne pas autoriser les Sociétés privées à «récolter ce qu'elles n'avaient pas semé».

Face aux différentes accusations et perturbations, le Représentant légal de PROTHEM, E. Bayaganakandi, dénonça l'injustice envers son entreprise en ces termes: *« Il paraît injuste de vouloir pénaliser notre entreprise qui n'a violé aucune loi dans ses activités»*[285]. L'administration et la police décourageaient cette entreprise et l'empêchaient de collecter des feuilles du thé dans les zones sous l'influence de l'OTB. Pr exemple, à Nyamurenza et à Gasenyi

---

[282] *Idem*

[283] On se souvient des événements de « Boston Tea Party » en décembre 1773 aux Etats Unis d'Amériques, qui en raison de leur tournure spectaculaire et de leur caractère symbolique, furent considères comme le premier acte de la guerre d'Indépendance dans ce pays. Le thé fut également au cœur des stratégies de monopole entre les compagnies maritimes occidentales depuis le XVIIème Siècle, d'une part et entre les Anglais et la Chine d'autre part. La part du thé dans les enjeux coloniaux n'est pas moins importante, notamment en Asie et en Afrique orientale. Selon l'historien français Paul Butel, « *les plantations de l'Assam, fleuron de l'Empire des Indes, se développent dans le sang et les larmes : par dizaines de milliers, les coolies y furent massacrés. Tel fut le prix de l'expansion brutale d'une économie conquérante qui soutiendra le raffinement des salons victoriens* ».

[284] En 2011, nous avons eu l'honneur de suivre des réunions sur la colline Matyazo, dans la foulée de cette « guerre du thé ». Au moment où le chef de colline (en même temps vulgarisateur de l'OTB) mobilisait la population contre PROTHEM, son conseiller (proche de cette nouvelle entreprise) s'activait pour la faire connaître. Nous avons constaté comment les vulgarisateurs et les administratifs étaient dans l'embarras face cette situation. Dans ce pays, une affaire, simplement technique, peut récupérer facilement les aspects politiques et devient par après violente.

[285] BITSURE J.C.*, Op.cit.*, p.7

en commune de Rusaka, les agents de l'O.T.B et les policiers ont empêché les camions de transporter le thé vers l'usine de PROTHEM. Les paysans voulant vendre le thé au plus offrant, c'est-à-dire à PROTHEM, ont, à leur tour, bloqué les camions de l'OTB. Les témoignages prouvent la satisfaction de la population par rapport à cette nouvelle entreprise. A ce sujet, Gasitori D. ne cache pas sa position : «*Comme l'O.T.B nous a toujours volé, nous donnerons notre thé à PROTHEM* »[286]. Et Ntamutumba G. note que « *c'est bien d'avoir plusieurs marchés, c'est une voie vers le développement (ni inzira y'iterambere)* »[287]. L'Administrateur communal de Rusaka abonde dans le même sens, en affirmant qu'avec cette nouvelle entreprise, «le paysan a poussé un cri de soulagement».[288]

Alors, après une phase de guerre médiatique et de différentes perturbations, la nouvelle entreprise finira par fonctionner et l'OTB s'adapte au nouveau contexte par plusieurs stratégies comme la majoration du prix au producteur. Par ailleurs, il nous semble que les bailleurs des deux entreprises auraient joué discrètement la médiation.

Au moment où les paysans réclament sans cesse les jeunes théiers pour la mise en place de nouvelles plantations, on comprend mal comment tout le monde veut goûter sur le profit du thé, mais en refusant d'y consacrer de lourds investissement par l'extension remarquable des superficies theicoles dans toutes les zones qui seraient aptes à cette culture.

Nous pouvons dire que l'idée de libéralisation de la filière thé est encore «une émanation du Haut», une volonté des bailleurs, comme c'est souvent le cas pour les autres secteurs. Elle s'inscrit dans la *politique néolibérale* enclenchée depuis les années 1980, préconisant le retrait progressif de l'Etat dans les secteurs de la vie du pays pour laisser la place aux investisseurs privés ou aux organisations des paysans producteurs. Depuis 1999, des études-expertises comme le «Plan de redressement» ou l'article de T. Nkunzimana, A. Thonon et P-F Ndimira[289], proposent la libéralisation ou la privatisation du secteur théier au Burundi (aucune analyse critique sur son organisation bureaucratique). En finançant en même temps l'OTB et la PROTHEM, l'Union Européenne voulait-elle accélérer la libéralisation de la filière thé ? La

[286] GASITORI D., Martyazo, le 1août 2011.
[287] NTAMUTUMBA G., Shana, le 1 août 2011.
[288]NZIBAVUGA F., Administrateur de la commune Rusaka, Rusaka, le 05 mars 2012.
[289] L'article déjà cite de ces experts, fait penser à un processus de privatisation déjà en cours. Ils donnent toute une série de recommandations pouvant redynamiser la filière théicole avant sa privatisation. Une analyse approfondie est nécessaire pour comprendre cette évolution des discours, les acteurs et les enjeux de la question. L'OTB parle de libéralisation au moment où ces experts parlent de privatisation.

montée croissante des prix des matières premières depuis le milieu des années 2000 aurait-elle des liens avec ce regard envers la source du thé ?

A voir les réticences de l'Etat et les destructions que subissent également la stevia (une autre nouvelle culture de rente dont les patrons de PROTHEM, sont promoteurs), on peut penser que l'Etat burundais ne souhaite jamais perdre le monopole de la paysannerie ; si on prend en considération ce que représente cette dernière du point de vue symbolique, économique et politique.

Cette libéralisation timide de la filière thé a quant même été bénéfique pour les théiculteurs. Ceux-ci profitent de la hausse du prix de leur produit, suscitée par la concurrence dans ce secteur. Depuis lors, même s'il reste un acteur très influent, l'Etat burundais n'a plus le monopole sur tout le secteur théier.

A travers ce deuxième chapitre, nous pouvons dire que, de la légende à la réalité, le thé a fait un long processus pour conquérir le monde et les civilisations. Arrivé au Burundi en 1930, le théier tardera vraiment à intégrer le système agraire. Repris au début des années 1960 dans le contexte de la diversification des recettes d'exportations et de l'amélioration des revenus des paysans, le programme théier marque les politiques publiques agricoles du Burundi indépendant avec ses bailleurs de fonds, qui mirent en place, d'une part les plantations étatiques, d'autre part la théiculture paysanne. Cette culture a connu des débuts relativement difficiles suite à ses exigences en temps et en terres, à l'autoritarisme des « maîtres du développement » et à la prudence, sinon la méfiance des paysans, envers un programme conçu « loin» de leurs soucis quotidiens.

Arrivé sur les hauteurs d'Ijenda au début des années 1970, le théier a trouvé des conditions pédoclimatiques très favorables que cette région se classe la deuxième pour le total des superficies theicoles nationales et la première si l'on tient compte seulement de la théiculture paysanne.

Assurant le contrôle de 5 Complexes théicoles, l'*OTB siège*, est-il un organe étatique bureaucratique, centralisateur, superviseur et supplémentaire, ayant longtemps gardé jalousement le monopole de la filière théicole avant l'avenue d'un petit concurrent de PROTHEM ? En inscrivant la théiculture dans un contexte plus global, quels seraient les enjeux majeurs autour de la politique de la libéralisation ou de la privatisation de cette filière au Burundi ?

Pour s'adapter au contexte du marché mondial du thé, le Burundi a opté pour la production du «thé noir de haute qualité», garantissant le meilleur prix. Sa faible quantité (0,2% de la production mondiale) est repartie sur les différents marchés pour s'adapter à cet environnement des affaires très complexe et concurrentiel.

CHAP. III. L'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA THEICULTURE DANS LA REGION D'IJENDA

Le thé est une filière, c'est un système complexe: du terroir à la tasse, le thé fait un long parcours de plusieurs étapes. Son exploitation, son identification au terroir, à l'espace et à la société, est un sous système de ce long processus. Le bilan d'une quarantaine d'années de la théiculture dans la région d'Ijenda est analysée en considérant cette culture comme un système ayant des effets directs comme indirects sur l'espace et sur la société. Le modèle de l'*évaluation systémique d'impacts* proposé par J. Delarue et H. Cochet[290] nous permet, d'une manière ou d'une autre de replacer la théiculture dans son environnement afin d'analyser en long et en large les changements socio-économiques qui seraient imputables en tout ou en partie, à cette culture dans cette région, dans la longue durée. Evaluer un projet comme celui de l'extension de la théiculture sur une période d'un demi -siècle (par ailleurs un programme en cours) se révèle problématique car, comme le précise J. Delarue et H. Cochet, ce n'est pas seulement se contenter de la comparaison de la situation d'après le projet avec celle d'avant ; ce qui pourrait conduire à la surestimation de l'impact du projet[291]. Il s'agit ici d'aller au delà des objectifs de départ pour enrichir le débat sur l'impact économique et social de ce nouveau matériel végétal en décryptant les discours officiels sur cette culture.

Nous allons nous interroger principalement sur les dynamiques du système agraire et de l'espace, la notion de revenu et de pouvoir d'achat du paysan, de l'emploi, du niveau de vie des populations , ainsi que divers effets sociaux et culturels induits par la pratique de cette plante.

I. L'impact économique de la théiculture

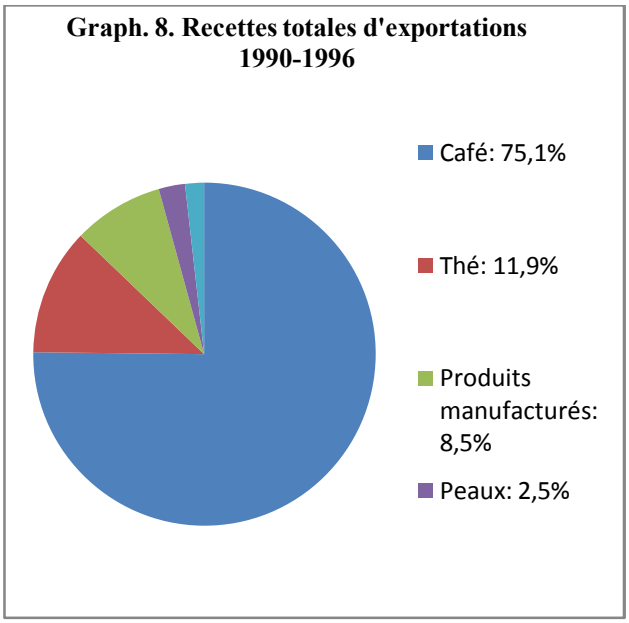
De part son histoire, le thé a toujours servi les économies des Etats et celles des populations. Au Burundi, les recettes tirées de la vente du thé contribue du point de vue économique, du haut sommet de l'Etat jusqu'aux ménages en passant par les caisses communales. La création d'emplois, la monétarisation et le développement des échanges

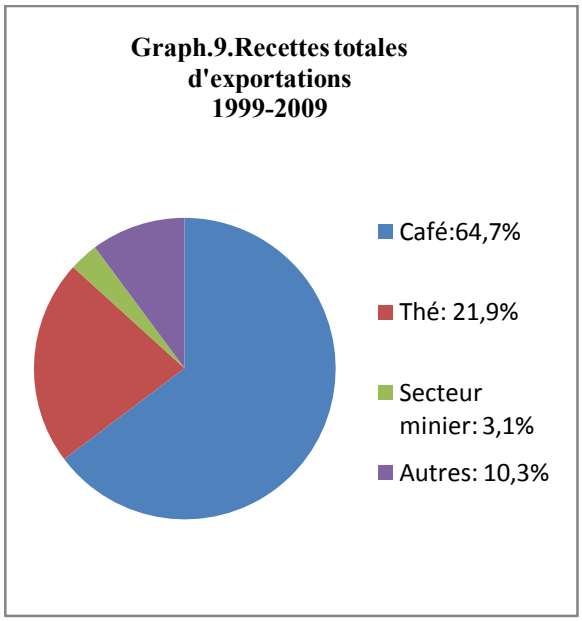
[290] DELARUE J. et COCHET H., «Proposition méthodologique pour l'évaluation des projets de développement agricole. L'évaluation systémique d'impact», *Economie rurale*, n^0 323, mai-juin 2011, p.36.
[291] *Ibidem.*

commerciaux contribuent aux mutations longues de l'économie rurale ainsi qu'à l'évolution du niveau et du style de vie des populations de la région d'Ijenda.

A. La part de plus en plus importante du thé dans les recettes nationales d'exportations

Nous avons déjà montré qu'en introduisant le thé, le Burundi voulait diversifier ses cultures d'exportation pour développer son économie. Il souhaitait profiter des recettes théicoles pour palier aux défis de son économie. Le Département commercial de l'OTB suit de près la vente du thé sec. En collaboration avec les services comptables, il fait les calculs et donne les rapports au Conseil de Direction, qui, à son tour, les transmet au Ministère de tutelle et au Ministère des Finances. Le thé constitue la deuxième culture (après le café) pour les recettes d'exportations, comme l'indiquent les graphiques suivantes:





Source : Le graph. 8 est construit à partir des données de la BRB et celles du Service de la Planification Macro-économique du Ministère de la Planification, du Développement et de la Reconstruction ; voir annexe 5 j. Le graph.9 est construit à partir des données de la BRB, *Bulletin trimestriel*, *Cité par* ISTEEBU, *Annuaire des Statistiques du Burundi 2009*. Bujumbura, 2012, p.36 ; voir annexe 5 k.

Pour la période de 1990 à 1996, le Burundi a enregistré un montant cumulé des recettes totales d'exportations équivalant à 118 550, 5 millions de Fbu dont 14 220,6 millions pour la vente du thé, soit 11, 9% après le café (75,1%). Concernant la période de 1999-2009, l'influence du thé dans les recettes d'exportations est grandissante, elle s'est doublée (voir le graph.9). Au cours de cette décennie, le Burundi a enregistré un montant de 538 728,9 millions de Fbu pour le

total des recettes d'exportations dont 118 334,5 millions Fbu pour la vente du thé, soit 21,9% après le café (64,7%)[292].

En analysant les deux graphiques précédents, nous constatons la montée de l'influence du thé dans les recettes burundaises d'exportations à partir des années 2000. Cette situation est expliquée par les performances enregistrées dans le secteur théier comme l'accroissement des rendements des exploitations (de 2007 à 2011, le rendement à l'Ha est passé de 4 428 tonnes de feuilles à 5 371 tonnes) et au sein des usines, le marché plus ou moins rassurant[293], mais également par la régression progressive de la rente caféière. Après les deux produits phares des exportations burundaises, vient une dizaine de produits de éparpillés, de moindre importance : le secteur minier, les peaux, la bière, les cigarettes, les poissons, le quinquina, le bois, le coton, etc. représentant au total 10,3% des recettes d'exportations[294].

De même, le volume des recettes theicoles ne cessent de s'accroître: par exemple en 2009, elles n'étaient que 16,17 millions de dollars américains, puis 18,78 millions de dollars en 2010 pour atteindre 23 millions de dollars en 2015. Le thé, sans toutefois remplacer le café, en panne, il est le second dans les recettes d'exportations. Bien que le territoire national apte au théier est réduit, il existe des zones encore disponibles et une motivation croissante des paysans envers cette culture depuis l'entrée des privés dans la filière. Le thé étant la deuxième culture d'exportations et l'OTB, une entreprise publique, l'argent tiré de la vente du thé sec contribue au budget de fonctionnement de l'Etat, au fonctionnement de l'entreprise et au paiement du personnel de l'OTB et des theiculteurs. Par exemple en 2005, 17% de l'argent du thé a servi aux salaires et à sécurité sociale du personnel (INSS et Mutuelle de la Fonction Publique) et au paiement de la main d'œuvre tandis que 31 % était réservé aux revenus des paysans theiculteurs, le reste, plus de 50 % contribue aux affaires courantes de l'Etat.

---

[292] Il est très utile d'essayer de convertir ces montants de franc burundais en dollars ou en Euro pour voir ce qu'ils peuvent représentent dans les échanges globaux. Nos recherches ultérieures se pencheront également sur ce point.

[293] Par ailleurs, pour l'ensemble du marché des produits alimentaires les prix sont à la hausse depuis 2008 ; voir l'article de COUHARDE C., GERONIMI V. et TARANCO A., *Op.cit*.

[294] Pour plus de détails à ce sujet, voir l'annexe 5 j et k.

B. L'apport du thé dans les recettes communales

Une entité administrative, comme la commune, a besoin des moyens financiers pour réaliser ses différentes activités. Les recettes des communes burundaises proviennent principalement des taxes sur les activités commerciales, moins diversifiées. L'agriculture y joue un rôle important. Ces communes ont des marchés qui se tiennent en général deux fois par semaine, à l'exception de quelques centres plus ou moins animés. Une somme (100 Fbu minimum) est taxée à celui qui vend sa production. Pour les théiculteurs, cette somme est transférée sur les comptes bancaires des communes respectives. Pour la commue de Rusaka par exemple, une somme de 100 Fbu par théiculteur était «retenue à la source»[295] et versée sur le compte de la commune, jusqu'en 2011.

Tabl. 4. L'évolution des recettes theicoles pour la commune de Rusaka (2004-2010)

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Montant en Fbu	2623500	2877600	2961200	3158400	3279000	2160000	2394000	19454600

Source : BUKURU J.et KWIZERA Nadège., *La théiculture dans le développement Socio-économique des ménages du périmètre villageois d'Ijenda.* Mémoire de licence, FSEA, Bujumbura, Université du Burundi, 2009.

Si nous considérons ces 7 années, nous constatons que les recettes theicoles communales ne varient pas énormément, sauf pendant la période de la *taille*, l'abandon des parcelles, la mise en place de nouvelles plantations et le partage d'une plantation entre deux ou trois fils par l'héritage familial (ce qui augmente l'effectif des théiculteurs, donc des contribuables). La moyenne annuelle dépasse peu 2 700 000 Fbu. Ces «recettes sur les cultures industrielles», constituent un apport pour le budget de la commune. Exemple, pour la commune Rusaka, en 2007, le thé a donné 3 158 400Fbu sur le total de 25 427 820Fbu (soit 12,4%), en 2008, les recettes théicoles s'élevaient à 3 279 000Fbu sur le total de 18 458 510Fbu (soit 17,7%) tandis qu'en 2 010, elles étaient de 2 394 000Fbu sur 17 401 355Fbu, soit 13,7%.

Selon l'administrateur communal, cette somme sert au paiement et à la contribution pour la sécurité sociale du personnel communal et à l'achat de l'équipement scolaire[296]. Depuis 2011, cette somme n'est plus retenue à la source à cause des conflits fonciers entre la commune de

[295] Cette somme de 100 F n'est pas identique pour toutes les communes. A Mugongo -Manga, elle est de 200Fbu. A Rusaka, le théiculteur donne 100 FbU comme pour toutes les marchandises.
[296] NZIBAVUGA, F., Administrateur communal, Rusaka, le 05 mars 2012.

Rusaka et l'OTB[297]. Ainsi, chaque théiculteur contribue cette fois ci, à chaque paie, une somme de 1 000 Fbu pour le «développement». A quel niveau la libéralisation de la filière thé contribue-t-elle à l'amélioration des recettes par le paiement des impôts et des taxes? Cette question attirera notre attention au cours de nos recherches ultérieures, dans le cadre d'une thèse.

C. Le revenu théicole, le pouvoir d'achat et les dépenses des ménages

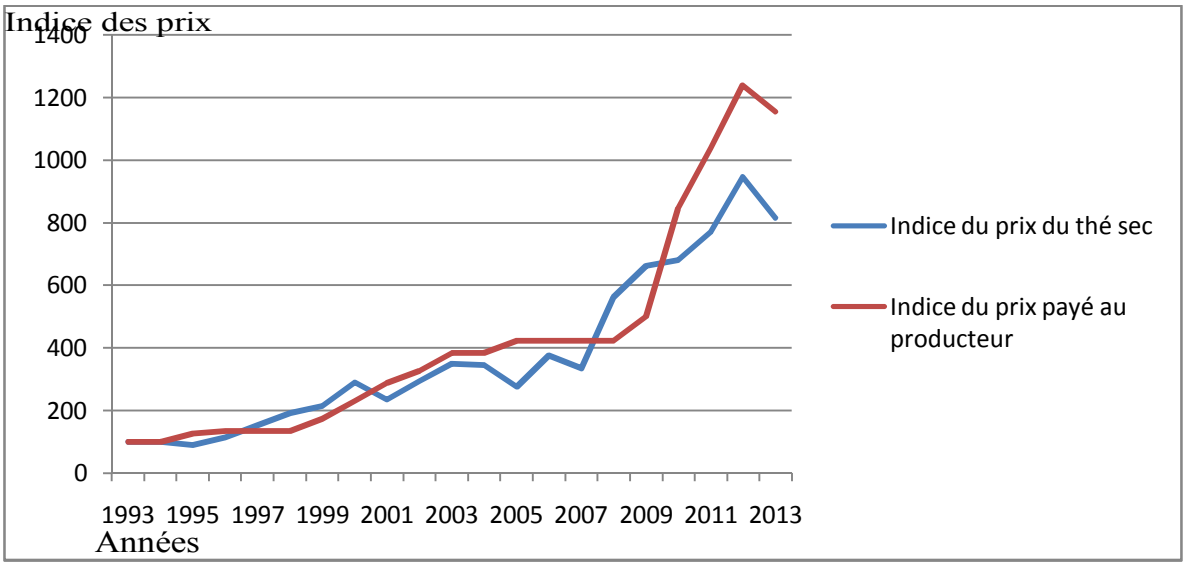
1. L'évolution du prix au producteur et le revenu théicole

L'évolution du prix au producteur est un enjeu majeur des politiques agricoles et de leur réussite, si ce n'est économique, du moins social. C'est l'exemple frappant du «modèle top-down». Comme le prix des feuilles vertes est décidé par l'OTB en jouant sur la situation du marché, l'évolution du prix influence directement sur plusieurs autres éléments comme la motivation des exploitants, la production, le revenu et le pouvoir d'achat des producteurs. Le prix payé au producteur a toujours été au cœur de la politique théicole. Une faible rémunération occasionne la négligence des paysans par rapport à cette culture. L'OTB a toujours joué sur le prix au producteur pour s'adapter à l'environnement mondial du thé sans «trop mécontenter» le producteur. Ainsi, la mesure de « bonus » ou de « gratification », est, du point de vue même symbolique, bien accueillie par les paysans, qui la considèrent comme quelque chose de prime, de cadeau (*agashimwe*, comme ils le disent) au moment où l'OTB en profite pour s'ajuster au contexte global du thé.

Notre interrogation de départ persiste : un système qui semble se porter bien au sommet est-il profitable à la base ? Pour y répondre en partie, il convient ici de comparer l'évolution du prix payé au paysan producteur à celle du prix du produit fini (c'est-à-dire la moyenne annuelle des prix sur les différents marchés du thé).

[297] Selon l'administrateur communal de Rusaka, l'OTB voulait planter des arbres dans une propriété de la commune. Face au refus de cette dernière, l'OTB a pris la mesure de n'est plus aidé la commune dans la collecte des taxes théicoles.

Graph.10. L'évolution de l'indice du prix du thé sec et celui des feuilles par Kg, de 1993 à 2013



Source : Construit à partir des données de l'OTB, Département Commercial. Les calculs de l'indice des prix en découlent en prenant la base de 100 en 1993. Voir Annexe 5.f

A travers le graphique précédent, nous constatons que le prix du thé payé au producteur a évolué plus ou moins à la même tendance que celui du prix du thé sec. Une politique d'incitation pour l'entretien du théier a été menée par l'OTB. Il fallait à tout prix réussir le programme théier pour faire de cette nouvelle culture un deuxième produit d'exportation en motivant le producteur. Le thé constitue une rente régulière pour l'Etat que pour le paysan, et ce premier a tenu à ne pas trop mécontenter ce dernier: une baisse du prix du thé sec sur le marché, occasionne, non pas une baisse, mais une stagnation plus ou moins prolongée du prix au producteur.

Il convient également d'analyser le système dans son ensemble pour essayer de saisir le lien entre le thé et son producteur. Nous procédons par exemple à l'étude du revenu théicole moyen par ménage.

Tabl. 5. Le revenu théicole pour dix ménages de la colline Namande, en 2007 (en Fbu)

Nom du theiculteur	Montant Janvier/Fév.	Montant Mars/Avril	Montant Mais/jui	Montant Juillet/août.	Montant Sept./oct	Montant Nov./déc	Montant total annuel
Baheza	15 070	22 110	15 180	2 420	7 370	14 080	76 230
Banyankiyubusa	25 740	39 710	33 440	10 340	20 460	30 910	160 600
Nimpagaritse	16 280	22 770	16 390	6 050	7 700	15 070	84 260
Naganage	6 600	16 610	11 440	7 590	5 830	11 550	59 620
Ndacayisaba	19 140	25 080	23 100	13 200	13 090	24 860	118 470
Ntiranyibagira	9 460	23 980	15 510	5 940	3 740	7 920	66 550
Cishahayo	19 800	20 350	21 670	11 330	13 420	20 680	107 250
Girukwishaka	4 180	7 480	7 040	5 830	7 260	6 930	38 720
Barakampfitiye	6 740	7 260	4 840	990	2 200	4 400	26 430
Bihizi	3 280	5 460	4 180	1 100	3 340	4 590	20 850
TOTAL	112 727	170 610	152 790	64 790	84 410	140 990	758 980
REVENU ANNUEL MOYEN							**75 898**

Source : Construit à partir des archives du Complexe théicole d'Ijenda.

Le tableau précédent donne deux principales informations. Premièrement, il y a l'inégale répartition du revenu théicole au cours de l'année : ce sont les deux mois, mars et avril, qui sont les plus productifs suite aux précipitations abondantes pendant cette période de l'année. Par contre, la période de juillet-août est autant «sèche» sur les collines que dans les poches des théiculteurs. La carence des précipitations se répercute directement sur la production et sur le revenu théicole. On observe également des inégalités parmi les theiculteurs : le premier touche une somme annuelle de 160 600 Fb, tandis que le dernier a 20 850 Fbu. Cela est dû à la différence de la taille des champs, des efforts fournis pour l'entretien et de la disponibilité de la main d'œuvre. Deuxièmement, le tableau 5 montre le revenu annuel moyen par ménage. Pour ces dix ménages, la somme totale annuelle est de 758 980 Fbu, le revenu annuel moyen étant alors de 75 898 Fbu par ménage, et pour l'année 2009, J. Bukuru et Nadège Kwizera ont trouvé le revenu théicole moyen de 85 841Fbu[298]. Cet écart est expliqué par la majoration du prix au producteur (de 110 Fbu le Kg en 2007 à 130 Fbu en 2009). Alors, le revenu annuel moyen par ménage étant de 75 898 Fbu en 2007, nous trouvons que le revenu moyen mensuel est de 6 325 Fbu.

[298] BUKURU J. et KWIZERA N., *Op. cit.*, p.40.

Essayons maintenant de voir ce que touche le paysan par journée de travail: pour la cueillette seulement, un champ théicole exige au moins 2 journées de travail, toutes les 2 semaines (si la main d'œuvre est disponible, si non très souvent le champ est cueilli partiellement), c'est-à-dire 4 journées de travail par mois. Ainsi, chaque ménage gagne en moyenne 1 581 Fbu par journée de travail, sans compter d'autres travaux exigés par cette culture (comme le sarclage). Sachant que la cueillette est très souvent collective (par son exigence de main d'œuvre), cette somme se révèle très faible pour rémunérer le travail fourni. Le salaire journalier était estimé à 1 200 F bu par jour, alors, avec ce revenu théicole, nous constatons que l'exploitant est incapable de faire recours à la main d'œuvre salariée pour s'occuper de cette culture, s'il n'a pas d'autres sources de revenus[299]. Il n'a alors qu'à mobiliser sa famille ou d'autres stratégies (parfois clandestines car interdites) pour répondre à toutes les exigences de son champ ou pour compenser ses efforts fournis.

Nous pouvons dire que, bien que l'OTB ait essayé de motiver le producteur par l'évolution du prix, le revenu théicole est resté faible pour d'autres défis comme la petite taille de l'exploitation, le problème de la main d'œuvre pour l'entretien, la non application des engrais chimiques, l'inefficacité de l'OTB dans la collecte des feuilles,... Or, le théier a été introduit dans un contexte de paysannerie saturée. Le paysan s'est trouvé dans l'incapacité ni d'agrandir ni d'entretenir convenablement ce qu'il avait planté souvent sous la pression des chefs. Les archives et rapports de l'OTB parlent des paysans qui refusent les engrais et d'autres qui les détournent vers le marché ou vers les cultures vivrières. En général les engrais chimiques ne sont plus vraiment appliqués, en témoigne le faible rendement par rapport aux plantations étatiques. Et par là, le théier est négligé voir abandonné dans certains cas. Les champs installés sur les terres pauvres ou caillouteuses sont très ingrats et finissent parfois à être abandonnés. L'instabilité du marché ne permet pas à l'OTB de majorer chaque année le prix au producteur. La prudence s'impose afin de s'adapter à l'environnement global du thé.

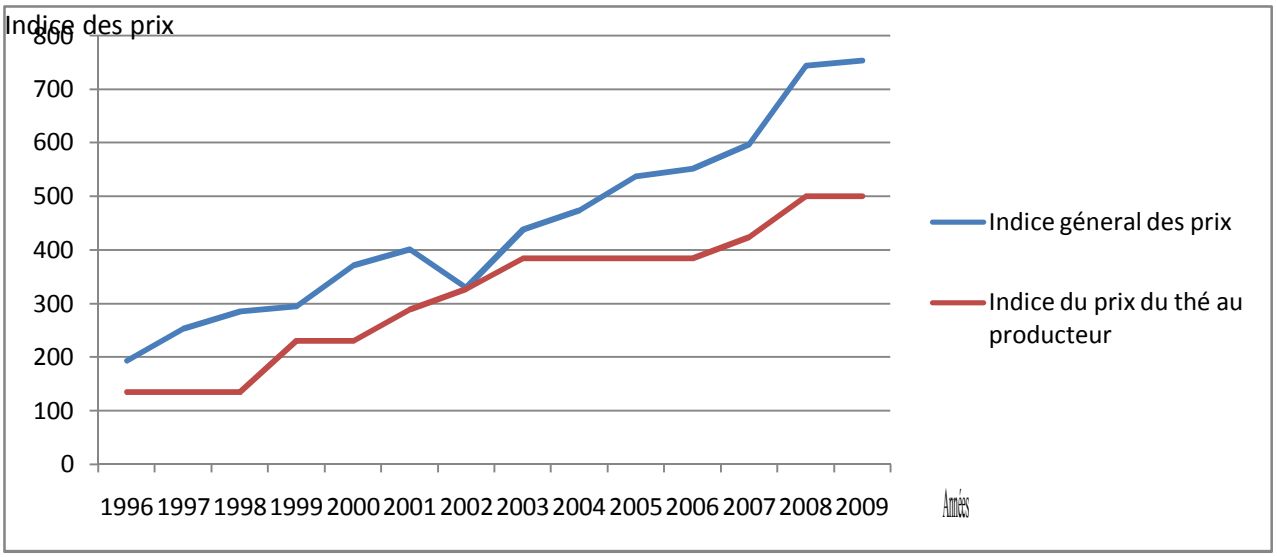
2. La problématique du pouvoir d'achat du theiculteur

Il est intéressant d'étudier le pouvoir d'achat du theiculteur pour comprendre le rôle que joue cette plante dans l'économie familiale. Cet exercice nous permet de constater la «capacité

[299] Comment le rappelle H. COCHET, *Etude sur la stratégie des producteurs de café au Burundi*, on tombe souvent en erreurs en considérant toute activité paysanne du point de vue capitaliste. Penser à rémunérer toutes les forces de production dont la terre, le travail, etc., se révèle impossible dans une activité paysanne burundaise. Il serait mieux d'analyser le champ théicole, non pas dans l'angle d'une exploitation capitaliste, mais comme tout autre champ de culture comme le maïs, les pommes de terre, etc.

en argent» du producteur pour accéder au marché des biens et des services. Cette situation dépend de l'évolution du prix payé au producteur, par rapport à l'évolution des prix des biens et des services.

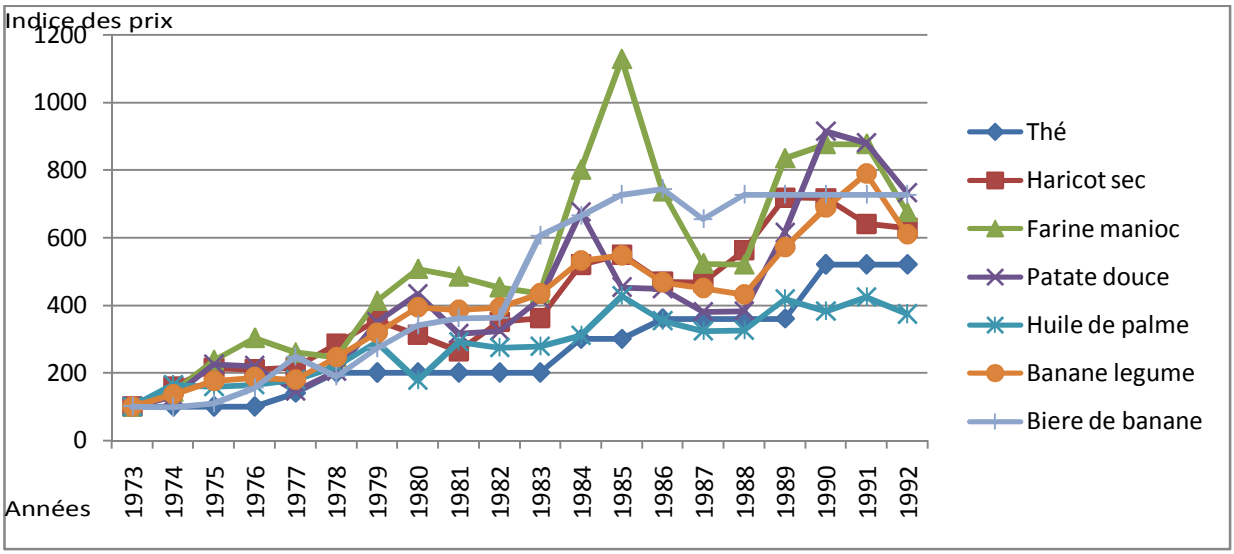
Graph. 11. L'indice de l'évolution du prix du thé au producteur et l'indice général des prix 1996-2009



Source : Construit à partir des données de l'ISTEEBU, *Annuaire des Statistiques du Burundi 2009*, n^0 74, Bujumbura, juin 2011, pp.135-136.Plus les données de l'OTB sur le thé. La Base est de 100 en 1991 selon les calculs de l'Institut de Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU). Dépendant du Ministère chargé du Plan et du développement communal, Il collecte régulièrement des données sur l'évolution économique et sociale du pays. Les données concernant l'indice général des prix (l'ensemble des biens et des services) ont été collectées sur les marchés de Bujumbura. Nous considérons ici que l'évolution aurait été similaire dans les provinces.

En analysant le graphique précédent, on constate que l'évolution du prix payé au théiculteurs n'a pas suivi la même tendance que celle des prix de l'ensemble des biens et services. L'évolution lente du prix au producteur entraine les contraintes de ce dernier pour l'accès à l'ensemble du marché, se contentant alors de quelques produits de consommation courante; une analyse détaillée de l'évolution des prix des produits alimentaires permet de comprendre de plus la situation socio-économique du theiculteur.

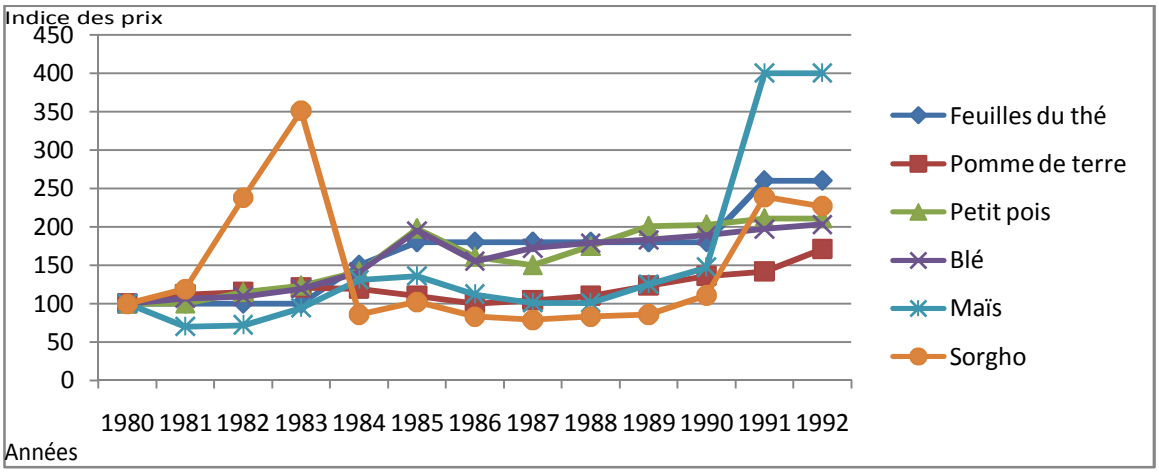
Graph.12. L'indice du prix des feuilles du thé et celui des prix de quelques produits alimentaires, de 1973 à 1992



Source : Construit à partir des données de NTACONZOBA A., *La formation et l'évolution des prix des produits agricoles au Burundi*. Mémoire de licence, FSEA, Université du Burundi, 1994, p.150. Plus les données de l'OTB sur le thé. La base est considérée à 100 en 1973.

Concernant le graphique précédent, le prix du thé a évolué lentement si on le compare avec ceux des autres produits comme la farine du manioc, la bière de banane, le haricot sec, la banane légume, la patate douce et l'huile de palme. En général, ces denrées alimentaires ne sont produites dans la région mais entrent bien dans la consommation courante; leur hausse du prix entraine la dégradation du pouvoir d'achat des populations. Par contre, le graphique qui suit, montre une autre catégorie de produits dont les prix ont évolué lentement par rapport à celui du prix du thé payé au producteur.

Graph.13. L'indice du prix des feuilles du thé et celui des prix de quelques produits alimentaires de 1980 à 1992



Source : construit à partir des données de J. B. Bigirimana, *Contribution du projet cultures villageoises de hautes altitudes CVHA à l'aménagement en commune Rusaka*. Mémoire de licence, Université du Burundi, p.59. L'indice est considéré à 100 en 1980.

A travers le graphique précédent, nous constatons qu'il y a des produits dont l'évolution des prix est relativement restée à la baisse par rapport au prix des feuilles du thé. Il s'agit de la pomme de terre, du maïs et du sorgho; à l'exception de ce dernier, toutes ces denrées alimentaires sont produites dans la région. Leur faible hausse des prix n'arrange pas du tout le paysan d'Ijenda, qui espérerait l'amélioration de ses conditions de vie par la commercialisation de ses produits ; donc il n'y a pas de compensation pour le manque à gagner occasionné par la baisse du prix des feuilles du thé, contrairement aux régions cafeicoles où la banane joue un rôle important dans l'économie familiale.

En somme, la guerre civile a eu parmi ses conséquences la flambée des prix des produits importés comme les intrants agricoles, le matériel de construction, le carburant (et donc le transport), le matériel de ménage, les vêtements, etc., aggravant ainsi les conditions de vie du paysan, déjà précaires. Cette situation de faible hausse du prix du thé au producteur par rapport à l'ensemble des biens et des services fragilise la situation socio-économique du theiculteur. Il en est resté l'enfant pauvre du système (dont il reste fortement dépendant). Les défis majeurs de la paysannerie burundaise, le contexte lié au marché global, les imperfections de l'OTB et le contexte de la hausse de l'ensemble des biens et des services handicapent l'amélioration des conditions de vie du theiculteur. Son revenu et son pouvoir d'achat sont restés généralement faibles dans un contexte de flambée générale des prix des produits de première nécessité et de la détérioration progressive des termes de l'échange.

3. La place de la théiculture dans l'économie familiale

Que représente le revenu théicole dans l'ensemble des revenus des ménages ? Nous avons déjà parlé de la faiblesse du revenu theicole. Il convient de mener une réflexion sur la place qu'occupe cette somme dans l'ensemble des revenus des ménages de notre région d'étude. Le *Dictionnaire Universel* appelle revenu « ce que perçoit une personne physique ou morale au titre de son activité (salaire, etc.) ou de ses biens (rentes, loyers, etc.)».[300]

Il existe des « revenus agricoles » et des « revenus non agricoles ». Les premiers concernent les activités du domaine agropastoral tandis que les derniers sont du service « extra-agricole », comme le commerce, l'artisanat, etc. Dans le milieu rural, le revenu agricole joue un rôle très important.

Tabl .6. Les principales sources de revenu dans la région d'Ijenda, en 2009.

Source de revenu	Revenu total[301]		Revenu monétaire[302]	
	Montant en Fbu	%	Montant en Fbu	%
Haricot	21 630	3	5 020	1,1
Pomme de terre	94 500	12,5	65 000	15,2
Maïs	80 530	10,8	8 000	2
Petit pois	37 480	5	15 720	3,7
Régime de banane	12 050	1,5	3 540	1
Choux	12 250	1,6	9 500	2,2
Blé	29 385	4	6 420	1,5
Patate douce	50 220	6,6	8 500	2
Thé	**85 841**	**11,3**	**85 841**	**20,1**
Bois	15 200	2	15 200	3,5
Elevage	155 000	20,5	42 500	10
Revenu non agricole	160 200	21,2	160 200	37,7
Total	754 286	100	425 441	100

Source : Construit à partir des données de l'enquête de BUKURU J. et KWIZERA, N., *op. cit*., p.41.

A travers le tableau ci-dessus, nous remarquons que le thé occupe la deuxième place (20,1%) dans les revenus monétaires, après les activités non agricoles (37,7%) ; il est suivi par la pomme de terre avec 15,2%. Si nous considérons le revenu total, le thé (11,3%) vient en quatrième place, après les activités non agricoles, l'élevage et la pomme de terre. Mais, une observation attentive sur les conditions de vie de la population dans l'ensemble, montre que ces

[300] Agence Universitaire de la Francophonie, *Op.cit*., p.1087.
[301] Le revenu total concerne l'ensemble des revenus monétaires et non monétaires.
[302] Le revenu monétaire concerne les produits vendus et les services rémunérés en argent. A l'opposé, le revenu non monétaire concerne les produits consommés au ménage et les différentes rémunérations, les dons et les aides en nature.

activités dites «extra-agricoles»[303] qui semblent rivaliser avec la théiculture ne sont pas accessibles à l'ensemble des ménages. Suite à la pauvreté des sols, toute entreprise agricole nécessite des moyens financiers importants que l'ensemble de la population trouve difficilement. Pour Hatangimana B., au lieu d'abandonner le thé, elle préfère laisser de côté les autres cultures[304]. Une observation fine des conditions de vie de la population de la région d'Ijenda montre combien le paysan profite de son revenu théicole, si maigre, soit-il. Régulier et en « masse », le revenu théicole occupe une place très importante dans l'économie familiale pour l'ensemble des populations de la région. Dans cette région aux sols pauvres, le thé permet l'accès à une somme, petite soit-elle, mais indispensable car la majorité des paysans ne pourrait pas la trouver ailleurs.

4. Le revenu théicole : manger d'abord

Avec le revenu théicole, le paysan achète les vivres et les boissons en premier lieu. « *Ntunzwe n'icayi* (je vis grâce ou revenu théicole) » ou bien « *Turya icayi* » (= nous mangeons le thé), disent les paysans, en particulier les plus âgés. En effet, nous avons vu que notre région d'étude a toujours été confrontée aux défis alimentaires. En période de famine, les gens du Mugamba se rendaient dans les plaines de l'Imbo pour s'approvisionner en vivres. Les hommes travaillaient quelques jours moyennant une certaine quantité de vivres pour rentrer secourir leurs familles. Après la fameuse *Manori* de 1943-1944, il n'y a pas eu de famines comme dans le passé, mais des carences des vivres surtout pendant la période de soudure ont eu lieu avec plus de stress dans les ménages, jusqu'aujourd'hui. Le théiculteur utilise une grande partie de son revenu pour l'achat des vivres. A ce sujet, Bayadonda est assez clair : «*Grâce au revenu théicole, nous achetons les vivres au moment de la disette (amapfa).*»[305] Au cours de ces périodes difficiles, les commerçants en profitent pour écouler leurs marchandises, pourquoi pas spéculer ! Selon toujours l'enquête de J. Bukuru et N. Kwizera, l'achat des vivres représente 51% des biens de consommation[306]. Les denrées alimentaires les plus recherchées sont notamment le maïs, la patate douce, le haricot, l'huile de palme, le sel et la farine de manioc. Les commerçants font de bonnes affaires le jour de paie, il y en a même qui apportent leurs marchandises sur le lieu de

[303] Ces activités « non agricoles» sont principalement le commerce, l'artisanat et services salariés. Des facteurs comme le capital, l'âge, la formation, les mentalités, etc . empêchent leur accessibilité à un grand nombre de gens.
[304] HATANGIMANA B., Kibimba, le 02 août 2011.
[305] BAYADONDA B., Nyamigogo, le 03 août 2011.
[306] BUKURU, J. et KWIZERA N., *Op.cit*., p.54.

paie. En plus, les boissons occupent une place importante dans la consommation des ménages. Dans la région d'Ijenda, la bière locale (la plus consommée) est préparée à l'aide de l'éleusine ou du sorgho. La bière de banane est beaucoup plus consommée vers l'extrême Est de la région, aux influences du Kirimiro. Il faut également signaler que la bière industrielle, *Primus,* a gagné son influence dans tous les coins du pays[307]. Le jour de paie, le paysan trouve l'occasion de se détendre, pour «oublier» le froid et la fatigue lors de la cueillette. Quel homme ne prendrait pas une bière le jour de paie ! Ce jour là, ce jour de «fête au village», marque la vie des hauteurs d'Ijenda. Ce grand rendez-vous est annoncé plus ou moins une semaine avant. Que dire des rumeurs autour de ce jour ou bien des disputes au sein des ménages sur celui qui va «prendre» (*gufata*) l'argent ! Que dire de ces maris qui cachent la «carte théicole» aux épouses. On s'active à prendre avec facilité des dettes chez le boutiquier du coin avec garantie de remboursement. Certains paysans hypothèquent la carte de paie pour l'obtention de la dette. Les commerçants et les boutiquiers se préparent pour vendre plus à ce jour et être remboursés pour les éventuelles dettes. La femme en profite pour renouveler ses demandes à son mari en besoins vestimentaires et ménagers. Cette somme arrive tant attendue pour transiter des mains des théiculteurs vers les commerçants.

5. L'investissement paysan et les mutations dans une économie rurale

Le revenu théicole, aussi maigre, soit-il, ne sert pas seulement à se nourrir. Après la consommation, le théiculteur songe à « investir », à son niveau. La théiculture se situe dans un petit réseau d'activités économiques de l'exploitant ; par ailleurs, dans les conditions socio-économiques de la paysannerie burundaise, il est très difficile d'être un meilleur agriculteur si l'on n'est pas quelqu'un d'autre, un agriculteur est en même temps un commerçant, un boutiquier, un artisan, un employé quelque part, etc.

En effet, une partie du revenu theicole sert à l'investissement paysan. Il s'agit principalement de l'achat des semences, des engrais chimiques et pour une moindre mesure du renouvellement du matériel ou de la main d'œuvre salariée. Mais, sur ce point, ce sont la pomme de terre, le haricot et le blé qui sont les plus concernés. Grace au revenu theicole, le paysan s'initie petit à petit aux méthodes modernes de cultures apportées par le projet CVHA, l'ISABU, ainsi que d'autres projets de développement rural : il s'agit de l'usage des engrais chimiques, de

[307] Une étude socio-économique sérieuse sur les influences de la BRARUDI pourrait contribuer à comprendre son impact dans l'économie, la société et la culture burundaises.

la culture en ligne, de la sélection des semences, de l'amélioration des espèces animales d'élevage, etc. Selon J. Bukuru et N. Kwizera, l'achat des semences représente 50% des dépenses des biens de production[308]. Si le paysan achète les semences, les engrais chimiques et d'autres produits associés, il pense à l'amélioration de son rendement agricole. Au début de la saison culturale, le paysan s'endette chez son voisin le plus fortuné pour acheter les semences et les intrants agricoles, pour rembourser le jour de paie du thé. Et comme le matériel, on s'achète la houe, la serpette, les paniers, etc.

Des engrais chimiques destinés aux théiers sont clandestinement détournés vers l'agriculture vivrière. Par ailleurs, les commerçants en profitent pour améliorer leurs multiples tricheries, soit par l'achat et le stockage des engrais chimiques pour les revendre au moment des semailles; soit par mélange de différentes variétés des engrais chimiques afin de tromper le paysan dans la foulée des semailles.

Un deuxième aspect des retombées de la théiculture est que grâce au revenu théicole les gens améliorent les conditions d'élevage. Ils peuvent acheter des animaux d'élevage comme la chèvre, le mouton, le porc, les volailles. Pour R. Masabarakiza, le revenu theicole représente un intérêt: «*Les chèvres que j'ai, je les dois à la théiculture.*»[309] La famille Kayuku L. a pu acheter deux chèvres grâce au crédit théicole; elles n'ont pas tardé à se multiplier. Le petit bétail constitue un atout économique remarquable; en plus qu'il est accessible pour la majorité, il se reproduit très rapidement et le paysan peut vendre aisément son animal en cas d'une urgence financière. Des crédits pouvaient être attribués aux théiculteurs, moyennant remboursement à chaque paie ; le paysan en profite pour investir d'avantage. Grâce au revenu théicole, le paysan achète les aliments du bétail, fait soigner son troupeau, construit une étable en bon état, etc.

Aussi, les différents projets de développement ont contribué à l'amélioration des cultures vivrières. Par exemple, la CVHA, s'occupant des cultures vivrières et de la théiculture a contribué aux enseignements et encouragements pour les méthodes modernes en agriculture et en élevage (étables modernes, soins des animaux, etc.). De nouvelles variétés de cultures comme la pomme de terre, les légumes et les fruits furent essayées et proposées aux paysans à des prix abordables ou comme gratification suite au bon entretien de la théiculture. La production n'est plus seulement consommée au niveau des ménages mais une partie est commercialisée. D'une

---

[308] BUKURU J.et KWIZERA N., *Op.cit*., p. 52.
[309] MASABARAKIZA R., Kinyovu, le 02 août 2011

économie de subsistance, la théiculture contribue dans l'émergence d'une économie marchande. Il en est de même du lait qui est désormais vendu aux différents centres tandis que le beurre est échangé au marché[310]. Le paysan vend une partie de sa production agro-pastorale pour investir d'avantage ou pour s'acheter ce dont il a besoin.

Le theiculteur compte sur la régularité de son revenu, son ingéniosité et les « solidarités paysannes » pour intégrer cette culture de rente dans un petit réseau d'activités économiques moins risquant mais à efficacité notoire. Le secteur agropastoral est l'exemple de ce dynamisme rural induit par la présence du théier.

Nous pouvons dire que le revenu théicole et son pouvoir d'achat sont restés généralement faible suite aux facteurs internes liés aux défis majeurs de la paysannerie burundaise (étroitesse des exploitations, manque de main d'œuvre, pauvreté,..), au caractère général du marché et aux différentes imperfections de l'OTB; et cela dans un contexte de la flambée générale des prix des biens et des services. Il nous semble que le pauvre theiculteur a toujours profité de la régularité de son revenu et de son savoir-faire paysan pour intégrer cette culture de rente dans une structure socio-économique de l'ensemble de la paysannerie[311].

D. Le salariat et la « monétarisation » du monde rural

La pratique de la théiculture permet l'émergence d'un aspect nouveau dans le monde rural, c'est le salariat et la circulation de la monnaie à grande échelle par l'emploi et le revenu théicole.

1. La création d'emplois

Parmi les causes des déplacements des gens vers les centres urbains, il y a la recherche du travail salarié. Ainsi, la région de Muramvya, à une cinquantaine de Km de Bujumbura, a connu le départ de ses hommes vers la capitale, au cours des années cinquante pour la recherche de l'emploi. Le géographe S. Ndayirukiye l'affirme : *« Dans l'ensemble, les ruraux de Muramvya sont prédominants dans la plupart des quartiers (de Bujumbura)… . »*[312] Ce mouvement (surtout

[310] Il faut noter que dans la mentalité burundaise, il était interdit de vendre le lait. La théiculture a contribué alors aux changements des mentalités.

[311] Considérer le thé comme une culture à part serait une erreur. Toute la pratique de cette plante s'intègre dans un contexte plus ou moins complexe de la paysannerie burundaise. Cet aspect mérite une réflexion plus approfondie ; il trouvera sa place dans nous recherches ultérieures, dans le cadre d'une thèse.

[312] NDAYIRUKIYE S. (*dir.*), *Bujumbura centenaire 1897-1997. Croissance et défis.* Paris, L'Harmattan, 2002, p.304.

des jeunes) est dû à la poussée démographique et à la terre qui devient de plus en plus réduite et ingrate, et surtout à l'accès au numéraire dont la modernité impose de plus en plus.

Il s'agit ici d'étudier le rôle de la théiculture dans la création d'emplois salariés via les projets successifs dans ce domaine. En effet, la toute première étape de l'introduction du théier commence par le recrutement du personnel et de la main d'œuvre. Dans la région d'Ijenda, le lancement du programme théier dans les années 1960 verra l'implication de différents projets de développement. Pour le *Projet Thé Villageois* d'Ijenda, en plus du personnel exigé, une main d'œuvre salariée a été mobilisée pour sa réussite dans tous ses états. Dans la répartition du budget du projet, la part de la main d'œuvre occupait 15,5%, c'est-à-dire la troisième place après les *expatriés* et les *importations*. Ce projet fut le premier à embaucher un effectif assez élevé de main d'œuvre masculine à travers toute la région. L'entretien des pépinières exigeait un effectif non négligeable de la main d'œuvre parce qu'il fallait tracer les voies de communication, préparer le terrain, remplir la terre dans les sachets, construire des plates bandes, arroser les pépinières, etc. Il est difficile de ne pas rencontrer quelqu'un qui a travaillé dans un projet de thé : Bukware Th. de la colline Kibimba était «*capitas*» dans la pépinière de Rusaka en 1975. Il gagnait 40Fbu par jour. En 1989, Mayoya Côme de la colline Kinyovu était employé à la pépinière de Rusaka et gagnait 70Fbu par jour, c'est-à-dire une somme mensuelle de 2700 Fbu. Hicuburundi, sur la colline Matyazo, était convoyeur au Projet CVHA dans les années 1980. Les fils d'Isaac, sur la colline Matyazo, ont presque tous travaillé au Complexe d'Ijenda après avoir tenté Bujumbura sans succès,...les exemples sont nombreux.

Le projet CVHA s'intéressait également à la théiculture; il avait besoin du personnel et de la main d'œuvre. En 1991, le *Périmètre Sud* comptait 75 vulgarisateurs, 31 assistants, 5 agronomes communaux et un agronome chargé de la formation[313] , en plus d'une main d'œuvre importante, recrutée dans sa zone d'influence. Une main d'œuvre masculine était embauchée et recevait un revenu monétaire à chaque bout du mois, qu'on ne pouvait pas trouver facilement ailleurs[314].

L'OTB et ses complexes theicoles constituent le premier employeur dans la région. Ijenda est un « autre Bujumbura » en matière d'occupation des gens. Celui qui a peur de la

[313] République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, op.cit., p.81.

[314] HICUBURUNDI D. était convoyeur de camion pour le Projet CVHA. Il recevait un salaire mensuel de 6000 Fbu dans les années 1980. A l'époque un pot de 20 litres de bière de sorgho s'achetait 30 F bu. Ce salaire représente une somme importante qu'il était difficile de trouver ailleurs sauf ceux qui travaillaient à Bujumbura.

chaleur de la capitale se fait embaucher à l'usine d'Ijenda. Sur le plan national, l'OTB apporte une part non négligeable dans la création d'emplois. Selon le quatrième plan quinquennal de développement économique et social, il était prévu de créer 2 359 emplois dont 107 pour l'OTB, soit 8%[315].

Tabl.7. L'effectif du personnel contractuel au complexe théicole d'Ijenda (2000-2008)

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Effectif	146	164	177	175	186	192	189	183	173

Source : BUKURU, J. et KWIZERA, N., op.cit.

Si on observe le tableau précédent, on remarque une diminution du personnel depuis 2005. Cela est expliqué par le fait que chaque année, il y a ceux qui partent en retraite sans etre remplacés[316]. S'agit-il d'une volonté de rationnaliser un système trop bureaucratique ? L'avenue des privés dans le secteur théier permettra-t-elle à l'OTB de repenser son organigramme pour s'adapter à l'environnement concurrentiel?

Le personnel du Complexe théicole est un petit monde très diversifié : des administratifs, des ingénieurs, des techniciens, des agronomes, des vulgarisateurs, les chauffeurs, etc. Ce sont tous des fonctionnaires de l'Etat. Ils sont répartis dans différents services: l'Administration et intérêt général, le Service plantation, le Service usine, le Service du personnel, le Service boisement et le Service garage (charroi)[317]. A côté de ce personnel contractuel, se trouve une main d'œuvre, recrutée surtout dans les communes aux environs de l'Usine : Rusaka, Mugongo-Manga, Mukike, Gisozi et Nyabiraba. En 2004, l'effectif total de la main d'œuvre était de 400 personnes. Ils s'agi des veilleurs, des agents chargés de l'entretien des boisements, des pépinières et des routes ; des employés de chargement et de la réception du thé, des compteurs de théiers, des peseurs, des convoyeurs, des maçons, des aides maçons, etc. Tous ceux qui le souhaitent trouvent à faire pour l'usine du thé d'Ijenda[318]. Leurs salaires sont calculés en fonction des journées et des heures de travail. En Octobre 2013, deux veilleurs de la pépinière de Rusaka ont partagé 28 550 Fbu pour 80 journées de travail au total. En Janvier 2004, trois gardiens du boisement de Nyabimota, Bunwa, Nzohabonayo et Kagofori ont touché respectivement 16 800

[315] NDAYIRAGIJE E., *Analyse comparative de la théiculture et des autres sources de revenus des ménages ruraux du Mugamba-Sud*, Bujumbura, UB, Mém., FSEA, 1997, p.29.
[316] La politique de l'OTB vise la réduction de l'effectif de son personnel.
[317] GAHUNGU S., chef du personnel à la Société Théicole d'Ijenda, le 03 Janvier 2012.
[318] Dans la région d'Ijenda, quelqu'un du genre masculin qui n'a pas travaillé pour l'Usine du thé, a une autre occupation rémunératrice comme commerçant, boutiquier ou s'est déplacé vers Bujumbura.

Fbu, 16 800 Fbu et 10 500 Fbu. Cette somme est minime mais représente quelque chose de rassurant vu la faible diversité du travail salarié : ils ont leurs fiches individuelles, sont cotés et reçoivent leurs salaires mensuels à la caisse de l'usine. Ils peuvent prendre une dette à l'usine selon l'urgence. Des promotions existent dans ce secteur car, de par son expérience, un employé peut évoluer de la situation de simple ouvrier à celle d'un personnel contractuel. Ce sont ces jeunes qui n'ont pas eu la chance de pousser loin leur scolarité et, après de longues années dans le service, s'adaptent aux machines de traitement du thé et leur expérience se révèle, par après, sans reproches.

En 2002 par exemple, l'Usine d'Ijenda a payé un montant total de 28 734 632 Fbu (Vingt huit millions sept cent trente quatre mille six cent trente deux franc) pour la main d'œuvre. L'usine recrute tout le monde: des jeunes aux personnes âgées (incapables d'exercer d'autres activités plus exigeantes)[319].

Il faut reconnaître que l'OTB a toujours récupéré tous ceux qui n'avaient pas eu la chance de pousser «plus loin» dans les études : les enfants des familles pauvres ou les jeunes filles frappées par les grossesses non désirées. Depuis quelques années, on observe la volonté d'embaucher des «diplômés» comme main d'œuvre : il s'agit des jeunes (hommes et femmes) ayant terminé leur cycle secondaire sans possibilité de continuer l'enseignement supérieur ou de trouver un emploi relatif à leur formation, suite au problème de chômage que connaît cruellement ce pays. Ils s'adressent à l'usine d'Ijenda qui les embauche, si possibilité il y a, dans différents services comme le contrôle des pépinières, l'emballage, la pesée, etc[320]. Le personnel contractuel comme la main d'œuvre bénéficient alors d'un traitement mensuel régulier et d'autres avantages comme l'emprunt en cas d'urgence et les soins de santé sur le lieu du travail. A cela s'ajoute la sécurité (la Mutuelle de la fonction publique et l'INSS) sociale pour le personnel contractuel.

Bref, l'installation d'une usine à thé a permis l'émergence des emplois salariés dans monde rural, ce qui contribue à la lutte contre le chômage et l'exode rural.

---

[319] Les jeunes sont orientés dans la réception, la transformation, l'emballage et le chargement du thé, tandis que les personnes âgées s'occupent du gardiennage et de l'entretien des pépinières, des routes, des boisements proches de leurs ménages.

[320] Lors de notre enquête en août 2015 à l'Usine d'Ijenda, 14 jeunes hommes femmes ayant terminé les humanités générales ou le lycée pédagogique étaient embauchés comme main d'œuvre au siège de l'Usine ; s'ajoute d'autres qui travaillent dans les pépinières comme à Rusaka où des jeunes femmes supervisent l'entretien régulier des pépinières.

2. La « distribution des revenus » et la « circulation de la monnaie »

Les différentes formes de rémunération liées à la pratique de la théiculture contribuent à l' « injection » et à la circulation à grande échelle de la monnaie. En plus des salaires pour le personnel et les différentes catégories de la main d'œuvre, le montant relatif aux revenus des theiculteurs payé tous les deux mois et l'achat du bois de chauffage constituent un élément de la « distribution » de la monnaie dans la région.

Tabl. 8. L'évolution de la « masse monétaire » payée par le Complexe Théicole d'Ijenda de 2000 à 2001: les salaires, les revenus des théiculteurs et l'achat du bois de chauffage

Années	Salaire pour le personnel et la main d'œuvre en Fbu	Revenu pour les theiculteurs en Fbu	Achat du bois de chauffage en Fbu
2000	189 480 743	499 435 470	42 045 374
2001	279 280 082	821 669 620	50 890 082
2002	258 375 845	504 440 540	163 291 360
2003	276 436 470	712 889 940	152 589 260
2004	351 545 539	818 469 479	66 559 750
2005	318 442 988	917 577 650	71 456 451
2006	272 266 119	760 456 730	-
2007	323 008 028	900 935 970	-
2008	464 274 641	1 022 830 580	-
2009	626 040 961	1 310 601 390	-
2010	775 659 529	1 607 658 247	-
2011	928 515 868	2 000 354 860	-
TOTAL	**5 063 326 813**	**11 877 320 476**	**546 832 277**

Source : construit à partir des données de l'OTB et celles du Complexe théicole d'Ijenda, Services de Comptabilité. De 2006 à 2011, nous n'avons pas trouvé des données pour l'achat du bois de chauffage (mais sans doute l'Usine a continué à acheter le bois de chauffage); nous nous en excusons.

A partir du graphique précédent, nous constatons une « injection » monétaire importante dans la région. Le personnel, la main d'œuvre, les théiculteurs et les propriétaires des boisements, une fois reçus leurs sommes, participent à la distribution et à la circulation de la monnaie, par le simple jeu de la satisfaction des besoins. Comme la théiculture est très exigeante en en main d'œuvre, les personnes âgées préfèrent engager les gens les plus actifs, pour partager le revenu le jour de paie. Certains ménages aisés peuvent payer les « domestiques » ou la main d'œuvre grâce à cet argent. Ainsi, la région d'Ijenda accueille les jeunes gens en provenance du Kirimiro ou du Buyenzi à la recherche du travail salarié et le thé contribue à leur rémunération. Le jour de paie est tellement attendu par tout le monde pour goutter sur l'argent du thé (*amahera y'icayi*). Il faut rembourser les éventuelles dettes prises chez le boutiquier du coin, changer en peu le menu, honorer la promesse à l'épouse, payer les frais scolaires, régler les différentes charges sociales et morales. L'ambiance est grande quelques jours autour de la paie du thé

(*umusho w'icayi*= le bout du mois, en référence aux fonctionnaires qui touchent leurs salaires à la fin du mois). Les commerçants profitent énormément de ce jour là pour vendre de plus et plus cher et cet argent ne fait vraiment que transiter des mains des theiculteurs vers les commerçants.

Par la création des emplois sur tous les niveaux, l'octroi des revenus et la circulation monétaire par le simple jeu de la distribution et de la satisfaction des besoins en biens et services divers, le thé est vraiment un facteur de monétarisation et de développement des échanges, une sorte de référence socio-économique de la région; il profite à tout le monde d'une façon ou d'une autre. Par des injections régulières des sommes importantes d'argent, la théiculture contribue au développement des échanges monétaires[321]. De plus, le thé devient une sorte de «régulateur économique» dans la région dans la mesure où les prix peuvent varier selon la paie du thé. Enfin, la théiculture devient elle-même une « sorte de monnaie d'échange» quand le paysan hypothèque sa carte de paie chez le boutiquier en échange de ce dont il a besoin.

E. L'ouverture et le développement des échanges dans une région rurale

La zone sous l'influence du Complexe Théicole d'Ijenda se situe sur les hautes terres de la *Crète Congo-Nil*, dans la région du Mugamba et des Mirwa (pour une moindre part). On reconnaît globalement cette zone par son attachement aux traditions. Cette région a été longtemps restée sans influence d'une culture de rente. Une région qui n'a pas de café, ni de bananier, ni du riz non plus du manioc, «loin» du lac Tanganyika (pour ce qu'il représente en terme d'habitudes alimentaires et de rentes), s'est toujours contentée de ses traditions ancestrales du gros bétail.

Alors, l'introduction du théier s'est accompagnée de diverses activités comme le traçage et l'entretien du réseau routier à travers toute la région pour faciliter l'accès aux pépinières, le contrôle des travaux en cours et la collecte des feuilles du thé. Toutes les collines de la région connaissent des pistes, utiles pour la population et l'administration. Au niveau de l'OTB, en 1999, l'ensemble des complexes est desservi par un réseau de routes et de pistes de 1 132 Km de long dont 957 Km pour les *pistes théicoles* et 175 Km pour les routes d'intérêt général[322]. Le réseau du complexe Théicole d'Ijenda est d'environ 300Km (soit 26,5% du réseau total de l'OTB). En 2002, une longueur de 295,017Km a été entretenue par la main d'œuvre. Chaque

[321] Il faut noter que jusque dans les années 1990, le troc n'avait pas complètement disparu dans la région. Les divers objets en poterie étaient échangés contre les vivres.
[322] OTB, *Op. cit.*, p.22

« sous- colline » connaît une piste, en plus d'autres routes secondaires. Des hangars de collecte de feuilles vertes sont alignés le long de ces routes. Ces dernières jouent le rôle de liaison et permettent le transport de la récolte et du bois de chauffage jusqu'à l'usine à thé d'Ijenda. Elles facilitent la circulation des gens dans cette région et l'émergence des échanges.

Ces routes sont régulièrement entretenues par la main d'œuvre de la Société Théicole d'Ijenda et par la population locale, notamment lors des travaux de développement communautaire et des « bonnes actions » des élèves en vacances. En 1995, le montant alloué aux routes équivaut à 8 619 740 Fbu sur le total de la somme payée à la main d'œuvre de 31 584 980 Fbu du Complexe Theicole d'Ijenda (soit 27%). Le projet CVHA a également contribué au désenclavement de la région ; en 1991, 20% des pistes de sa zone d'intervention (Périmètre Sud) ont été entretenu.

Ces routes ont permis le désenclavement et l'ouverture de la région vers l'extérieur. C'est l'un des indicateurs socio-économique du développement. Ces routes servent à l'émergence du commerce grâce à la libre circulation des personnes, des marchandises et des biens de construction : des automobiles, des vélos et des motos circulent jusque dans les coins les plus reculés des collines. En dépit de l'interdiction, les chauffeurs des camions de l'Usines chargent clandestinement les marchandises des commerçants, d'Ijenda vers les coins de la région, ainsi, les boutiques en profitent pour s'approvisionner

La «ville» d'Ijenda[323], lieu du siège du Complexe theicole d'Ijenda est un modèle d'ouverture d'une région rurale. Situé à 45 Km de Bujumbura (la capitale du Burundi), ce centre de négoce est une référence dans le monde rural. La présence de l'usine et tout ce qu'il représente du point de vue économique et symbolique est une valeur ajoutée au centre et à la région entière.

D'autres centres de la région comme Rwibaga, Rusaka, Nyabiraba, Mwaro,…assurent un esprit naissant des échanges. Situés dans une région aux sols pauvres (donc avec production alimentaire insuffisante)[324], ces centres accueillent divers produits alimentaires en provenance de différentes régions, comme la plaine de l'Imbo, le Kirimiro, le Kumoso, le Buragane, voire la Tanzanie et l'Ouganda. Du côté du Kirimiro, viennent surtout les patates douces, le haricot, le

[323] La population parle de la « ville » d'Ijenda, de part son aspect étranger du monde rural : route goudronnée, infrastructures éducatives, sanitaires, religieuses, l'eau, l'électricité, les maisons modernes, etc.

[324] Contrairement aux autres régions à bananier et manioc denses, le visiteur dans la région du Mugamba s'étonnera de la seule présence des boisements d'eucalyptus, de petits champs de théiers et des espaces pour pâturage.

manioc, les bananes et les avocats. Les gens de l'Imbo y vendent des nattes, du manioc et ses produits dérivés tandis que le Mugamba échange ses produits comme les pommes de terre, les choux, le blé, le petit pois, le bétail, le beurre, la bière locale, etc. Des produits lointains comme le sorgho du Nord du pays (Kirundo), l'éleusine (en province de Karuzi et de la Tanzanie), le maïs du Kumoso, de Cibitoke, de la Tanzanie ou de l'Ouganda arrivent dans la région et trouvent un accueil favorable auprès des populations réputées «riches».[325]

L'émergence des « centres » influencent les mentalités des populations dans la région. Certains produits locaux comme la pomme de terre, le petit pois, les choux, le bois et les produits d'élevage participent désormais aux échanges marchants. Le lait par exemple, qui traditionnellement était interdit à la vente, a brisé les tabous[326]; il est actuellement orienté vers les centres pour les ménages des fonctionnaires. Les objets de la poterie qui étaient échangés contre les vivres sont entrés dans les échanges monétaires. Longtemps resté à l'écart des cultures de rente, le théier est venu comme la manne des montagnes d'Ijenda. Il en a alors transformé la région en pole «agro-exportateur», tout en l'intégrant peu à peu dans la «logique du vivrier marchant» pour reprendre les termes de François Bart[327].

Nous constatons alors que la théiculture a un impact économique, visible dans la région mais limité par divers défis internes qu'extérieurs de la paysannerie. Elle apporte de l'argent à l'Etat, aux communes et aux populations tout comme elle offre des emplois salariés dans la région.

Cependant, le revenu theicole et le pouvoir d'achat du producteur sont restés généralement faibles à cause des enjeux internes du système agraire, du caractère défaillant du marché des produits primaires et des imperfections de l'OTB. Cette situation de stagnation du pouvoir d'achat du theiculteur dans un contexte de flambée générale des prix des biens et des services, fragilise les conditions de vie du paysan. Cette somme, aussi maigre, soit-elle, reste quant même indispensable en raison de sa régularité et par sa place dans l'économie familiale. Régulier et en « masse », le revenu théicole bénéficie d'un réseau d'activités et d'ingéniosité

---

[325] Des anecdotes ne manquent pas quand on parle des habitudes des populations de cette région. Les gens de Mwaro sont reconnus pour leur « amour d'argent », d'excellents en commerce ou en vols du gros bétail, tandis qu'Ijenda est dit pauvre en produits vivriers mais riche en argent.

[326] Il est traditionnellement interdit d'échanger ou d'apporter du lait à un ami. Il sert à la consommation interne du ménage.

[327] BART F., «La montagne au cœur de l'Afrique orientale», *Cahiers d'outre-Mer*, N^0 232, juillet-septembre 2066, pp.3-6.

paysanne pour servir à la consommation quotidienne tout en pensant à l'investissement paysan, faible soit-il. Pour cela, il convient de constater que l'argent du thé ne permet pas de développer un business agricole ou l'émergence d'une bourgeoisie d'affaires à l'exemple des Kikuyu ou des Chagga pour la rente caféière de l'Est Africain[328]; la théiculture burundaise reste paysanne et sert surtout à se nourrir.

Il faut reconnaitre également que cette somme vient, quant même, au point nommé et réduit la souffrance financière du paysan avant de transiter bien sûr vers les mains des commerçants. La pratique de la théiculture offre un petit circuit d'insertion économique et professionnelle sur plusieurs niveaux, participant ainsi à la lutte contre l'exode rural et le sous-emploi [329]. L'ouverture et la monétarisation des campagnes ont permis au développement des échanges commerciaux et le paysan des montagnes d'Ijenda s'est connecté au «monde extérieur».

II. La théiculture et la société rurale

La pratique de la culture du thé influence sur plusieurs aspects de la vie des populations des montagnes des hautes terres burundaises. L'intégration du théier dans le système agraire et l'accès à tous les « avantages » économiques et sociaux qu'offre cette plante, influencent directement et indirectement le territoire et ses occupants.

A. Le revenu théicole et les charges sociales

Nous avons vu que l'argent tiré du thé joue un rôle remarquable dans l'économie familiale. Dans ses dépenses, le paysan ne pouvait pas oublier le social. Il s'agit maintenant de voir l'orientation du revenu théicole dans des domaines comme l'éducation, la santé, l'habitat ainsi que les différentes charges sociales quotidiennes.

1. Une demande éducative croissante

Le domaine éducatif constitue une demande sociale très importante dans cette région. La présence missionnaire y a joué un rôle remarquable dans la promotion de l'Education. Nous

[328] Pour la rente caféière en Afrique de l'Est, *voir* l'article de J. F. Bart, *Op.cit*.

[329] Un des « notables » de la région S. BARANDERKA nous dira qu'il a mobilisé tous ses proches pour la culture du thé afin de n'est pas continuer à descendre dans la ville de Bujumbura pour s'exposer aux effets de la chaleur et du paludisme en cherchant du travail. Selon lui, le thé a permis aux gens de trouver une occupation utile, très proche du ménage. Son petit frère GAHUNGU E., deviendra par ailleurs, le vulgarisateur du thé sur sa colline Matyazo.

avons vu la part du thé dans les recettes communales. Les communes utilisent cette somme pour l'équipement des nouvelles écoles. En 2010, l'école primaire de Kinyovu et le Collège Communal de Yanza, en commune de Rusaka, ont bénéficié des équipements grâce aux recettes communales dont le thé occupe 13%[330].

En plus, les écoles primaires reçoivent des revenus par la vente du thé de leurs plantations. Ce revenu sert à l'achat et à l'entretien du matériel de fonctionnement. Par exemple, l'école primaire de Kibimba II (en commune Rusaka), de 2001 à 2004, a gagné 132 110 Fbu par la vente du thé. Cet argent a été utilisé dans la réhabilitation des infrastructures, l'achat du matériel de bureau et de l'équipement mobilier[331]. Cette somme est complétée par les frais scolaires et les rentes sur les cultures vivrières. Avec la politique de la gratuite de l'enseignement de base, on comprend bien que la part thé devient importante dans le fonctionnement des écoles.

Depuis la fin des années 2000, il a été mis en place des « comités de développement » sur chaque colline de recensement, qui organisent la collecte de la «contribution pour le développement» de 1000 Fbu par ménage et par paie[332]. Cette somme sert à la construction des écoles ou autres infrastructures d'intérêt public. Pour les années 2010 et 2011, la colline Matyazo a atteint 2 412 000 Fbu[333]. Ainsi, cette colline a pu construire trois salles de classe (Ecole primaire de Matyazo) grâce à la contribution des paysans, des fonctionnaires et des pouvoirs publics[334]. De même, la population de la province de Mwaro et de ses environs a contribué pour la construction de l'Université de Mwaro dans les années 2000 ; la collecte se faisait le jour de paie pour le thé. Le revenu théicole permet au paysan de défendre son statut de citoyen quant il contribue au développement de sa localité.

La scolarisation des enfants est un secteur qui retient l'attention des parents et des pouvoirs publics : c'est un devoir pour les ménages, celui qui n'envoie pas ses enfants à l'école est considéré comme un «marginal», voir un paresseux, car l'école est synonyme d'un meilleur avenir pour l'enfant, pour la famille et pour l'entourage; ainsi donc, celui qui ne s'acquitte pas à ce devoir est « déconsidéré » par ses voisins. Les frais scolaires, le matériel, les uniformes, les

---

[330] NZIBAVUGA, F., Administrateur communal de Rusaka, Rusaka, le 05 mars 2012.
[331] Informations livrées par le Directeur de l'Ecole Primaire de Kibimba II, le 16 janvier 2012.
[332] Signalons que ceux qui n'ont pas du thé doivent également donner cette contribution de gré ou de force
[333] Ces informations nous ont été livrées par le trésorier du comité de développement sur la colline Matyazo, NIZIGIYIMANA E., Matyazo, le 2 avril 2012.
[334] La province a accordé le ciment et les tôles, le reste et fait par la population de Matyazo et les fonctionnaires œuvrant sur place ou à Bujumbura.

frais de déplacements sont devenus chers au fur du temps; et avoir 3 ; 4 ou plus d'enfants devient problématique pour leur scolarisation[335]. Le paysan a toujours profité de son revenu théicole pour s'acquitter de cette charge sociale.

2. Le domaine sanitaire et la «sécurité sociale des paysans»

L'amélioration des conditions sanitaires des populations est un des signes du développement d'une société. Le chef de ménage doit faire soigner sa famille. La maladie et la mort sont imprévisibles et permanentes; elles arrivent souvent quand le paysan est dans une situation financière morose. Le montant des soins sanitaires dépassent souvent les capacités du paysan quand le patient est hospitalisé ou pour l'organisation des funérailles[336]. Le revenu théicole y joue un rôle très important, car emprunter une certaine somme chez le voisin pour se faire soigner est acceptable quand on sait que l'argent du thé approche.

Il faut rappeler que les guérisseurs et autres praticiens magico-religieux sont restés influents au Burundi ; le christianisme n'a pas réussi à «éradiquer» ces pratiques[337]. Avec la monétarisation de la région, les guérisseurs, les sages femmes, les devins (*Abapfumu*), et les autres détenteurs des savoirs médico-traditionnels ne sont plus satisfaits des prestations en nature (*ingemu*), ils exigent aux malades de payer en numéraire. Au début des années 2000, il y a eu des «jeunes guérisseurs»[338] qui exigeaient une somme très importante pour le patient (généralement une avance de 10 000 Fbu). Le malade devait subir une sorte d'«hospitalisation» : il devait rester chez le guérisseur jusqu'à sa «guérison». La somme à payer était difficile à rassembler si on tient compte des conditions de vie des paysans[339]. Ces pratiques seront «combattues» par des groupes protestants et des mouvements d'action catholiques[340].

De plus, le désenclavement (traçage des pistes) de la région est un élément de secourisme d'une importance inégalable. Une personne qui tombe malade ou une femme qui veut accoucher

---

[335] Le stylo qui s'achetait à 30 Fbu en 1993 s'achète à 250 Fbu en 2015. La gratuite de l'enseignement de base entamée en 2005 n'empêche pas aux parents de contribuer tout le temps pour les éventuelles nécessités scolaires.

[336] Le vocabulaire funeste revient très souvent quand il faut parler de l'Afrique. La maladie et la mort sont au quotidien : la guerre, les épidémies, la malnutrition, les accidents, les catastrophes naturelles sont le quotidien de la vie en Afrique. Des gens sont restés gardés ou emprisonnés à l'hôpital après la guérison faute des moyens pour payer les frais d'hospitalisation. Il en est de même pour les morts.

[337] La fameuse chute d'eau *Agasumo ka Mwaro* (en commune de Kayokwe), n'est pas loin de Rusaka. Elle reste reconnue célèbre dans ce domaine magico-religieux traditionnel.

[338] Désiré étudiait en première Normal au Lycée de Mwaro quant il commença ce «métier de guérisseur.»

[339] Celui qui ne parvenait pas à payer le guérisseur restait chez ce dernier. Cette pratique s'observe également dans les centres de sante.

[340] En 2011, des jeunes catholiques ont sillonné les collines avec une croix, brulant tout ce qui était soupçonné avoir des liens avec les «pratiques païennes».

est évacuée rapidement, à l'aide de la civière (*inderuzo*) vers le centre sanitaire le plus proche : Rusaka, Ijenda, Rwibaga, Nyakararo, Kibumbu, Kiganda, Fota, Ryarusera, Nyabiraba, etc.

Il convient vraiment de signaler l'aspect de «sécurité sociale» des theiculteurs. Au Burundi, seuls les fonctionnaires de l'Etat et quelques salariés du secteur privé ont le privilège de la sécurité sociale comme affiliés principalement à la Mutuelle de la fonction publique pour les soins de santé et à l'INSS pour la garantie retraite. Les paysan sont vraiment les oubliés de ce système sociale. Tous les coups des soins sanitaires tombent sur leurs têtes sans secours. Le paysan de la région profite du thé en hypothéquant son revenu pour se faire soigner. Il en est de même pour la «garantie retraite». Que dire d'une paysanne qui n'a plus d'enfants sous son foyer ? Elle serait livrée à elle-même si le théier n'était pas là pour son soutien financier. On peut donner autre chose en héritage (la terre, la vache,..) aux fils mariés, mais pas le champ théier. «*Ils auront le temps de prendre la plantation théicole après ma mort, qu'ils soient en peu patients*», disent les vieux. Plus qu'aucune autre activité des hautes montagnes burundaises, la pratique du théier soutient moralement et financièrement le propriétaire et l'accompagne jusqu'aux derniers jours. Le théier s'entretien lui-même, la personne âgée, la *retraitée agricole*, s'entend avec le plus actif pour l'entretien et la cueillette afin de partager le revenu.

Enfin, d'une façon même symbolique, le théier donne une certaine fierté aux propriétaires, un «statut social» au dessus du simple paysan; car le theiculteur se place au même rang social que d'autres salariés : la somme gagnée pour la vente du thé s'appelle *revenu*, le jour de paie s'appelle *umwisho* (bout du mois), le nom du propriétaire est inscrit dans les « livres » (*ibitabu*) et conservés chez les « grands » (*abakuru*) et la paie se fait sur présentation de la carte du theiculture (à l'exemple du chéquier de banque) moyennant «signature»; comme pour tout autre *mukozi* (travailleur salarié) employé de l'Etat ou du secteur privé[341]. Le jour de paie, le theiculteur se paie « sa » bière industrielle que même l'instituteur du coin trouve rarement de quoi se l'offrir. Avec l'avenue de la deuxième entreprise PROTHEM, il y a moyen d'être payé chaque mois si on vend le thé à toutes les deux entreprises.

3. L'habitat rural et les différentes charges ménagères

L'habitat est un élément important dans les conditions de vie des populations. La région d'Ijenda est reconnue pour son «attachement» à l'habitat traditionnel, c'est-à-dire un enclos

[341] Dans la mentalité des gens, il est « travailleur » seulement celui qui a un emploi salarié. L'autre est « paysan », c'est-à-dire sans salaire, donc pauvre.

dispersé sur les collines à l'intérieur duquel se superposent des huttes circulaires couvertes de chaume. Un voyageur dans la région ne ratera pas son occasion pour prendre plaisir par la prise des photos de ce «paysage naturel»[342]. Nous pensons que ce n'est pas par amour de la tradition que ces huttes existent encore, la pauvreté y aussi son rôle. Se construire une maison moderne n'est pas vraiment chose facile si on n'a pas un fils qui a réussi sa vie, un *mujumbura* (celui qui habite à Bujumbura, la capitale du pays) ou un *muzungu*[343] ; le paysan reste avec son idée d'améliorer son habitat.

Le revenu théicole reste très faible pour acheter les matériaux de construction et payer la main d'œuvre. Cette somme a toujours servi à renouveler le chaume et à équiper en tout petit peu le ménage**.** En outre, si le revenu théicole est insuffisant pour se construire une maison durable, les crédits liés à cette plante ont permis à certains paysans d'améliorer leurs habitations. En effet, la BNDE et la microfinance TWITEZIMBERE accordent des crédits aux théiculteurs, avec la recommandation (l'aval) de l'OTB, pour l'amélioration de l'habitat. Des tuiles et des sacs de ciment ont été donnés aux théiculteurs qui devaient rembourser régulièrement le crédit à chaque paie. Cela revient à dire que ceux qui avaient des champs productifs étaient les personnes éligibles pour recevoir ces « crédits ». Avant l'éclatement de la crise de 1993, sur la sous-colline de Shamba (colline Matyazo en commune Rusaka), Zacharie, Jacques, Cyrien, Bireha, Kana et Laurent ont bénéficié des crédits pour construire des maisons modernes, c'est à dire en briques, à ciment et couvertes de tôles. La somme reçue était insuffisante pour la construction d'une maison moderne, elle devrait être complétée par d'autres sources de financement, si non pas mal de ces bénéficiaires ont fait recours à l'argile faute des moyens pour l'achat du reste du ciment. En 2015, sur le total de 287 theiculteurs de la colline Matyazo (commune Rusaka), 87 avaient demandé des crédits via OTB, avec un montant total équivalent à 7 270 000 Fbu[344]. La majorité demande 50 ou 100 mille franc burundais pour améliorer l'habitat ou pour se lancer dans un petit commerce.

---

[342] Quelqu'un qui quitte la capitale pour une demie heure se fait voyageur- touriste dans cette région, par ailleurs qu'il a vécu pendant sa jeunesse.

[343] L'usage du mot *muzungu* (le blanc ou l'Européen) est intéressant. Ce vocable est omniprésent : celui qui a réussi sa vie (*umuzungu*), une vache moderne (*inka y'inzungu*), une plante moderne (*igiterwa c'ikizungu*), une maison moderne (*inzu y'inzungu*), un centre qui émerge (*mu kuzungu*),…est identifiée *à muzungu*. A l'inverse quelque chose qui semble archaïque ou à ralentie est identifie à *rundi (inka y'ikirundi*= une vache maigre de race traditionnelle ; *inzu y'ikirundi*= une maison traditionnelle, *ibijumbu vy'ikirundi*= l'ancienne variété de patate douce, *umunyakirundi*, c'est-à-dire un campagnard par opposition au citadin). Peut-on parler d'une civilisation « modernisante », donc extravertie ? Une étude sociologique pourrait ouvrir un débat.

[344] Selon l'enquête menée en août 2015 auprès du vulgarisateur de la colline Matyazo, Th. Ntagumuka

L'approvisionnent en objets ménagers importés et locaux se fait également grâce au revenu théicole. Le lendemain de la paie, la femme se rend au marché le plus proche pour se procurer des objets de la quincaillerie comme les bassins, les bols, les gobelets, les casseroles, etc. C'est le moment favorable pour renouveler son matériel du ménage. On achète les corbeilles, les nattes, les paniers, les assiettes, etc. Il s'agit aussi de renouveler ou de diversifier les ustensiles de cuisine. Ces nouvelles habitudes contribuent à la régression de l'artisanat local. Les objets en aluminium remplacent de plus en plus les produits en argile. Cette situation met les Batwa dans une conjoncture économique difficile, fragile même, qu'ils doivent abandonnent leur métier ancestral (la poterie) pour s'embarquer (sans moyens) dans le train de la modernité.

La monétarisation et l'ouverture de la région ont permis aux commerçants d'y ouvrir leurs activités. Dans cette région froide, les revenus théicoles ont permis aux hommes de changer leurs habitudes vestimentaires en remplaçant la couverture par des vestes importés. Il faut signaler que l'administration avait toujours combattu mais sans succès le port des couvertures (*uburengeti*) pour question d'hygiène. Ces couvertures seront remplacées par des habits résistants au froid comme les pull-overs et les vestes.

Si le revenu théicole reste faible pour construire une maison moderne, il sert à l'entretien de l'enclos et de la maison, ainsi qu'à l'équipement du ménage. Il contribue par là à l'amélioration des conditions de vie, d'hygiène et des mentalités des populations des hautes terres burundaises. Le crédit qui en est associé même s'il reste rare, constitue une valeur ajoutée dans l'amélioration du style de vie des populations de cette région.

4. Les différentes exigences sociales, morales et fiscales

Les différentes charges sociales, morales et fiscales pèsent sur la vie quotidienne du paysan. En effet, participer dans une fête familiale est une exigence sociale que toute famille doit accomplir tout en tenant compte de ses ressources. Les principales fêtes dans la région sont les levées de deuil, la dot, le mariage et l'investiture d'*Ubushingantahe*. En plus de ces fêtes, des visites et solidarités familiales ou entre amis jouent un rôle non moins important dans les habitudes des Burundais. L'adage *rundi* le dit clairement : « *Agafuni kabagara ubumwe ni akarenge (la houe qui entretient l'unité c'est le pied)* », ce qui veut dire que c'est par des visites régulières et réciproques entre amis ou entre parents que l'amitié se construit et se développe. On apporte alors des vivres et des boissons dans ces fêtes et visites. Les rencontres constituent un élément de sociabilité d'une grande importance. Toutes ces fêtes entrainent des dépenses

familiales importantes: l'achat de la bière locale et industrielle, l'achat des vivres à apporter, la contribution financière,...

A cela s'ajoute d'autres formes de contributions en numéraires comme les aides familiales, les taxes, les impôts, les contributions pour partis politiques, etc. Par exemple, institué dans les années 1920, en pleine administration coloniale belge, l'impôt sur le gros bétail est dû par le détenteur du bétail, c'est-à-dire celui qui a la garde de l'animal, qui peut être soit propriétaire, usufruitier, soit dépositaire ou simple gardien de bétail.[345] En 1931, chaque éleveur payait 2 Fbu par tête de bétail. Les pouvoirs publics postcoloniaux ont perpétué cette pratique. En 2011, cet impôt était de 300Fbu par tête de bétail. Cet impôt annuel est une charge pour le paysan qui est souvent dans une situation financière précaire. Certains éleveurs gardaient leurs vaches loin des pistes pour se prévenir des surprises des agents de la commune. Le personnel de la commune doit attendre la paie théicole pour collecter cette somme d'argent. Le jour de paie, quatre ou cinq agents communaux sont présents sur le hangar avec des quittances en attendant que le théiculteur touche «son argent»[346]. Le théiculteur devait s'acquitter de ce devoir sous peine des menaces administratives et policières, incessantes. Grâce à son revenu théicole, il se libère des «tracasseries» de l'administration communale, car attendre la convocation lui couterait énormément cher. Dans cette rubrique, s'ajoutent les cotisations pour le parti politique et l'effort de guerre (durant la récente guerre civile)[347]. Il convient de noter aussi que le revenu théicole intervient pour payer les «frais de justice» pour les conflits fonciers ou l'amende en cas de «manquements» envers les pouvoirs publics ou l'entourage[348].

Bref, le revenu théicole sert à tout, tant bien que mal : l'éducation, la sante, l'habitat, l'hygiène et les différentes charges morales et fiscales. Il permet au theiculteur de s'affirmer comme acteur socio-économique dans sa région. Ainsi, grâce à ce revenu, le paysan acquiert une

---

[345] NSAVYIMANA D., *La mobilisation de la force de travail au Burundi sous le mandat belge 1920-1940*, v.2, Louvain, Thèse de doctorat, Université Catholique de Louvain, 1989, p.317.

[346] Ce n'est pas une anecdote, en 1994, les agents communaux ont exigé à un theiculteur, qui venait de recevoir son argent sur le hangar de Matyazo, de payer l'impôt sur le gros bétail alors qu'il y avait quelques mois toutes ses avaient été volées ! Les pauvres agents communaux, dans leurs traditionnelles brutalité et arrogance, n'ont même pas eu la volonté de demander si le paysan avait des vaches. Il a fallu l'intervention de quelques honnêtes gens pour arrêter le scandale.

[347] Une somme de 100 Fbu était exigée par personne adulte pour le parti unique UPRONA. Un effort de guerre fut également exigé en pleine guerre civile au moment au la population était dans une misère indicible. Ne pas payer cette somme était un signe de trahison. Des groupes rebelles exigeaient eux aussi des contributions dont on ignore ni le montant exact ni le circuit de collecte.

[348] Celui qui lance une injure à l'endroit d'*Umushingantahe* doit le payer cher. Il doit donner à boire à l'entourage pour obtenir le pardon.

certaine fierté, un sens de responsabilité citoyenne et de liberté. Par ce simple jeu de satisfaction des besoins, le paysan s'embarque dans le train de la modernité (nouveau style de vie, nouvelles habitudes alimentaires et vestimentaires,…) avec garantie d'un futur plus ou moins sécurisé ; cette culture entraine et accompagne les populations dans un mouvement de longues mutations sociales.

B. L'emploi rural et la mobilisation des ressources humaines

La théiculture est un élément d'intégration socioprofessionnelle incontestable dans les hautes montagnes du Burundi, à tous les niveaux. Des fonctionnaires de l'Usine aux domestiques en passant par le propriétaire du champ théicole ou des boisements, cette culture constitue un secteur d'activité qui occupe un effectif élevé de populations dans cette région. La théiculture constitue un espoir pour la population dans son ensemble, car, en plus de l'exploitation théicole, il est également facile de trouver à faire comme main d'œuvre pour l'OTB, sans toujours l'exigence des diplômes[349].

Cette culture mobilise alors tout le monde, des fonctionnaires à la population dans son ensemble, de tous les genres et de tous les âges. La pratique du théier a modifié et a surchargé le calendrier paysan. En plus de l'agriculture vivrière qui couvre toute l'année par ses différentes tâches, l'entretien du champ théicole, la cueillette et la vente s'ajoutent et pèsent sur l'organisation quotidienne paysanne. L'agriculture est un métier où le repos (encore moins les vacances) n'existe pas : après le labour, viennent le semis, le sarclage, le binage, la récolte,…; plusieurs activités s'entremêlent parfois. Les différentes autres sollicitations comme les réunions interminables des associations, les deuils (des fois successifs), les différentes manifestations politiques, sociales, religieuses et culturelles touchent sur le temps du paysan. La période des précipitations abondantes de mars-avril est très surchargée: c'est le début de la deuxième saison culturale, la période d'*Irima* (temps de labour), c'est le moment de récolte pour la saison culturale A et de labour pour la saison culturale B ; et c'est la même période que la production théicole est aussi abondante. On a toujours constaté le taux élevé d'absences des élèves à l'école pour aider les parents aux travaux champêtres pendant cette période de pointe. La taille se fait pendant la saison sèche au moment de travailler les marais. Pour cela, le paysan se trouve dans

[349] S'il arrive de manquer du travail avec son diplôme, l'obtenir reste casse tête dans cette société rurale.

l'incapacité d'honorer à tous ses engagements et le recours à la main d'œuvre salarié se révèle aussi problématique vu la taille de son revenu.

Dans cette région du Mugamba, on observe des phénomènes sociaux traditionnels, qui méritent une attention particulière; la présence du théier y est pour quelque chose. Les domestiques (*abakozi*= travailleurs) en provenance du Kirimiro, qui entretiennent cette culture, pour les familles aisées, sont payés d'une façon ou d'une autre grâce à la monétarisation due en partie à la présence de cette plante. En outre, si la forme de servage dit *Ubugererwa*[350] n'est plus d'actualité pour une large majorité de la population, il s'observe également des cas des familles *Batwa* qui n'ont pas leurs propres terres, toujours liées aux familles des *Batutsi aisés,* moyennant une très petite portion de terre en échange des services ménagers, de la garde du bétail et de l'entretien du champ théicole. Dans les échanges entre le *shebuja* (propriétaire) et le *mushumba* (travailleur), l'entretien des champs accroît son importance quand le premier est âgé ; c'est son «mutwa» (son travailleur)[351] qui se charge de l'entretien, de la cueillette et de la vente du thé. Une question sur les formes de «migration» et de «servage moderne» dans cette région mérite d'être pensée[352].

Nous pouvons dire que la pratique de théiculture constitue une activité socio-économique d'une grande importance dans cette région. Elle mobilise une large majorité des populations, apporte des exigences supplémentaires, surcharge le calendrier paysan et fait de la région un pôle d'attraction humaine.

C. Le paysage agraire, le patrimoine rural et les aspects environnementaux

L'histoire rurale est aussi celle des dynamiques agraires. En effet, dès le début, le *Projet Thé Villageois* d'Ijenda exigeait 18 ares en moyenne par ménage, en trois tranches, mais nous constatons que la majorité des exploitants ont fait seulement 2 tranches de plantations car la superficie moyenne des plantations est de 13 ares. Cette «*culture pure et pérenne*» constitue une innovation dans le paysage agraire des montagnes d'Ijenda car l'agronomie du théier remet en

---

[350] Il s'agit d'une forme de relations de clientèle liées à la terre ; le propriétaire octroie à quelqu'un pauvre moyennant des services divers. J. M. Nduwaro , *Op.cit.*, a développé ce sujet.

[351] Les gens diront *Umutwa wo kwa naka* (le mutwa de chez untel, pour signifier cet homme de l'ethnie Twa lié à une famille des Tutsi moyennant l'octroi d'une portion de terre en échanges des services divers.

[352] Cette hypothèse mérite encore une sérieuse réflexion notamment sur l'évolution des échanges entre les familles Batwa liées aux propriétaires Tutsi dans cette région ou bien le mouvement des jeunes Hutu quittant le Kirimiro et d'autres régions comme Kayanza pour travailler dans les ménages de la région d'Ijenda. Pour eux, Ijenda est un autre « Bujumbura »!

cause les techniques traditionnelles d'associations et de rotation des cultures. Certains paysans, sous la pression des autorités, ont planté le théier dans des parcelles déjà entretenues pour les cultures vivrières. De même, la mise en place des pépinières tout près des cours d'eau et la volonté de certains paysans de «jeter» cet arbuste loin de leurs cultures de case, ont ouvert de nouveaux espaces qui étaient inexploités ou réservés au pâturage. Des domaines familiaux communs, réservés au pâturage, ont été défrichés et donc partagés pour intégrer le théier et son compagnon l'eucalyptus[353]. Pour cela, de petits champs theicoles, régulièrement morcelés, ont été implantées sur les versants des collines, et au fur du temps, ils finissent par dépasser les limites initiales pour former de vastes exploitations qu'on croirait aisément qu'elles appartiennent à un seul exploitant. Ces plantations couvrent alors les collines et certaines vallées, tout en donnant une verdure extraordinaire aux paysages de la région. En plus, d'autres espèces de cultures ont été améliorées par les projets de développement dont le CVHA et l'ISABU, et enrichissent désormais le paysage agraire ; il s'agit principalement de l'eucalyptus, de la pomme de terre, du blé, du petit pois, de la patate douce, des légumes et des fruits. Des techniques comme le semis en lignes et les différentes techniques de protection du sol ont été enseignées aux paysans, et pour faciliter le contrôle de tout le système de la culture du thé, le paysage a été découpé par des pistes, les unes plus importantes que les autres. Toutes ces nouveautés agronomiques entrainent des mutations longues du système agraire de la région.

L'exploitation théicole constitue un « patrimoine agro-culturel rural » d'une grande importance. Elle se différencie de toute autre culture de la région et s'inscrit dans la durée[354]. Le champ théicole constitue une identité familiale, une référence à l'ancêtre propriétaire, qui d'ailleurs porte toujours son nom ; c'est un héritage familial, à la descendance pour plusieurs générations. C'est une culture pérenne, qui appartient non pas seulement au propriétaire, mais également à l'Etat, aux générations futures, à la communauté plus que régionale, mondiale; bref un patrimoine matériels végétal mondial. Les fils de Kayuku L., par exemple, ont partagé tout en héritage sauf la plantation théicole, qui garde d'ailleurs toujours le nom du « père –propriétaire »

[353] Dans la mentalité de la région, il semble anormal de morceler un domaine familial en l'honneur de l'ancêtre arrière- grand père si ce n'est pour un projet émanant des pouvoirs publics. Le vendre reste un tabou et un sujet de moquerie dans l'entourage. Planter le théier ou l'eucalyptus devient alors une occasion de s'en approprier la parcelle.

[354] Par des tailles de rabaissement tous les 4 ans, théoriquement le théier d'Assam atteint une cinquantaine d'années de production. Il n'y a pas d'études sur ce point, la comparaison avec les autres pays où le thé dure plusieurs années est nécessaire.

plus de 10 ans après sa mort. Dans cette société où le port du nom familial n'es pas vraiment rependu comme dans d'autres sociétés africaines ou ailleurs, la plantation théicole veut perpétuer le « nom » (*izina*, comme on le dit bien), c'est-à-dire cette mémoire de l'ancêtre propriétaire, pourquoi pas civilisateur. Une observation attentive de l'état du champ théicole permet d'avoir l'idée sur la situation socio-économique du propriétaire ou de sa descendance. La plantation de Ndayiragije (colline Matyazo), par exemple, passera plusieurs années en croissance libre (sans entretien) après sa mort, faute d'un héritier responsable sur place (les gens diront aisément que Ndayiragije n'a pas de descendance, que son « nom » s'efface; l'honneur et le prestige valent quelque chose pour les sociétés rurales)[355].

Du point de vue environnemental, le théier est par essence, un arbre comme les autres ; la variété *théier d'Assam* atteindrait aisément plus de 20 m de hauteur en croissance libre et dure théoriquement une cinquantaine d'années[356]. Il détient alors les aspects écologiques et environnementaux d'un arbre : ses plantations constituent la couverture et la protection des sols et donne la verdure au paysage. En plus, la mise en place du champ théicole suit formellement les différentes exigences de protection du sol (terrassement, drainage de surface), et l'activité des racines, la présence d'une couche de feuilles sur le sol et la formation d'humus assurent une bonne capacité d'absorption de l'eau par les sols.

Nous avons également montré que l'introduction du théier s'accompagne toujours par la mise en place des boisements pour l'énergie nécessaire à l'usinage du produit. En effet, l'eucalyptus trouvera favorablement sa place dans le paysage agraire de la région par son utilité en bois de chauffage pour l'usine. «Pour une usine d'une capacité de 1200T, il est nécessaire de disposer d'un boisement d'une superficie de 270 à 360 ha»[357], un Kg de thé produit nécessite 3 kg de bois consommé. Ainsi, le Complexe théicole d'Ijenda a ses propres plantations d'eucalyptus, de pinus, etc. d'une superficie totale de 241 ha et 640 ares. Le projet CVHA a également contribué à la mise en place des boisements. En 1991, il a introduit un total de 23 2542 plants semenciers. La même année, 28449 plants ont été distribués aux populations de la

[355] Il faut signaler que des fois on exploite sa terre non pas par profit, mais pour éviter les moqueries de l'entourage. Des domestiques sont payés par entretenir la propriété sans vraiment une moindre idée de profit, mais pour sauvegarder l'identité (*izina*). En témoigne ces fonctionnaires de Bujumbura qui continuent à fréquenter leurs terres reçues en héritage sans être capable de les mettre en valeur. Certains engagent des domestiques sur place pour l'entretien de quelques dernières têtes de vaches et la plantation théicole.

[356] La variété de Chine mesure entre 2 et 3 mètres de hauteur en croissance libre et dure cent ans.

[357] SINDAYIRWANYA F., *Op. cit.*, p. 24.

commune Rusaka[358]. Cette mesure de reboisement a eu plus d'influence; il n'y a que le thé et l'eucalyptus qui impressionnent le voyageur dans la région. Les employés du projet Thé Villageois d'Ijenda et ceux de CVHA se sont vite intéressés à la plantation des arbres car ils recevaient facilement les plants et étaient informés sur l'intérêt de l'arbre pour l'avenir[359]. Des collines qui étaient dénudées ont été couvertes par de vastes plantations. Le complexe Théicole d'Ijenda exploite ses plantations pour le bois de chauffage, mais il est obligé d'acheter les bois des particuliers pour compléter sa quantité insuffisante. En 2011, l'Usine d'Ijenda achetait 8000Fbu par stère, et de 2000 à 2005 le montant du bois de chauffage, acheté aux particuliers, équivaut à 546 832 277 Fbu**.**

Il faut également signaler qu'à l'échelle mondiale, la politique environnementaliste n'épargne pas le secteur théier. En Inde, alors que les pouvoirs publics encouragent l'amélioration de la qualité de la production, les grandes plantations prennent d'autres initiatives plus environnementalistes. Aujourd'hui, pour vendre leurs thés sur des marchés plus rémunérateurs, il y a l'exigence du respect des normes environnementales. En plus de la qualité du produit et des conditions de vie des ouvriers et producteurs, l'aspect environnementaliste se fait théoriquement place; et des certificats en cette matière sont octroyés aux entreprises. L'Usine d'Ijenda a déjà reçu le Certificat de *Rainforest Alliance* (RA). Il s'agit d'un organisme certificateur environnementaliste, à but non lucratif, dont le siège social est aux États-Unis, fondée en 1986 par un groupe d'environnementalistes réunis à New York lors d'un *workshop* sur l'avenir des forêts tropicales. Il évolue dans le secteur de la protection de l'environnement en partenariat avec différents autres acteurs. Il reste à savoir l'efficacité de toutes ces formalités environnementalistes (*modèle top down*) sur terrain.

En bref, la pratique du théier entraine des dynamiques du paysage agraire, de type céréalier vers à l'arbustif plus ou moins diversifié ; et, si le thé n'a pas encore généré des rentes touristiques pour le pays, ses plantations constituent une identité, un patrimoine matériel végétal et un aspect environnemental des hautes terres.

---

[358] République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, *Op. cit*., p.102.

[359] Les vastes plantations de D. HICUBURUNDI sur la colline Matyazo et celle de L. NIVYABANDI à Kibimba en sont une preuve. Ils étaient des employés des projets et avaient des informations sur l'intérêt de l'arbre.

D. Le thé et l'« urbanisation » rurale

Nous ne considérons pas ici l'urbanisation dans la conception d'une grande agglomération mais plus tôt dans l'idée d'une émergence des aspects et de mode de vie urbains (infrastructures modernes, adduction d'eau potable, l'électricité, emploi salarié, …). La conception classique ferait du rural des hautes terres burundaises, un ensemble des champs et des habitats dispersés sur les collines ; la pratique du théier en donne un aspect nouveau : des *centres* (*ibisagara*) émergent grâce aux effets induits, pour une partie, par la présence du théier dans la région.

En effet, la «ville» d'Ijenda, lieu du siège du Complexe théicole, est un modèle d'urbanisation d'une région rurale. Situé à 42 Km de Bujumbura (la capitale du Burundi), le centre de négoce d'Ijenda est une référence dans le monde rural. La présence du Complexe et tout ce qu'il représente du point de vue économique et symbolique est une valeur ajoutée au centre et à la région entière. Ijenda, c'est cet autre petit monde dans les montagnes rurales. La sirène qui réglemente les activités de l'usine retentit à travers la région[360]. Ijenda est un « autre Bujumbura », les gens l'appellent « ville d'Ijenda»; on se précipite pour éviter le retard au travail, pour ne pas rater le bus vers Bujumbura, etc. Le Centre connaît des quartiers, l'un s'appelle Buyenzi, en référence à cette agglomération multiculturelle de Bujumbura. Par sa proximité avec l'usine, un nouveau monde de vie y est né : commerce de tout genre, l'informel, la soudure, la fraude,… ; et Gakaraka est le quartier « haut standing », car habité par les fonctionnaires de l'usine. Ces derniers sont respectés et sont vecteurs de modèles et de civilisations dans plusieurs domaines: leurs enfants sont bien habillés, ils regardent la télévision et trouvent les conditions relativement meilleurs pour leurs études, ce sont des *Bazungu* du rural, c'est-à-dire des gens aisés. Le nouveau quartier sur les hauteurs de Mujejuru s'identifie à Kiriri de Bujumbura par son aura et par la qualité de ces habitations. De plus, Ijenda connaît la route goudronnée, Route Nationale7 (donc des véhicules circulent), de l'eau et de l'électricité, c'est-à-dire un mode de vie étranger au quotidien rural. Tout enfant dans la région rêve de se rendre à Ijenda; là, on vend ou on achète quelque chose.

Ce petit centre abrite le Complexe théicole, l'hôpital régional privé (sous la responsabilité des sœurs catholiques), la maternité, la paroisse Saint Aloys qui date de 1946, des confessions

[360] Une sirène retentissait pour réglementer les activités : 7h , 12h, 14h et 17h. Les élèves pouvaient s'en référer pour se rendre à l'école; le montre est un luxe qui n'est pas pour tout le monde.

protestantes qui se cherchent encore, le lycée Etoiles de Montagnes d'Ijenda, un centre de formation professionnel, une brigade de police, deux écoles primaires, un collège communal, des hôtels restaurants plus ou moins modernes, ainsi que des magasins et des kiosques-boutiques le long des routes. Le lieu abritait également le projet CVHA.

Le Centre de Rwibaga, situé à 3 Km d'Ijenda, est reconnu pour son marché régional. Il abrite également un hôpital public régional reconnu, le bureau de la commune Mugongo-Monga et le camp militaire. Le marché de Rwibaga est reconnu pour son négoce du bétail, un rendez-vous interrégional de tous les jeudis. D'autres endroits comme Mwaro, Rusaka, Nyabiraba,…sont des *centres*. Mwaro habite le chef lieu de la province de son nom, une université, un lycée régional, un camp militaire, une paroisse, un hôpital, une banque, un marché,…. Tout cela fait penser à l'émergence d'un aspect urbain dans le monde rural. Grâce au désenclavement de la région, à l'octroi des emplois, à l'injection de l'argent dans le milieu rural, aux transformations des activités agro-pastorales et aux changements des mentalités, la théiculture contribue au développement des échanges commerciaux et à l'urbanisation rurale.

E. Les hangars de collecte des feuilles vertes : entre rencontre et socialisation des campagnes

Nous avons vu le rôle du hangar dans la collecte des feuilles du thé. Ce lieu acquiert peu à peu une certaine visibilité dans le coin. Il rassemble un grand nombre de gens (souvent des parentés), venus des localités proches pour vendre le thé, pour recevoir les engrais chimiques ou l'argent ; et en profitent pour se saluer et échanger des nouvelles de la région (*Ikiyago gisumba ikivi*= le dialogue vaut mieux que le travail, disent les burundais). De plus, les autorités administratives profitent de ces *centres collinaires* pour rencontrer leurs dirigés pour des éventuelles communications. Différentes organisations œuvrant dans la région (les associations des femmes, les associations des élèves en vacances, les *Bashingantahe*, les organismes humanitaires, …) y tiennent des réunions ou des différentes manifestations. Devenant pour la plupart le centre collinaire, le hangar de collecte est un lieu de rencontre et d'échanges d'informations du monde rural.

Habitués à rassembler les gens, les hangars jouent un rôle lors des campagnes électorales. Faute d'accès aux infrastructures publiques, les partis politiques d'opposition investissent les hangars de thé pour leurs propagandes politiques. Ce sont des lieux de rendez-vous entre les

politiciens et la population. Les leaders des organisations politiques se succèdent les uns après les autres pour essayer de gagner l'adhésion massive de la population à leurs idéologies. L'aspect politique de la théiculture dans les hautes terres burundaises mérite une attention. Il est, par exemple, difficile de dissocier l'entreprise PROTHEM et les organes du parti MRC en province de Mwaro et ses environs. La théiculture reste dans tous les mots de la propagande de ce parti depuis sa création par l'entrepreneur le Colonel E. Bayaganakandi. Les vulgarisateurs trouvent des facilités à convaincre la masse pour les propagandes politiques. Ce sont des références pour la masse populaire pour l'un ou pour l'autre engagement et sont beaucoup plus sollicités par les politiciens. Les hangars de thé deviennent également des centres d'inscription, des lieux de vote ou de vaccination. C'est un lieu important de rencontre, de transmission d'informations, d'échanges de connaissances, donc un rendez-vous de socialisation du monde rural.

F. Les associations des théiculteurs : quel avenir ?

La question des associations des theiculteurs est liée à celle de la libéralisation de la filière thé. Les études sur cette option proposent la dynamisation des associations regroupées en fédérations qui auraient à constituer des coopératives de thé. Ces dernières auraient une part importante dans la privatisation de la filière[361]. Cette question soulève encore des ambigüités dans tous les niveaux de la filière. Sous l'initiative de l'OTB, des associations des theiculteurs furent crées à travers les collines depuis les années 2000 ; elles seront regroupées dans la Confédération Nationale des Associations des Théiculteurs (CNATHE), qui rassemblent 31,4% des théiculteurs. Ne comprenant ni les objectifs ni l'avenir de ces organisations, certains theiculteurs se sont retirés progressivement. De 2014 à 2015, il y a eu une diminution de 6,8 % de l'effectif des membres des associations des theiculteurs[362] sur le plan national. Le caractère paternaliste guide toujours cette aventure dans le secteur agricole. A propos du café, H. Cochet reconnaît l'inefficacité de cette option paternaliste et autoritaire: *« Il n'existe guère d'exemple au monde où des syndicats ou organisations de producteurs créées à l'initiative des pouvoirs*

[361] Voir NKURUNZIZA Th., THONON A. et NDIMIRA P. F., «La théiculture au Burundi: diagnostic d'une filière en mutation», *Tropicultura*, n^{0}4, Vol.20, 2002, pp.193-197.

[362] L'effectif des producteurs réunis en association était de 16.954 en 2014. Ce chiffre est tombé à 15.871 fin 2015, soit une diminution de 6,8%.

publics (et non des personnes concernées elles mêmes) aient résisté longtemps aux épreuves du temps et au manque de légitimité de leur dirigeants»[363].

Ces types d'organisations ne durent pas alors longtemps, en 2010, dans la région theicole d'Ijenda, 25 sur plus de 70 collines avaient des associations avec 1 456 membres. Ces dernières étaient tellement faibles qu'elles n'existaient que de noms et des cotisations retenues et virées sur les comptes bancaires créées à la hâte. Comme le constate E. Sentamba, de telles associations restent des «marionnettes» de l'administration et donc de l'Etat. Elles ne sauraient dès lors être opposées à celui-ci ou le concurrencer afin qu'il cède un peu de son espace aux autres acteurs[364]. L'idée selon laquelle ces coopératives deviendraient des actionnaires, une fois l'usine privatisée, relève plus de l'utopie que de la réalité; cette option ne tient pas vraiment vu la qualité des membres, la taille des plantations et la main jalouse de l'OTB sur la filière thé. C'est un autre « modèle top down » car à l'origine se trouve la fameuse politique économique du retrait progressif de l'Etat dans plusieurs secteurs de la vie du pays. L'OTB se trouve alors dans l'obligation de « s'adapter » aux injonctions des partenaires financiers. Plus tôt, ces associations auraient voulu s'intégrer dans la logique des solidarités rurales : les emprunts, les aides aux membres en difficultés par exemple en cas de décès, de maladie,….Handicapées par le moins d'autonomie par rapport à l'œil vigilant de l'OTB et le manque d'objectifs clairs, ces associations sombrent dans un contexte d'ambiguïtés, sans lendemain.

G. La théiculture et l'univers culturel

1. La sociolinguistique du thé

Selon A. Ntabona, la langue, la littérature, la culture et l'histoire, sont des manifestations (différentes, mais qui convergent), du même esprit humain[365]. Cette nouvelle culture a dû intégrer de nouveaux concepts dans la langue et dans la littérature *rundi*. «L'approfondissement de la culture et de la littérature en particulier est indispensable pour une compréhension totalisante de l'histoire rurale »[366]. A chaque étape de son intégration, le théier a fait apparaître de nouveaux comportements linguistiques et culturels, dans des contextes bien précis. Selon M.

---

[363] COCHET, H., *Etude sur la stratégie des producteurs du café au Burundi*, p.110
[364] SENTAMBA E., *Op. cit*., T.2, P.114.
[365] NTABONA A., « Littérature, culture et histoire rurale » In CHRETIEN, J. P. (*dir.*), *Histoire rurale de l'Afrique des Grands-lacs*, Paris, Karthala, 1983, p. 178.
[366] *Ibidem*.

Mukuri, «les mots ont le pouvoir à la fois de refléter et de mémoriser, de canaliser les sentiments, d'orienter les volontés et les comportements»[367].

Du point de vue linguistique, le *thé* , «*icayi* » en Kirundi, a des ressemblances (au niveau de la prononciation) avec les vocables chinois et japonais. Les mots de *tea*, *tee*, thé viendraient d'un mot chinois *: t'e*. A Canton, les gens parlaient de *ch'a, au Japon, on dit chaa ou chia*. On comprendra alors aisément que ce mot a donné plus tard naissance au mot ″Icayi″ utilisé par les Burundais. Par là cette plante a permis alors un certain rapprochement des langues chinoise et japonaise avec le Kirundi.

En plus, quand la théiculture avait fini par prouver son intérêt et gagner son influence, un champ théicole très productif pouvait être comparé à une vache laitière: «*Icayi ni yo nka yanje*» (le thé est ma vache*)*. Des adages ont été forgés, témoignant l'état d'intégration de cette culture sur le terrain et dans les mentalités des gens car les mots sont porteurs d'idéologies[368]. Les gens peuvent par exemple dire: I*bizanywe n'abazungu ntibigirira*» (ce qui sont apportés par les blancs ne manquent jamais d'intérêt) ou bien «*Uwurimye butire ntatira agahuzu*» (celui qui a planté la bouture du théier ne peut pas manquer les habits) pour témoigner l'intérêt (et surtout monétaire) qu'apporte cette nouvelle culture. Avec le revenu théicole on peut s'achète ce dont on a besoin, y compris les habits. Les noms des associations des theiculteurs témoignent également des ambiguïtés et attentes de ces derniers par rapport à ces organisations.

Certains aspects sociolinguistiques témoignent de l'impact de cette culture dans le quotidien. On trouve le concept «*icayi*» dans plusieurs expressions courantes. Par exemple «*Kunywa icayi»* (boire du thé) ne signifie pas seulement consommer le thé, cette expression peut être utilisée pour toute la nourriture ou toute boisson prise le matin (la bière locale, la pâte, etc. peuvent être appelés *″icayi″*, thé) de même pour quelque chose à consommer qui ne prend pas beaucoup de temps. Au Kenya le *thé*, *cayi* en kiswahili peut signifier la petite corruption que les gens donnent aux policiers ou autre autorité pour se faire un petit service ou bénéficier de sa faveur. En avril 2015, lors de la proclamation de la candidature au 3ème mandat du Président P. Nkurunziza, ce dernier dira dans un discours officiel que les problèmes que

[367] MUKURI M., « Le vocabulaire de la crise », *In* CHRETIEN J. P. et MUKURI M. (*dir.*), *Op. cit.*, p.148.
[368] *Ibidem*

connaissent son parti et le pays ne sont que «du thé», c'est-à-dire qui n'allaient pas durer, en faisant allusion à la chaleur du thé qui dure un instant[369].

Contrairement aux civilisations orientales, très peu d'outils appropriés au thé existent au Burundi pour marquer le quotidien et les mœurs des populations[370].

2. La consommation du thé : une « civilisation » qui intègre timidement la cuisine paysanne

Le thé est la boisson la plus consommée au monde, après l'eau. Les Anglo-Saxons sont les premiers pour la consommation du thé ; viennent ensuite les civilisations arabo-musulmanes. «*Le thé, bien que moqué par les âmes naturellement rustres, restera à jamais le breuvage privilégié des gens d'esprit*», écrit Thomas de Quincey (1785-1859). Comme tous les autres pays d'Europe, la France a connu le thé au XVII^{è} siècle mais cette boisson resta pendant longtemps le privilège de « haute société » de Paris, c'est-à-dire des professeurs des universités, des hommes d'Etat et des courtisans. Cette boisson y gagna alors peu à peu, tout au long des XVII^{è} et XVIIII^{è} siècles, les milieux les plus aisés, sensibles à la mode de l'exotisme[371]. Actuellement sa consommation y est en pleine progression.

Si cette denrée marque les Civilisations Orientales (dans presque tous les aspects de la vie des populations) en premier lieu, fait parti des mœurs culinaires des Occidentaux et intègre aisément la culture arabo-musulmane, l'*heure du thé* n'est pas la même dans tous les coins du globe. Cette boisson chaude peine à percer les mœurs populaires des Burundais. Si le thé intègre d'autres secteurs de la vie des populations, il ne semble pas automatiquement le bienvenu dans la cuisine paysanne. Comme culture d'exportation (*igiterwa njabukamazi*=la culture qui traverse les frontières nationales pour exportation), le premier rôle du théier est d'apporter de l'argent aux pouvoirs publics comme aux paysans producteurs. Mais, toute la quantité produite n'est pas totalement exportée car une partie, minime soit-elle, est consommée localement. De 1993 à 2010, la quantité vendue localement représente entre 2 et 8% de la production nationale. Mais, il faut là aussi apporter des nuances entre la quantité vendue localement et la quantité consommée

---

[369] Lors des manifestations contre le 3^{è} mandat du Président P. NKURUNZIZA , les jeunes diront qu'il sera brulé par le même « thé ».

[370] Le besoin en cueillette et en transport des feuilles vers les hangars ont permis la fabrication des gros paniers en bambous qui n'existaient pas avant. La collecte des feuillées par l'OTB se fait parfois en sacs en sisal. La consommation du thé fait intervenir l'usage du thermos pour la conservation efficace du thé pour garde la chaleur, ainsi que les gobelets, les cuillères et les tasses pour la consommation.

[371] SANGMANEE K. Ch., *et al., Op. cit.*, p.66.

sur place, car il est des habitudes d'acheter du thé comme du café au Burundi pour l'envoyer ou l'apporter à l'étranger (cette quantité échappe aux statistiques mais existe)[372]. Contrairement aux autres régions du thé, les populations rurales burundaises n'ont pas encore développé l'hospitalité, la convivialité et l'élégance au tour de cette boisson stimulante.

Chaque *unité de production* vend le thé sec dans ses environs. Les paysans s'achètent le thé surtout dans les boutiques à un prix abordable. Très peu de paysans savent traiter (transformer) eux-mêmes le thé : on fait la cueillette des feuilles, on les sèche et puis on les réduit en poudre à l'aide de la moudre (*urusyo*)[373]. Dans les ménages, ce sont surtout les fonctionnaires qui consomment le thé. Les femmes et les enfants s'intéressent à la consommation du thé beaucoup plus que les hommes[374] (le contraire se fait en dehors du ménage, dans les restaurants). Le thé, en plus d'être une boisson, est aussi un aliment pour les malades. Des cabanes-restaurants sont installées près des centres sanitaires pour faciliter l'approvisionnement du thé et du pain (une liaison s'est nouée entre le thé, le pain et le lait en poudre).

Les hommes consomment le thé le matin aux centres de la région comme Kiganda, Rusaka, Fota, Mwaro, Kibumbu, Gisozi, Ijenda, Rwibaga, Nyabiraba, etc. Des cabanes boutiques ou restaurant, le long ou sur la croisée des pistes, peuvent servir le thé (pour un prix de 100 à 200 Fbu le gobelet). Consommer le thé en dehors du ménage coûte moins cher, moins d'exigences. Le coup du sucre, l'effectif des membres du ménage, la technique et le temps de préparation, les mentalités alimentaires,…maintiennent le thé en marge de la « cuisine » paysanne.

Est-ce par l'attachement à l'alcool que des initiatives clandestines soient toujours à l'œuvre pour intégrer le thé dans l'univers des boissons alcoolisées [375] ? Quand on pose la question sur la consommation du thé dans les ménages, la réponse est connue à l'avance : le sucre coûte cher. Oui, mais c'est l'une des raisons. En effet, le thé, encore plus le café, est un produit de luxe, de *haute société*, qui ne fait pas parti des habitudes culinaires des ménages paysannes burundaises[376]. Ce n'est pas donc un aliment (*infungurwa*) dans la conception du plat

---

[372] Apporter, envoyer ou offrir quelque chose produite localement, dans son pays (chez soi), procure l'honneur et la satisfaction entre celui qui donne et celui qui reçoit.

[373] Information recueillie auprès de NDIKUMANA C., Nyamugari, le 03 août 2011.

[374] Ce constant est aussi valable pour la France ; les femmes s'intéressent plus à la consommation du thé qu'aux hommes.

[375] Toute boisson qui n'est pas connue officiellement est prohibée, est donc combattue par tous les moyens. La police et l'administration ont toujours voulu montrer leur lutte contre les boissons « prohibées » dans leurs programmes de sauvegarde de la « sécurité ».

[376] En occident, le thé a longtemps gardé la trace de son passé aristocratique.

burundais, son absence au menu ne constitue pas un défi majeur. La somme de 2 000 Fbu que coûte le Kg de sucre vaut approximativement un panier de patates douces qui servirait toute la famille. Le théier, culture d'exportation, a toujours été considéré par les responsables comme un élément à part de l'ensemble du système d'exploitation agricole. Les paysans n'ont pas encore trouvé ni les moyens ni la volonté de l'intégrer dans leurs mœurs et leurs habitudes culinaires[377]. Le thé reste généralement l'aliment du malade.

Néanmoins, on observe une certaine évolution pour l'intérêt de cette boisson chaude. En plus de la tradition du thé dans les écoles et camps militaires, certains ménages trouvent le besoin du thé. Il s'agit surtout des «familles aisées» (*imiryango yifise*=les familles qui ont les moyens), « urbaines » et des familles paysannes de confessions protestantes. Ces dernières, rejetant catégoriquement l'alcool (comme un péché, origine du mal), prônent pour la consommation du thé.

Cette liaison entre le thé et la religion est récente au Burundi et mériterait une attention particulière. En Chine comme au Japon, il y a un lien étroit entre le thé et le bouddhisme. Les moines bouddhistes consomment régulièrement du thé pour résister à l'assoupissement pendant leurs longues heures de méditation; le fait de boire du thé aidant à pratiquer les vertus traditionnelles d'harmonie, de pureté et de juste milieu[378]. Le thé a également des liens forts avec le taoïsme au Japon où on fait le «*culte du thé*». Au Burundi, les confessions protestantes reconnaissent la *conversion* par l'abandon total des boissons alcoolisées. A ce sujet, le responsable de l'Eglise CCCR à Ijenda, nous a livré un témoignage intéressant: « *Celui qui consommait les boissons alcoolisées avant sa conversion, va s'habituer au thé. Comme les limonades Fanta coûtent chères et que le lait n'est pas abondant, on préfère boire du thé* »[379]. Dans certaines familles protestantes, le thé accompagne la nourriture comme il peut être consommé le matin et le soir. De plus, pendant les moments de jeûne, les protestants peuvent consommer uniquement du thé[380]. Actuellement, figure parmi l'équipement de la future mariée,

---

[377] Au Corée, à la fin la fin de l'époque de Silla (Xe siècle), une initiation rituelle à l'art du thé était dispensée aux adolescents dans des petits pavillons destinés à cet usage, isolés dans les montagnes. Au Japon, les «Ecoles du thé» sont la particularité de ce pays. Des enseignements sur l'art du thé y sont dispensés. A ce sujet, *voir* SANGMANEE K. Ch., *et al*., *Op. cit*., p. 56.

[378] BUTEL P., *Op.cit*, p.33.

[379] CISHAHAYO C. , le 02 aout 2011.

[380] Les motivations spirituelles et philosophiques sont parmi des facteurs à la consommation du thé par les bouddhistes, au Japon notamment. Selon SANGMANEE K. Ch. *et al*., p. 114, « Le the fut l'ambassadeur le plus efficace du bouddhisme en Extrême-Orient »

les biens lié à la consommation du thé (thermos, tasses, gobelets, sucre, paquets de thé,…). Cet aspect religieux du thé se remarque également quand les protestants, sans infrastructures suffisantes pour le culte, font recours aux hangars de collecte de feuilles du thé, comme se fait chaque dimanche à Rusaka.

Enfin, la théiculture marque la société rurale des hautes terres d'Ijenda. Avec son revenu, aussi maigre, mais régulier, le théiculteur permet d'assurer certaines responsabilités sociales, morales et citoyennes : l'éducation, la sante, l'habitat, les fêtes, les taxes, etc. sont des charges quotidiennes qui exigent une somme d'argent non moins importante. Le thé permet alors au paysan d'accéder à la modernité tout en se libérant des tracasseries incessantes des pouvoirs publics. Cette culture constitue une fierté, une identité, un espoir et une sécurité sociale pour les populations de la région.

Plus que jamais une activité n'avait mobilisé autant des populations que des espaces dans cette région: hommes, femmes et enfants, natifs et « étrangers » goûtent sur les bienfaits de la pratique du théier, par l'octroi des emplois et l'occupation des populations sur leurs terres. Cette culture fait une longue conquête de la paysannerie et lui impose ses exigences au niveau du paysage qu'au niveau du calendrier agricole. Elle introduit des mutations agraires longues et des aspects écologique, environnemental, patrimonial et urbain dans une région rurale. Elle constitue un élément d'échange, d'ouverture, de modernité, d'attraction et de sociabilité des ruraux.

Aux termes de ce troisième chapitre, nous constatons alors que la théiculture est un élément majeur d'innovation socio-économique des campagnes des hautes terres burundaises. La pratique de cette culture apporte de l'argent, du sommet de l'Etat jusqu'aux ménages. Néanmoins, le revenu théicole et le pouvoir d'achat du producteur sont restés généralement faibles à cause de la défaillance du marché, de la faible performance de l'OTB et surtout des enjeux internes de l'ensemble du système agraire burundais (le manque de terres, les problèmes de main d'œuvre, la pauvreté,…), dans un contexte de la flambée générale des prix, et donc de la détérioration progressive des termes de l'échange, en défaveur du theiculteur.

Mais, il faut reconnaître que, le revenu théicole, aussi faible, soit-il, reste indispensable par sa place dans les revenus des ménages et par l'amélioration des conditions de vie qu'elle apporte. Régulier et en « masse », cette somme bénéficie d'un réseau d'activités, d'ingéniosité et de « solidarités paysannes » pour servir à la consommation tout en pensant à l'investissement

paysan. Le paysan en profite pour assumer ses éventuelles responsabilités sociales, morales et citoyennes. Il acquiert alors une certaine identité, la fierté, la liberté, la responsabilité et l'espoir pour un avenir plus ou moins assuré car la pratique de la théiculture offre un circuit économique et socioprofessionnel sur plusieurs niveaux, par sa participation à la lutte contre l'exode rural et le sous-emploi. L'ouverture et la monétarisation des campagnes ont permis au développement des échanges commerciaux et le paysan des montagnes d'Ijenda s'est connecté au «monde extérieur». La théiculture est devenue elle-même une nouvelle forme d'«instrument d'échange» et de «régulation» de la vie socio-économique des campagnes de hautes altitudes.

Le théier constitue donc une identité des hautes terres burundaises par ses dynamiques agraires, ses aspects environnementaux et patrimoniaux dans cette région, qui devient, ainsi, un pôle agro-marchand et humain, avec des mutations des mentalités des populations, dans plusieurs secteurs de la vie.

CONCLUSION GERNERALE

Notre travail, *LA REGION THEICOLE D'IJENDA (BURUNDI)*: *ECONOMIE ET SOCIETE 1965-2011*, s'inscrit dans un projet de recherche en évolution, sur un thème d'*Histoire rurale*, spécialement sur *La théiculture au Burundi*. Il s'agissait ici d'une ébauche de recherche bibliographique et méthodologique avec comme étude de cas, la région théicole d'Ijenda.

En effet, cette dernière, se trouvant dans les hautes terres du Mugamba, est une région aux sols pauvres, connaissant traditionnellement une économie familiale agropastorale à très petites unités de production, à faible diversité des cultures et à très faible rendement; elle a historiquement fait face aux éventuelles famines et disettes grâce aux échanges avec des régions limitrophes, excédentaires en nourriture.

Longtemps restée sans culture de rente, le théier y trouva des conditions pédoclimatiques favorables dès la fin des années 1960, dans le cadre de la diversification des recettes d'exportations et de l'amélioration des revenus monétaires des paysans. Mais, une situation socio-économique aux multiples défis liés à la paysannerie comme les problèmes fonciers, le manque de main d'œuvre et la pauvreté, d'une part, et la méfiance des paysans face à l'autoritarisme des «chefs», d'autres part, ont rendu les débuts relativement difficiles avant que cette plante puisse s'identifier au local par son insertion en de petites exploitations familiales. L'Usine d'Ijenda collecte les feuilles vendues par les producteurs, assure la transformation industrielle et l'OTB supervise la vente du produit fini sur les différents marchés.

Nous constatons alors qu'au niveau local, la théiculture a un impact socio-économique remarquable, mais limité. En effet, le revenu et le pouvoir d'achat du theiculteur sont restés généralement faibles à cause de la défaillance du marché, de l'inefficacité organisationnelle de l'OTB et surtout des enjeux majeurs liés à la paysannerie (le manque de terres, le problème de main d'œuvre, la pauvreté,…) dans un contexte de la flambée générale des prix des biens et des services, donc de la détérioration progressive des termes de l'échange, en défaveur du theiculteur. Pour cela, au Burundi, le thé ne constitue pas des garanties de business agricole pour le producteur. Ce dernier ne mérite pas le nom d'*agro-capitaliste*, non plus de *planteur.* Le theiculteur burundais n'est pas devenu ni un investisseur ni un riche, il reste l'enfant pauvre de la filière, d'un système qui le domine; avec toujours des soucis vitaux car son revenu ne fait que transiter, vers l'achat des vivres.

Néanmoins, si le thé n'a pas permis un développement spectaculaire de la paysannerie, il en a, quant même, assuré une certaine promotion. Le revenu théicole, aussi maigre, soit-il, arrive régulièrement « en masse » ; occupant une place importante dans l'économie familiale, pour une large majorité des populations, il allège la souffrance financière du paysan et le sert énormément grâce à son insertion dans un réseau complexe d'activités, d'ingéniosité et de « solidarités » rurales. Les familles en profitent pour assumer ses éventuelles responsabilités ménagères, sociales, morales et citoyennes.

De plus, le théier marque le paysage agraire et constitue une identité, un patrimoine matériel végétal commun, une fierté, un espoir et une assurance pour les populations.

Enfin, l'ouverture, l'emploi, la monétarisation et l' « urbanisation » du rural permet le développement des échanges commerciaux et l'évolution des « mentalités » dans la région. La théiculture constitue, elle-même, une nouvelle forme d'échange et de «régulation» de la vie socio-économique des campagnes des hautes terres burundaises, donc, une « modernité rurale ».

Aux termes de ce travail, nous ne pensons pas avoir épuisé tous les contours de ce sujet d'histoire rurale. Ainsi, nous constatons que le théier est une « plante monde », relevant d'une politique publique, qui dépasse la conception nationale, et donc, s'intégrant dans un contexte économique global. Et, pour bien saisir son impact au niveau « local », dans le cadre de notre thèse, il est très nécessaire de pousser le raisonnement en peu plus « loin », c'est-à-dire intégrer cette plante dans une logique plus globale et plus détaillée: *Faut-il, et comment saisir la dimension systémique globale du thé? Quel est le lien entre la dimension globale du thé (les Modèles Economiques, le marché mondial des produits alimentaires et sa régulation, les Systèmes de financements,…) et les enjeux de sa pratique au niveau local, sur terrain (l'extension des superficies, la production, la rémunération, la structure organisationnelle de la filière, la privatisation ou la libéralisation de la filière, les associations paysannes,…)* ?

Quelques interrogations méritent encore un débat critique approfondi:

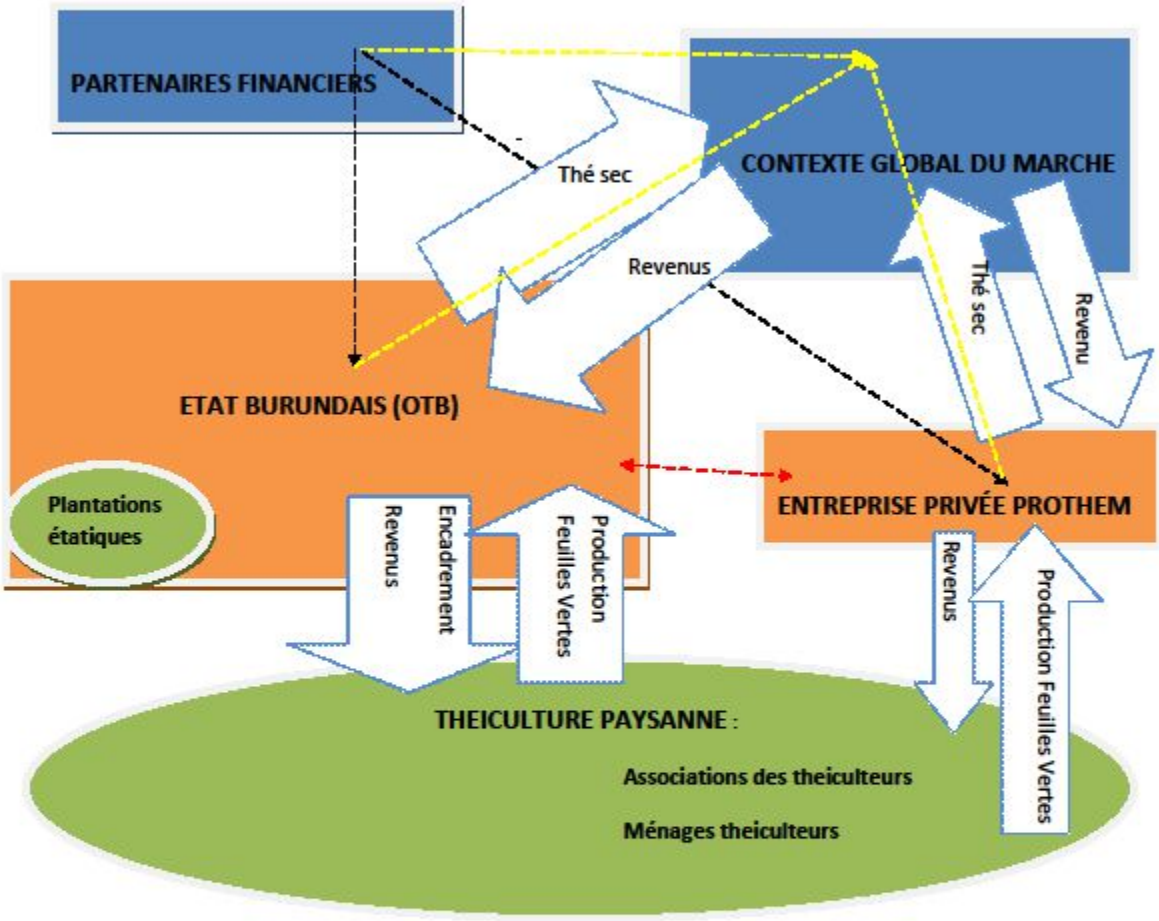
Tenant compte que le thé est produit « définitivement » au sein des 5 usines locales, le rôle « centralisateur ou superviseur » de l'*OTB siège* contribue-t-il à la performance de la filière, ou bien, s'agit-il d'une « structure bureaucratique supplémentaire», d'un acteur intermédiaire, relais du développement et des modèles économiques de la sphère mondiale, qui réduirait la « marge de bénéfice » qu'apporte la commercialisation de cette denrée, ainsi que l'autonomie des exploitants?

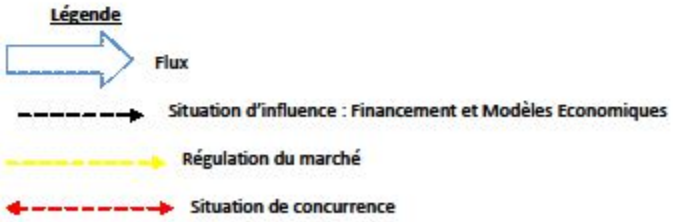
L'intérêt croissant de la théiculture (la rémunération, les entreprises privées, l'extension des superficies,…) est-il capable de « révolutionner » la paysannerie des hautes terres burundaise? Quels en sont les enjeux? Ou bien, les différentes conceptions théoriques et les discours officiels du « Haut », correspondent-ils aux réalités nationales et à celles de la paysannerie burundaise, telle que « proposés » ? Quelles en sont alors les enjeux et les différentes « accommodations » du « Bas » par rapport aux politiques lui imposées dans le secteur du thé? Quels sont les liens entre les différentes situations du « Haut » (Bailleurs de Fonds, Institutions Internationales, Politiques Economiques, Systèmes de régulation du marché des produits alimentaires,…) pour agir sur la politique théicole à la base?

Face à toutes ces interrogations, un schéma synthétique de *l'Approche systémique globale de la théiculture*, résumant en peu l'hypothèse de nos recherches ultérieures (la thèse), est pensé en considérant la théiculture comme une *filière-système*, relevant de « la logique de la transmission verticale du développement », hiérarchisée globalement à 3 niveaux : le « Haut », le « Centre ou l'Intermédiaire » et la «paysannerie »[381].

[381] Brièvement, le « Haut » symbolise la dimension globale (mondiale) ; il s'agit des partenaires financiers de l'OTB et le contexte du marché global. Le « Centre ou l'Intermédiaire » est le niveau national, c'est-à-dire l'Etat burundais et les acteurs privés ; et enfin la « paysannerie », le niveau le plus bas de la chaîne, est constitué par les associations paysannes et les ménages théiculteurs. Ce schéma synthétique de l'*Approche systémique de la théiculture*, est en cours de construction ; plusieurs situations ne sont pas représentées en détails; il sera sans doute amélioré par la contribution de nos recherches ultérieures, au niveau doctoral.

Approche systémique globale de la théiculture





En quoi cette étude est-elle possible ? A travers notre étude de cas, nous avons abordé les aspects historiographiques, méthodologiques et bibliographiques de notre thème de recherche[382]. En effet, nous affirmons qu'un historien, comme ses collègues économistes et agronomes pour la plupart, peut travailler sur le thé au Burundi en abordant son étude dans le cadre d'une histoire rurale et des politiques publiques. La pluridisciplinarité des sciences sociales est ici la règle. La conception de cette plante dans le contexte économique global est envisageable pour saisir tous ses enjeux.

Cette étude est également possible dans la mesure où quelques travaux spécialisés sur cette culture, existent déjà à la Bibliothèque Centrale de l'Université du Burundi. De plus, les archives et les publications de l'OTB, de l'ISABU, de l'ISTEEBU et de la BRB que nous avons commencé à rassembler, constituent une base de données à consulter évidement pour la poursuite de notre thèse. Il est également très nécessaire de consulter les archives des Institutions partenaires du Burundi en matière du thé, comme l'Union Européenne, l'Agence Française pour le Développement, l'Ambassade de France au Burundi, l'Agence Technique Belge, la Banque Européenne d'Investissement et la Banque Africaine pour le Développement, pour essayer de saisir la dimension globale de cette plante. Dans ce même ordre d'idée, les archives et les publications de la *Kenya Tea Developement Authority* (KTDA), de l'*Africa Tea Brokers*, de l'*International Tea Commitee* (ITC), ainsi que les documents sur cette culture dans d'autres régions comme l'Asie, sont très utiles.

Ajoutons à ce fonds, des publications sur l'histoire rurale en Afrique de l'Est, disponibles dans les bibliothèques du LAM (Les Afriques dans le Monde), notamment les études spécialisées sur le café, constituent une garantie pour des recherches ultérieures fructueuses. De plus, les publications de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et celles du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) sont importantes pour la recherche en Agriculture. Il en est de même pour les revues scientifiques comme *Cahiers d'histoire*, *Les Cahiers d'Outre-mer*, *Etudes rurales*, *Economie rurale*, *Revue Tiers- Monde*, *Journal d'agriculture tropicale et de botanique appliquée et Tropicultura;* il est, effectivement, très utile de les consulter.

[382] Cette étude régionale fait suite au mémoire de licence que nous avons fait *sur La théiculture en commune Rusaka et son impact socio-économique (1967-2011*), en janvier 2013, à l'Université du Burundi.

En fin, nos entretiens réalisés sur terrain (en 2011 et en août 2015) révèlent un intérêt remarquable des témoignages oraux, qu'il faut bien évidement poursuivre, pour une connaissance approfondie des dynamiques et des enjeux locaux des sociétés rurales.

BIBLIOGRAPHIE

I. Les ouvrages.

A. Les ouvrages généraux

1. Association Européenne de Sociétés d'études pour le Développement, *Etude globale de développement du Rwanda et du Burundi*. Leuterik, 1961.
2. BART François, CHARLEY Bernard et CALAS Bernard., *Caféicultures d'Afrique orientale. Territoires, enjeux et politiques.* Paris, Karthala, Nairobi, IFRA, 1998.
3. BATES, R.H., *Essays on the political economy of rural africa*, Cambridge University Press, 1983.
4. Belgique, Ministère des Colonies, *Plan décennal pour le développement économique et social du Rwanda-Urundi*. Bruxelles, Les Editions De Visscher, 1951.
5. BERQUE Jacques, *Etudes d'histoire rurale magrébine*. Tanger-Fes, Les Editions Internationales, 1938.
6. BIDOU J. Etienne *et al*., *La géographie du Burundi*. Paris, Hatier, 1991.
7. BLOC Marc, *Les caractères généraux de l'histoire rurale française*, 2, vol., Paris, 1931.
8. BODIGUEL Maryvonne, *Le rural en question*. Paris, L'Harmattan, 1986.
9. BOSERUP Ester., *The conditions of agricultural growth*, Londres, Allen et Unwin, 1965.
10. BOUSSQRD J-M., *La régulation des marchés agricoles internationaux*. Paris, Karthala, 2007.
11. BRUNEL Sylvie, *Famines et politique.* Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
12. BURGUIERE André, *Dictionnaire des sciences historiques*. Paris, PUF, 1986.
13. CASLEY D.J., Lury L.A., *Monitoring and Evaluation of Agriculture and Rural Development Projects*. World Bank, 1982
14. CAZENAVE-PIARROT Alain et LOPEZ A., *Géographie du Burundi. Le pays et les hommes,* Paris. Edicef, 1979.
15. CHALMIN P., *Les marchés mondiaux 2011*. Paris, Economica, 2011
16. CHASTANET Monique, *Plantes et paysages d'Afrique. Une histoire à explorer*. Paris. Karthala, 1998.
17. CHRETIEN J. Pierre (*dir.*), *Histoire rurale de l'Afrique des Grands Lacs. Guide de recherches*. Paris, Karthala, 1983.

18. CHITERE Orieko et MUTISO Roberta, *Working with rural communities. A Participatory Action Research in Kenya*. Nairobi, Nairobi University Press, 1991.
19. COCHET Hubert., *Crises et révolutions agricoles au Burundi*. Paris, Karthala, INAPG, 2001.
20. COCHET Hubert, *L'agriculture comparée. Genèse et formalisation d'une discipline scientifique*. Paris, Agriculture comparée et développement agricole, Institut national agronomique Paris-Grignon, 2005.
21. COCHET Hubert et OLLIVIER Marc, *Avec les paysans du monde. Comment ils sont victimes du capitalisme. Comment ils résistent. Comment ils cherchent avec beaucoup d'autres à le dépasser*. Edité par l'Association pour un nouveau développement. Edition refondue des numéros 135-136 (2006) de la Revue *Informations et commentaire*. *Le développement en question*. Grenoble, 2007.
22. CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTALE, *Les marchés des matières premières: Evolution récente des prix et conséquences sur la conjoncture économique et sociale*. Paris, Les éditions des journaux officiels, 2008.
23. COQUERY-VIDROVITCH Catherine (ed.), *Sociétés paysannes du tiers-Monde*, Presses Universitaire de Lille, 1981
24. COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Afrique noire. Permanences et ruptures*. Paris, L'Harmattan, 1992.
25. CROZIER Michel, *Eta*t *modeste, Etat moderne, Stratégies pour un autre changement.* Paris, Fayart, 1987.
26. DUBY Gorges, *L'Economie rurale et la vie des campagnes dans l'occident médiéval*, V.2. Paris, Flamarion, 1977.
27. DUBY Georges et WALLON A.(*éd*.), *Histoire de la France rurale*. Paris, Editions du Seuil, 1975.
28. DUFUMIER Marc, *Les projets de développement agricole*. Paris, Karthala, 1996.
29. DUFUMIER Marc, *Les politiques agricoles*. *Que sais-je ?* Paris, PUF.
30. GAHAMA Joseph, *Le Burundi sous administration belge. La période du mandat* : *1919-1939*. Paris, Karthala, 1983.
31. GEORGE P., *Précis de géographie rurale*. Paris, 1963.

32. GITTINGER J.-P., *Analyse économique des projets agricoles*. Paris, Economica, Institut du développement économique de la Banque mondiale, 1985.
33. GUICHAOUA André, *Destins paysans et politiques agraires en Afrique centrale, Tome2. Liquidation du monde paysan congolais*. Paris, L'Harmattan, 1989.
34. HAKIM Ben Hammouda, *Burundi, histoire économique et politique d'un conflit*. Paris, L'Harmattan, 1995.
35. HAKIM ben Hammouda, *Crise globale, un regard du sud*. Maisonneuve et Larose, 2002.
36. HATUNGIMANA Alexandre, *Le café au Burundi au XX è Siècle. Paysans, argent, pouvoir*. Paris, Karthala, 2005.
37. HAUDRICOURT A. Georges, *L'homme et les plantes cultivées*. Paris, A.M.Métailié, 1987.
38. HERBEL D., *Manuel de formation aux politiques agricoles en Afrique*. Paris, Maisonneuve &Larose, 2003.
39. IGORO de C. (*dir.*), *Les changements des habitudes et des politiques alimentaires en Afrique : Aspects des sciences humaines, naturelles et sociales*. Paris, Publisud, 1991.
40. LEMERCIER C. et ZALC C, *Méthodes quantitatives pour historien*. Paris, La Découverte, 2008.
41. MAYAUD J.L et RAPHAEL L., *Histoire de l'Europe rurale contemporaine. Du village à l'Etat*. Paris, Armand Colin, 2006.
42. MBATARU Patrick, *The coffee crisis. Old interests, new interests and illusions of development*. LAP LAMBERT Academic Publishing, 2009.
43. MICHELET Claude, *Histoire des paysans de France*. Paris, Laffont, 1996.
44. MULLER Pierre et SUREL Y., *L'analyse des politiques publiques*. Paris, Ed. Montchrestien, 1998.
45. MULLER Pierre, *Le technocrate et le paysan*. Paris, Ed.Economie et Humanisme, Ed. Ouvrières, 1985.
46. MULLER Pierre, *Les politiques publiques*. Paris, PUF, Collection Que sais-je ?, 1990.
47. MWOROHA Emile (*dir.*), *Histoire du Burundi. Des origines à la fin du XIX è siècle*. Paris, Hatier, 1987.
48. OCDE, *Problèmes des échanges agricoles*, Paris, OCDE, 1982.
49. PUZELAT Michel., *La vie rurale en France 16è-18è siècle*. Paris, Armand Colin, 2002.

50. RENARD J., *Les mutations des campagnes. Paysages et structures agraires dans le monde*. Paris, Armand Colin, 2002.
51. THIBON Christian, *L'histoire démographique du Burundi*. Paris, Karthala, 2004.
52. TULET J.Ch. *et al., Paysanneries du café des hautes terres tropicales*. Paris, Karthala, 1994.
53. VERHULST Adrian, *Précis d'histoire rurale de Belgique*. Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1990.
54. WOLFER, A. Bernard (*dir.*), *Agricultures et paysanneries du monde. Mondes en mouvement, politiques en transition*. Editions Quae, 2010.

B. Les ouvrages spécialisés sur le thé

1. BLOFELD J., *L'art chinois du thé, mystique et religions*, Dervy Livres, Paris, 1986
2. BONHEUR D., *Le théier*. Paris, Agence de coopération culturelle et technique, Editions Maisonneuve et Larose, 1989.
3. BUTEL Paul, *Histoire du thé*. Paris, Editions Desjonqueres, 2007.
4. FLEMAL Jean. *et al*., *Etude générale des possibilités de culture du théier au Burundi et au Rwanda*. Usumbura, ISABU, 1963.
5. FLEMAL Jean, *Directives phytotechniques pour la culture du théier d'Assam au Burundi*. Bujumbura, ISABU, 1972.
6. FLEMAL Jean, *La culture du théier au Burundi*. Bruxelles, Administration Générale de la coopération au développement, 1986.
7. FRANKIN A., *La vie privée d'autre fois, le café, le thé et le chocolat*, Plon, Paris, 1983.
8. GRIFFITH P., *The History of the indian tea industry*, Leidenfeld and Nicolson, Londres, 1967.
9. HAFASHIMANA Emmanuel, *La démarche liée à l'origine du thé de Gisovu (sud-ouest du Rwanda)*. Rome, FAO, 2012.
10. HARLER C.R., *The culture and marketing of tea*, Oxfort U.P. Londres, 1964.

11. KONINGS P., *Gender and class in the tea estates of Cameroon*. African Studies Centre (Netlerlands), 1995.

12. MARCHAND Francois, *Tea : history, terroirs, varieties*.Paperback, 2013.

13. MASEFIELD, La course du thé, Paris, 1939.

14. NADIA Becaud, *La culture chinoise du thé*, 2004.

15. NDOUMBE MANGA S., *Contribution au développement de la théiculture dans les grassfield : Etude socio-économique du complexe agro-industriel théicole de Ndu*. Yaoundé, 1971.

16. PETTIGREW Jane, *A social history of tea*. Expanded Edition, 2013.

17. OKAKURA Kakuzo, *Le livre du thé, mystiques et religions*, Dervy Livres, Paris, 1969.

18. RUNER Jean, *Le thé*. Paris, PUF, 1974.

19. ROBERT L. Heiss, *The story of tea: a cultural history and drinking guide*. Hardcover, 2007.

20. ROBERT L. Heiss, The *tea enthousiast's Handbook. A guide to enjoying the word's best teas*. Paperback, 2010.

21. SANGMANEE Kitti Cha, DONZEL Catherine et STELLA Alain, *L'ABCdaire du thé*. Paris, Flammarion, 1996.

22. SAVAGE J.W., *Tea Importers limited, A Memoir*, 1941-1986, Elo Press, Dublin, 1987.

23. UKERS W.H., *The Romance of Tea, the outline history of tea and tea-drining through sixteen hundred years*, New-York, 1936.

24. YI S., JUMEAU-LAFOND J. et WALASH M., *Le livre de l'amateur du thé*, R. Laffond, Paris, 1983.

II. Les mémoires, les thèses et les rapports de stages

1. BAKUNDUKIZE, P. et NDAYISABA, J., *Contribution à l'étude de la part de la théiculture dans les revenus de la population au Burundi : Cas de la zone d'action du complexe Théicole du Buhoro*. Gitega, Mémoire de licence, ISA, Université du Burundi, 2010.

2. BARANYIKWA J. Claude, *La culture du thé en commune Mukike : économie et société (1975 à nos jours)*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 2010.

3. BARIKWINDUGU C., *Etude de la gestion budgétaire dans l'entreprise OTB*, Bujumbura. Mémoire de licence, FSEA, Bujumbura, Université du Burundi, 2004.

4. BIGIRIMANA J. Berchmans., *Contribution du «projet Cultures Villageoises en Haute Altitude (CVHA) » à l'aménagement rural en commune Rusaka.* Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi.

5. BUCIMBONA C., *Analyse des pratiques commerciales de l'Office du Thé du Burundi (1991-1998)*. Mémoire de licence, FSEA, Bujumbura, Université du Burundi, 1999.

6. BUKURU J. et KWIZERA Nadège., *La théiculture dans le développement Socio-économique des ménages du périmètre villageois d'Ijenda*. Mémoire de licence, FSEA, Bujumbura, Université du Burundi, 2009.

7. BWASHI Juvénal, *L'implantation des cultures obligatoires et leur évolution dans le Burundi colonial* (1920-1950*)*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1979.

8. CAPPECHI Bernard, *La culture du caféier et du théier au Burundi*. Thèse de Doctorat, Bordeaux, Université de Bordeaux, 1976.

9. CHAPUIS Odile, *Blocs industriels et théiculture villageoise au Rwanda*. Thèse de doctorat en Géographie, Université de Bordeaux, 1983.

10. DELARUE Jocelyne, *Mise au point d'une méthode d'évaluation systémique d'impact des projets de développement agricole sur le revenu des producteurs, étude de cas en région Kpele (République de Guinée)*. Thèse de doctorat, Paris, Agroparistech, 2007.

11. EL-OBEID S., OLLIVER G., OMAR R., *Diagnostic agricole du Mugamba sud au Burundi*, Mémoire de DAA, INAPG, Chaire d'agriculture compare, 1991

12. GAHAMA Joseph, *Contribution à la connaissance géographique de la région d'Ijenda*. Mémoire de licence, Bujumbura, ENS, 1976.

13. JACOB J-P.et LAVIGNE P., *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamique*. Paris, Karthala/APAD/IUED, 1994.

14. HAFASHIMANA Emmanuel, *Le thé rwandais face au marché mondial : stratégie de valorisation de la qualité territoriale par l'origine géographique comme stratégie alternative : cas du thé de Gisovu.* Thèse de doctorat en Sciences Economiques, UCL, 2012.

15. HAKIZIMANA Vincent, *Comptabilisation des recettes et dépenses de l'Office du Thé du Burundi (OTB)*. Rapport de stages, ISCO, *Bujumbura*, Université du Burundi, 2011.

16. HAMENYIMANA Chrysostome., *Possibilités d'extension de la théiculture dans les exploitations agricoles familiales : cas de la commune Mugamba*. Mémoire de licence, FSEA, Bujumbura, Université du Burundi, 1995.

17. KAMIKAZI Annociate, *La contribution de la filière thé dans le développement socio-économique de la région de Mugamba*. Mémoire de licence, FSEA, Bujumbura, Université du Burundi, 2000.

18. KANYERERE D., *Contribution à la connaissance géographique d'une région des hautes terres du Burundi : cas de la commune Mukike*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1998.

19. KAVAKURE Laurent, *Famines et disettes au Burundi (Fin XIX^{è}-1ère moitié du XXè.* Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1982.

20. MAMADOU Fall, *Terroirs et territoires dans la formation de l'espace régional ouest-africain.* Thèse de doctorat d'Etat, Dakar, Université Cheik Anta Diop*, 2014.*

21. MANIRAKIZA Cassilde, *Le développement de la théiculture et son impact sur les systèmes de production agricole : cas de la région de Mugamba-sud,* Mémoire de licence, FSEA, Bujumbura, Université du Burundi, 1992.

22. MBAHUSHINEZA, M., *Etude socio-économique de l'impact du projet théicole de Kitabi*, Mémoire de Maitrise, Quebec, Universite de Quebec, 1984.

23. MUKURI Melchior, *Histoire socio-politique du Mugamba sud (Fin 19è S-1943)*, Mémoire de licence de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, A/A : 1977-1978.

24. NDARISHIKANYE Barnabé, *Relation entre prix international et offre agricole d'exportation au Burundi*. Mémoire DEA Etudes internationales et europpéennes, Université P. Mendes France, Grenoble II, décembre 1991.

25. NDAYIRAGIJE Egide, *Impact socio-économique de la théiculture en milieu rural : le cas de la Société Théicole de Tora dans la commune Mugamba*, Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1985.

26. NDAYIRAGIJE Eduard, *Analyse comparative de la théiculture et des autres sources de revenu des ménages ruraux du Mugamba-Sud*, mémoire de licence, FSEA, Bujumbura, Université du Burundi, 1997.

27. NDAYISABA Eric, *La théiculture en commune de Rusaka et son impact socio-économique (1967-2011),* Mémoire de licence, FLSH Bujumbura, Université du Burundi, 2013.

28. NIYITEGEKA Jean, *Analyse du risque d'exploitation et de la rentabilité de l'usine à thé de Rubaya (2001-2005)*. Kigali, Licence, Gestion, ULK, 2012.

29. NIYONDIKO Pontien, *De la pratique coloniale de la mise en valeur à travers quelques pratiques économiques en Urundi 1920-1960*. Mémoire de licence, Bujumbura, Université du Burundi, 2015.

30. NKUNZIMANA Tharcisse, *Une filière agro-industrielle en mutation : cas de la filière théicole au Burundi*. Thèse de doctorat en sciences agronomiques et ingénierie biologique, Bruxelles, UCL, 2005.

31. NSAVYIMANA Déograsias, *La mobilisation de la force de travail sous le mandat belge 1920-1940*, 2 v. Louvain, Thèse de doctorat, Université Catholique de Louvain, 1989.

32. NTABUNDIRE Pascal, *L'évolution des activités agro-pastorales de la commune Rusaka (1960-1987)*, Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1998.

33. NTACONZOBA Alexis*, La formation et l'évolution des prix des produits agricoles au Burundi.* Bujumbura, Mémoire de licence, FSEA, Université du Burundi, 1994

34. NTAKIBIRORA D., *La théiculture et son impact sur le revenu de la population du Mugongo-Manga.* Mémoire de licence, Ecole de Journalisme, Bujumbura, Université du Burundi, 1991.

35. NTIRUMERA Emery, *La population de la commune Gisozi face à la théiculture : de la méfiance à l'acceptation (1966-1996)*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1998.

36. NYANDWI Nicodème, *Encadrement agricole et stratégies paysannes : les enjeux de la modernisation rurale au Burundi*. Thèse de doctorat en Sociologie, Lille, Université de Lille 1, 1991.

37. NZAMURAMBAHO Innocent, *Rôle de la COOTHEGIM dans la gestion du prix du thé*. Mémoire de licence, Kigali, ULK, 2008.

38. NZIGAMASABO A., *Analyse de l'incidence de la gestion des approvisionnements sur les finances de l'OTB*, Mémoire de licence, FSEA Bujumbura, Université du Burundi, 2005.

39. POLLINI J., *Diagnostic des réalités agraires de la région de Bukeye, Province de Muramvya au Burundi*. Mémoire de DIAT, ESAT, CNEARC, Montpellier, Chaire d'Agriculture Comparée, INAPG, 1992

40. SENTAMBA Elias, *Représentations, Pouvoirs et Développement Local. Analyse critique d'une politique publique: le Projet Agro-Sylvo-Pastoral de la Province Rutana (Burundi)*, Thèse pour le Doctorat en Science Politique, Pau, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2 Tomes, 2001.

41. SINDAYIRWANYA Flora, *Analyse comparative de l'évolution du prix de vente à l'exportation du thé par rapport à la rémunération des théiculteurs*. Mémoire de licence, FSEA, Bujumbura, Université du Burundi, 2004.

42. WAKANA Adolphe, *La commune de Rusaka. Etude géographique*. Mémoire de licence, FLSH, Bujumbura, Université du Burundi, 1989.

III. Les articles, les rapports et les autres publications

A. Les articles

1. AMIN Samir, « Agriculture africaine et le capitalisme », *Etudes rurales*, n^{0}61, 1976, pp.127-128.
2. BALCOMBE Kelvin., « The nature and determinants of volatility in agricultural price: an empirical study» in PRAKASH A. (*dir.*), *Safeguarding food security in volatile global markets*. Rome, FAO, 2011, PP.91-112.
3. BANERJEE A. DUFLO E., "The Economic Lives of the Poor*"*. *Journal of Economic Perspectives*, n^0 21, 2007, pp.141-168.
4. BARRET C.B et BELLEMANE M.F., « Why food price volatility doesn't matter. Policymakers should focus on bringing costs down» in *Foreign Affairs*, 12 juillet 2011.
5. BART François, «La montagne au cœur de l'Afrique», *Cahier d'outre-mer*. Juillet-septembre 2006, pp.307-322.
6. BART François, MORIN Serges et SOLOMO Jean- Noel, « Les montagnes tropicales : identité, mutations, développement », *Revue de géographie alpine*, vol.90, n^{0}3, 2002, pp.114-115.
7. BIRGY Odile, « Une occupation originale de l'espace rural », *Histoire et sociétés rurales*, vol. 41, n^0 1, 2014, pp. 85-107.

8. BRUNEL Ghislain et MORICEAU Jean-Marc, « Histoire rurale en France. Acte de Colloque de Rennes (6-8 octobre 1994). Histoire et sociétés rurales, *Annales Histoire, sciences sociales*, n^{0}6, 1996, pp.1372-1374.
9. BITSURE J. Claude, «La guerre du thé à Mwaro», *Iwacu*, Bujumbura, Avril 2011, n^{0}11, p.7.
10. CALABRE S., «Des cours internationaux des produits de base aux défis du développement de l'Afrique», *Revue africaine de développement*, Vol.1, 1989, pp.85-107.
11. CARNEIRO, M. José et MALUF, A. Renato, «Multifonctionnalité de l'agriculture familiale au Brésil: quelques voies de réflexion». *In* WOLFER A. Bernard (*dir.*), *Op. cit*., pp. 121-144.
12. CASLIN, O., «Quel tracas, cet arabica !», *Jeune Afrique*, 2015, n^{0}2831, p.28.
13. CAZENAVE- PIARROT Alain, «Burundi : une agriculture à l'épreuve de la guerre civile», *Cahier d'Outre –Mer*, n^0 226-227, 2004, pp.313-338.
14. CHAPUIS Odile., «La théiculture rwandaise», Les *Cahier d'Outre-Mer*, n^{0}154, vol.39, pp.117-142.
15. COCHET Hubert, *Etude sur la stratégie des producteurs de café du Burundi*. Paris, Institut National Agronomique, 1995.
16. COCHET Hubert, « Dynamiques agraires et croissance démographique au Burundi : la matière organique au cœur des rapports sociaux», *In* WOLFER A. Bernard (*dir.*), *Op.cit*., 2010, pp.39-63.
17. COCHET Hubert, Origine et actualité du « système agraire » : retour sur un concept, *Revue Tiers Monde*, n^0 207, 2011, pp.97-114.
18. CHOCHET Hubert, Controverses sur l'efficacité économique des agricultures familiales : indicateurs pour une comparaison rigoureuse avec d'autres agricultures, *Revue Tiers Monde*, n^0 221, 2015, pp.9-25.
19. CHARLERY DE LA MASSALIERE Bernard et MBATARU Patrick, «Les fondements économiques de la guerre du café au Kenya», *Etudes rurales*, 2007, n^0 180, pp.229-242.
20. CHRETIEN J. Pierre, « Les domaines et les sources de l'histoire rurale », *Cahiers d'histoire*. Bujumbura, Université du Burundi, Département d'Histoire, n^{0}2, 1984, pp.159-192.

21. DEUSS J. J. B. « La culture et la fabrication du Thé », *Journal d'agriculture tropicale et de botanique appliquée*, vol. 5, n°4-5, Avril-mai 1958. pp. 238-273.
22. FAGE Claire, « Le marché mondial du thé en recomposition », *In* RFI, *Chronique des matières premières*, 29 avril 2013.
23. FOURNIER Y. DOLIGEZ, NGENZEBUHORO N et NTAVYO P. *Etude sur le financement rural, systèmes financiers et et développement rural au Burundi*. Ministère du développement rural/IRAM, juin 1993.
24. GAHAMA Joseph, « Le projet d'Histoire rurale du Burundi », *Cahiers d'histoire*. Bujumbura, Université du Burundi, Département d'Histoire, n^{0}I, Avril 1983, pp.114-130.
25. GAHAMA Joseph, « L'évolution historique de la station expérimentale de Kisozi, 1930-1960 », *Cahiers d'histoire*, Bujumbura, Université du Burundi, Département d'Histoire, n^0 2, 1984, pp.41-69.
26. GERONIMI V., MATHIEU L. et TARANCO A., « La nature des fluctuations des cours des matières premières », *Economie et sociétés*, Vol. 37, n^0 9. Série : « Relations économiques internationales », septembre 2003.
27. GILBERT C.L. et MORGAN C.W., «Food price volatility», *Philosophical transaction of the royal society B*, Vol.365, n^0 1554, pp. 3023-3034.
28. GONZALEZ Francisco, « L'histoire rurale de l'Espagne moderne : de l'historiographie française à l'internationalisation », *Histoire et sociétés rurales*, vol.33, n^0 1, 2010, pp.117-158.
29. GUILLARD J., «A propos de l'enquête rurale en milieu africain. Méthodes et techniques utilisées pour l'étude d'un village du Nord du Cameroun», *Economie rurale*, 1961, vol.47, n^0 1, pp.11-20.
30. HATUNGIMANA, A., « Le café et les pouvoirs au Burundi », Les *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 243, 2008, pp.263-284.
31. HEADEY D. et FAN S., «Anatomy of crisis: The causes and concequences of surging food prices», *Agricultural Economics*, International Association of Agricultural Economics, vol.39, n^0 1, pp.375-391.
32. HINNENWINKEL Christelle *et al*., «Dynamiques agricoles dans les mots de Nilgiri (Inde) : entre crise économique et promotion de l'environnement», Les *Cahiers d'Outre-Mer*, n^0 247, 2009, pp.373-394.

33. *La nouvelle presse du thé*, n^0 57, 29 février 2016.
34. LAVIGNE Delville, « Pour une anthropologie symétrique entre développeurs et développés », *Cahiers d'études africaines*, n^0 202-203, COPANS J. et FREUD C. (Coord.), dossier « Les sciences sociales au miroir du développement » pp.491-509.
35. LE ROY LADURIE, « Voies nouvelles pour l'histoire rurale », *Etudes rurales*, 1964, 2, pp.79-95.
36. LUTIER Jean, «L'exode rural vu par le psycho-sociologue», *Economie rurale*, 1961, vol.47, n^{0}1, pp.21-26.
37. MALASSIS Louis, «Préoccupations sociologiques d'un économiste rural», *Economie rurale*, 1961, vol.47, n^{0}1, pp.3-10.
38. MALASSIS Louis, « Questions de l'économiste rural au sociologue, Economie rurale », *Economie rurale*, vol.103, n^{0}1, 1973, pp.13-14.
39. MBATARU Patrick, «Women in coffee society: the case of nyeri , Kenya», *Etudes rurales*, 2007, n^0 180, pp.101-116.
40. MUKURI Melchior, « Aménagement limité des paysages ruraux du Burundi colonial », *Cahiers d'Histoire*. Bujumbura, UB, FLSH, n^{0}6, 1995, pp.51-62.
41. NDARISHIKANYE Bernard, «Les rapports Etat-paysannerie au centre du conflit ethnique», *In* CHRETIEN, J.P. et MUKURI, M. (dir.), *Burundi, fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes «ethniques »*, Paris, Karthala, 2002, pp. 407-441.
42. NKURUNZIZA Tharcisse, THONON A. et NDIMIRA P. Firmin, «La théiculture au Burundi: diagnostic d'une filière en mutation», *Tropicultura*, n^{0}4, Vol.20, 2002, pp.193-197.
43. NTABONA Adrien, « Littérature, culture et histoire rurale », *In* Chrétien, J. P. (*dir*.), *Histoire rurale de l'Afrique des Grands Lacs. Guide de recherche*. Paris, Karthala, 1983, pp.178-181.
44. PESEZ J.M., « Histoire de la culture matérielle », *In* LE GOFF J. (éd.), *La nouvelle histoire*, Paris, 1978, pp.98-130.
45. RAIBAUD Martine et SOUTY François, « Le commerce du thé de la Chine à l'Europe XVIIe-XXe siècle », *Outre-Mers*, Vol.95, n^0 360, 2008, pp.356-358.

46. REUTORT L., *Crises et mutations des agricultures de montagnes : colloque international de Clermont Ferrand décembre 2002 en hommage au professeur Christian Mignon*. Presse Universitaire Blaise Pascal, 2003.
47. *Revue Afrique contemporaine* : « Investissement agricole en Afrique » n^0 237, 2011.
48. *Revue Tiers Monde* : « Les évolutions récentes des cours des matières premières agricoles. Enjeux de développement et de sécurité alimentaire », n^0 211, Paris, Armand Colin, 2012.
49. *Revue Tiers Monde* : « Agricultures familiales : trajectoires, modernités et controverses (I)», n^0 220, Paris Armand Colin, octobre-décembre 2014.
50. *Revue Tiers Monde* : « Agriculture familiales : trajectoires, modernités et controverses (II) », n^0 221, Paris, Armand Colin, janvier-mars 2015.
51. TALBOTT I.D., «The origin of small-holder tea production in Wester Kenya*», East African Education Publishers*: Historical Studies and Social change in Wester Kenya. Essays in Memory of professor Gideon S.Were, pp.141-157.
52. ZAID H. et GUERRIER G., « Problèmes liés à l'extension de la théiculture au Maroc » *Café, cacao, thé*, vol.25, 1981, pp.277-289.

B. Rapports et autres publications

1. AFD, *Une subvention en faveur du développement de la production et de la valorisation du thé burundais*. Bujumbura, 2012.
2. AGRITRADE, *Enjeux du commerce dans le secteur du thé pour les pays ACP*. Avril 2010.
3. Ambassade de France au Burundi, *Convention AFD-OTB : Développement de la filière thé. La France et le Burundi renforce leur coopération.* Bujumbura, 2012.
4. Ambassade de France au Burundi, *Fiche Projet AFD-Appui à l'amélioration de la production et de la valorisation du thé burundais*. Bujumbura, 2012.
5. BRB, Service Etudes et Statistiques, *Bulletin mensuel*, Décembre 2013.
6. Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, *Rapport de la commission chargée de réfléchir sur la problématique des extensions de la théiculture à court terme.* Bujumbura, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, 1990.
7. COCHET Hubert, *Capacité d'innovation des systèmes paysans et gestion des ressources naturelles au Burundi*, Paris, AgroParis Tech, 2007.

8. FRANSSEN G., « Notes sur les essais engrais en théiculture au Burundi », *Réunion théicole*, Bujumbura, ISABU, 1970.
9. ISABU, *Projet de développement rural du Mugamba-Bututsi*, 1er volume, Bujumbura, 1975.
10. ISABU, Département des productions, *Programme théier : rapport annuel 1990*, Bujumbura, ISABU, 1991.
11. MAVURA KIKWE, D., *Dimension sociale de l'ajustement structurel. Capacités des communes : typologie*. Février 1992.
12. MAWHO KAYANGANA Mupieme, *Relance de la théiculture au Kivu (Zaire). Credits complémentaires et construction d'une usine à thé à Butahe*. Rapport semestriel, 1982.
13. MUNYAKABINDO G. et MITIMANA P., *Notes sur la théiculture à Mulindi*. Byumba, 1972.
14. O.T.B, *Plan de redressement et de développement à moyen terme : optionsStratégiques*. Bujumbura, 1999.
15. République du Burundi, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, *Développement agro sylvo pastoral de la région naturelle du Mugamba (C.V.H.A. phase II)*. Florence, Agristudio, Rapport annuel, 1992.
16. République du Burundi, Ministère de la Planification, *Monographie provinciale, Bujumbura*, 2006.

IV. Les sites Internet

1. www.otb.co.bi [consulté le 02 mars 2016]
2. www.bonesha.bi [consulté en novembre 2015]
3. www.bujumbura.bi: «Le thé du Burundi devient numéro UN de la région (Explication de BIGIRIMANA Jacques, Directeur General de l'OTB)». [consulté le 02 mars 2016]
4. www.bujumbura.bi: «Semaine du thé au Burundi : Démonstration de la préparation du thé». [consulté le 02 mars 2016]
5. www.bujumbura.bi: «NKURUNZIZA et BIGIRIMANA primés par les cultivateurs du thé et les travailleurs de l'OTB». [consulté le 02 mars 2016].
6. www.bujumbura.bi: «Visite du Directeur Général de l'OTB au Kenya. Bientôt le thé vert au Burundi».[consulté le 02 mars 2016]

7. http://chathe.fr/THE-Production.html [consulté le 14 mars 2016]
8. www.plaidesthes.com [consulté le 14 mars 2016]

ANNEXES

1. La liste des sigles et des abréviations

A.E.S.E.D : Association Européenne de Société d'Etudes pour le Développement

AFD : Agence Française de Développement

ARFIC : Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi,

ATB : Assistance Technique Belge

BTC : Burundi Tabacco Campany

CAPSA : Centres Agricoles Permanents du Service de l'Agriculture

CCCR : Christian Community Church for Reconciliation

CFD : Caisse Française de Développement

Chap. : Chapitre

C^0 : Degré Celsius

Cf : Confer

CNATHE : Confédération Nationale des associations des Théiculteurs

CVHA : Cultures Vivrières de Hautes Altitudes

Dir : Directeur

ENFA : Ecole Normale d'Education Familiale

ENS : Ecole Normale Supérieure

Etc. : Ainsi de suite

Et al. : Et les autres

FAO : Food and Agriculture Organization of the United Nations

Fbu : Franc burundais

FED : Fonds Européen de Développement

Fig : Figure

FLS : Faculté des Lettres et Sciences Humaines

FMI : Fonds Monétaire International

FSEA : Faculté des Sciences Économiques et Administratives

Graph : Graphique

Ha : Hectare

H : Heures

Ibidem (=là même; même auteur et même œuvre)

IFRA : Institut Français de Recherche en Afrique

INAPG : Institut National Agronomique Paris-Grignon

INEAC : Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo Belge

INSS : Institut National de la Sécurité Sociale

ISA : Institut Supérieur d'Agriculture

ISABU : Institut des Sciences Agronomiques du Burundi

ISAR : Institut des Sciences Agronomiques du Rwanda

ISCO : Institut Supérieur de Commerce

ITC : International Tea Committee

JRR : Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore

Kg : Kilogramme

Km : Kilomètre

LAM : Les Afriques dans le Monde

m : Mètre

Mem. : Mémoire

mm : millimètre

MRC: Mouvement pour la Réhabilitation du Citoyen

N^0 : Numéro

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

% : Pourcentage

Op.cit : Œuvre déjà citée

OTB : Office du Thé du Burundi

OUB : Université Officielle du Burundi

P. : Page

PIB : Produit Intérieur Brut

pp : De telle page à telle page

PREBU : Programme de Réhabilitation du Burundi

RPP : Régie des Productions Pédagogiques

PROTHEM : Promotion de la Théiculture de Mwaro

RDC : République Démocratique du Congo

RFI : Radio France Internationale

S. : Siècle

STABEX : Système de Stabilisation des Recettes d'Exportation

Tabl : Tableau

T. : Tome

UB : Université du Burundi

UCL : Université Catholique de Louvain

UFB : Union des Femmes Burundaises

ULK : Université Libre de Kigali

UOB : Université Officielle de Bujumbura

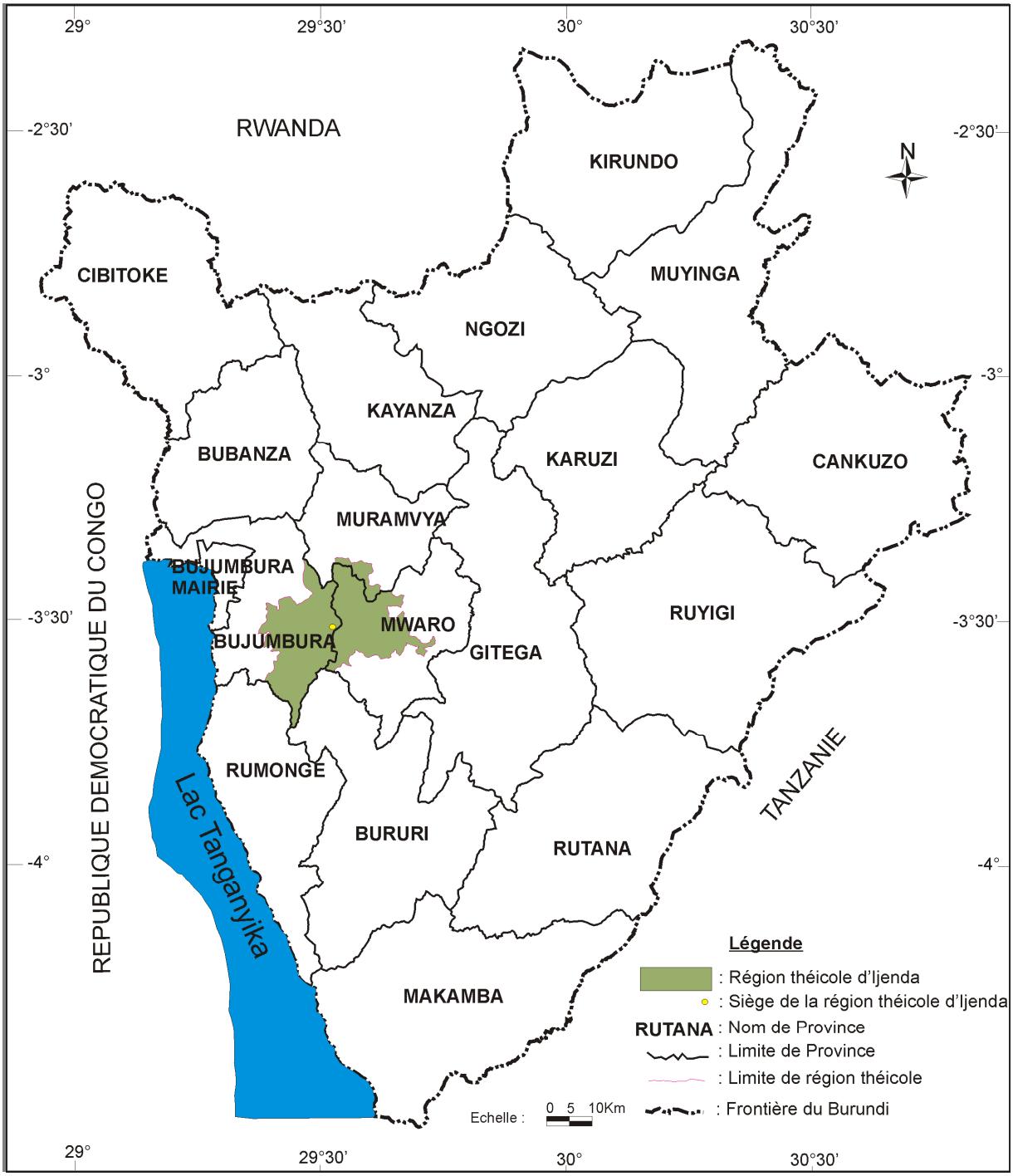
UPRONA : Unité pour le Progrès National

V : Volume

ZAR : Zone d'Action Rurale

2. Les cartes

a. La région théicole d'Ijenda



b. Les pays producteurs du thé

Source : SANGWANE K. Ch. *et al*., *L'ABCDaire du thé*, Paris, Flammarion, p.95

3. Les images

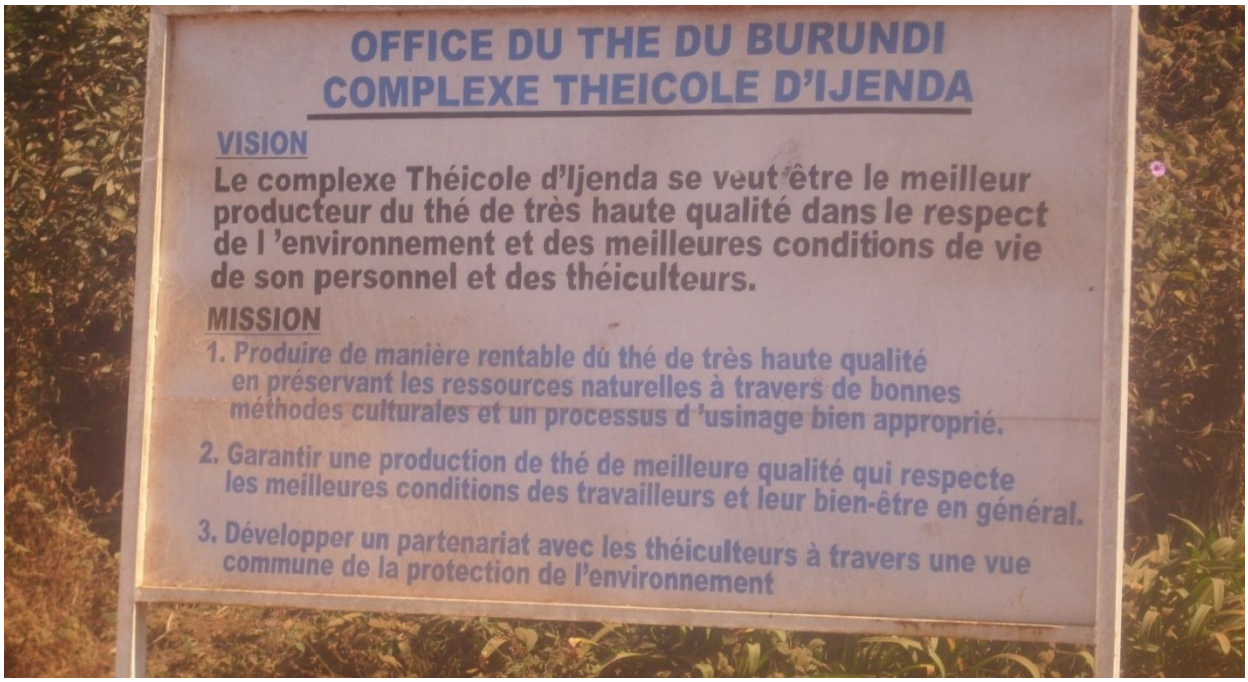
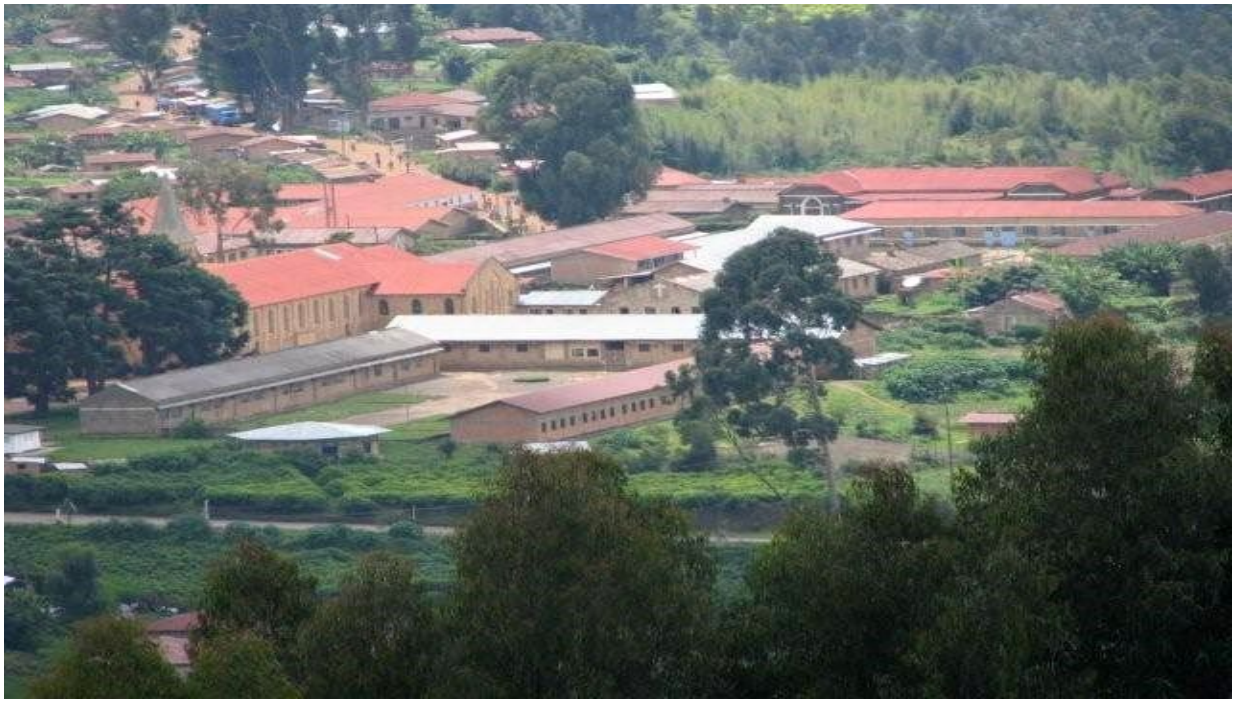


Photo prise en août 2015

Emballage du thé à l'Usine d'Ijenda, photo prise en août 2015

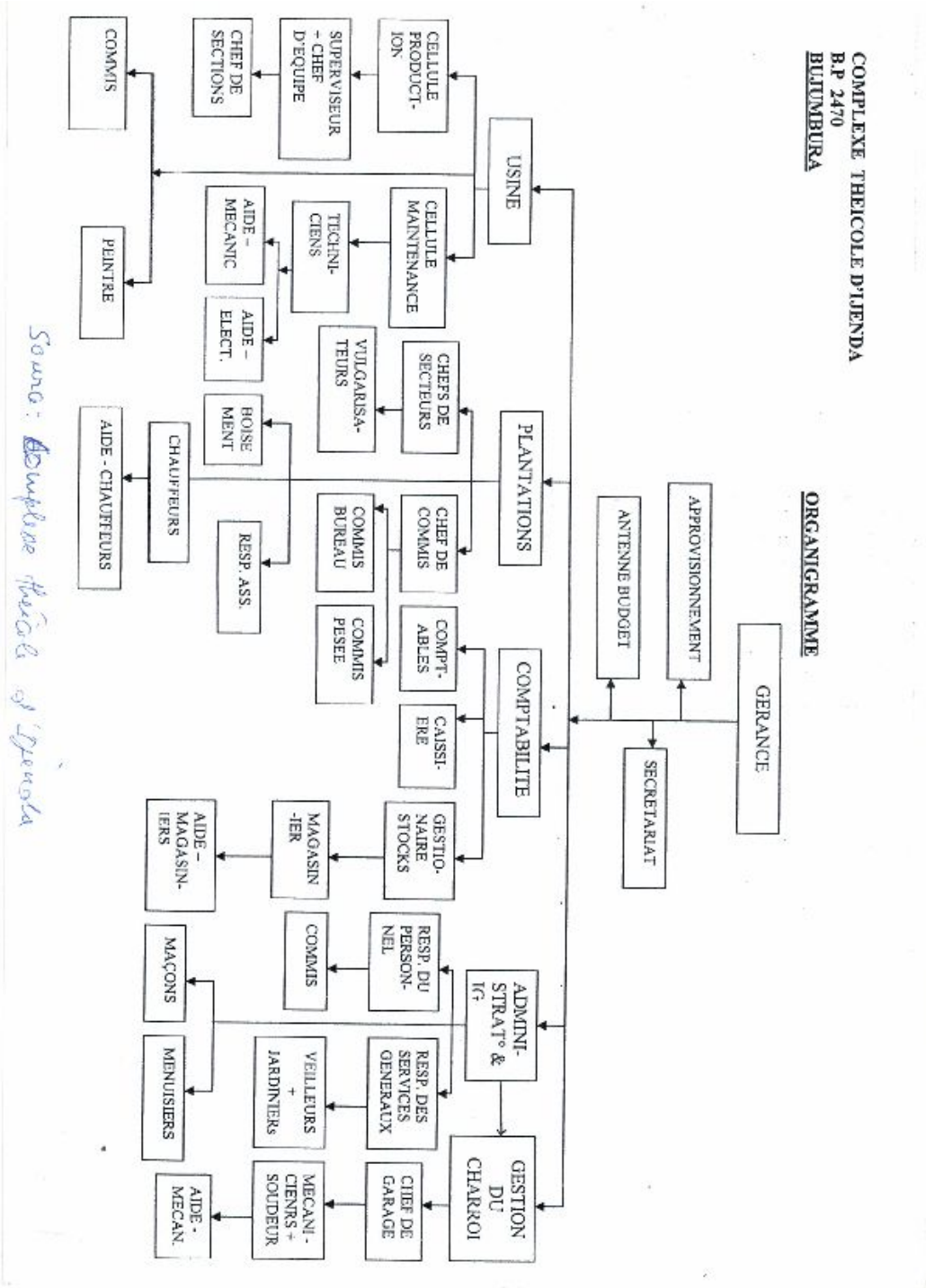
Le thé sec burundais

Source: www.otb.co.bi

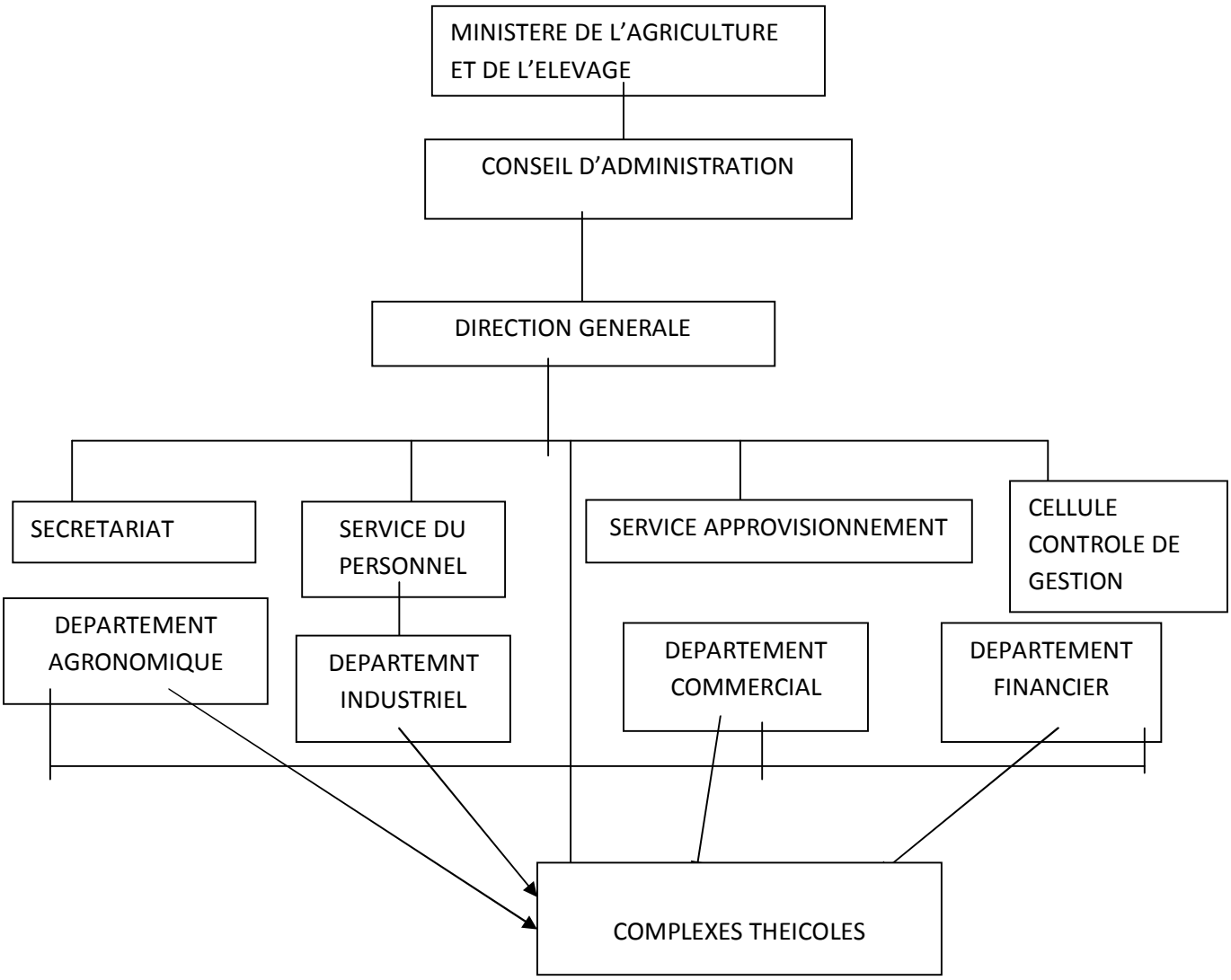


Centre d'Ijenda, photo prise en août 2015

4. Les organigrammes



Organigramme de l'OTB.



: lien hiérarchique

: lien fonctionnel

Source : Archives de l'OTB

5. Les données statistiques

a. Evolution des superficies theicoles plantées années par années en Ha

	Rwegura		Ijenda	Teza		Tora		Buhoro	
	Plantations étatiques en Ha	Plantations familiales en Ha	Plantations familiale en Ha	Plantations étatiques en Ha	Plantations familiales en Ha	Plantations étatiques en Ha	Plantations familiales en Ha	Plantations étatiques en Ha	Plantations familiales en Ha
Avant 1986	751	408	1351	600	533	300	591	-	-
1986	0	36	23	-	46	-	33	-	-
1987	2	59	48	-	71	-	30	65	-
1988	13	143	53	-	214	-	146	80	4
1989	-	124	80	-	75	-	132	60	77
1990	-	131	82	-	64	-	88	40	75
1991	15	158	70	-	109	-	92	55	51
1992	10	121	83	-	66	-	45	-	38
1993	-	38	92	-	18	-	36	-	54
1994	-	4	23	-	17	-	25	-	66
1995	-	-	6	-	2	-	9	-	-
1996	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1997	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1998	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1999	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2000	-	65	33	-	26	-	46	-	28
2001	-	146	95	-	64	-	139	-	43
2002	-	108	48	-	24	-	47	-	43
2003	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2004	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2005	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2006	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2007	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2008	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2009	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2010	-	-	-	-	-	-	-	-	72
2011	-	-	-	-	-	-	-	-	48
2012	-	82	35	-	35	-	30	-	39
TOTAL	**790**	**1623**	**2122**	**600**	**1364**	**300**	**1489**	**300**	**638**

TOTAL OTB :Plantations étatiques : **1 990 Ha** (21,5%)

Plantations familiales : **7 236 Ha** (78,5%)

-: Absence d'extension theicole

TOTAL GENERAL DE L'OTB : 9 226 Ha

Source : OTB, Département agronomique

b.**Production du Thé sec au Burundi selon les Usines de 1967 à 2012 (en tonnes)**

Année	Teza	Rwegura	Tora	Ijenda	Buhoro	Total
1967	18	-	-	-	-	18
1968	79	-	-	-	-	79
1969	92	-	-	-	-	92
1970	147	-	-	-	-	147
1971	238	87	-	-	-	325
1972	328	159	-	-	-	487
1973	414	242		-	-	656
1974	496	333	-	-	-	829
1975	353	466	-	-	-	819
1976	528	497	253	-	-	1 278
1977	751	499	207	-	-	1 457
1978	777	445	209	-	-	1 431
1979	653	641	318	-	-	1 612
1980	626	468	360	-	-	1 454
1981	1 174	817	280	-	-	2 271
1982	1 318	768	92	-	-	2 178
1983	1 010	752	572	-	-	2 334
1984	1 303	1 226	686	230	-	3 445
1985	1 320	1 290	753	781	-	3 144
1986	1 193	823	683	898	-	3 597
1987	1 363	1 176	936	906	-	4 381
1988	1 165	1 113	557	886	-	3 721
1989	1 188	1 103	656	914	-	3 861
1990	1 012	1 237	903	888	-	4 040
1991	1 407	1 541	1 041	1 264	-	5 253
1992	1 392	1 995	1 067	1 450	48	5 952
1993	1 417	1 958	827	1 095	223	5 520
1994	1 647	2 313	1 052	1 480	372	6 864
1995	1 716	2 033	1 192	1 673	380	6 994
1996	998	1 761	1 128	1 712	116	5 715
1997	343	1 583	949	1 138	124	4 137
1998	1 378	2 080	1 183	1 628	399	6 668
1999	1 344	1 741	1 425	1 917	432	6 859
2000	1 419	2 212	1 447	1 588	467	7 133
2001	1 632	2 790	1 656	2 190	743	9 011
2002	1 484	1 790	1 603	1 160	606	6 643
2003	1 700	2 045	1 519	1 609	507	7 380
2004	1 544	2 185	1 759	1 517	710	7 715
2005	1 935	1 792	1 702	1 764	603	7 796
2006	1 593	1 704	1 109	1 521	435	6 362
2007	1 464	1 836	1 285	1 735	542	6 862
2008	1 379	1 911	1 304	1 608	523	6 725
2009	1 408	2 069	1 181	1 602	469	6 729
2010	1 798	2 443	1 356	1 799	628	8 024
2011	1 958	2 805	1 427	1 843	783	8 816
2012	2 006,5	2 869,7	1 744,9	1 734,4	784,9	9 140,4

- : avant l'installation de l'usine

Source : www.otb.co.bi [consulté le 19/12/2015]

c. L'évolution du prix des feuilles du thé

Année	Prix/kg des feuilles en Fbu	Bonus ou prime annuelle
1973-1976	5	
1977	7	
1978	10	
Mars 1984	15	
Juin 1986	18	
1990	26	
Novembre 1992	26	
Janvier 1995	33	
Janvier 1996	35	
Janvier 1999	45	
Novembre 1999	60	
Janvier 1901	75	
Janvier 2002	85	
Janvier 2003	100	
Janvier 2005	110	
Janvier 2006	110	
Janvier 2007	110	
De Janvier 2008 à Juin 2008	110	
De Juillet 2008 à Décembre 2008	130	
De Janvier 2009 à Juin 2009	130	
De Juillet 2009 à Décembre 2009	140	40 Fbu/ Kg
De Janvier 2010 à Juin 2010	140	50 Fbu/ Kg
De Juillet 2010 à Décembre 2010	140	80 Fbu/ Kg
De Janvier 2011 à Juin 2011	140	80 Fbu/ Kg
De Juillet 2011 à Décembre 2011	220	50 Fbu/ Kg
De Janvier 2012 à Juin 2012	220	50 Fbu/ Kg
De Juillet 2012 à Décembre 2012	220	100 Fbu/ Kg
01/01/2013 à Juin 2013	250	50 Fbu/ Kg

Source : OTB, Département Commercial

d. L'évolution des ventes totales de thé sec (1993-2014)

Année	Tonnage Vendu (en Tonnes)	Chiffre d'Affaires (en Millions Fbu)	Prix de vente Moyen (en Fbu)	Prix payé au producteur /Kg des feuilles en Fbu
1993	5 909	2 672	452	26
1994	6 188	2 302	452	26
1995	7 300	2 969	404	33
1996	4 589	2 343	510	35
1997	5 725	3 931	687	35
1998	6 019	5 230	869	35
1999	7 074	6 808	962	45
2000	6 763	8 832	1 306	60
2001	9 079	9 670	1 064	75
2002	6 865	8 568	1 248	85
2003	7 359	11 575	1 575	100
2004	7 569	11 772	1 555	100
2005	8 093	10 078	1 245	110
2006	6 259	10 603	1 694	110
2007	7 057	10 639	1 508	110
2008	6 501	16 455	2 531	110
2009	6 680	19 953	2 987	130
2010	7 692	23 59	3 067	220
2011	8 364	29 085	3 478	270
2012	9 162	39 129	4 271	320
2013	9 208	33 868	3 678	300
2014	10 454	34 495	3 352	-

Source : OTB, Département Commercial

e. L'évolution des exportations, des ventes et des frais commerciaux par l'OTB

OFFICE DU THE DU BURUNDI
DEPARTEMENT COMMERCIAL

TABLEAU N°1: EVOLUTION DES EXPORTATIONS, DES VENTES ET DES FRAIS COMMERCIAUX/ DE 1992 A 2014

	Année	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1	PRODUCTION BDI (en T)	5 952	5 523	6 864	6 994	5 728	4 189	6 669	6 859	7 118	9 011	6 605	7 500	7 670	7 823	6 334	6 868	6 727	6 729	8 025	8 817	9 140	9 127	10 454
2	EXPORTATIONS																							
	*Mombasa	ND	ND	ND	ND	33%	0%	0%	45%	51%	72%	89%	88%	99%	97%	92%	92%	90%	91%	91%	91%	91%	91%	92%
	*Dar-Es-Salaam	ND	ND	ND	ND	59%	0%	0%	31%	45%	21%	9%	10%											
	*Durban	0%	0%	0%	0%	0%	65%	80%	22%															
	*Ex-OTB	ND	ND	ND	ND	2%	17%	ND	2%	4%	7%	2%	2%	1%	3%	8%	8%	10%	9%	9%	9%	9%	9%	8%
	*Autres	ND	ND	ND	ND	6%	28%	ND																
3	VENTES																							
	*Enchères Msa	30%	34%	29%	32%	34%			24%	47%	57%	62%	76%	74%	73%	71%	64%	72%	67%	76%	78%	79%	78%	78%
	*Enchères Londres	35%	37%	46%	45%	41%	60%	21%																
	*Ventes Directes	32%	26%	22%	20%	21%	35%	73%	70%	48%	39%	32%	20%	21%	21%	24%	28%	21%	27%	19%	17%	17%	17%	18%
	*Ventes Locales	3%	3%	3%	3%	4%	5%	6%	6%	5%	4%	6%	4%	5%	6%	5%	8%	7%	6%	5%	5%	4%	5%	4%
	ENSEMBLE MARCHES																							
	*Tonnage	ND	5 909	6 188	7 300	4 589	5 725	6 019	7 074	6 763	9 079	6 865	7 359	7 569	8 093	6 259	7 057	6 501	6 680	7 692	8 364	9 162	9 163	10 291
	*Chiffre d'Affaires (10⁶ FBU)	ND	2 672	2 302	2 969	2 343	3 931	5 230	6 808	8 832	9 670	8 568	11 575	11 772	10 078	10 603	10 639	16 455	19 953	23 590	29 085	39 129	33 639	34 495
	*Prix Moyen Unitaire	ND	452	452	404	510	687	869	962	1 306	1 064	1 248	1 575	1 555	1 245	1 694	1 508	2 531	2 987	3 067	3 478	4 271	3 671	3 352
4	FRAIS COMMERCIAUX	(FBU/kg)	(FBU/kg)	(FBU/kg)	(FBU/kg)	(FBU/kg)			(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)	(USD/T)
	*Transport Buja-Mombasa			40	49	49				180	180	180	170	165	165	155	155	155	155	155	155	155	155	155
	*Frais d'export+transit Buja-Msa																						8	13
	*Frais de Vente (Enchères Msa) (% du Chiffre d'Aff. réalisé)	ND	ND	ND	ND	ND			ND	ND	ND	ND	ND	1,25%	1,25%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
	*Entreposage à Mombasa	ND	ND	ND	ND	ND			ND	ND	ND	ND	ND	ND	24	24	20	17	17	17	17	20	20	49
	*Entreposage+FOB Mombasa			15	23	23				60	55	55	52	50	50	48	43	57	57	57	57	65	65	90

ND: Données non disponibles

Données compilées par J.Marc NDAHIGEZE

SOURCE: O.T.B, Département commercial, Données compilées par J. Marc NDAHIGEZE

f. L'évolution de l'indice du prix du thé sec et l'indice du prix des feuilles au producteur par Kg

Année	Indice du prix du thé sec	Indice des feuilles au producteur
1993	100	100
1994	100	100
1995	89	126,9
1996	112,8	134,6
1997	151,9	134,6
1998	192,2	134,6
1999	212,8	173
2000	288,9	230
2001	235,3	288,4
2002	293,6	326,9
2003	348,4	384,6
2004	344	384,6
2005	275,4	423
2006	374,7	423
2007	333,6	423
2008	559,9	423
2009	660,8	500
2010	678,5	846,1
2011	769,4	1 038,4
2012	944,9	1 230,7
2013	813,7	1 153,8

Source : Calcul de l'indice de l'évolution des prix (base 100 en 1993) à partir des données de l'OTB, Département Commercial.

g. **L'évolution de la quantité des engrais chimiques distribués par le Complexe Théicole d'Ijenda de 2000 à 20011**

Années	Quantité en Kg
2000	204 095
2001	231 385
2002	507 545
2003	213 268
2004	280 522
2005	-
2006	-
2007	1986 214
2008	154 630
2009	232 350
2010	253 410
2011	366 959
TOTAL	**2 630 378 Kg**

- : Absence des engrais chimiques

Source : Complexe Théicole d'Ijenda, Service Plantation

h. L'évolution de l'indice de prix de quelques produits

Année	Thé	Haricot sec	Farine manioc	Patate douce	Huile de palme	Banane légume	Bière de banane
1973	100	100	100	100	100	100	100
1974	100	158	144	131	165	136	98
1975	100	214	237	225	158	175	109
1976	100	210	303	220	165	186	155
1977	140	216	260	145	179	179	247
1978	200	285	245	204	219	245	189
1979	200	356	412	349	291	318	273
1980	200	312	507	433	277	393	340
1981	200	264	485	316	291	386	362
1982	200	351	453	324	275	393	363
1983	200	361	435	418	278	434	605
1984	300	520	801	676	311	532	602
1985	300	549	1128	453	428	546	665
1986	360	469	736	449	354	468	727
1987	360	467	523	380	324	450	744
1988	360	562	520	382	325	432	655
1989	360	718	834	614	419	571	727
1990	520	716	877	914	383	689	727
1991	520	640	877	880	424	789	727
1992	520	628	675	733	374	609	727

Source : Construit à partir des données de NTACONZOBA Alexis, *La formation et l'évolution des prix des produits agricoles au Burundi*. Mémoire de licence, FSEA, UB, 1994, P.150. L'indice de l'évolution des prix a été calculée en prenant comme repère de base 100 en 1973. Les données relatives aux prix ont été recueillies sur les marches de Bujumbura. Nous considérons ici que cette évolution serait relative à celles des autres lieux.

i. L'évolution de l'indice des prix de quelques produits (base=100 en 1980)

Années	Thé	Pomme de terre	Petit pois	Blé	Maïs	Sorgho
1980	100	100	100	100	100	100
1981	100	112	100	107	70	119
1982	100	115	115	109	72	238
1983	100	121	123	119	94	351
1984	150	119	142	141	131	86
1985	180	110	198	195	136	102
1986	180	100	161	155	112	83
1987	180	104	150	172	101	79
1988	180	110	175	179	101	83
1989	180	123	201	183	125	86
1990	180	136	203	189	147	111
1991	260	142	211	197	400	239
1992	260	171	211	203	400	227

Source : Construit à partir des données de J.B.BIGIRIMANA, *Contribution du projet Cultures villageoises de hautes altitudes CVHA en commune Rusaka.* Mémoire de licence, UB, p.59. Ces données concernant les prix ont été recueillies a Bujumbura, nous considérons ici que l'évolution a été la même dans d'autres endroits du pays. L'indice été calculée en prenant comme repère de base 100 pour l'année 1980.

j. La part du thé dans les recettes d'exportations en millions de Fbu (1990-1996)

Année / Produits	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL
PRODUITS PRIMAIRES : Café	8987	13169,5	10109,5	11421,8	14443,9	22269,2	8726,5	89 127,4 Soit 75,1%
Coton	27,8	-	-	793,6	880	425,3	-	2 126,7 Soit 1,7%
Thé	**1427,6**	**1609,9**	**2312,9**	**2681,9**	**2351,8**	**2417,8**	**1418,7**	**14 220,6 Soit 11,9%**
Peaux	649,4	433,5	338,6	206,5	597,2	525,2	215,9	2 966,3 Soit 2,5%
Total pour les produits primaires	11 091,8	15 212,9	12 761	15 103,8	18 272,9	25 637, 5	10 361 ,1	108 440,9 soit 91,4%
La part du thé dans les produits primaires en %	**12,8**	**10,5**	**18,1**	**17,7**	**12,8**	**9,4**	**13,6**	**13,1**
PRODUITS MANUFACTURES	710,6	639,1	2233,9	2097,8	1378,2	1754,9	1295	10 109,5 Soit 8,5%
Total des exportations	11 802,4	15 852	14 994,9	17 201,6	19 651,1	27 392, 4	11 656 ,1	**118 550,5**
La part du thé dans le total des exportations en %	**12**	**10,1**	**15,4**	**15,5**	**11,9**	**8,8**	**12,1**	

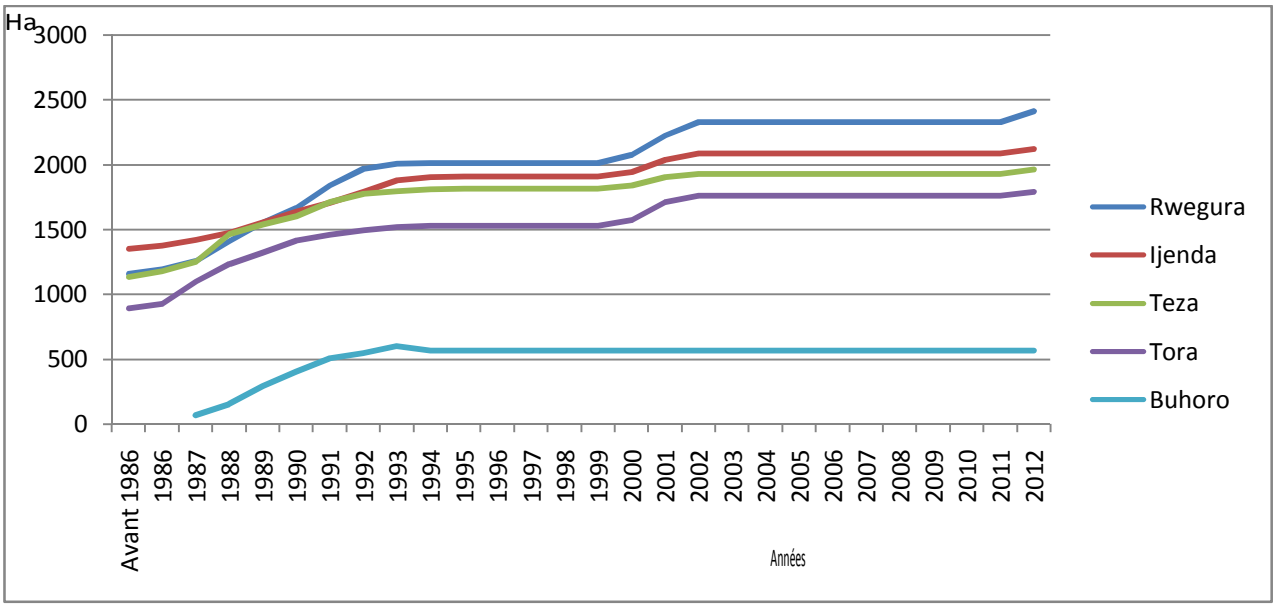
Source : Construit à partir des données de la BRB et celles du Service de planification macro-économique du Ministère de Planification du développement et de la reconstruction.

k. Les recettes des exportations burundaises 1999-2009 en Millions de Fbu

Produits	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total	%
Poissons vivants	85,9	85,6	120,6	147,3	130,9	176,7	167,5	190,8	304,3	218,8	279,9	1908,3	0,3
Horiculture	16,4	22,2	144,3	164,3	273,1	289,4	165	274,9	304,3	189,3	67,4	1910,6	0,3
Café marchand	**23643,2**	**24419,9**	**16326,3**	**15584**	**24837,5**	**32341,6**	**43586,6**	**40838,3**	**35288,8**	**47184,2**	**44723,3**	**348773,7**	**64,7**
Thé	**6133,1**	**8694,6**	**8760,4**	**8181,7**	**11114,6**	**11245,8**	**8564,8**	**10238,4**	**9924,4**	**15531,1**	**18945,6**	**118334,5**	**21,9**
Ecorce Quinqina	26	82,3	58,5	18,8	78,8	31,5	160,4	119,7	178,3	433,3	352,2	1539,8	0,2
Biere PRIMUS	5,7	-	114,7	1165,8	1106,1	2067,3	1432,8	603,6	873,2	1821,8	1596,4	10787,4	2
Cigarettes	34	51,9	443,8	405,3	746,5	791	869,8	806,7	985,8	1796,9	1636,1	8567,8	1,5
Minerais	255,8	221	-	755,4	323,9	543,2	1026,5	2959,7	2009,5	6501,3	2434,7	17031	3,1
Peaux	76,8	88,8	47,4	26,1	48,1	284,8	458,7	1574,3	3823,6	3704,7	2335	12468,3	2,3
Bois	-	-	-	3,9	12,3	20,5	2,1	4,5	1,4	2,3	139,9	186,9	0,03
Tissus coton	-	19,1	0,4	3,1	29,6	94,1	189,5	144	9,5	-	14,6	503,9	0,09
Covertures	-	52,3	31,7	-	-	-	-	-	-	-	-	84	0,01
Fibro-ciment	17,4	-	0,4	12,7	0,2	0,3	-	-	-	-	-	31	0,00 5
Bouteilles	-	-	-	-	-	43,8	-	21	0,6	-	0,1	65	0,01
Metaux communs	-	3,9	-	-	-	15,5	34,7	-	-	-	-	54,1	0,01
Mobiliers et articles de viterie	-	-	730,6	-	-	-	-	-	-	-	-	730,6	0,1
Autres	669,4	248,1	-	2711,3	1927,2	632,4	2421,6	486	262,3	1247,7	1035,5	1164,5	2,1
TOTAL	30963,7	33989,7	26779,1	29179,7	40628,8	52688,6	60080	58261,1	53966,1	78631,4	73560,7	538728,9	

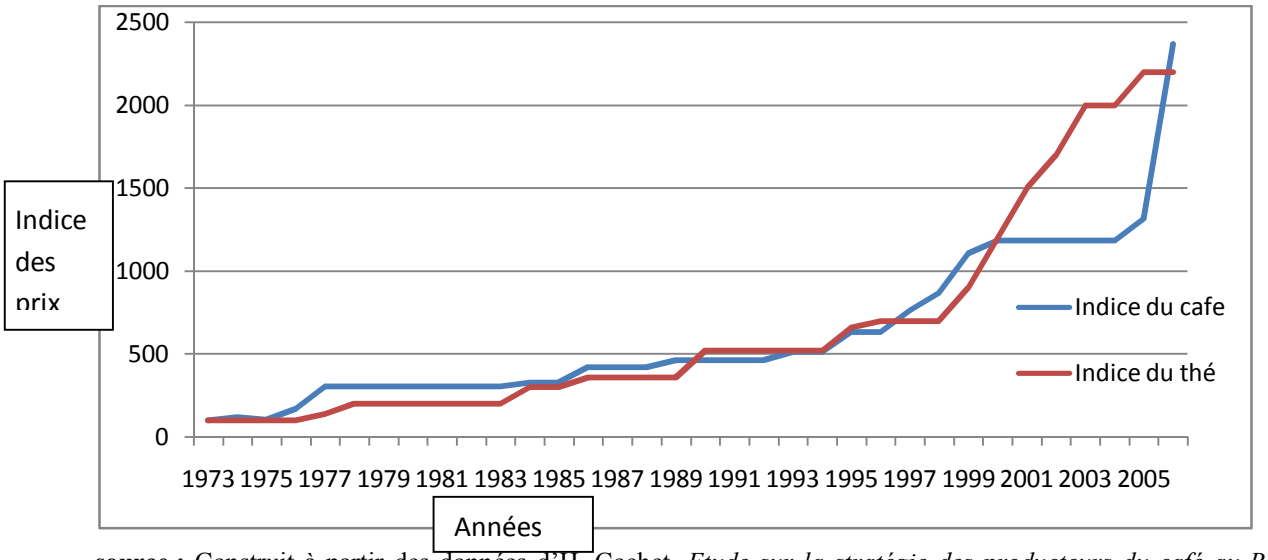
Source : Construit à partir de BRB, *Bulletin trimestriel cite par* ISTEEBU, *Annuaire des Statistiques 2009*, p.36

l. L'évolution des plantations theicoles en Ha selon les années et selon les régions theicoles



Source : Construit à partir des données de l'OTB (Département Agronomique)

m. Comparaison de l'indice du prix du thé de celui du café (base considéré à 100 en 1973)



source : Construit à partir des données d'H. Cochet, *Etude sur la stratégie des producteurs du café au Burundi*. Paris, 1995. p.171 et les données de l'OTB sur le thé.

6. L'enquête orale

Deux enquêtes sur terrain ont été réalisées en août 2011 et en août 2015. Celle de 2011 était plus générale sur une des communes de la région théicole d'Ijenda : Rusaka ; 89 personées ont été interrogées. Celle de 2015 se basait particulièrement sur la théiculture dans la région d'Ijenda ; 15 personnes ont été interrogées.

a. Le Questionnaire de l'enquête réalisée en août 2015 ?

1. Avez-vous du thé ?
2. Quand est- ce que vous avez planté le théier ?
3. Qu'est-ce qui vous a motivé pour planter le théier ?
4. Comment se faisait le choix du terrain ?
5. a) Combien de phases de plantations devriez-vous faire ?
   b) Combien d'ares étaient exigés pour chacune des phases ?
   c)Où trouviez-vous les jeunes plants ?
6. a) Qui assuraient l'encadrement ? Comment ?
   b) Quel était le rôle du paysan ?
7. a) Avez-vous été employé dans un des projets du thé ?
   a) Si oui, lequel et quand ?
   b) Combien gagniez-vous par jour ou par mois ?
8. a) Quelles étaient les réactions de la population face à cette nouvelle culture ?
   b) Expliquez !
9. a)Quelles sont les activités qui incombent au théiculteur ?
   b) Utilisez-vous une main d'œuvre salariée pour l'entretien de votre plantation ?
10. a) Etes-vous membre d'une association des théiculteurs ?
    b) Quand est –ce qu'est née votre association ?
    c) Quel est le nom de votre association ?
    d) Quel est l'avantage d'une association des théiculteurs ?
11. a) Connaissez-vous une nouvelle entreprise dénommée PROTHEM ?
    b) Est-ce que vous vendez votre production à PROTHEM ?
    c) Pourquoi ?
12. Sur l'importance de la théiculture :
    a) Combien gagnez-vous par paie ?

b) Etez-vous satisfait de cette rémunération ? Pourquoi ?

c) Avez-vous une autre source de revenu monétaire ? Laquelle ?

d) Comment utilisez –vous votre revenu théicole ?

e) Est-ce que vous consommez le thé ?

- Si oui, quand et où ?
- Quel est l'importance ?
- Si non, pourquoi ?

b. Les personnes interrogées en août 2015

Nom	Age	Genre	Fonction	Lieu	Date de l'entretien
YENGAYENGE	62	M	Théiculteur	Matyazo	20/08/2015
NGENDABANYIKWA	78	M	Théiculteur	Matyazo	20/08/2015
NDABIRINDE André	40	M	Théiculteur	Shana	20/08/2015
NIBOGORA Catherine	80	F	Théiculteur	Rusaka	20/08/2015
BARAKAMFITIYE	57	M	Théiculteur	Kibimba	20/08/2015
NDAYIRAGIJE Fabien	35	M	Chef d'Usine Ijenda	Ijenda	21/08/2015
NIYONGABO Christophe	26	M	Employé à l'Usine d'Ijenda	Ijenda	21/08/2015
NDAYISHIMIYE Dismas	38	M	Théiculteur et employé par l'Usine d'Ijenda	Matyazo	22/08/2015
BARANDAGIYE	38	M	Théiculteur	Matyazo	22/08/2015
Venant	55	M	Chef de Cellule Feuilles vertes à l'Usine d'Ijenda	Ijenda	22/08/2015
HICUBURUNDI Diomède	64	M	Théiculteur et Ex convoyeur au projet CVHA	Matyazo	22/08/2015
BIGIRIMANA Rose	50	F	Théiculteur	Ijenda	22/08/2015
GAHUNGU Salvator	56	M	Cueilleur salarié du thé chez les ménages	Ijenda	20/08/2015
MANIRAKIZA Serges	50	M	Chef de plantation à l'usine d'Ijenda	Ijenda	25/08/2015
Isidore	50	M	Chef administratif	Ijenda	25/08/2015

7. La liste des tableaux

Tabl.1. Recensement du gros bétail en commune de Mugongo-Manga (1968-1974)……34
Tabl.2. Le calendrier agricole annuel dans la région d'Ijenda……...36
Tabl.3. La répartition du budget du Projet The Villageois d'Ijenda……..59
Tabl.4. L'évolution des recettes theicoles pour la commune de Rusaka (2004-2010) en Fbu..111
Tabl.5. Le revenu théicole pour dix ménages de la colline Namande au cours de l'année 2007 en Fbu……...114
Tabl.6. Les principales sources de revenus dans la région d'Ijenda en 2009……..119
Tabl.7. L'effectif du personnel contractuel au complexe théicole d'Ijenda (2000-2008)……..125
Tabl.8. L'évolution de la « masse monétaire » payée par le Complexe Théicole d'Ijenda de 2000 à 2011 : les salaires, les revenus des theiculteurs et l'achat du bois de chauffage……..127

8. La liste des cartes et des figures

Carte 1. Le territoire théicole burundais……...17
Carte 2. La région théicole d'Ijenda……..…18
Graph.1. L'évolution des superficies theicoles dans la région d'Ijenda en Ha de 1986 à 201…..80
Graph.2.L'évolution des superficies theicoles en commune de Rusaka……81
Graph.3. Les régions theicoles selon les superficies totales de l'OTB en 2011…..……..87
Graph.4. Les régions theicoles selon les plantations paysannes en 2011……..87
Graph. 5. L'évolution de la production du thé sec selon les usines (1967-2012)…...……...88
Graph.6. La production théicole mondiale en 2012……..97
Graph.7. L'orientation du thé burundais selon les marchés en % de 1993 à 2010……102
Graph.8. Les recettes totales des exportations 1990-1996……...109
Graph.9. Les recettes totales des exportations 1999-2009……..109
Graph.10. L'évolution de l'indice du prix du thé sec et celui des feuilles vertes par Kg 1993-2013 (base=100 en 1993)……..113
Graph.11. L'indice de l'évolution du prix du thé au producteur et l'indice général des prix 1996-2009……...……116
Graph.12. L'indice du prix des feuilles du thé et celui de quelques produits alimentaires, de 1973, de 1973 à 1992 ……...……...117
Graph.13. L'indice du prix des feuilles du thé et celui de quelques produits alimentaires, par Kg, de 1980 à 1992 (base =100 en 1980)……...……..……..118
Le schéma de l'Approche systémique globale de la théiculture……..156

TABLE DES MATIERES

DEDICACES…… **2**

REMERCIMENTS **……..3**

SOMMAIRE…… **4**

INTRODUCTION GENERALE 5

I. Le choix, les objectifs et l'intérêt du travail 7

II. Le cadre spatio-temporel du travail 11

III. La problématique et les hypothèses 11

IV. L'Histoire du thé, histoire rurale: les sources et la méthodologie de recherche 12

A. Les sources écrites.....13

B. Les sources orales.....14

C. L'observation sur terrain.....15

V. La subdivision du travail.....16

CHAP. I. APERCU SUR LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REGION D'IJENDA AVANT L'INTRODUCTION DU THEIER 19

I. La présentation de la région d'Ijenda 19

A. Le cadre spatial de la région d'Ijenda 19

B. Les principaux traits physiques.....19

1. Le relief. 20

2. Le climat 21

3. Le sol 21

C. La population 22

II. La situation socio-économique avant l'introduction du théier 23

A. Une économique familiale.....24

1. Le domaine agro-pastoral : contraintes et aspects du savoir-faire paysan.....24

a. L'exploitation agricole des collines burundaises: ébauche de définition.....24

b. La prédominance d'une agriculture vivrière 26

b.1. L'importance des céréales.....26

b. 2. La place des légumineuses 27
b. 3. Les tubercules: la pomme de terre prend le dessus.....28
b. 4. Une faible diversité de légumes et l'absence de fruits.....29
c. L'absence d'une agriculture industrielle 30
d. La place de l'arbre.....32
e. Une région aux traditions de la vache 33
f. Le calendrier paysan 35
g. Les projets de développement rural 37
h. Une région confrontée à la «faim chronique» 38
2. Un artisanat à dominante végétale.....40
3. Des échanges traditionnelles aux produits variés.....41
B. Au niveau social : l'éducation, la santé et l'habitat rural 43
1. De l'éducation familiale à l'« école des blancs ».....43
2. Le domaine sanitaire : de la tradition à la modernité 44
3. L'habitat rural des hautes terres burundaises.....45
CHAP. II. LA THEICULTURE DANS LA REGION D'IJENDA 48
I. L'historique du théier 48
A. Les origines et l'expansion du thé dans le monde: de la légende à la réalité 48
B. L'introduction du théier au Burundi.....50
1. Le théier: l'enfant pauvre de la politique coloniale belge.....50
2. Les objectifs de l'introduction du théier 52
a. A la recherche des devises: introduire le théier 52
b. Les *Projets thé villageois* : améliorer le revenu monétaire des paysans.....54
II. Les exigences et l'intégration du théier dans la région d'Ijenda 55
A. Les exigences pédoclimatiques.....55
1. Les exigences climatiques.....55
2. Les exigences édaphiques.....56
B. L'intégration du théier dans la région d'Ijenda.....57
1. Les initiatives de l'ISABU 57

2. Le Projet Thé Villageois d'Ijenda : à chacun sa plantation 58
a. Le financement et la répartition du budget 58
b. L'implantation des pépinières.....60
c. Le champ théier: un nouveau venu dans l'univers paysan 61
3. Les différentes tâches de l'exploitant 62
a. L'entretien du champ théicole.....62
b. La cueillette et la vente de la récolte.....65
4. Les attitudes de la population face à l'introduction du théier : de la méfiance à l'acceptation 68
a. La politique du théier : une transmission verticale et hiérarchisée du développement 68
a.1. Les acteurs du « Haut » 68
a.2. L'Etat burundais: un acteur intermédiaire du développement rural 69
a. 2. Une paysannerie « ciblée » pour être « développée » 71
b. L'analyse explicative de la réaction de la population face au programme théier.....72
b.1. Les attitudes de la population face aux débuts du théier : comment et pourquoi ? 73
b. 2. Les stratégies pour réussir le programme théier : le « discours », le « bâton » et la « carotte ». 77
b.3. L'Analyse du bilan de l'extension du théier 79
III. Le Complexe théicole d'Ijenda : encadrer et produire le thé 83
A. L'historique et l'organisation de la Société théicole d'Ijenda 83
B. Le rôle du Complexe théicole d'Ijenda 84
1. Encadrer les exploitants theicoles 84
2. La transformation du thé.....86
C. La place de la région d'Ijenda dans la théiculture burundaise.....87
IV. Le rôle de l'Office du Thé du Burundi (OTB).....89
A. L'historique, la mission et l'organisation de l'Office du Thé du Burundi. 89
B. La commercialisation du thé sec. 91
1. Le thé et les enjeux du commerce mondial des produits agricoles 91

a. Les contraintes climatiques.....91
b. Le caractère non stratégique des denrées alimentaires.....93
c. La concurrence et l'instabilité des prix 95
2. Le Burundi et le commerce mondial du thé.....97
a. Burundi : un très petit producteur dans un monde dispersé et inégal 97
b. Les stratégies de marketing d'un petit producteur.....98
b.1.L'option qualité 98
b. 2. La répartition de la production selon les marchés 100
V. Entre le monopole et la libéralisation de la filière thé au Burundi.....103
A. L'historique de PROTHEM.....103
B. La libéralisation de la filière: la «guerre du thé», la « guerre » du monopole 104
CHAP. III. L'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA THEICULTURE DANS LA REGION D'IJENDA 108
I. L'impact économique de la théiculture 108
A. La part de plus en plus importante du thé dans les recettes nationales d'exportations...109
B. L'apport du thé dans les recettes communales.....111
C. Le revenu théicole, le pouvoir d'achat et les dépenses des ménages 112
1. L'évolution du prix au producteur et le revenu théicole.....112
2. La problématique du pouvoir d'achat du theiculteur.....115
3. La place de la théiculture dans l'économie familiale 119
4. Le revenu théicole : manger d'abord.....120
5. L'investissement paysan et les mutations dans une économie rurale.....121
D. Le salariat et la « monétarisation » du monde rural 123
1. La création d'emplois 123
2. La « distribution des revenus » et la « circulation de la monnaie » 127
E. L'ouverture et le développement des échanges dans une région rurale 128
II. La théiculture et la société rurale.....131
A. Le revenu théicole et les charges sociales 131
1. Une demande éducative croissante.....131

2. Le domaine sanitaire et la «sécurité sociale des paysans»....133
3. L'habitat rural et les différentes charges ménagères 134
4. Les différentes exigences sociales, morales et fiscales 136
B. L'emploi rural et la mobilisation des ressources humaines....138
C. Le paysage agraire, le patrimoine rural et les aspects environnementaux....139
D. Le thé et l'« urbanisation » rurale 143
E. Les hangars de collecte des feuilles vertes : entre rencontre et socialisation des campagnes 144
F. Les associations des théiculteurs : quel avenir ? 145
G. La théiculture et l'univers culturel 146
1. La sociolinguistique du thé 146
2. La consommation du thé : une « civilisation » qui intègre timidement la cuisine paysanne....148
CONCLUSION GERNERALE.... 153
BIBLIOGRAPHIE…….... 159
I. Les ouvrages. 159
A. Les ouvrages généraux 159
B. Les ouvrages spécialisés sur le thé 162
II. Les mémoires, les thèses et les rapports de stages....164
III. Les articles, les rapports et les autres publications....168
A. Les articles 168
B. Rapports et autres publications....172
IV. Les sites Internet....173
ANNEXES…… 175
1. La liste des sigles et des abréviations 176
2. Les cartes....179
3. Les images....181
4. Les organigrammes....183
5. Les données statistiques....185

6. L'enquête orale.....194
7. La liste des tableaux.....196
8. La liste des cartes et des figures.....197
Table des matières.....198

RESUME

Le Burundi est un petit pays à cheval entre l'Afrique Centrale et Orientale, à l'économie familiale prédominante. Il intégra la théiculture depuis le début des années 1960 pour diversifier ses recettes d'exportations, longtemps dominées par le café. Le théier trouva ses conditions optimales sur les hauteurs de la *Crête Congo-Nil* où furent mis en place des plantations étatiques et des théicultures paysannes, reparties dans 5 régions, du Nord au Sud, Buhoro, Rwegura, Teza, Ijenda et Tora; sous l'encadrement de l'Office du Thé du Burundi (OTB). La région d'Ijenda est la seule où toutes les superficies theicoles sont intégrées dans les exploitations paysannes.

Cette nouvelle « économie-monde », est-elle profitable à la base comme elle le semble au sommet ? Cette étude constante une faiblesse du revenu théicole et du pouvoir d'achat de l'exploitant suite aux défis divers, liés au marché, à l'organisation de la filière et à la paysannerie burundaise. Elle reconnaît, néanmoins, l'importance de la régularité de cette somme, qui allège la souffrance financière du paysan. Par ailleurs, la pratique de cette plante influence effectivement sur les mutations socio-économiques, à travers plusieurs domaines de la vie des populations.

Discipline : Histoire

Mots clés: Théiculture- Burundi - OTB - Ijenda - Agriculture - Histoire rurale - Politiques Publiques Agricoles - Paysannerie.